

COPY:
DO NOT REMOVE
FROM ROOM
L-201 (WWRR)

NATIONS



UNIES

UN LIBRARY
UN/SA COLLECTION

**RAPPORT ANNUEL
DU SECRETAIRE GENERAL
SUR
L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

16 juin 1958 - 15 juin 1959**

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUATORZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 1 (A/4132)

NEW-YORK

NATIONS UNIES

**RAPPORT ANNUEL
DU SECRETAIRE GENERAL
SUR L'ACTIVITE
DE L'ORGANISATION**

16 juin 1958 - 15 juin 1959



ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : QUATORZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 1 (A/4132)

New-York, 1959

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

	<i>Pages</i>
Abréviations et sigles	vi
AVANT-PROPOS	vii
 I. — QUESTIONS POLITIQUES ET DE SÉCURITÉ	
1. Question du désarmement	1
2. Utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques	4
3. Effets des radiations ionisantes	5
4. Mesures tendant à instaurer et à promouvoir des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats	5
5. Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques	6
6. Admission de nouveaux Membres	8
7. Question de Hongrie	8
8. Force d'urgence des Nations Unies	10
9. Question de Palestine	11
10. Assistance aux réfugiés de Palestine	13
11. Plaintes du Liban et de la Jordanie	16
12. Question de Chypre	23
13. Question algérienne	25
14. Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union sud-africaine	26
15. Question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la poli- tique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de l'Union sud-africaine	26
16. Relations entre le Cambodge et la Thaïlande	27
17. Question de Corée	28
18. Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies	30
19. Question d'amendements à apporter à la Charte en vue d'augmenter le nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité et le nombre des membres du Conseil économique et social et de la Cour internationale de Justice	30
 II. — ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE	
A. — <i>Questions économiques et sociales</i>	
1. Etudes économiques	33
2. Développement économique des pays sous-développés	34
3. Développement de la coopération économique internationale ..	37

	<i>Pages</i>
4. Problèmes internationaux relatifs aux produits de base	38
5. Questions fiscales et financières	39
6. Coopération internationale en matière de cartographie	40
7. Transports et communications	40
8. Services de statistique des Nations Unies	41
9. Commissions économiques régionales	44
10. Droits de l'homme	53
11. Condition de la femme	54
12. Contrôle international des stupéfiants	56
13. Questions sociales	57
 B. — <i>Assistance technique</i>	
1. Programme élargi d'assistance technique en vue du développe- ment économique	62
2. Programme d'assistance technique des Nations Unies	64
3. Assistance technique en matière d'administration publique	65
 C. — <i>Le Fonds spécial</i>	66
 D. — <i>Fonds des Nations Unies pour l'enfance</i>	67
 E. — <i>Année mondiale du réfugié</i>	68
 F. — <i>Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</i>	69
 G. — <i>Questions de coordination et relations avec les institutions spécialisées</i>	72
 H. — <i>Evaluation des programmes pour une période de cinq ans</i>	72
 III. — QUESTIONS CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES	
A. — <i>Territoires sous tutelle</i>	
1. Fonctionnement du régime international de tutelle	75
2. Situation dans les territoires sous tutelle	76
B. — <i>Territoires non autonomes</i>	
1. Communication de renseignements en vertu de l'alinéa c de l'Article 73 de la Charte	82
2. Examen des renseignements	82
3. Questions générales relatives à la communication et à l'examen des renseignements	84
4. Rapport sur les progrès réalisés par les territoires non autonomes en application des dispositions du Chapitre XI de la Charte ..	85
5. Collaboration internationale en vue du progrès dans les domaines économique, social et de l'enseignement	86
 C. — <i>Question du Sud-Ouest africain</i>	87

IV. — QUESTIONS JURIDIQUES

1. Cour internationale de Justice	89
2. Commission du droit international	97
3. Question de la définition de l'agression et questions connexes	99
4. Droit de la mer	99
5. Conférence pour l'élimination de l'apatridie ou la réduction du nombre de cas d'apatridie dans l'avenir	99
6. Traités et conventions multilatérales	100
7. Privilèges et immunités	101
8. Règlements intérieurs des organes des Nations Unies	101
9. Tribunal administratif des Nations Unies	102
10. Arbitrage commercial international	103

V. — QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES

1. Conférences et services de documentation	105
2. Services généraux	106
3. Administration du personnel	107
4. Questions financières	108
5. Ecole internationale des Nations Unies et locaux pour les délégations. .	109

ABREVIATIONS ET SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BAT	Bureau de l'assistance technique
CAC	Comité administratif de coordination
CAT	Comité de l'assistance technique
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
SFI	Société financière internationale
UIT	Union internationale des télécommunications
UNCURK	Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNREF	Fonds des Nations Unies pour les réfugiés
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UPU	Union postale universelle

Avant-propos

J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le quatorzième rapport annuel du Secrétaire général, qui a trait à l'activité de l'Organisation du 16 juin 1958 au 15 juin 1959.

L'exposé du rôle de l'Organisation dans les affaires mondiales, qui constitue l'introduction dudit rapport annuel, sera publié cette année sous la forme d'un additif au présent document et paraîtra à une date plus rapprochée de l'ouverture de la quatorzième session.

Le Secrétaire général,



Dag HAMMARSKJÖLD

1er juillet 1959.

Chapitre premier

QUESTIONS POLITIQUES ET DE SECURITE

Le chapitre premier porte sur l'activité de l'Organisation des Nations Unies, du 16 juin 1958 au 15 juin 1959, dans le domaine des questions politiques et de sécurité. Il expose les mesures prises par l'Assemblée générale, tant à sa troisième session extraordinaire d'urgence en août 1958 qu'à sa treizième session, par le Conseil de sécurité et par le Secrétaire général, ainsi que par les divers comités, commissions et organismes chargés de s'occuper de questions politiques et de sécurité.

A sa treizième session, l'Assemblée générale a élu l'Argentine, l'Italie et la Tunisie membres non permanents du Conseil de sécurité en remplacement de la Colombie, de l'Irak et de la Suède, dont le mandat a expiré le 31 décembre 1958. Du fait de ces élections, la composition du Conseil de sécurité est la suivante depuis le 1er janvier 1959: Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques (membres permanents); Argentine, Canada, Italie, Japon, Panama et Tunisie (membres non permanents).

Les questions examinées par le Conseil de sécurité ont été traitées plus brièvement que les autres, les débats dont elles ont fait l'objet étant exposés plus en détail dans les rapports du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale pour les périodes du 16 juillet 1957 au 15 juillet 1958 et du 16 juillet 1958 au 15 juillet 1959.

I. — Question du désarmement

a) FAITS NOUVEAUX SURVENUS AVANT LA TREIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Ni la Commission du désarmement ni son Sous-Comité ne se sont réunis au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport.

En juin 1958, le Secrétaire général a mis les installations et les services des Nations Unies à Genève à la disposition des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union de Républiques socialistes soviétiques qui étaient convenus de réunir une conférence d'experts chargée d'étudier la possibilité de déceler les violations d'un accord éventuel sur la suspension des essais nucléaires. Le rapport de cette conférence, qui s'est tenue au Palais des Nations, du 1er juillet au 20 août 1958, a été communiqué à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité par l'intermédiaire du Secrétaire général qui avait délégué à la Conférence un représentant personnel.

Par la suite, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et l'Union soviétique sont convenus de réunir une conférence sur la cessation des essais d'armes nucléaires, au Palais des Nations, à partir du 31 octobre 1958.

Dans un échange de lettres, les deux Parties ont décidé de tenir une autre conférence d'experts au Siège européen des Nations Unies, le 10 novembre 1958, pour étudier la prévention des attaques par surprise.

b) EXAMEN DE LA QUESTION À LA TREIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale comprenait les questions suivantes: "Question du désarmement", proposée par le Secrétaire général; "Cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène", proposée par l'Union soviétique; et "Réduction de 10 à 15 pour 100 des budgets militaires de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Etats-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de la France et utilisation d'une partie des sommes économisées pour l'assistance aux pays sous-développés", proposée par l'Union soviétique. La Première Commission, à laquelle ces trois questions ont été renvoyées, les a examinées simultanément durant 24 séances, du 10 octobre au 4 novembre 1958.

Le 18 septembre 1958, l'URSS a présenté un mémorandum où elle proposait de prendre des mesures partielles de désarmement dans les domaines suivants: 1) réduction des forces armées; 2) réduction des armements de type classique et des budgets militaires; 3) interdiction de l'arme atomique et de l'arme à l'hydrogène; 4) cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène; 5) interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays et coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique; 6) contrôle international et mesures destinées à prévenir une attaque par surprise; 7) réduction des effectifs des troupes étrangères stationnées sur le territoire de l'Allemagne et sur celui d'autres Etats européens; 8) interdiction de la propagande de guerre; 9) Commission du désarmement des Nations Unies.

Le Secrétaire général a également fait distribuer un mémorandum sur la question du désarmement dans lequel il se félicitait que le problème ait été abordé du point de vue technique et il suggérait à l'Assemblée générale de rechercher s'il n'y aurait pas intérêt à sanctionner le principe de la divulgation des renseignements. Le Secrétaire général faisait également observer qu'un organe de contrôle international fonctionnerait mieux s'il était incorporé à l'ONU.

Le 9 octobre, l'URSS a déposé un projet de résolution par lequel l'Assemblée générale ferait appel à tous les Etats qui effectuent des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène pour qu'ils y mettent fin immédiatement, et recommanderait que les Etats qui possèdent des armes nucléaires entament des né-

gociations pour conclure un accord international à cet effet.

Le 10 octobre, l'URSS a présenté un autre projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale recommande aux Gouvernements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Etats-Unis, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et de la France de s'engager à réduire leurs budgets militaires d'au moins 10 à 15 pour 100 et invite lesdits gouvernements à affecter à l'assistance aux pays sous-développés une partie des fonds qui se trouveraient libérés.

Le 13 octobre, un projet de résolution commun a été déposé par 17 Puissances (Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, Iran, Italie, Laos, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et Thaïlande). Il tendait à ce que l'Assemblée générale: 1) demande instamment que, dans les négociations entre Etats qui ont fait des essais armes nucléaires, les parties ne négligent aucun effort pour parvenir prochainement à un accord sur la suspension des essais d'armes nucléaires, sous un contrôle international efficace; 2) demande instamment aux parties de ne pas faire de nouveaux essais d'armes nucléaires tant que des négociations seront en cours; 3) souligne l'importance et l'urgence de parvenir aux plus larges mesures possibles dirigées contre la possibilité d'une attaque par surprise; 4) affirme que l'orientation des initiatives encourageantes récentes, y compris la façon d'aborder les problèmes sous l'angle technique, devrait se poursuivre en vue de contribuer à un système mondial de désarmement équilibré et efficacement contrôlé; 5) invite les conférences chargées d'étudier les essais d'armes nucléaires et les mesures dirigées contre une attaque par surprise à avoir recours à l'assistance et aux services du Secrétaire général et leur demande de tenir les Nations Unies informées; 6) invite le Secrétaire général, en consultation avec les gouvernements intéressés, à fournir tous conseils et toute assistance qui peuvent paraître souhaitables afin de faciliter l'évolution actuelle ou toute nouvelle initiative touchant les problèmes du désarmement; et 7) demande que les comptes rendus des séances de la Première Commission au cours desquelles divers aspects du désarmement ont été débattus soient communiqués, par les soins du Secrétaire général, aux participants aux conférences chargées d'étudier les essais d'armes nucléaires et les mesures dirigées contre une attaque par surprise.

Le 15 octobre, 12 Puissances (Afghanistan, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Ghana, Inde, Indonésie, Irak, Maroc, Népal, République arabe unie et Yémen) ont présenté un texte révisé d'un projet de résolution déposé précédemment par l'Inde tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) demande la cessation immédiate des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène jusqu'à ce que les Etats intéressés aient conclu un accord sur les dispositions techniques et les contrôles jugés nécessaires pour assurer le respect de la cessation de ces essais; 2) invite les Etats parties aux négociations de Genève à rendre compte à l'Assemblée générale de leur accord, afin que l'Assemblée puisse prendre alors des mesures pour étendre l'application de l'accord à tous les Etats; 3) fait appel à tous les autres Etats pour qu'ils s'abstiennent d'entreprendre des essais d'armes nucléaires et thermonucléaires en attendant qu'aient été prises les mesures mentionnées ci-dessus; et 4) charge

le Secrétaire général de fournir à la conférence sur les essais nucléaires l'aide dont elle pourra avoir besoin. Par la suite, l'Ethiopie et la Yougoslavie se sont jointes aux auteurs de ce projet de résolution, ce qui a porté le nombre des coauteurs à 14.

Au cours des débats à la Première Commission, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont affirmé que l'Assemblée générale manquerait de réalisme si elle essayait de fixer aux Puissances nucléaires une ligne de conduite donnée avant que toutes les possibilités de négociation soient exploitées, notamment en ce qui concerne la composition de l'organisme de contrôle, sa tâche et la procédure de vote à adopter. Mais ces représentants ont souligné que leurs gouvernements étaient disposés à s'abstenir de tout nouvel essai d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène pendant une période d'un an à compter du début de la Conférence sur la cessation des essais d'armes nucléaires, le 31 octobre 1958, à condition que l'Union soviétique fasse de même. En outre, ils ont offert de suspendre les essais pour une période indéterminée à condition qu'il soit établi chaque année que le système d'inspection convenu fonctionnait effectivement et que l'on progressait de façon satisfaisante dans les autres domaines du désarmement.

On a fait observer, à l'encontre du projet de résolution des 14 Puissances, que ce texte invitait les Puissances nucléaires à mettre fin aux essais même si elles n'étaient pas en mesure de s'entendre sur l'établissement d'un système de contrôle. De leur côté, les auteurs du projet poussaient l'Assemblée à admettre que les Puissances nucléaires parviendraient à un accord sur la question du contrôle. Ils notaient également que, en tout cas, la Commission du désarmement ou l'Assemblée générale seraient en mesure de s'occuper de la question, au cas où la Conférence de Genève sur la cessation des essais d'armes nucléaires échouerait.

L'URSS a affirmé que, puisque les Puissances nucléaires avaient accepté le rapport de la Conférence d'experts, il était possible de cesser immédiatement et de façon permanente les essais d'armes nucléaires, sans tenir compte de la conférence projetée. Elle était disposée, pour sa part, à mettre fin aux expériences nucléaires immédiatement et à titre définitif, si les Etats-Unis et le Royaume-Uni faisaient de même.

Le 17 octobre, l'Irlande a proposé des amendements au projet de résolution commun des 17 Puissances; aux termes de ces amendements, l'Assemblée générale: 1) demanderait instamment aux parties aux négociations de Genève de ne pas fournir d'armes nucléaires à d'autres Etats pendant que ces négociations sont en cours et pendant la durée de la suspension des essais qui pourrait résulter desdites négociations, et 2) demanderait en outre instamment aux Etats qui fabriquent des armes nucléaires de s'abstenir d'en fabriquer au cours de la même période. Ces amendements ont été retirés avant le vote.

L'Irlande a également présenté un projet de résolution prévoyant la création d'un comité spécial chargé d'étudier les dangers inhérents à une diffusion plus large des armes nucléaires.

Le 20 octobre, le Mexique a déposé un projet de résolution, qu'il a retiré par la suite, invitant les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique à étudier les possibilités et procédures de reprise des négociations sur le désarmement dans le cadre des Nations Unies.

Un autre amendement au projet de résolution des 17 Puissances a été proposé le 21 octobre par la Bolivie, le Costa-Rica, Cuba, le Guatemala, Haïti, la République Dominicaine et l'Uruguay. Cet amendement, qui invitait les Etats intéressés à consacrer, par prélèvement sur les fonds rendus disponibles du fait du désarmement, des crédits supplémentaires à l'assistance aux pays peu développés, a été incorporé au projet de résolution.

Le 22 octobre, l'Inde et la Yougoslavie ont présenté un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée, réaffirmant la responsabilité qui incombe à l'Organisation des Nations Unies de chercher une solution au problème du désarmement, décide que la Commission du désarmement se composera de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Après que la Commission eut examiné plusieurs amendements proposés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, par la France, le Salvador, et l'URSS, l'Inde et la Yougoslavie ont déposé, le 3 novembre 1958, un projet révisé aux termes duquel l'Assemblée déciderait que, pour 1959 et à titre spécial, la Commission du désarmement se composerait de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies. Un nouvel amendement présenté oralement par le Royaume-Uni et par les Etats-Unis et accepté par les auteurs du projet prévoyait que l'Assemblée prierait le Secrétaire général de convoquer la première séance de la Commission du désarmement, après consultation des Membres, et déciderait que la Commission adopterait son propre règlement, après avoir commencé ses travaux aux termes de l'article 162 du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Le 22 octobre, l'Inde et la Yougoslavie ont présenté un deuxième projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée: 1) exprimerait l'espoir que l'accord le plus large possible se ferait au cours de l'étude qui allait être entreprise; 2) prierait le Secrétaire général de prêter le concours et de fournir les services nécessaires; et 3) prierait les Etats participant à l'étude d'informer l'Organisation des Nations Unies des progrès accomplis.

L'Autriche, le Japon et la Suède, désireux de voir la Commission adopter à l'unanimité une résolution sur la question des expériences nucléaires, ont déposé le 31 octobre un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée générale: 1) exprime l'espoir que la conférence de Genève sur la cessation des essais d'armes nucléaires serait couronnée de succès; 2) prie les parties intéressées de rendre compte à l'Assemblée générale de l'accord qui pourrait résulter de leurs négociations; et 3) prie le Secrétaire général de fournir l'assistance et les services nécessaires.

Après avoir essayé sans succès d'amener les auteurs des différents textes à s'entendre sur un projet de résolution relatif aux expériences nucléaires qui soit acceptable pour tous, la Première Commission a décidé, le 31 octobre, de voter en priorité sur le projet de résolution des 17 Puissances; elle l'a alors approuvé à la suite d'un vote par appel nominal par 49 voix contre 9 et 23 abstentions. Le 4 novembre, l'Assemblée générale a procédé à un vote par appel nominal et adopté le projet de résolution par 49 voix contre 9, avec 22 abstentions [résolution 1252 A (XIII)].

Le projet de résolution des trois Puissances déposé par l'Autriche, le Japon et la Suède a été approuvé par la Première Commission par 47 voix contre 19, avec 11 abstentions. L'Assemblée générale l'a adopté le 4 novembre par 55 voix contre 9, avec 12 abstentions [résolution 1252 B (XIII)].

La Commission a rejeté le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution des 14 Puissances par 36 voix contre 26, avec 19 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. L'Inde a alors, au nom des auteurs, retiré le reste du projet. Le 4 novembre, ce projet a été soumis à nouveau à l'Assemblée générale qui l'a rejeté, à la suite d'un vote par appel nominal, par 41 voix contre 27, avec 13 abstentions.

Le représentant de l'URSS a indiqué qu'étant donné les résultats du vote de la Commission sur le projet de résolution des 14 Puissances, sa délégation n'insisterait pas pour que son projet de résolution relatif à la cessation immédiate des essais nucléaires soit mis aux voix.

Le projet de résolution de l'URSS sur la réduction des budgets militaires a été rejeté par la Première Commission à la suite d'un vote par appel nominal. Il y a eu 39 voix pour, 10 contre et 32 abstentions.

Le paragraphe 2 du projet de résolution de l'Irlande a été soumis au vote en premier et séparément, à la demande de son auteur; il a été approuvé à la suite d'un vote par appel nominal par 37 voix contre zéro et 44 abstentions. Le représentant de l'Irlande a alors exprimé la satisfaction qu'il éprouvait à voir la Commission reconnaître, sans vote négatif, combien il était dangereux que le nombre des Etats possédant des armes nucléaires augmente. Il a alors retiré son projet de résolution tendant à créer un comité spécial pour étudier le problème, en expliquant qu'il ne voulait pas insister sur un moyen donné d'éliminer le danger. Le Président a approuvé le retrait du projet de résolution.

Par 73 voix contre zéro, avec 7 abstentions, la Première Commission a approuvé le projet de résolution présenté par l'Inde et par la Yougoslavie au sujet de la conférence relative aux attaques par surprise. L'Assemblée générale l'a adopté le 4 novembre par 75 voix contre zéro, avec 2 abstentions [résolution 1252 C (XIII)].

La Commission a approuvé, par 78 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de résolution révisé présenté par l'Inde et la Yougoslavie au sujet de la modification de la composition de la Commission du désarmement. L'Assemblée générale l'a adopté le 4 novembre par 76 voix contre zéro, avec 2 abstentions [résolution 1252 D (XIII)].

c) AUTRES FAITS NOUVEAUX

Le 3 novembre 1958, l'URSS a communiqué aux Nations Unies une déclaration du Gouvernement soviétique, en date du 31 octobre, concernant la Conférence de Genève sur la cessation des essais d'armes nucléaires, réunie à partir de cette date. Faisant observer que les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient intensifié leur programme d'essais d'armes nucléaires alors que l'URSS avait unilatéralement suspendu ses expériences le 31 mars, l'Union soviétique a déclaré qu'elle s'estimait en droit de procéder à un nombre d'essais égal aux explosions qu'avaient déclenchées les Etats-Unis et le Royaume-Uni à eux deux depuis cette date.

Le 7 novembre, les Etats-Unis ont publié une déclaration du président Eisenhower, qui indiquait que l'Union soviétique avait poursuivi ses expériences nucléaires malgré l'ouverture de négociations et en dépit de la résolution 1252 A (XIII). Tout en se considérant libérés de tous les engagements qu'ils avaient pris, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ne reprendraient

pas ces essais pour l'instant dans l'espoir que l'Union soviétique reconsidérerait sa position à bref délai.

Le 5 janvier 1959, le Secrétaire général a fait distribuer le rapport de la Conférence d'experts pour étudier les mesures éventuelles qui pourraient contribuer à la prévention d'une attaque par surprise. La Conférence, qui s'est réunie le 10 novembre, s'est ajournée le 18 décembre 1958.

La Conférence sur la cessation des essais d'armes nucléaires, à laquelle assistait un représentant du Secrétaire général, se poursuivait encore au Palais des Nations à la fin de la période qui fait l'objet du présent rapport.

2. — Utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques

a) DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES SUR L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE À DES FINS PACIFIQUES

Dans la résolution 912 (X) sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qu'elle a adoptée à l'unanimité le 3 décembre 1955, l'Assemblée générale a recommandé qu'une seconde conférence internationale pour l'échange de renseignements techniques concernant l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques se tienne sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies dans un délai de deux à trois ans. Le Secrétaire général, se conformant à l'avis du Comité consultatif sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, a décidé que la Conférence se tiendrait à Genève du 1er au 13 septembre 1958 et a invité les Etats Membres de l'ONU et des institutions spécialisées, toutes les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique à y participer. Pour établir l'ordre du jour provisoire et pour prendre toutes les autres dispositions nécessaires pour la Conférence, le Secrétaire général a bénéficié du concours du Comité consultatif sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Le Secrétaire général et le Comité consultatif ont consulté les institutions spécialisées compétentes et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

L'ordre du jour provisoire, par sujets d'étude, de la deuxième Conférence avait une portée scientifique et technique plus grande que celui de la première Conférence, puisqu'il comprenait une question nouvelle, celle des possibilités de fusion ménagée. La Conférence a comporté une première série de séances générales, où ont été exposées, par grandes catégories, les principales utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et qui ont été suivies de cinq séries parallèles de séances techniques où l'on a traité les sujets suivants : physique, y compris la fusion nucléaire, piles, chimie, isotopes et protection contre les rayonnements, matières premières, métallurgie et connaissances techniques sur les piles.

La participation à la Conférence de 1958 a été bien plus importante qu'en 1955. Quarante-six gouvernements et six organisations intergouvernementales ont présenté 2.535 résumés et 2.135 mémoires *in extenso*, dont 714 ont été choisis pour être présentés oralement. Deux mille six cent quatre-vingt-douze représentants et conseillers ont représenté 69 Etats et neuf institutions spécialisées. De plus, 3.651 observateurs envoyés par des entreprises industrielles, des centres d'étude et des

organisations non gouvernementales ont assisté à la Conférence. Neuf cent onze représentants d'organes d'information accrédités dans 36 pays ont suivi la Conférence.

Vingt pays ont organisé des stands d'exposition scientifique dans un bâtiment temporaire spécialement construit à cette fin dans l'enceinte du Palais des Nations. Les pays ci-après ont organisé des stands d'exposition : République fédérale d'Allemagne, Argentine, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Union sud-africaine, Venezuela. Quelque 50 films portant sur des questions figurant au programme de la Conférence et présentés par neuf pays ont été montrés pendant la Conférence. Une grande exposition commerciale et industrielle, organisée par le Gouvernement suisse, s'est tenue au Palais des expositions à Genève en même temps que la Conférence.

Le texte *in extenso* des actes de la Conférence (32 volumes et un index) a été publié en anglais. Des éditions abrégées paraîtront simultanément en français, en espagnol et en russe : on y trouvera les comptes rendus de toutes les séances, tous les mémoires choisis pour être présentés oralement, tous les documents d'abord présentés dans la langue en question et un nombre limité d'autres mémoires spécialement retenus.

b) EXAMEN DE LA QUESTION À LA TREIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

A sa treizième session, l'Assemblée générale a examiné en séance plénière le rapport du Secrétaire général sur la deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Les représentants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique ont évoqué le succès de la Conférence qui a stimulé la recherche scientifique et ses applications pratiques dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Etant donné le volume considérable de la documentation présentée à la deuxième Conférence, il faudra attendre un certain temps avant de pouvoir en évaluer les résultats et se prononcer sur la nécessité de convoquer à l'avenir d'autres conférences analogues ainsi que sur la nature qu'elles devraient avoir et les dates auxquelles elles pourraient se tenir.

L'Assemblée générale a été saisie d'un projet de résolution présenté par sept Puissances (Brésil, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques). Ce texte tendait à ce que l'Assemblée : 1) exprime sa satisfaction de la contribution que la deuxième Conférence a apportée au libre échange international de renseignements scientifiques et techniques et à la coopération internationale élargie dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques ; 2) remercie le Secrétaire général, le Comité consultatif, le secrétaire général de la Conférence et les participants à la Conférence d'avoir contribué à la réussite de la Conférence ; 3) propose que le Comité consultatif, créé en vertu du paragraphe 5 de la section B de la résolution 810 (IX), soit prorogé en tant que Comité consultatif scientifique des Nations Unies pour conseiller et aider doré-

navant le Secrétaire général, sur sa demande, en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques qui peuvent intéresser l'Organisation des Nations Unies; 4) prie le Secrétaire général et le Comité consultatif scientifique, en consultation avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et les institutions spécialisées intéressées, de procéder à une évaluation approfondie de la deuxième Conférence eu égard à la nécessité, à la nature et aux dates de conférences analogues dans ce domaine; et 5) prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale un rapport intérimaire lors de sa quatorzième session et un rapport sur les résultats de l'évaluation précitée lors de sa quinzième session. Ce projet de résolution a été adopté à l'unanimité le 13 décembre 1958 [résolution 1344 (XIII)].

3. — Effets des radiations ionisantes

a) EXAMEN DE LA QUESTION À LA TREIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Au cours de la période considérée, le Secrétaire général, conformément à la résolution 1147 (XII) de l'Assemblée générale en date du 14 novembre 1957, a présenté à l'Assemblée un rapport sur le renforcement et l'élargissement de l'activité scientifique dans le domaine des effets des radiations ionisantes. Ce rapport ainsi que le rapport d'ensemble présenté par le Comité scientifique pour l'étude des effets des radiations ionisantes ont servi de point de départ aux débats qui ont eu lieu sur cette question pendant quatre séances de la Première Commission, du 5 au 8 décembre 1958. Les délégations qui ont pris part aux débats ont souligné l'importance du rapport du Comité scientifique, l'intérêt qu'il y aurait à ce que le Comité poursuive ses travaux et la nécessité d'une collaboration entre le Comité, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les institutions spécialisées intéressées. Des représentants de l'OIT, de la FAO, de l'UNESCO, de l'OMS et de l'AIEA assistaient aux débats et ont pris la parole.

La Première Commission a été saisie d'un projet de résolution présenté par l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, le Japon, le Mexique, la République arabe unie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède, aux termes duquel l'Assemblée générale devait: 1) féliciter le Comité scientifique de ses travaux et de l'utile rapport qu'il avait présenté; 2) exprimer ses remerciements aux institutions des Nations Unies, aux organisations scientifiques internationales non gouvernementales et aux organisations scientifiques nationales ainsi qu'aux hommes de science qui avaient aidé le Comité dans ses travaux; 3) prier instamment tous les intéressés de prendre note des suggestions faites et des opinions exprimées dans le rapport; 4) prier le Comité de poursuivre son utile tâche, de faire rapport à l'Assemblée générale comme il conviendrait et de se concerter avec les autres institutions et organisations intéressées au sujet des projets relevant de son domaine d'activité; et 5) faire appel à tous les intéressés pour qu'ils prêtent leur concours au Comité en mettant à sa disposition les rapports et études pertinents, en poursuivant toutes enquêtes propres à élargir les connaissances scientifiques mondiales dans ce domaine et en transmettant au Comité les résultats ainsi obtenus.

La Première Commission a approuvé ce projet de résolution à l'unanimité le 8 décembre et l'Assemblée générale l'a adopté à l'unanimité le 13 décembre [résolution 1347 (XIII)].

b) EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE COMITÉ SCIENTIFIQUE POUR L'ÉTUDE DES EFFETS DES RADIATIONS IONISANTES

Après l'adoption de la résolution 1347 (XIII), le Comité scientifique a tenu sa sixième session au Siège du 23 mars au 1er avril 1959. Le professeur Rof Sievert (Suède) était Président et le Dr V. R. Khanolkar (Inde) était Vice-Président. A cette session, le Comité a examiné plusieurs aspects de son futur programme de travail.

Le Comité a noté qu'il avait reçu des Etats Membres de l'ONU et des membres des institutions spécialisées et de l'AIEA beaucoup de renseignements utiles sur la retombée, les doses des radiations et les questions radiobiologiques et qu'il espérait continuer à examiner des renseignements de ce genre. Pour mener à bien la tâche que lui a confiée l'Assemblée générale, le Comité a jugé bon de suggérer que son travail de rassemblement des données soit complété par toutes sortes d'activités et de discussions entreprises par l'ONU, les institutions spécialisées, l'AIEA et certaines organisations non gouvernementales. En outre, le Comité a prié le Secrétaire général de continuer à lui fournir, comme par le passé, ce dont il a besoin pour ses travaux; il a recommandé à l'Assemblée générale de prévoir pour les réunions du Comité un plan semblable au plan appliqué ces dernières années, en y apportant les modifications qui paraissaient souhaitables à la lumière de l'expérience du Comité et de sa situation actuelle, et il a décidé également de concentrer son attention, au cours des prochaines sessions, sur la retombée radio-active et les questions de radiobiologie. Le Comité a l'intention de continuer à adresser un rapport d'activité à l'Assemblée générale chaque année et de présenter un nouveau rapport d'ensemble en 1962.

4. — Mesures tendant à instaurer et à promouvoir des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats

Le 10 juillet 1958, la Tchécoslovaquie a demandé l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Mesures tendant à appliquer et à promouvoir les principes de la coexistence pacifique entre Etats".

Il était dit dans un mémoire explicatif, présenté le 18 août, que, malgré l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1236 (XII) du 14 décembre 1957, intitulée "Relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats" et en dépit d'autres mesures importantes prises au cours des dernières années en vue de favoriser la détente internationale, les causes fondamentales de l'inquiétante situation internationale actuelle subsistaient et qu'une nouvelle menace grave contre la paix mondiale était récemment apparue.

Si les Etats appliquaient les principes de la coexistence pacifique quel que soit leur système politique, économique et social, la coopération pacifique finirait par s'établir. Les nations souhaitent que l'Organisation des Nations Unies fasse un nouvel effort dans ce sens. L'élimination de la méfiance entre Etats pourrait aboutir non seulement à améliorer les relations et à multi-

plier les contacts entre hommes d'Etat, mais aussi à faire assumer à tous des obligations communes, ce qui renforcerait la paix et la sécurité internationales.

Le 22 septembre, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour sous le titre "Mesures tendant à instaurer et à promouvoir des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats". C'était le représentant des Etats-Unis qui avait proposé au Bureau de l'Assemblée de remplacer l'expression "principes de coexistence pacifique" par les termes "relations pacifiques et de bon voisinage", afin que le libellé de la question corresponde au titre de la résolution 1236 (XII). Le Bureau et ultérieurement l'Assemblée ont adopté la modification proposée, malgré les objections du représentant de la Tchécoslovaquie et d'autres représentants, qui estimaient que l'expression "principes de coexistence pacifique" était acceptée par beaucoup d'Etats et était assez générale pour couvrir tous les aspects de la coopération internationale.

Le 6 octobre, la Tchécoslovaquie a d'abord présenté un projet de résolution sur cette question, tendant à ce que l'Assemblée: 1) rappelle les dispositions de la Charte relatives au développement de relations amicales entre nations ainsi que les principes de la résolution 1236 (XII); 2) condamne les actes allant à l'encontre de ces principes; 3) considère l'influence favorable que l'application de ces principes aurait sur les relations entre Etats, quel que soit leur système politique, économique et social; 4) invite tous les Etats à écarter tous les obstacles qui pourraient entraver l'application desdits principes; 5) recommande aux gouvernements de chercher à conclure des accords bilatéraux et multilatéraux sur le développement de la coopération dans les domaines économique, culturel, scientifique et technologique, et recommande aux Etats Membres de prendre des mesures en vue de la diffusion, par divers moyens, des principes de la coexistence pacifique.

Le 19 novembre, cependant, la Tchécoslovaquie s'est associée à l'Argentine, à l'Autriche, à la Bolivie, à Ceylan, au Ghana, à l'Inde, à l'Irlande et à la Yougoslavie pour présenter un nouveau projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée: 1) réaffirme les buts et principes des Nations Unies; 2) exhorte les Etats Membres à vivre ensemble conformément à la lettre et à l'esprit de la Charte; 3) invite instamment tous les Etats Membres à recourir à l'Organisation pour chercher des solutions pacifiques à leurs problèmes; 4) exhorte les Etats Membres à prendre des dispositions efficaces pour la mise en œuvre des principes de relations pacifiques et de bon voisinage; 5) recommande à tous les Etats Membres de prendre des mesures pratiques afin d'encourager une coopération et une compréhension franches, libres et amicales dans les domaines de l'économie, de la culture, de la science, de la technique et des communications; et 6) accueille avec satisfaction les accords entre Etats Membres tendant à la réalisation des fins envisagées dans la résolution.

La Commission politique spéciale, à qui la question a été renvoyée, l'a examinée au cours de six séances, du 1er au 5 décembre. Les représentants étaient unanimes à reconnaître la nécessité d'établir des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats, mais des divergences d'opinion se sont manifestées en ce qui concerne les raisons de la tension internationale actuelle et les moyens de parvenir à une détente. Plusieurs représentants ont suggéré diverses mesures précises qui permettraient d'appliquer le principe des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats.

Le 5 décembre 1958, la Commission politique spéciale a approuvé le projet de résolution commun par 68 voix contre zéro, avec une abstention, et, le 10 décembre, l'Assemblée générale l'a adopté par 77 voix contre zéro, avec une abstention [résolution 1301 (XIII)].

5. — Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques

a) EXAMEN DE LA QUESTION À LA TREIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Comme l'indique le précédent rapport annuel, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé, le 15 mars 1958, l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale d'une question intitulée "Interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays, et coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique".

Le 2 septembre 1958, les Etats-Unis d'Amérique ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de la même session d'une question intitulée "Programme de coopération internationale en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique".

Le 22 septembre, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire ces deux questions à son ordre du jour, comme alinéas du point intitulé: "Question de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques".

La Première Commission a examiné cette question au cours de 15 séances qu'elle a tenues du 12 au 24 novembre. La Commission était saisie d'un projet de résolution présenté par l'URSS le 7 novembre, aux termes duquel l'Assemblée générale jugerait indispensable de conclure un accord international fondé sur les principes ci-après: 1) interdiction d'utiliser l'espace cosmique à des fins militaires et obligation faite aux Etats de ne procéder au lancement de fusées dans l'espace cosmique que conformément à un programme international établi d'un commun accord; 2) suppression des bases militaires étrangères sur le territoire d'autres Etats et en premier lieu en Europe, dans le Proche et le Moyen-Orient et en Afrique du Nord; 3) institution, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'un contrôle international approprié de l'exécution de ces engagements; 4) création d'un organe des Nations Unies pour la coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique. Cet organe exercerait les fonctions suivantes: 1) élaborer un programme international concerté de lancement de fusées intercontinentales et cosmiques en vue de l'étude de l'espace cosmique, et suivre l'exécution de ce programme; 2) poursuivre, sur une base permanente, les recherches sur l'espace cosmique entreprises dans le cadre de l'Année géophysique internationale; 3) servir de centre mondial pour le rassemblement, l'échange mutuel et la diffusion de renseignements sur les recherches cosmiques; 4) coordonner les plans nationaux de recherche scientifique touchant l'étude de l'espace cosmique.

Le 13 novembre, l'Australie, la Belgique, la Bolivie, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, le Guatemala, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Népal, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Turquie, l'Union sud-africaine, l'Uruguay et

le Venezuela ont déposé un projet de résolution tendant à créer un comité spécial des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique qui présenterait à l'Assemblée générale, lors de sa quatorzième session, un rapport sur: 1) les activités et les ressources de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique; 2) l'étendue de la coopération internationale qui pourrait être assurée, dans ce domaine, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies au profit des Etats, quel que soit leur stade de développement économique; 3) les arrangements que les Nations Unies devraient prévoir pour l'avenir, en matière d'organisation, afin de faciliter la coopération internationale dans ce domaine; 4) la nature des problèmes juridiques que pourrait soulever l'exécution des programmes d'exploration de l'espace extra-atmosphérique. Aux termes du même projet de résolution, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de prêter assistance audit comité et de recommander toutes autres mesures qui pourraient être prises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour encourager la coopération internationale en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Le 18 novembre, l'URSS a présenté un projet de résolution révisé dans lequel elle ne proposait plus, comme précédemment, de lier tout examen de la question de l'espace extra-atmosphérique à la conclusion d'un accord tendant à interdire le lancement de fusées dans l'espace cosmique à des fins militaires et à supprimer toutes les bases militaires étrangères sur le territoire d'autres pays. Le texte révisé préconisait la création, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'une commission internationale pour la coopération dans le domaine de l'étude de l'espace cosmique à des fins pacifiques. Il prévoyait également la constitution d'un groupe préparatoire composé de 11 membres et chargé d'élaborer le programme et le statut de ladite commission. Ce groupe préparatoire se composerait de l'Union soviétique, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Inde, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Roumanie, de la République arabe unie, de la Suède et de l'Argentine; il devrait tenir compte, dans ses travaux, du fait que la Commission aurait pour fonctions principales, entre autres: 1) de poursuivre, sur une base permanente, les recherches sur l'espace cosmique qui s'effectuent dans le cadre de l'Année géophysique internationale; 2) d'organiser l'échange mutuel et la diffusion de renseignements en matière de recherches sur l'espace cosmique; 3) de coordonner les plans nationaux de recherche scientifique touchant l'étude de l'espace cosmique et de prêter tout son concours à l'exécution de ces plans.

Le groupe préparatoire ferait rapport à l'Assemblée générale lors de sa quatorzième session et la commission internationale, une fois créée, conviendrait de la forme que devrait prendre un accord établissant des liens étroits avec l'Organisation des Nations Unies.

Le 24 novembre, le représentant des Etats-Unis a déposé, au nom des auteurs du projet de résolution des 20 Puissances, un texte révisé qui reprenait les paragraphes 1, 2 et 3 du projet révisé de l'URSS cité plus haut, et fixait la composition du comité spécial comme suit: Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Etats-Unis, France, Inde, Iran, Italie, Japon, Mexique, Pologne, République arabe unie, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie et Union soviétique.

Dans leur phase finale, les débats de la Première Commission ont porté principalement sur la composition du comité spécial. Il a été convenu que les pays qui avaient poussé le plus loin leurs recherches sur l'espace cosmique devraient en faire partie. Cependant, en dépit des consultations qui ont eu lieu entre l'URSS et les Etats-Unis, aucun accord n'est intervenu sur le critère selon lequel seraient choisis les autres membres.

Le 24 novembre, la Birmanie, l'Inde et la République arabe unie ont présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée, considérant la nécessité urgente de prendre des mesures positives et constructives en ce qui concerne l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques, prierait les Etats-Unis et l'URSS de considérer cette question et de présenter à la Première Commission un rapport sur une manière pratique d'aborder ce problème sur laquelle ils se seraient mis d'accord.

Le 24 novembre, la Première Commission a procédé à un vote par appel nominal sur le projet de résolution des trois Puissances et l'a rejeté par 25 voix contre 14, avec 42 abstentions.

L'URSS a alors retiré son projet de résolution révisé. A ce propos, le représentant de l'URSS a déclaré que ce texte avait été déposé comme base de décision unanime, mais qu'il semblait impossible de réaliser l'unanimité.

La Première Commission a alors approuvé le projet de résolution révisé des 20 Puissances par 54 voix contre 9 avec 18 abstentions. Aux termes de cette résolution, le comité spécial était prié de présenter à l'Assemblée générale un rapport sur les points suivants, énumérés au paragraphe 1 du projet de résolution: 1) les activités et les ressources de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et d'autres organismes internationaux en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique; 2) l'étendue de la coopération et des programmes internationaux touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique qui pourraient être utilement entrepris sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies au profit des Etats, quel que soit leur stade de développement économique ou scientifique, en tenant compte notamment des propositions ci-après: a) poursuite, sur une base permanente, des recherches sur l'espace extra-atmosphérique qui s'effectuent actuellement dans le cadre de l'Année géophysique internationale; b) organisation de l'échange mutuel et de la diffusion de renseignements en matière de recherches sur l'espace extra-atmosphérique; c) coordination des plans nationaux de recherche scientifique touchant l'étude de l'espace extra-atmosphérique et octroi de l'aide la plus large en vue de l'exécution de ces plans; 3) les arrangements qu'il conviendrait de prévoir pour l'avenir, en matière d'organisation, afin de faciliter la coopération internationale en ce domaine dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies; 4) la nature des problèmes juridiques que pourra soulever l'exécution de programmes d'exploration des espaces extra-atmosphériques.

Après le vote, la Tchécoslovaquie et l'URSS ont déclaré qu'elles ne participeraient pas aux travaux du comité spécial parce qu'elles considéraient la résolution adoptée comme une tentative visant à imposer à l'Assemblée et à diverses délégations un comité dont la composition rendait impossible toute collaboration fructueuse.

Le projet de résolution recommandé par la Première Commission a été adopté par l'Assemblée générale le 13 décembre par 53 voix contre 9, avec 19 abstentions [résolution 1348 (XIII)].

Le Comité spécial s'est réuni le 6 mai 1959. Les représentants des Etats dont les noms suivent ont pris part à ses travaux: Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Etats-Unis, France, Iran, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni et Suède.

A sa première séance, le Comité spécial a créé deux sous-comités, l'un technique et l'autre juridique, et décidé sans opposition: 1) de demander au Secrétaire général de préparer un rapport sur les questions visées au paragraphe 1, *a*, de la résolution 1348 (XIII) de l'Assemblée générale; 2) de demander aux sous-comités technique et juridique de présenter respectivement un rapport sur les questions visées au paragraphe 1, *b*, et un autre sur les questions visées au paragraphe 1, *d*, de la résolution; 3) d'attendre, avant d'aborder le point *c* de la résolution, d'avoir pris connaissance des trois rapports mentionnés ci-dessus.

Les rapports des deux sous-comités et celui du Secrétaire général doivent servir de base au rapport que le Comité spécial adressera à l'Assemblée générale, à sa quatorzième session. A la fin de la période considérée ce dernier rapport était en préparation.

6. — Admission de nouveaux Membres

a) ADMISSION DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Le 3 décembre 1958, l'Ambassadeur de la République de Guinée a présenté, au nom de son pays, une demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies, accompagnée d'une déclaration par laquelle la République de Guinée accepte les obligations contenues dans la Charte. Il a également transmis les textes d'une proclamation d'indépendance nationale de la Guinée et d'une loi adoptant la Constitution de la République de Guinée.

Le 9 décembre, le Conseil de sécurité a examiné cette demande d'admission. L'Irak et le Japon ont présenté un projet de résolution tendant à ce que le Conseil de sécurité recommande à l'Assemblée générale d'admettre la République de Guinée à l'Organisation des Nations Unies; ce projet de résolution a été adopté par 10 voix contre zéro, avec une abstention (France).

Sur la recommandation du Bureau, l'Assemblée générale a décidé, le 12 décembre, d'inscrire la question de l'admission de nouveaux Membres à l'ordre du jour de la session et de l'examiner immédiatement en séance plénière. Le Ghana, Haïti, l'Irak et le Japon ont présenté un projet de résolution aux termes duquel l'Assemblée générale, ayant examiné la demande d'admission de la République de Guinée, déciderait de l'admettre à l'Organisation des Nations Unies. Le projet de résolution a été adopté sans opposition, et la délégation de la Guinée a pris place à l'Assemblée.

b) EXAMEN DES DEMANDES D'ADMISSION DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE, DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE ET DU VIET-NAM

A la demande des Etats-Unis, le Conseil de sécurité a examiné, le 9 décembre 1958, les demandes d'admission de la République de Corée et du Viet-Nam. Les Etats-Unis, la France, le Japon et le Royaume-Uni ont

présenté, pour chacune de ces demandes, un projet de résolution commun aux termes duquel le Conseil, notant qu'à sa douzième session, l'Assemblée générale avait déclaré à nouveau que l'Etat en question remplissait toutes les conditions requises pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, recommandait à l'Assemblée d'accueillir favorablement sa demande d'admission. L'URSS a présenté un amendement au projet de résolution concernant la République de Corée; aux termes de cet amendement, le Conseil recommanderait d'admettre en même temps la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée.

Le même jour, le Conseil a voté sur ces propositions. L'amendement soviétique tendant à admettre en même temps la République populaire démocratique de Corée et la République de Corée a été rejeté par 8 voix contre une (URSS), avec 2 abstentions (Irak, Suède). Le projet de résolution commun recommandant l'admission de la République de Corée a été ensuite mis aux voix. Il y a eu 9 voix pour, une contre (URSS), et une abstention (Irak); le vote négatif étant celui d'un membre permanent du Conseil, le projet de résolution n'a pas été adopté. Le résultat du vote sur le projet de résolution commun recommandant l'admission du Viet-Nam a été le suivant: 8 voix pour, une contre (URSS), avec 2 abstentions (Canada, Irak); pour la même raison, ce projet de résolution n'a pas été adopté. Le Conseil a alors convenu de présenter un rapport spécial sur les débats de l'Assemblée générale.

7. — Question de Hongrie

Le 21 juin 1958, le Comité spécial pour la question de Hongrie a publié un communiqué concernant l'exécution d'Imre Nagy, de Pál Maléter et de deux de leurs compagnons que le Gouvernement hongrois avait annoncée le 16 juin. Le Comité spécial se référait à une déclaration récente émanant de Belgrade, dans laquelle le Gouvernement yougoslave rappelait les engagements qu'avait pris envers lui M. Kádár lorsque, le 22 novembre 1956, M. Nagy avait quitté l'Ambassade de Yougoslavie à Budapest où il avait trouvé asile. Le Comité mentionnait également les communications qu'il avait adressées au Gouvernement hongrois pour attirer son attention sur la préoccupation qui s'était manifestée dans le monde entier au sujet du sort des hommes et des femmes qui avaient pris part aux événements de Hongrie en octobre et en novembre 1956. Tous les appels des Nations Unies étaient restés sans effet. L'exécution de M. Nagy et de ses compagnons démontrait que l'oppression du peuple hongrois n'avait pas diminué et que le régime de terreur inauguré lorsque les forces russes avaient pénétré en Hongrie au début de novembre 1956 continuait de sévir. Le Comité notait que la déclaration du Gouvernement hongrois annonçant les exécutions ne contenait aucune précision quant aux endroits où avaient été conduits les prisonniers entre le moment où Nagy avait été enlevé et l'époque de leur procès, et qu'elle ne précisait pas dans quel pays ils avaient été jugés, où les exécutions avaient eu lieu, quelle était la teneur exacte de l'accusation et en vertu de quelle loi et selon quelle procédure ils avaient été jugés et condamnés. C'étaient là des questions sur lesquelles les Nations Unies avaient le droit d'être pleinement informées. Le Comité s'adressait donc aux gouvernements intéressés qui possédaient des renseignements concernant les circonstances de l'arrestation, du procès et de l'exécution et les priait de mettre ces ren-

seignements à la disposition du Comité. Le Comité déplorait ce nouvel événement tragique au cours duquel ces hommes, symboles d'une nation aspirant à se libérer de la domination étrangère, avaient été mis à mort secrètement — dans des circonstances qui devaient être pleinement révélées — en violation de l'engagement solennel qu'il ne serait pas porté atteinte à leur personne et au mépris du jugement et de l'opinion des Nations Unies.

Le Comité exprimait sa vive crainte que la fin de cette répression et de ces exécutions ne fût pas encore en vue.

Le 14 juillet 1958, le Comité spécial a fait parvenir aux gouvernements des Etats Membres un rapport spécial touchant les circonstances dans lesquelles s'étaient produites les exécutions susmentionnées. Devant le refus du Gouvernement hongrois de lui fournir de plus amples renseignements, le Comité avait surtout considéré des textes et communiqués officiels du Gouvernement hongrois, des informations parues dans les journaux hongrois autorisés et des déclarations radiodiffusées de ministres hongrois, de hauts fonctionnaires et de chefs du parti. Le rapport soulignait que les exécutions revêtaient une importance particulière parce que M. Nagy, en tant que Premier Ministre du Gouvernement hongrois (dont M. Kádár faisait aussi partie), avait fait directement appel aux Nations Unies les 1er et 2 novembre 1956. Le sort d'Imre Nagy, cependant, ne devait pas détourner l'attention du fait que la condamnation de nombreuses autres personnes accusées d'avoir été mêlées à l'insurrection de 1956 avait été annoncée officiellement. Une liste des condamnations annoncées par la presse et la radio autorisées par le Gouvernement hongrois, et qui toutes, apparemment, concernaient des personnes mêlées à l'insurrection de 1956, figurait dans une annexe au rapport.

Bien que l'arrestation du général Maléter et l'enlèvement de M. Nagy et de ses compagnons aient été effectués par du personnel soviétique, le Gouvernement hongrois, en annonçant les procès et les exécutions qui avaient suivi, en avait accepté la pleine responsabilité. Ces procès secrets et ces exécutions témoignaient d'un mépris persistant des résolutions de l'Assemblée générale et des droits de l'homme. Les faits montraient clairement qu'en traduisant Imre Nagy en justice, le Gouvernement hongrois avait agi de manière contraire aux assurances solennelles que M. Kádár avait précédemment données au nom du Gouvernement hongrois, et notamment aux assurances qui avaient été confirmées par lettre au Gouvernement yougoslave. Devant la fréquence des informations officielles qui continuaient de parvenir touchant de nouveaux procès secrets et de nouvelles exécutions, le Comité spécial exprimait l'espoir que le Gouvernement de la République populaire hongroise, entendant la voix de l'opinion publique de nombreux pays, s'abstiendrait d'exécuter de nouvelles sentences de mort et que, mettant un terme à la brutale répression actuelle, il restaurerait effectivement les principes intangibles qui régissent les droits de l'homme.

Dans une lettre en date du 16 août 1958, le représentant de l'Australie, se référant au rapport du Comité spécial, a annoncé que son gouvernement, pensant que l'Assemblée générale souhaiterait examiner ce rapport à sa treizième session, l'avait chargé de demander au Secrétaire général d'inscrire à l'ordre du jour de cette session la question intitulée: "La situation en

Hongrie". Le 3 septembre, le représentant de l'Uruguay a appuyé la demande du représentant de l'Australie.

Le Bureau a décidé, par 15 voix contre 3, avec 2 abstentions, de recommander l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la treizième session et il a recommandé à l'Assemblée générale d'examiner directement la question en séance plénière.

Le 22 septembre, l'Assemblée générale a, à la suite d'un vote par appel nominal, décidé par 61 voix contre 10, avec 10 abstentions, d'inscrire cette question à son ordre du jour. La question a été examinée au cours de quatre séances plénières tenues les 11 et 12 décembre.

Le 10 décembre, un projet de résolution a été présenté par 37 Puissances (Argentine, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Equateur, Espagne, Etats-Unis, Fédération de Malaisie, France, Guatemala, Haiti, Honduras, Irlande, Islande, Italie, Laos, Luxembourg, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni, Turquie, Uruguay et Venezuela). Ce projet tendait à ce que l'Assemblée générale, ayant examiné le rapport supplémentaire, en date du 14 juillet 1958, du Comité spécial et le rapport, en date du 9 décembre 1957, du Représentant spécial des Nations Unies: 1) remercie son représentant spécial des efforts qu'il avait déployés; 2) fasse sien le rapport unanime du Comité spécial et remercie ce comité de la façon objective et efficace dont il s'était acquitté des tâches qui lui avaient été confiées; 3) déplore que le Gouvernement de l'URSS et le régime hongrois aient continué de refuser de coopérer aux efforts faits par le Représentant spécial et le Comité pour réaliser les objectifs des Nations Unies conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée; 4) déplore que les droits fondamentaux du peuple hongrois et sa liberté d'expression politique continuent d'être réprimés en Hongrie à la faveur de la présence persistante de forces armées soviétiques; 5) réprouve l'exécution de M. Nagy, du général Maléter et d'autres patriotes hongrois; 6) condamne le mépris persistant des résolutions de l'Assemblée générale; 7) fasse de nouveau appel à l'URSS et aux autorités hongroises actuelles pour qu'elles mettent fin aux mesures de répression prises contre le peuple hongrois et respectent la liberté et l'indépendance politique de la Hongrie ainsi que la jouissance par le peuple hongrois des droits de l'homme et des libertés fondamentales; 8) déclare que, le Gouvernement de l'URSS et les autorités hongroises actuelles méconnaissant les résolutions de l'Assemblée générale, l'Organisation des Nations Unies demeurerait saisie de la situation en Hongrie; 9) décide de désigner sir Leslie Munro pour représenter les Nations Unies aux fins de rendre compte aux Etats Membres ou à l'Assemblée des faits marquants intéressant l'application des résolutions de l'Assemblée relatives à la Hongrie.

Le 11 décembre, le représentant de l'Australie, rapporteur par intérim, a présenté à l'Assemblée le rapport du Comité spécial. Le représentant de la Hongrie a déclaré que la situation réelle en Hongrie n'avait aucune incidence internationale et ne recelait aucun danger pour la paix et la sécurité internationales. Le seul juge compétent des événements qui s'étaient produits en Hongrie au cours de l'automne 1956 était le peuple hongrois. La question de Hongrie avait été inscrite à l'ordre du jour à la suite d'une fausse interprétation de ces événements et en contravention avec

la Charte. Si la contre-révolution avait réussi, l'Organisation des Nations Unies aurait été obligée de s'occuper de la situation qui en aurait résulté, car son succès aurait vraiment menacé la paix et la sécurité internationales. Le représentant de la Hongrie a affirmé qu'après la contre-révolution, pas une seule personne n'aurait été poursuivie pour le seul motif qu'elle avait participé à la contre-révolution. On n'avait poursuivi que ceux qui, avant, pendant ou après la contre-révolution, avaient commis délibérément les crimes de conspiration, de meurtre, de haute trahison, de vol ou des délits de droit commun. Ce n'étaient pas des procès politiques, mais des procès criminels. Il était exact qu'on avait promis de ne pas poursuivre certaines des principales personnalités de la contre-révolution. Mais de telles promesses devaient s'entendre compte tenu des actes qui étaient connus au moment où les promesses avaient été faites. Ainsi, alors qu'on avait pensé d'abord qu'Imre Nagy avait été simplement poussé à prendre sa fatale initiative par la violence des événements, on avait appris plus tard qu'à la tête d'un groupe de personnes assez important il avait conspiré pendant des années pour renverser l'ordre légal du pays et mettre en jeu le sort même de la nation tout entière. Ceux qui avaient été ses principaux complices dans sa conspiration et sa haute trahison auraient été condamnés à mort dans tout pays où la peine capitale existe. La préoccupation même qu'avaient affichée les organes de propagande de la réaction internationale montrait que non seulement l'administration de la justice, mais aussi les intérêts de la paix et de la sécurité internationales avaient été bien servis par les condamnations infligées aux accusés.

Le représentant de l'URSS et d'autres représentants ont déclaré que l'inscription de la question à l'ordre du jour était destinée à détourner l'attention des progrès enregistrés par les forces du socialisme et de la démocratie dans les pays d'Europe et d'Asie. Le projet de résolution commun visait à inciter l'Organisation des Nations Unies à poursuivre son intervention dans les affaires intérieures d'un Etat Membre et ne pouvait conduire à des résultats constructifs.

La majorité des orateurs se sont déclarés en faveur du projet de résolution commun et ont souligné que l'Organisation des Nations Unies devait rester saisie de la situation en Hongrie aussi longtemps que cette situation ne serait pas modifiée d'une manière qui répondit aux aspirations légitimes du peuple hongrois à l'indépendance et à la souveraineté.

Le 12 décembre, l'Assemblée générale a, à la suite d'un vote par appel nominal, adopté le projet de résolution commun par 54 voix contre 10, avec 15 abstentions [résolution 1312 (XIII)].

Le même jour, la Commission de vérification des pouvoirs a adopté, par 6 voix contre une, avec 2 abstentions, une motion du représentant des Etats-Unis tendant à "surseoir à toute décision concernant les pouvoirs présentés au nom des représentants de la Hongrie". Le représentant de l'URSS s'est élevé contre cette motion. Le rapport de la Commission à l'Assemblée a été adopté sous réserve de cette décision.

L'Assemblée générale a examiné le 13 décembre le rapport de la Commission. Le représentant de la Hongrie a protesté contre la décision de la Commission et a déclaré que les pouvoirs de sa délégation étaient valables en vertu de la Charte et du règlement intérieur; les objections élevées contre ces pouvoirs ne reposaient sur aucun fondement juridique. L'Assemblée générale

a, par 79 voix contre une, avec une abstention, adopté une résolution approuvant le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs [résolution 1346 (XIII)].

8. — Force d'urgence des Nations Unies

Par la résolution 1125 (XI) du 2 février 1957, le Secrétaire général avait été prié de faire rapport à l'Assemblée générale comme il le jugerait à propos au sujet de la Force d'urgence des Nations Unies. En conformité de cette résolution, le Secrétaire général a présenté, le 27 août 1958, un deuxième rapport d'activité sur l'organisation et le fonctionnement de la Force et sur son financement.

Dans ce rapport, qui avait trait à la période allant du 9 août 1957 au 27 août 1958, le Secrétaire général déclarait que le calme n'avait pratiquement pas été troublé tout le long de la ligne entre Israël et l'Egypte. Quatre-vingt-quinze incidents, qui, sauf quelques-uns, étaient sans gravité, avaient été signalés pour la période considérée contre 184 pour la période de six mois et demi qui l'avait précédée.

Le rapport indiquait que la Force, toujours placée sous le commandement du lieutenant-général E. L. M. Burns, était bien organisée et fonctionnait sans heurt. A l'exception d'une légère réduction des effectifs, aucun changement d'importance n'était intervenu dans l'organisation, le déploiement et les fonctions de la Force qui comptait environ 5.400 officiers, sous-officiers et hommes de troupe, comprenant des contingents du Brésil, du Canada, de la Colombie, du Danemark, de l'Inde, de la Norvège, de la Suède et de la Yougoslavie. Le Commandant estimait que toute nouvelle réduction des effectifs diminuerait l'efficacité de la Force en l'empêchant de se déployer comme il convenait le long des lignes qui représentaient une distance considérable.

En ce qui concerne le financement de la Force, le Secrétaire général indiquait qu'un chiffre de 14,2 millions de dollars avait été prévu pour les dépenses afférentes aux opérations en 1958 et que ce chiffre ne serait vraisemblablement pas dépassé. Il considérait qu'il y avait lieu de se féliciter de la réduction des dépenses constatée en 1958 par rapport à 1957, mais qu'en revanche l'état des contributions dues par les Etats Membres au Compte spécial de la Force était de plus en plus inquiétant. Au 31 juillet 1958, 41,1 pour 100 seulement du montant total prévu pour 1958 avaient été versés et 62 Membres n'avaient encore fait aucun versement au titre de leur contribution à la Force pour 1958. Si elle ne recevait pas de versements importants dans un proche avenir, l'Organisation risquait de ne pas pouvoir faire face entièrement ou dans les délais requis à ses engagements concernant la Force. Le Secrétaire général se proposait de soumettre ultérieurement à l'Assemblée générale un projet de budget relatif au fonctionnement de la Force après le 31 décembre 1958.

Le Secrétaire général a également présenté à l'Assemblée générale, à sa treizième session, une étude sommaire sur l'expérience tirée de la création et du fonctionnement de la Force.

Le 22 septembre 1958, l'Assemblée générale a renvoyé ces deux rapports à la Commission politique spéciale. Le 28 octobre 1958, la Commission a décidé, par 31 voix contre 9, avec 18 abstentions, d'examiner les deux rapports séparément. Entre le 28 octobre et

le 3 novembre, la Commission a consacré quatre séances à l'examen du rapport d'activité.

Au cours du débat, plusieurs représentants ont rendu hommage au Secrétaire général, au Commandant et aux membres de la Force pour les résultats obtenus touchant le maintien du calme et de l'ordre dans la région où la Force opérait. Ils ont été d'avis qu'il était nécessaire, dans l'intérêt des Nations Unies, de maintenir la Force en fonctions en 1959, mais ils se sont inquiétés du refus de certains Etats Membres de participer au financement et du montant très élevé des arriérés de contributions au Compte spécial de la Force d'urgence.

D'autres représentants, tout en reconnaissant le rôle important de la Force d'urgence et la nécessité de la maintenir en fonctions pour le moment, ont estimé que le barème des contributions n'était pas équitable et devrait être révisé.

Plusieurs représentants ont déclaré à nouveau que leurs pays refusaient de participer en aucune manière au financement de la Force d'urgence; celle-ci, à leur avis, avait été créée en violation flagrante des dispositions de la Charte qui réservent au seul Conseil de sécurité le pouvoir de créer des forces armées des Nations Unies. Ils ont dit que les dépenses de la Force devraient être à la charge des trois Etats qui étaient responsables de l'agression commise en 1956 contre l'Egypte.

A l'ouverture du débat, le Brésil, le Canada, Ceylan, la Colombie, l'Inde, la Norvège et le Pakistan ont présenté un projet de résolution qui tendait à ce que l'Assemblée générale, notant avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la Force d'urgence des Nations Unies et la façon efficace dont la Force continuait d'accomplir sa mission, prie la Cinquième Commission de prendre les mesures voulues pour couvrir les dépenses nécessaires au maintien en fonctions de la Force.

Le représentant de l'Italie a fait observer que l'Assemblée générale ne pouvait pas prendre note avec satisfaction du rapport d'activité du Secrétaire général puisque ce rapport soulignait que l'état des contributions dues par les Etats Membres était inquiétant. Il a donc suggéré que l'Assemblée se borne à prendre note du rapport d'activité et n'exprime sa satisfaction qu'au sujet de la façon efficace dont la Force s'était acquittée de sa mission. Les auteurs du projet de résolution ont accepté cette suggestion.

Le représentant du Mexique a suggéré deux amendements. Les auteurs du projet ont accepté le premier qui tendait à prier la Cinquième Commission de "recommander" les mesures voulues. Le représentant du Mexique n'a pas insisté pour que l'on mette aux voix son deuxième amendement qui était d'insérer, après les mots "les mesures voulues", les mots "établies sur une base équitable".

Le 3 novembre, la Commission politique spéciale a adopté le projet de résolution, tel qu'il avait été modifié, par 49 voix contre 9, avec 13 abstentions. Le 14 novembre, l'Assemblée générale a, à la suite d'un vote par appel nominal, adopté par 51 voix contre 9, avec 17 abstentions, le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale [résolution 1263 (XIII)].

Le 5 novembre, le Secrétaire général a fait, devant la Commission politique spéciale, une déclaration au

sujet du rapport sur l'expérience tirée de la création et du fonctionnement de la Force. Trois raisons principales l'avaient incité à entreprendre une telle étude. Il s'agissait tout d'abord de définir les principes et les règles qui se dégagent de l'expérience tirée du fonctionnement de la Force et qui mériteraient d'être retenus et appliqués le cas échéant, si des mesures du type envisagé dans le rapport devaient être prises par les Nations Unies; une telle définition permettrait de ne pas être pris de court et d'éviter à l'avenir des pertes inutiles de temps et d'argent. En deuxième lieu, il avait paru souhaitable de déterminer les limites et les restrictions légales imposées à l'Organisation par la Charte et par le droit international, et en particulier par le principe de la souveraineté nationale tel qu'il est reconnu par la Charte. Enfin, il semblait utile que les Etats Membres sachent à l'avance quelles pouvaient être pour eux les conséquences de demandes d'assistance du type considéré faites par l'Organisation des Nations Unies. La méthode utilisée pour aborder ces divers problèmes avait été entièrement pragmatique et ne portait atteinte en aucune manière à la compétence des organes des Nations Unies et aux rapports que la Charte établit entre eux; elle ne créait pas de nouvelles obligations pour les Etats Membres. Les Etats Membres ayant été informés des résultats de l'expérience tirée du fonctionnement de la Force par le rapport et ayant la possibilité d'en commenter les conclusions s'ils le souhaitaient, il n'était pas nécessaire que l'Assemblée générale prenne une décision immédiate.

La Commission a en conséquence décidé de ne pas poursuivre plus avant l'examen de la question relative à l'étude sommaire sur l'expérience tirée de la création et du fonctionnement de la Force.

9. — Question de Palestine

a) INCIDENTS SUR LA LIGNE DE DÉMARCATIION D'ARMISTICE ISRAËLO-SYRIENNE

En décembre 1958, le Conseil de sécurité a examiné une plainte d'Israël qui alléguait que, le 3 décembre 1958, les forces armées de la République arabe unie avaient commis un acte grave d'agression contre le territoire d'Israël dans la région du lac Houlé.

Le Conseil de sécurité a examiné cette plainte au cours de deux séances, les 8 et 15 décembre. Les représentants d'Israël et de la République arabe unie ont pris part aux débats.

Le 8 décembre 1958, le Secrétaire général a communiqué au Conseil un rapport du général Carl Carlsson von Horn, chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, concernant l'incident du 3 décembre 1958 entre Israël et la Syrie dans la région de Houlé. Le rapport comportait trois parties: la première avait trait à la succession des événements selon les observateurs des Nations Unies, aux plaintes des parties et aux enquêtes effectuées à la suite des plaintes par l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve; la deuxième partie concernait les phases de l'incident du 3 décembre; la troisième avait trait aux principaux incidents qui s'étaient produits depuis le début de 1958.

Le Chef d'état-major soulignait qu'il s'agissait d'une question dont la Commission mixte d'armistice devait se préoccuper, sans en négliger aucun aspect, si l'on voulait que fussent respectées les dispositions de la

Convention d'armistice général. La Commission mixte d'armistice israélo-syrienne n'ayant réussi ni à tenir des sessions régulières depuis juin 1951, ni à se réunir en séance extraordinaire, sauf dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, le Président de la Commission mixte d'armistice et le Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve ne pouvaient parler au nom de la Commission mixte d'armistice lorsqu'ils réclamaient l'application de la Convention d'armistice général. Lorsqu'il s'agissait de la zone démilitarisée, ils invoquaient, avec succès dans certains cas, les pouvoirs spéciaux conférés au Président en vertu de l'article V de la Convention d'armistice général. Lorsqu'ils ne pouvaient invoquer l'article V, les représentations et suggestions qu'une partie leur demandait de faire à l'autre suscitaient généralement des plaintes de l'autre partie.

Le 15 décembre 1958, le Secrétaire général a déclaré devant le Conseil qu'à son avis aucune action militaire contraire à la clause de suspension d'armes figurant dans les Conventions d'armistice général et confirmée dans les engagements de 1956 ne pouvait se justifier même en réponse à une action militaire de la partie adverse, sauf lorsqu'il y avait incontestablement légitime défense, dans l'acception la plus stricte de ce terme; même dans ce cas, l'action devait se limiter aux mesures que l'on pouvait raisonnablement considérer comme exigées par les nécessités de la défense. Si l'on faisait preuve de la moindre incertitude pour appliquer ce principe, on provoquerait une succession d'opérations et de contre-opérations militaires de plus en plus graves. Le Secrétaire général a précisé qu'étant donné que l'usage de la force par la partie adverse ne pouvait, selon lui, justifier une violation de la clause de suspension d'armes, sauf en cas de légitime défense, il allait de soi que pareille violation se justifiait moins encore si elle se fondait sur un conflit d'intérêt à l'échelon local ou sur un différend d'ordre juridique.

Le Secrétaire général s'est déclaré préoccupé de voir que la situation dans la région de Houlé et dans la partie septentrionale de la zone démilitarisée s'était détériorée et avait donné lieu en novembre et en décembre à des incidents graves. On ne pouvait laisser aller les choses. Il avait l'intention, lors de son prochain voyage dans la région, d'inciter les autorités d'Israël et de la République arabe unie à examiner très sérieusement la situation, dans l'espoir de renverser la tendance actuelle et d'obtenir que ces autorités soutiennent pleinement les efforts qu'il faisait pour venir à bout des problèmes qui étaient à l'origine de la tension.

Enfin, il a informé le Conseil que, le Chef d'état-major ayant demandé aux autorités israéliennes et syriennes de prendre le plus tôt possible les dispositions voulues pour que des observateurs militaires des Nations Unies se rendent dans les secteurs de la région du nord-est expressément mentionnés à l'article V de la Convention d'armistice général, des réponses affirmatives avaient été reçues; les inspections avaient commencé ce matin-là. Le Secrétaire général a rappelé à cet égard le droit qu'ont les observateurs des Nations Unies de se voir accorder une entière liberté de mouvement dans l'accomplissement de leur tâche, droit que le Conseil de sécurité avait proclamé à maintes reprises et que les engagements pris en mai 1956 par les parties étaient venus confirmer à nouveau.

Au terme d'un débat au cours duquel les représentants de la République arabe unie et d'Israël ont retracé les événements qui avaient conduit à l'incident du 3 dé-

cembre, le Président du Conseil de sécurité a exprimé, au nom du Conseil, l'espoir que les parties continueraient à coopérer dans l'esprit de la Convention d'armistice avec le Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve. Il était d'avis que le Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve pouvait s'occuper utilement, dans l'esprit de la Convention d'armistice, d'incidents de cette nature.

Le 26 janvier 1959, Israël a demandé que le Conseil soit réuni d'urgence pour examiner ce qu'il qualifiait de nouvelle agression commise par des forces armées de la République arabe unie sur la ligne de démarcation d'armistice israélo-syrienne. Le Conseil de sécurité a examiné cette plainte au cours d'une séance, tenue le 30 janvier, les représentants d'Israël et de la République arabe unie ayant été invités à participer aux débats.

Le 29 janvier, le Secrétaire général a communiqué au Conseil un rapport du Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve concernant l'incident du 23 janvier 1959 au cours duquel un berger israélien avait été tué.

Au cours du débat au Conseil, la majorité des orateurs, tout en soulignant le droit de chaque pays de présenter à tout moment une plainte au Conseil de sécurité, ont demandé aux deux parties en cause de respecter rigoureusement les dispositions de la Convention d'armistice général, de faire preuve de bonne foi et de respect en ayant recours, lorsqu'il y avait lieu, à la Commission mixte d'armistice et en coopérant pleinement avec l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve, et de donner aux chefs militaires, de part et d'autre, ordre d'interdire tout usage des armes à feu, sauf dans les cas manifestes de légitime défense.

b) PROBLÈME DU MONT SCOPUS

Le 28 juillet 1958, le Secrétaire général a communiqué au Conseil un additif au rapport du Chef d'état-major en date du 7 juin comprenant deux parties. La première présentait un résumé des résultats d'un examen balistique concernant l'incident marqué par des coups de feu survenu le 26 mai sur le mont Scopus, près de Jérusalem, et au cours duquel le lieutenant-colonel Flint avait été tué; l'examen avait révélé que la balle provenait d'un coup direct tiré du territoire sous contrôle jordanien et qu'au moins un des policiers israéliens tués au cours de l'incident avait reçu une balle tirée par un autre fusil de même type. La seconde partie était constituée par un rapport sur la question de la route reliant le village d'Issaouia, sur le mont Scopus, à Jérusalem.

Le 1er juin 1958, les autorités israéliennes avaient complètement fermé la seule route réellement praticable pour les habitants du village d'Issaouia. Ainsi, la situation, qui avait atteint son paroxysme lors de l'incident du 26 mai, était devenue encore plus tendue. Lors d'un voyage fait dans la région en juin 1958 en qualité de représentant spécialement désigné par le Secrétaire général, M. Andrew W. Cordier avait entrepris, avec le Chef d'état-major, une enquête minutieuse au sujet de la route. Il était difficile de savoir si, comme le prétendaient les autorités israéliennes, la fermeture de cette route, seule liaison praticable entre le village et Jérusalem, était due notamment à des considérations de sécurité. Il était absolument naturel que les villageois aient la possibilité constante d'utiliser cette route. Aucune raison n'avait été donnée qui pût expli-

quer pourquoi on avait de force écarté les villageois de la route et cela ne pouvait qu'ajouter à ce que les villageois devaient considérer comme le type même de mesures importunes et gênantes.

Au cours de ses consultations avec les autorités israéliennes, le représentant spécialement désigné avait demandé que cette route fût ouverte à la circulation normale des véhicules et des piétons comme il allait de droit et afin de contribuer à l'amélioration de l'atmosphère.

Il était difficile d'assurer l'ouverture partielle de la route et ce système pouvait entraîner de nouveaux incidents et une nouvelle aggravation de la situation.

Avant son départ de Jérusalem, M. Cordier avait été avisé que la route serait ouverte pendant les heures de jour à partir du 23 juin. Il avait alors soutenu qu'il n'y avait aucune raison pour que cette route ne fût pas ouverte 24 heures par jour. Malgré plusieurs rappels, les autorités israéliennes ont persisté à fermer la route la nuit. La tension qui en résulte dans la région du mont Scopus continue à préoccuper le Chef d'état-major de l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve.

10. — Assistance aux réfugiés de Palestine

a) RAPPORT DU DIRECTEUR DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Le directeur de l'UNRWA a présenté à l'Assemblée générale, à sa treizième session, le neuvième rapport annuel sur les travaux de l'Office pour la période allant du 1er juillet 1957 au 30 juin 1958, ainsi qu'un document contenant les recommandations formulées le 7 octobre 1958 par la Commission consultative de l'Office.

Dans le rapport annuel du Directeur, il était dit que l'Office poursuivait ses activités malgré ses ressources limitées, le déclenchement d'une nouvelle crise au Proche-Orient et les aspects politiques du problème de Palestine. Dans le domaine des secours, en dépit de graves interruptions des communications provoquées par la crise, les denrées alimentaires et les autres fournitures avaient été acheminées et distribuées en temps voulu, et les services essentiels avaient été assurés, ce qui avait permis d'éviter une cause supplémentaire d'agitation dans la région. Quant à l'indépendance économique et à la réintégration, tout effort sérieux se heurtait au manque de ressources financières et au fait qu'il n'y avait toujours pas de solution politique au problème de Palestine, ainsi qu'à l'hostilité persistante des réfugiés à l'égard des grands projets de développement économique. Toutefois, les réfugiés paraissaient comprendre de mieux en mieux les avantages de l'indépendance économique et de la réintégration au sens le plus large du relèvement de leur niveau de vie et d'un avenir meilleur.

On faisait observer dans le rapport que le mandat de l'Office ne s'étendait pas au-delà de juin 1960. Même dans les circonstances politiques les plus favorables, il faudrait des années pour que les réfugiés puissent subvenir à leurs besoins, quel que fût l'ordre de grandeur des investissements au titre du développement économique du Proche-Orient. La nécessité de fournir des secours et d'autres services aux réfugiés continuerait donc à se faire sentir, et il était demandé à l'Assemblée générale de décider au plus tard à sa quatorzième session (1959) de la manière dont ces services devraient être assurés. Le Directeur recommandait à l'Assemblée

générale certaines mesures, notamment: l'approbation du budget de l'Office pour 1959; des engagements de contributions, et leur versement effectif, pour un montant minimum de 36 millions de dollars, afin de permettre à l'Office de mener à bien ses programmes en 1959; le versement de 6,5 millions de dollars pour permettre à l'Office de constituer un petit fonds de roulement; l'adoption de dispositions permettant l'étude de rapports et de recommandations sur les mesures à prendre après le 30 juin 1960.

b) EXAMEN DE LA QUESTION À LA TREIZIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 22 septembre 1958, l'Assemblée générale a renvoyé la question à la Commission politique spéciale, qui l'a examinée au cours de 13 séances, tenues entre le 7 novembre et le 10 décembre. En présentant son rapport au début de la discussion à la Commission, le Directeur par intérim de l'UNRWA a insisté sur la situation financière peu satisfaisante de l'Office. Le niveau des secours était encore assez bas, les dépenses afférentes aux services de base se montant à environ 34,5 dollars par réfugié et par an, soit moins de 10 cents par jour. Le Directeur par intérim a appelé l'attention sur les vues exprimées par la Commission consultative, qui avait approuvé le budget de l'Office pour 1959 et demandé instamment que soient poursuivis les efforts tout spéciaux accomplis jusque-là. Il a recommandé d'élever le niveau des secours et de développer les services, notamment l'assistance à de nouveaux requérants. Le Directeur par intérim a souligné que les aspects politiques de la réintégration des réfugiés dans la vie du Proche-Orient, soit par rapatriement soit par réinstallation, n'étaient pas de la compétence de l'Office. Des efforts suivis avaient été déployés par l'UNRWA en ce qui concerne les aspects économiques de la réintégration. De l'avis du Directeur par intérim, trois solutions s'offraient à l'Assemblée: proroger le mandat de l'Office, prendre d'autres dispositions pour répondre aux besoins des réfugiés ou prendre des dispositions pour effectuer une étude d'ensemble de la situation afin de pouvoir se prononcer à la prochaine session.

Au cours de la discussion à la Commission politique spéciale, le représentant des Etats-Unis a déclaré que la prorogation du mandat de l'UNRWA ne constituait pas la méthode appropriée pour régler le problème des réfugiés. L'Office avait à son actif un certain nombre de réalisations dans le domaine de la réintégration, mais il fallait trouver le moyen d'accélérer considérablement le processus par lequel les réfugiés acquerraient l'indépendance économique. Cela demanderait une étude attentive et une planification préalable.

La thèse des Etats-Unis a été combattue par des représentants d'Etats arabes. Ils ont soutenu qu'à défaut de rapatriement des réfugiés — à leur avis, la seule solution durable du problème — l'Office devait poursuivre ses activités. Mettre fin au mandat de l'Office provoquerait le chaos au Moyen-Orient. En aucun cas, l'Organisation des Nations Unies ne devait se décharger de ses responsabilités à l'égard des réfugiés avant que l'on n'ait abouti à une solution définitive. Tant que les réfugiés ne seraient pas rapatriés, l'Organisation devrait percevoir les revenus qu'Israël tirait des biens des réfugiés et les mettre à la disposition de ces derniers.

Le représentant d'Israël a déclaré que le rapatriement des réfugiés était inacceptable pour son pays, qui ne pouvait envisager une proposition dont la mise en œuvre

bouleverserait l'équilibre d'Israël et n'apporterait que de nouvelles désillusions aux réfugiés. La solution fondamentale du problème résidait dans l'intégration des réfugiés aux pays où ils se trouvaient depuis 10 ans et vivaient parmi les leurs. A cette condition, et si l'aide internationale offerte en 1955 était encore disponible, Israël était disposé à verser des indemnités avant même que n'intervienne un règlement de paix définitif.

D'autres représentants ont estimé que, dans l'attente d'une solution politique, l'Organisation des Nations Unies devrait continuer à aider les réfugiés. Certains ont déclaré que l'importance et le coût des activités de l'Office justifiaient une étude avant que soit prise une décision définitive.

A la suite de la discussion générale, un projet de résolution dû aux Etats-Unis, à la Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni a été présenté à la Commission politique spéciale par les Etats-Unis; il tendait notamment à ce que l'Assemblée générale: 1) souligne la situation financière critique de l'Office et invite instamment les gouvernements à verser des contributions ou à augmenter leurs contributions à l'Office; 2) prie le Secrétaire général de continuer à faire, de toute urgence, des efforts particuliers pour assurer à l'Office un complément d'aide financière; 3) charge l'Office de poursuivre l'exécution de son programme dans la mesure où les fonds le permettraient; 4) prie le Directeur, sans préjudice des droits des réfugiés, d'élaborer et d'exécuter des programmes pouvant assurer la subsistance des réfugiés.

Aux termes d'un des paragraphes du dispositif, l'Assemblée aurait prié le Secrétaire général de prendre des dispositions pour que soient présentées à l'Assemblée générale, à sa quatorzième session, des propositions relatives à la continuation de l'aide aux réfugiés arabes, propositions tenant compte des avis exprimés par les membres de l'Assemblée, ainsi que des droits de toutes les parties, tels qu'ils avaient été reconnus par les résolutions antérieures relatives à cette question. Le représentant des Etats-Unis lui ayant demandé son opinion sur ce paragraphe, le Secrétaire général a déclaré qu'étant donné la situation devant laquelle l'Assemblée générale se trouverait l'année suivante, il examinerait, dans le cadre de ses fonctions normales, le fonctionnement technique de l'UNRWA en vue d'élaborer les propositions qu'il estimerait utile ou nécessaire de présenter à l'Assemblée en temps voulu pour qu'elle les examine à sa prochaine session. En conséquence, le paragraphe en question n'a pas été retenu.

La Commission politique spéciale a approuvé par 44 voix contre zéro, avec 18 abstentions, le projet de résolution commun, tel qu'il avait été modifié. L'Assemblée générale l'a adopté le 12 décembre par 57 voix contre zéro avec 20 abstentions [résolution 1315 (XIII)].

c) PROPOSITIONS EN VUE DE LA CONTINUATION DE L'ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AUX RÉFUGIÉS DE PALESTINE

Conformément à l'engagement qu'il avait pris à cet égard avant que l'Assemblée générale n'adopte, le 12 décembre 1958, la résolution 1315 (XIII), le Secrétaire général a présenté, le 15 juin 1959, un rapport qui renferme des propositions en vue de la continuation de l'assistance des Nations Unies aux réfugiés de Palestine. Après avoir soigneusement examiné le problème des réfugiés de Palestine sous ses divers aspects, il recommandait de maintenir l'UNRWA en attendant, pour re-

prendre les termes de l'Assemblée générale, "la réintégration des réfugiés dans la vie économique du Proche-Orient, soit par le rapatriement, soit par la réinstallation".

Le Secrétaire général a précisé qu'il fondait sa recommandation sur un examen des trois éléments les plus importants du problème des réfugiés — les éléments psychologique, politique et économique — examen qui faisait l'objet de la première partie du rapport.

Le Secrétaire général a souligné que ce rapport se limitait à la question de l'assistance des Nations Unies aux réfugiés; on n'y trouverait donc de propositions ni pour une solution d'ensemble du problème palestinien, ni pour le règlement du problème des réfugiés en tant que tel. Il a déclaré toutefois qu'en agissant selon les grandes lignes exposées dans le rapport, on pourrait faciliter l'adoption de mesures visant à résoudre ces deux problèmes avec justice et équité pour tous les intéressés.

Afin de constituer un cadre qui permette d'aborder de façon plus constructive les aspects politique et psychologique, le Secrétaire général a envisagé d'abord l'aspect économique. De ce point de vue, la réintégration de près d'un million de réfugiés palestiniens dans la vie productive du Proche-Orient soulevait des problèmes analogues à ceux qu'on rencontrait chaque fois qu'on devait réintégrer dans la vie économique une population en grande partie sans emploi. Cela resterait vrai quels que soient le lieu et les modalités d'une réintégration dans le Proche-Orient. Ce processus exigerait, dans l'avenir immédiat du moins, un afflux de capitaux suffisant pour que l'accroissement du revenu national et de la formation de capital soit, de préférence, plus que proportionnel et, au moins, proportionnel à l'accroissement de la population. A la longue, avec l'augmentation de recettes pétrolières dans certaines parties de la région, on passerait progressivement, dans les secteurs où la réintégration aurait eu lieu, de l'importation de capitaux à l'investissement des excédents. Les capitaux formés sur place devraient, pour une bonne part, être investis dans l'agriculture et l'industrie.

Le rapport soulignait que les chômeurs qu'étaient les réfugiés de Palestine devraient être considérés non comme un poids mort, mais bien plutôt comme un atout pour l'avenir; ils constituaient, en effet, un réservoir de main-d'œuvre qui, dans le processus souhaité de développement économique général, contribuerait à relever le niveau de vie de toute la population de la région.

Quant à la question du lieu où l'intégration devait se faire, le rapport citait le paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale et notait qu'ainsi, pour l'Assemblée générale, il s'agirait d'intégrer les réfugiés, à leur choix, soit à la vie productive d'Israël, soit à celle des pays arabes. Ce point de vue avait aussi toujours été celui des gouvernements arabes intéressés. Israël en revanche, soulignant que la résolution concernait les "réfugiés qui . . . désirent . . . vivre en paix avec leurs voisins . . .", s'était borné à offrir, sous conditions, une certaine forme d'indemnité aux anciens propriétaires fonciers du pays, sans s'opposer à une extension du projet de réunion des familles, au titre duquel d'anciens résidents arabes étaient déjà rentrés en territoire israélien.

Le rapport montrait que le développement économique présenté comme nécessaire à l'intégration des réfugiés exigeait que l'on surmontât diverses difficultés politiques qui faisaient actuellement obstacle à tout progrès

dans le sens voulu. Il s'agissait, notamment, du problème palestinien sous ses diverses formes, du problème des relations interarabes et enfin du problème d'une coopération économique arabe conçue de manière à permettre l'exploitation des ressources naturelles de la région au profit de tous les pays qui en font partie. On ne pouvait actuellement prévoir aucun progrès vers une solution du problème palestinien. Il fallait néanmoins rechercher une solution à ces problèmes politiques, notamment pour créer les conditions nécessaires à un développement économique général et bien équilibré de la région, quelle que puisse être sa signification du point de vue de la réintégration des réfugiés. Si l'on résolvait les problèmes politiques suffisamment bien pour que pareilles conditions se trouvent réunies, on aurait sans doute aussi, par là même, créé le cadre politique nécessaire à la solution des aspects politiques du problème des réfugiés.

Le rapport soulignait aussi que, bien qu'il puisse être utile d'aborder le problème des réfugiés sous l'angle économique et politique, il s'agissait essentiellement d'un problème humain. Aucune intégration ne serait satisfaisante, ni même possible, si on devait l'assurer en contraignant les intéressés à adopter ce nouveau mode de vie. Pour donner des résultats durables, qui se traduisent par la stabilité économique et politique, la réintégration devrait être librement acceptée. Toutefois, l'intégration économique de fait ne porterait en rien préjudice aux droits énoncés dans cette résolution.

Le Secrétaire général a conclu que cette perspective n'avait rien de décourageant, à condition que le monde entier fût prêt à aider la région à développer son économie, à condition aussi, que peu à peu, à mesure que les conditions économiques le permettraient, on s'attachât à supprimer les obstacles politiques et psychologiques, dans un esprit constructif, équitable et réaliste.

Dans la première partie du rapport, le Secrétaire général a déclaré que de même qu'il était partisan de maintenir l'UNRWA jusqu'à ce que des progrès aient été réalisés dans le domaine économique, de même il recommandait, après avoir soigneusement étudié le fonctionnement technique de cet organisme, que l'on apportât à ces méthodes certaines modifications qui lui paraissaient indispensables pour l'avenir; ces modifications auraient pour but principal d'harmoniser le programme de l'Office avec la conception générale du problème des réfugiés. Les questions techniques sur lesquelles il voulait appeler l'attention de l'Assemblée générale pouvaient être rangées sous quatre grandes rubriques: 1) bénéficiaires de l'assistance; 2) administration de l'assistance; 3) types d'assistance — programmes d'indépendance économique et 4) accords avec les gouvernements des pays d'accueil.

Pour ce qui est des données économiques du problème des réfugiés de Palestine, l'analyse annexée au rapport indiquait que, pour l'ensemble de la région, la population active, à l'exclusion des réfugiés de Palestine, augmenterait vraisemblablement de 5,6 millions entre 1960 et 1970. Pour que cet accroissement de la population active fût absorbé par des travaux productifs de façon que le revenu par habitant continue à augmenter à un rythme modéré, il fallait que les nouveaux investissements nets provenant de toutes sources s'élèvent approximativement à 12 milliards de dollars. Les fonds nécessaires au financement de ces investissements pouvaient être considérés comme provenant de deux sources principales: épargne intérieure et différentes entrées de capitaux venant de l'extérieur. La population des réfugiés repré-

sentait actuellement une main-d'œuvre d'environ 380.000 travailleurs qui atteindrait le chiffre de 500.000 en 1970 et le total des investissements nécessaires pour réintégrer les réfugiés serait à cette date de l'ordre de 1,7 milliard de dollars.

La conclusion du rapport était que plus tôt les réfugiés pourraient être employés de façon productive, plus grande serait leur contribution au revenu national et à la formation intérieure de capital.

d) ACTIVITÉS DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Opérations

Les troubles politiques du Liban, qui ont commencé en mai 1958 et se sont poursuivis à peu près jusqu'à la fin de l'année, ont créé des difficultés considérables à l'Office, non seulement au Liban mais dans l'ensemble de la région. Néanmoins, l'Office a réussi à s'acquitter de ses tâches essentielles sans qu'il en résulte d'inconvénients graves pour les réfugiés.

Le système normal d'approvisionnement dont Beyrouth est l'un des principaux centres a été considérablement désorganisé par les événements du Liban et il a fallu dérouter vers Lattaquié et Akaba des navires transportant des fournitures destinées à la Syrie et à la Jordanie. Malgré ces difficultés, l'Office a livré quelque 160.000 tonnes de marchandises en Jordanie, au Liban, en Syrie et dans la zone de Gaza au cours de la période considérée.

Le nombre des réfugiés immatriculés auprès de l'UNRWA s'élevait au 1er mai 1959 à 1.080.369, soit 30.438 de plus que 12 mois auparavant, la différence s'expliquant principalement par l'accroissement naturel de la population réfugiée au cours de la période considérée. Sur les réfugiés immatriculés, 410.953 environ vivaient dans des camps contre 369.659 un an auparavant, l'augmentation étant due en grande partie aux naissances et aux nouvelles admissions. Des progrès considérables ont été réalisés dans l'exécution du programme de remplacement des tentes restantes, relativement peu nombreuses, par des baraques; le nombre des tentes a diminué au cours de la période considérée, passant de 5.055 à 2.054 à la fin de mars 1959, époque où il y avait 96.671 baraques.

Le nombre des réfugiés recevant des rations était au 1er mai 1959 de 858.594 (rations complètes: 842.175, demi-rations: 16.419). Il n'y a pas eu de changements dans la composition des rations alimentaires de base, non plus que dans l'alimentation complémentaire fournie à des catégories particulières de réfugiés: femmes enceintes et mères allaitantes dont 27.539 (moyenne mensuelle) ont perçu des rations supplémentaires, écoliers et autres auxquels on a distribué du lait, et personnes bénéficiant, sur instructions d'un médecin, d'un repas chaud quotidien (42.290).

Il n'y a pas eu de changements importants dans les services sanitaires de l'UNRWA au cours de la période de 12 mois considérée. D'une façon générale, la santé et l'état nutritionnel de la population réfugiée ont continué d'être satisfaisants. Tout au long de la période de troubles au Liban, les services sanitaires ont été assurés presque sans interruption, souvent au prix de grandes difficultés et de dangers personnels pour les agents de l'Office.

Une amélioration de la situation financière de l'Office en 1958 a permis de revenir sur certaines des ré-

ductions qui avaient dû être apportées au programme de réintégration l'année précédente. Dans le domaine de l'enseignement et de la formation, où l'UNESCO a continué d'assumer la direction technique, la construction d'un nouveau centre de formation professionnelle a été entreprise et les travaux d'agrandissement de l'un des centres existants ont été achevés. Le programme d'enseignement artisanal déjà mis en œuvre avec succès en Jordanie et à Gaza a été étendu au Liban et à la province syrienne de la République arabe unie, et il a été développé en Jordanie et à Gaza. Au cours de l'année scolaire 1958-1959, 125.783 élèves ont suivi des cours dans 379 écoles élémentaires et secondaires de l'Office, tandis que 61.945 autres ont bénéficié de l'assistance de l'Office dans d'autres établissements scolaires. Les cours de formation d'institutrices ont repris, et on a commencé à construire un établissement pour les hommes. En outre, plus de 700 nouvelles salles de classes ont été construites afin qu'il ne soit plus nécessaire de dédoubler des classes comme c'était le cas dans certains des pays d'accueil.

Aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne la mise en œuvre de "programmes pouvant assurer la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés", demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958; toutefois, l'amélioration de la situation financière de l'UNRWA lui a permis de reprendre, dans une mesure très limitée, l'exécution du programme de subventions individuelles en Jordanie, qui vise à donner aux réfugiés l'indépendance économique en les aidant à créer des petites entreprises de type varié.

Budget et appels de fonds

Au cours du premier semestre de 1958, l'Office s'est trouvé aux prises avec de grandes difficultés. Toutefois, le montant des annonces de contributions s'est accru, les gouvernements s'étant davantage intéressés au programme et le Secrétaire général ayant déployé des efforts particuliers pour procurer des fonds à l'Office; d'autre part, le versement d'un certain nombre de contributions annoncées pour des années antérieures a gonflé les recettes de l'Office et une baisse des prix des denrées alimentaires de base a permis de réduire les dépenses, qui ont été inférieures au niveau prévu. En conséquence, l'UNRWA a pu achever ou entreprendre à peu près tous ses programmes minimums de secours et d'enseignement en y consacrant 33,2 millions de dollars (dépenses engagées, réglées ou non), et inscrire au budget de 1959 1,5 million de dollars pour le programme d'indépendance économique. Ce budget s'élève au total à 37,5 millions de dollars et 36 millions de dollars de contributions ont été demandés. A l'heure actuelle, les versements annoncés pour 1959 sont encore inférieurs de plusieurs millions de dollars à ce montant. D'autre part, l'Office n'a rien reçu des 6,5 millions de dollars demandés pour lui assurer un fonds de roulement approprié.

Personnel

Au 31 décembre 1958, l'Office employait 9.997 personnes recrutées sur place, pour la plupart des réfugiés, et 112 personnes recrutées sur le plan international. Sur l'ensemble de ce personnel, on comptait 3.454 agents médicaux et sanitaires, 4.070 personnes dans les services d'enseignement et de formation, et 1.166 affectées au transport et à la distribution des approvisionnements.

11. — Plaintes du Liban et de la Jordanie

a) NOUVEL EXAMEN PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE LA PLAINTÉ DU LIBAN ET DÉPÔT DE LA PLAINTÉ DE LA JORDANIE

Les 16 et 28 juin 1958, le Secrétaire général a présenté deux rapports sur la suite donnée à la résolution que le Conseil de sécurité avait adoptée le 11 juin 1958 touchant la plainte du Liban. Les cinq premiers observateurs militaires détachés auprès du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban étaient arrivés à Beyrouth le 12 juin et avaient commencé le lendemain des opérations de reconnaissance active. Le 26 juin, l'effectif des observateurs militaires était de 94 officiers venant de 11 pays et un système de patrouilles effectuées à intervalles réguliers avait été organisé au moyen notamment de six postes d'observation et d'un réseau complet d'émetteurs-récepteurs de radio¹.

Le 19 juin, le Groupe d'observation, composé de M. Galo Plaza (Equateur), de M. Rajeshwar Dayal (Inde) et du général Odd Bull (Norvège), avait tenu sa première réunion. M. Plaza avait été élu président et le général Bull avait été désigné comme membre exécutif chargé des observateurs militaires. Le Secrétaire général, qui s'était rendu au Liban pour aider à organiser les travaux, était resté en liaison étroite avec les membres du Groupe pendant toute la durée de son séjour à Beyrouth.

Le 3 juillet 1958, le Groupe d'observation a présenté son premier rapport au Conseil de sécurité par l'intermédiaire du Secrétaire général. Ce rapport comprenait trois parties, consacrées respectivement aux problèmes rencontrés dans la mission d'observation, aux méthodes suivies et aux observations faites par le Groupe. Dans la première partie, on indiquait que les régions dont le Groupe avait essentiellement à s'occuper étaient celles où il lui était particulièrement difficile de se rendre, eu égard tant à la topographie qu'à la possibilité de se déplacer librement et en sûreté. La deuxième partie contenait des détails sur l'installation d'un réseau de postes d'observation permanents et sur l'organisation de patrouilles à intervalles réguliers. Enfin, il était précisé que les patrouilles avaient signalé des mouvements notables d'hommes armés dans le pays et des concentrations en divers endroits. Il n'avait pas été possible d'établir la provenance de ces armes ni de déterminer si certains des hommes armés s'étaient infiltrés de l'extérieur; toutefois, il n'était guère douteux que, pour la grande majorité, il s'agissait de Libanais.

Par lettre en date du 8 juillet, le représentant du Liban a transmis les observations de son gouvernement sur le premier rapport du Groupe d'observation. Le Gouvernement libanais affirmait que les conclusions tirées dans le rapport n'étaient pas concluantes, induisaient en erreur ou n'étaient pas fondées. Les renseignements contenus dans le rapport confirmaient pleinement le bien-fondé de l'accusation portée par le Gouvernement libanais, selon laquelle les infiltrations illégales d'hommes armés et la contrebande d'armes étaient une réalité. La responsabilité qui incombait au Conseil de sécurité du fait de la plainte du Gouvernement libanais demeurait donc pleine et entière.

¹ Au 17 novembre 1958, date de son dernier rapport, le Groupe d'observation employait 591 observateurs militaires de 21 pays. Le nombre total de postes d'observation permanents avait été porté à 49. Le Groupe disposait de 290 véhicules, de 18 avions légers et de six hélicoptères pour les patrouilles systématiques et les opérations de reconnaissance aérienne.

Le 15 juillet 1958, le Conseil de sécurité a été réuni d'urgence à la demande du représentant des Etats-Unis. Celui-ci a déclaré que l'intégrité territoriale du Liban était menacée de plus en plus sérieusement par une insurrection encouragée et aidée par l'étranger. Les complots formés contre le Royaume hachémite de Jordanie constituaient un autre signe de la grave instabilité des relations entre les nations du Moyen-Orient. Enfin, le Gouvernement légalement constitué de l'Irak avait été renversé d'une manière particulièrement brutale. Etant donné ces diverses circonstances, le Président de la République libanaise avait, avec l'autorisation unanime du Gouvernement libanais, demandé l'aide de gouvernements amis afin de préserver l'intégrité et l'indépendance du Liban. Les Etats-Unis avaient répondu affirmativement à cette demande et tenaient à ce que le Conseil de sécurité en fût officiellement informé. Les Etats-Unis n'avaient pas envoyé leurs forces au Liban pour qu'elles participent à des hostilités quelconques, mais uniquement pour aider le Gouvernement libanais, sur sa demande, à stabiliser la situation créée par les menaces de l'extérieur, en attendant que les Nations Unies puissent faire le nécessaire pour protéger l'indépendance et l'intégrité politiques du Liban. Les Etats-Unis étaient les premiers à admettre que l'envoi de leurs forces au Liban n'était pas la solution idéale des problèmes actuels. Ces forces seraient retirées dès que les Nations Unies seraient en mesure d'assurer la relève. D'ici là, la présence au Liban des troupes des Etats-Unis devait servir positivement les fins que le Conseil de sécurité avait eues en vue lorsqu'il avait adopté sa résolution du 11 juin 1958.

Le Secrétaire général, exposant la manière dont il s'était acquitté du mandat que lui avait donné le Conseil de sécurité par sa résolution du 11 juin, a déclaré qu'il n'avait considéré que le but défini par le Conseil dans sa résolution, à savoir "faire en sorte qu'aucune infiltration illégale de personnel ni aucun envoi illégal d'armes ou d'autre matériel n'aient lieu à travers les frontières libanaises". Il ne s'était en rien préoccupé des événements qui devaient être considérés comme des affaires intérieures du Liban. Et, qu'il se soit agi de donner effet à la résolution ou de remplir le rôle que lui assignait la Charte, il ne s'était strictement intéressé qu'aux aspects internationaux du problème mentionnés dans la résolution. En pareilles circonstances, le Secrétaire général n'était ni un arbitre, ni un médiateur. Bien entendu, il avait cherché à ce que les opérations d'observation soient le plus efficaces possible. Le Secrétaire général a informé le Conseil que, dans toutes les régions frontalières situées au nord de Tripoli, des arrangements avaient été pris pour assurer une liberté totale d'accès et de déplacement aux observateurs, tandis que, dans la région située au nord de la Bekaa, le Groupe avait présenté à nouveau, le matin même, sous une forme définitive ses demandes antérieures tendant à le laisser entièrement libre de se rendre dans la région en question.

Le représentant du Liban a signalé que, depuis le moment où son gouvernement avait communiqué ses observations, la situation n'avait fait que s'aggraver au Liban. Des convois d'hommes armés et d'armes pénétraient de Syrie au Liban et des préparatifs se poursuivaient en vue d'une grande offensive destinée à renverser le Gouvernement libanais. Le danger était devenu imminent après le coup d'Etat qui avait eu lieu en Irak. Le Gouvernement libanais demandait au Conseil de prendre d'urgence des mesures plus efficaces que celles

qu'il avait déjà prises, de manière à pouvoir atteindre le but qu'il s'était fixé et qui était d'empêcher tout envoi de matériel ou toute infiltration d'hommes armés à travers les frontières libanaises. En attendant que le Conseil agisse comme il le lui demandait, le Gouvernement libanais avait décidé, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, de solliciter l'assistance directe de pays amis. Cette assistance devait être temporaire et ne devait pas se prolonger au-delà de l'entrée en vigueur de la mesure que le Conseil était invité à prendre. Dès qu'une telle action serait entreprise, les forces que des Etats amis avaient envoyées au Liban devraient immédiatement évacuer le territoire de ce pays.

Les représentants du Royaume-Uni, de la France, du Canada et de la Chine ont exprimé l'opinion que les mesures prises par les Etats-Unis étaient absolument conformes à la Charte des Nations Unies et aux règles du droit international.

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que les faits démontraient que le Liban avait été menacé et restait menacé non pas d'une prétendue intervention de la République arabe unie, mais d'une intervention militaire directe des Etats-Unis qui cherchaient à maintenir au pouvoir le gouvernement Chamoun. Les Etats-Unis et d'autres Puissances avaient espéré utiliser les observateurs des Nations Unies pour justifier leurs plans mais l'attitude objective du Groupe d'observation avait trompé leur attente. Etant donné que la demande d'intervention avait été inspirée par le Département d'Etat des Etats-Unis, elle ne pouvait légitimer un acte d'agression armée contre les peuples du monde arabe. Cet acte constituait une violation flagrante de la Charte des Nations Unies qui interdit de recourir à la force dans les relations internationales. Le Conseil de sécurité avait déjà agi au Liban et, comme le montrait le rapport du Groupe d'observation, non seulement personne n'avait attaqué le Liban mais encore il n'y avait nulle menace d'attaque armée contre ce pays, si ce n'est de la part de ceux qui procédaient à une intervention armée. Le règlement des questions touchant le Liban et l'Irak relevait exclusivement des peuples de ces pays et toute intervention armée des Puissances occidentales risquait d'avoir les conséquences les plus graves. Le représentant de l'Union soviétique a présenté un projet de résolution tendant notamment à ce que le Conseil de sécurité fasse appel au Gouvernement des Etats-Unis "pour qu'il mette fin à l'intervention armée dans les affaires intérieures des Etats arabes et retire immédiatement ses troupes du territoire du Liban".

Le représentant de la République arabe unie a affirmé que la situation s'était considérablement améliorée au Liban, les hostilités ayant pratiquement cessé entre les forces gouvernementales et les rebelles et les Libanais recherchant entre eux une solution politique. L'intervention armée des Etats-Unis ne pouvait malheureusement qu'aggraver la situation. L'Article 51 de la Charte n'autorisait aucune intervention de ce genre. Il ne s'appliquait en réalité qu'en cas d'agression armée. En outre, le Conseil avait pris une décision à laquelle le Groupe d'observation s'employait à donner effet. Alors que la résolution adoptée par le Conseil était en cours d'application, un membre du Conseil avait néanmoins décidé brusquement d'intervenir unilatéralement. Il était évident que la révolution irakienne avait incité les Etats-Unis à prendre cette grave décision. Mais cette révolution était une affaire intérieure de l'Irak et ne pouvait en aucun cas servir de prétexte à une inter-

vention de nature à compromettre la paix et la stabilité dans cette région du monde.

Les Etats-Unis ont présenté un projet de résolution qui, sous sa forme révisée, tendait notamment à ce que le Conseil, rappelant les résolutions 290 (IV), intitulée "Eléments essentiels de la paix", et 380 (V), intitulée "La paix par les actes", adoptées respectivement le 1er décembre 1949 et le 17 novembre 1950 par l'Assemblée générale, notant la déclaration du représentant du Liban selon laquelle l'infiltration se poursuivait et la demande d'assistance formulée par le Gouvernement libanais, notant la déclaration du représentant des Etats-Unis selon laquelle les forces des Etats-Unis resteraient au Liban seulement jusqu'au moment où l'Organisation des Nations Unies elle-même serait en mesure d'assumer la responsabilité nécessaire pour assurer le maintien de l'indépendance du Liban ou jusqu'au moment où le danger aurait autrement pris fin: 1) invite le Groupe d'observation à continuer de développer ses activités conformément à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 11 juin; 2) prie le Secrétaire général de consulter immédiatement le Gouvernement du Liban et d'autres Etats Membres, selon qu'il conviendrait, pour prendre les arrangements supplémentaires, y compris la fourniture et l'emploi de contingents, qui pourraient être nécessaires pour protéger l'intégrité territoriale et l'indépendance du Liban et faire en sorte qu'aucune infiltration illégale de personnel ni aucun envoi illégal d'armes ou d'autre matériel n'aient lieu à travers les frontières libanaises; 3) demande que cessent immédiatement toute infiltration illégale, de même que les attaques contre le Gouvernement du Liban par la radio et d'autres moyens d'information sous contrôle gouvernemental.

Le 16 juillet, le Groupe d'observation a présenté un rapport intérimaire dans lequel il faisait savoir que, le 15 juillet, il avait mené à bonne fin la tâche qui consistait à obtenir libre accès à tous les secteurs de la frontière du Liban.

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de la question au cours de deux séances tenues le 16 juillet.

Le 17 juillet, le Secrétaire général a transmis au Conseil de sécurité le deuxième rapport intérimaire du Groupe d'observation, en indiquant qu'il approuvait pleinement le plan exposé par le Groupe. Dans son rapport, ce dernier annonçait son intention de suggérer au Secrétaire général que lui soit affecté du personnel non armé, sous-officiers et soldats; il indiquait qu'il faudrait porter à 200 le nombre des observateurs et signalait ses besoins en avions et en équipages. Si, comme il était envisagé, on augmentait l'effectif des observateurs et si l'on ajoutait du personnel militaire en mettant à sa disposition le matériel nécessaire, il devait devenir possible de patrouiller directement et constamment la frontière elle-même.

Par lettre en date du 17 juillet, le représentant de la Jordanie a demandé d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil, pour qu'il l'examine d'urgence, la question suivante: "Plainte du Royaume hachémite de Jordanie pour ingérence de la République arabe unie dans ses affaires intérieures".

Le 17 juillet, le Conseil de sécurité a décidé d'examiner ensemble les plaintes du Liban et de la Jordanie et a invité le représentant de la Jordanie à participer à la discussion. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que, si sa

délégation ne s'était pas opposée à l'inscription à l'ordre du jour de la question proposée par la Jordanie, cela ne signifiait nullement qu'elle en approuvât la teneur ni qu'elle reconnût le bien-fondé des accusations portées par la Jordanie contre la République arabe unie.

Le représentant de la Jordanie a souligné que depuis plus d'un an son gouvernement était l'objet des attaques incessantes d'éléments subversifs dirigés de l'extérieur qui tentaient de le renverser. La Jordanie avait continué d'être en butte à des attaques de toute sorte venant de la République arabe unie jusqu'au moment où elle s'était trouvée en présence d'une menace si imminente et si dangereuse pour sa sécurité et son intégrité qu'elle ne pouvait y faire face à elle seule. Elle s'était vue menacée de devenir le théâtre d'événements analogues à ceux qui s'étaient déroulés au Liban et en Irak. On avait signalé des mouvements de troupes syriennes de la République arabe unie le long de la frontière nord de la Jordanie. Un certain nombre d'officiers de l'armée jordanienne avaient été arrêtés la semaine précédente et l'enquête avait révélé qu'ils se proposaient de détruire l'indépendance et l'intégrité de la Jordanie. Devant un tel danger, le gouvernement, avec l'approbation du Roi et s'appuyant sur la décision unanime de l'Assemblée nationale jordanienne, avait, conformément aux dispositions de l'Article 51 de la Charte, demandé aux Gouvernements du Royaume-Uni et des Etats-Unis de venir immédiatement à son aide. Depuis l'aube, des forces armées britanniques, accédant généreusement à sa requête, avaient commencé à atterrir sur le sol jordanien.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que son gouvernement était absolument certain qu'une nouvelle tentative en vue de renverser le régime de la Jordanie et de provoquer des troubles dans le pays était en préparation. Compte tenu de ces faits, les mouvements de troupes syriennes en direction de la frontière nord de la Jordanie apparaissaient comme un signe inquiétant. L'appel adressé par la Jordanie aux gouvernements libres pour qu'ils l'aident à conserver son indépendance était naturel et entièrement justifié par la situation. Rien dans la Charte ni dans les règles généralement reconnues du droit international n'empêchait un gouvernement de demander une aide militaire à un gouvernement ami pour se défendre s'il s'estimait en danger. Les forces britanniques aéroportées qui arrivaient en Jordanie avaient pour but d'aider le Roi et le gouvernement à préserver l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de ce pays. Elles n'étaient pas là-bas pour servir des intérêts militaires britanniques et ne constituaient une menace pour aucun autre pays. Si le Conseil de sécurité pouvait prendre des dispositions pour protéger le Gouvernement légitime de la Jordanie contre les menaces extérieures et maintenir ainsi la paix et la sécurité, les mesures que le Royaume-Uni avait cru devoir prendre seraient rapportées.

Le représentant de l'Union soviétique a affirmé que personne ne menaçait la Jordanie et que l'invasion des troupes britanniques prouvait l'existence d'un complot du Royaume-Uni et des Etats-Unis contre les peuples pacifiques du Proche et du Moyen-Orient, et en particulier contre le mouvement de libération arabe. Il a présenté une nouvelle version du projet de résolution de l'URSS qui s'appliquait aussi bien à l'envoi de forces armées britanniques en Jordanie qu'à l'envoi de forces armées des Etats-Unis au Liban et tendait à faire appel aux Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni pour qu'ils mettent fin à l'intervention armée dans les

affaires intérieures des Etats arabes et retirent immédiatement leurs troupes des territoires du Liban et de la Jordanie.

Le représentant de la République arabe unie a déclaré que la plainte jordanienne était manifestement conçue pour servir de prétexte à l'intervention britannique en Jordanie; il a assuré que personne ne menaçait la Jordanie.

Le 17 juillet également, le représentant de la Suède a présenté un projet de résolution qui tendait notamment à ce que le Conseil, considérant que l'action des Etats-Unis avait modifié de façon substantielle la situation dans laquelle le Conseil avait décidé, le 11 juin, d'envoyer des observateurs au Liban, prie le Secrétaire général de suspendre jusqu'à nouvel ordre les activités des observateurs au Liban et décide de maintenir la question à son ordre du jour.

A l'issue des débats qui se sont poursuivis les 17 et 18 juillet et au cours desquels la question de la représentation de l'Irak au Conseil a été soulevée, les diverses propositions ont été mises aux voix. Le projet de résolution révisé de l'URSS a été rejeté par 8 voix contre une (URSS), avec 2 abstentions (Japon, Suède). Sur le projet de résolution révisé des Etats-Unis, il y a eu 9 voix pour, une voix contre (URSS) et une abstention (Suède); la voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet n'a pas été adopté. Le projet de résolution suédois a été rejeté par 9 voix contre 2 (Suède, URSS).

Le représentant des Etats-Unis a alors présenté un autre projet de résolution mais s'est déclaré disposé à le retirer, le représentant du Japon ayant annoncé son intention de soumettre au Conseil une nouvelle proposition. Ce projet des Etats-Unis tendait notamment à ce que le Conseil, prenant note que le manque d'unanimité de ses membres permanents, à la 834^{ème} séance, l'avait empêché de s'acquitter de sa responsabilité principale touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales, décide qu'une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale serait convoquée afin de faire les recommandations appropriées concernant la plainte du Liban. De son côté, le représentant de l'Union soviétique a présenté un projet de résolution tendant notamment à ce que le Conseil décide de convoquer une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale en vue de l'examen de la question de l'intervention des Etats-Unis et du Royaume-Uni au Liban et en Jordanie. Le 19 juillet, le Japon a présenté un projet de résolution, révisé le 21 juillet, qui tendait notamment à ce que le Conseil prie le Secrétaire général de prendre immédiatement des arrangements en vue des mesures, s'ajoutant à celles envisagées dans la résolution du 11 juin, qu'il pourrait estimer nécessaires compte tenu des circonstances pour permettre aux Nations Unies d'atteindre les buts généraux énoncés dans ladite résolution et qui serviraient à assurer le maintien de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique du Liban, de façon à rendre possible le retrait des forces des Etats-Unis de ce pays.

Après discussion au cours de séances tenues les 21 et 22 juillet, le représentant de l'Union soviétique a présenté divers amendements au projet de résolution révisé du Japon; ils tendaient notamment à ce que le Conseil prie le Secrétaire général de mettre en œuvre, en plus des mesures prévues dans la résolution du 11 juin, le plan présenté par le Groupe d'observation dans

son deuxième rapport, en vue de permettre aux Nations Unies d'atteindre les buts généraux énoncés dans ladite résolution, ce qui servirait, conformément aux dispositions de la Charte, à assurer l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du Liban. De plus, le Conseil, reconnaissant que le débarquement de troupes américaines au Liban constituait une intervention dans les affaires intérieures de ce pays, aurait fait appel aux Etats-Unis pour qu'ils retirent immédiatement leurs forces armées du Liban.

Le 22 juillet, le Conseil de sécurité a rejeté les amendements de l'URSS au projet de résolution révisé du Japon par 8 voix contre une (URSS), avec 2 abstentions (Japon, Suède). Sur le projet de résolution révisé du Japon, il y a eu 10 voix pour et une voix contre (URSS); la voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet n'a pas été adopté.

Le Secrétaire général a alors déclaré que le Conseil s'était trouvé dans l'incapacité de prendre d'autres mesures devant la grave crise qui le préoccupait mais que les Nations Unies n'en conservaient pas moins la responsabilité de ne rien négliger pour agir conformément aux buts et principes de la Charte. Le Secrétaire général était certain de se conformer aux désirs des membres du Conseil s'il mettait à profit toutes les possibilités qui, dans les limites imposées par la Charte et eu égard à l'action entreprise par l'Organisation, s'offraient à lui d'empêcher que la situation ne s'aggravât encore au Moyen-Orient et d'aider à trouver une issue à la situation dangereuse où les Nations Unies se trouvaient alors. Le maintien en activité du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban étant acceptable pour tous les membres du Conseil, cela signifiait le renforcement du Groupe d'observation afin de lui donner toute l'importance qu'il pouvait avoir, compte tenu de son caractère essentiel, tel que l'avait défini le Conseil dans sa résolution du 11 juin, ainsi que des buts et principes de la Charte. S'il arrivait que les membres du Conseil désapprouvent la manière dont ces intentions se traduiraient en pratique, il allait de soi que le Secrétaire général accepterait les conséquences de leur jugement.

Le Président du Conseil de sécurité, notant que le Secrétaire général avait établi que les Nations Unies ne pouvaient adopter une attitude passive devant une situation aussi grave, que le Parlement libanais allait élire un nouveau président à la fin de la semaine, que le Président du Conseil des ministres de l'URSS avait invité différents chefs d'Etat à tenir une conférence, avec la participation du Secrétaire général, pour rechercher une solution dont on puisse recommander l'adoption au Conseil et que les Etats-Unis et l'URSS avaient présenté des projets de résolution tendant à convoquer une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, a proposé d'ajourner la séance. Le Conseil a adopté cette proposition par 10 voix contre une (URSS).

b) ADOPTION PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE SA RÉSOLUTION DU 7 AOÛT 1958

Le 30 juillet, le Groupe d'observation des Nations Unies au Liban a présenté par l'intermédiaire du Secrétaire général son deuxième rapport concernant ses activités et ses observations du 2 au 15 juillet. D'après ce rapport, les effets sur les habitants des régions aux mains de l'opposition où les observateurs opéraient de l'atterrissage le 15 juillet dans les environs de Beyrouth

de forces armées des Etats-Unis avaient provoqué des difficultés et contrarié l'accomplissement de la mission d'observation. Les efforts entrepris par le Groupe pour résoudre les nouveaux problèmes qui s'étaient ainsi posés étaient couronnés d'un certain succès. Le Groupe déclarait qu'après le 15 juillet, il n'avait reçu de ses observateurs aucun renseignement tendant à modifier le caractère général des appréciations portées dans le rapport. En conclusion, il était précisé que les envois d'armes qui pouvaient avoir lieu n'étaient que d'importance restreinte et qu'ils se limitaient dans une large mesure à des armes et à des munitions légères. En présence d'un conflit interne et dans le cas d'une frontière ouverte et non gardée, pour ainsi dire sur toute sa longueur, il fallait s'attendre à un trafic de ce genre. En ce qui concernait l'infiltration illégale de personnel, la nature de la frontière, l'existence de liens traditionnels tribaux et autres des deux côtés de celle-ci et la libre circulation des produits dans les deux directions étaient autant de facteurs dont il fallait tenir compte pour procéder à une évaluation. Mais les observateurs des Nations Unies, qui avaient patrouillé avec vigilance les zones aux mains de l'opposition et y avaient fréquemment observé la présence de groupes armés, n'avaient pu en aucun cas déceler la présence de personnes ayant indubitablement franchi la frontière pour combattre. D'après les observations faites sur l'armement et l'organisation dans les zones contrôlées par l'opposition, la puissance d'action des éléments de l'opposition n'était pas telle qu'ils puissent réussir à faire front à des forces militaires régulières dotées d'un bon armement.

Dans une lettre en date du 7 août adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Jordanie a donné des détails sur divers incidents qui avaient eu lieu en Jordanie entre le 10 et le 30 juillet 1958.

Par lettre en date du 5 août, le représentant de l'Union soviétique a demandé au Président du Conseil de sécurité de convoquer immédiatement le Conseil en séance d'urgence pour examiner le projet de résolution de l'URSS. Le Conseil s'est réuni le 7 août. A cette séance, le siège de l'Irak au Conseil a été occupé par le représentant de la République d'Irak. A l'issue d'une longue discussion, au cours de laquelle fut évoqué l'échec des tentatives faites pour organiser une réunion des chefs de gouvernement en vue d'étudier la question, le Conseil, ayant examiné les textes révisés des projets de résolution présentés par l'URSS et par les Etats-Unis, a adopté à l'unanimité une seconde version révisée du projet de résolution des Etats-Unis, décidant la convocation d'une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale.

c) EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA TROISIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE D'URGENCE

La troisième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale a été convoquée par le Secrétaire général le 8 août 1958, en conformité de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 7 août. Quinze séances plénières se sont tenues du 8 au 21 août.

A la séance d'ouverture, le Secrétaire général a noté que les arrangements en vertu desquels l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire de la Force d'urgence des Nations Unies, fournissait son assistance au Gouvernement de la République arabe unie, à Gaza et le long de la frontière internationale entre l'Egypte et

Israël, avaient fonctionné d'une manière satisfaisante. L'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve continuait également à représenter un élément essentiel des efforts que faisait l'Organisation pour stabiliser la situation dans cette région. De même, le Groupe d'observation des Nations Unies au Liban avait déjà rendu des services très utiles et son développement était entièrement justifié si l'on tenait compte de l'expérience acquise. Toutefois, cette opération était liée à des conditions qui pouvaient n'être que temporaires et le moment n'était peut-être pas éloigné où un changement de ces conditions appellerait un changement de méthode. On pouvait voir dans les faits récents l'indication qu'une représentation de l'Organisation des Nations Unies dans le pays, sous une forme ou sous une autre, serait peut-être souhaitable pour exprimer le souci que l'Organisation ne cessait d'avoir de l'indépendance et de l'intégrité du Liban. Les arrangements qu'il conviendrait de prendre, le cas échéant, dépendraient en fin de compte de l'attitude du Gouvernement libanais lui-même. Des problèmes particuliers se posaient dans une autre partie de la région : le Royaume hachémite de Jordanie. Il semblait que l'Organisation des Nations Unies dût prêter une attention toute spéciale au rôle essentiel que ce pays était appelé à jouer dans les efforts qu'elle faisait pour aider à créer des conditions qui soient propices à un développement pacifique et constructif. Il y avait peut-être lieu d'envisager un renforcement de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, dans le cadre des conventions d'armistice général. Ces divers arrangements ne constituaient que des sauvegardes créées pour aider les gouvernements intéressés. Les nations arabes avaient déjà coopéré au sein de la Ligue des Etats arabes et chacune d'elles avait souscrit au principe du respect mutuel du territoire, de l'intégrité et de la souveraineté des autres, au principe de la non-agression, au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres et au principe des avantages égaux pour chacune d'elles. Si, dans la situation troublée du moment, les Etats intéressés réaffirmaient conjointement leur adhésion à ces principes, ils apporteraient par là un appui considérable aux efforts que l'Organisation avait entrepris sur un plan général. Si les nations arabes jugeaient possible de traduire ces principes dans les faits en entreprenant une action pratique concertée, l'Organisation devrait être prête à leur fournir une assistance de caractère technique et à leur donner l'appui nécessaire, en particulier dans le domaine de la coopération économique.

Le 12 août, le représentant de l'Union soviétique a présenté un projet de résolution qui tendait à ce que l'Assemblée, reconnaissant qu'il était nécessaire, dans l'intérêt du maintien de la paix universelle, d'adopter d'urgence des mesures afin de réduire la tension dans la région du Proche et du Moyen-Orient, recommande aux Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni de retirer sans délai leurs forces des territoires du Liban et de la Jordanie, et invite le Secrétaire général à renforcer le Groupe d'observation conformément au plan que le Groupe avait présenté dans son deuxième rapport et à envoyer un Groupe d'observation en Jordanie, à l'effet de surveiller le retrait des forces américaines et britanniques du Liban et de la Jordanie, ainsi que la situation existant aux frontières de ces pays.

A la deuxième séance de la troisième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée, le Président des Etats-Unis d'Amérique a fait une déclaration dans

laquelle il a souligné que les troupes des Etats-Unis seraient entièrement retirées du Liban dès que le Gouvernement légalement constitué du Liban le demanderait ou dès que, grâce à l'action des Nations Unies, le Liban ne serait plus exposé au danger qui le menaçait et que représentait l'incitation à la guerre civile dans l'intérêt d'une Puissance étrangère. Le Président des Etats-Unis espérait que l'Assemblée étudierait les moyens d'assurer au Liban le maintien de son indépendance et de son intégrité.

Si l'Organisation des Nations Unies n'agissait pas rapidement en Jordanie, il pourrait en résulter une nouvelle crise dangereuse, car la méthode de l'agression indirecte qu'on pouvait discerner dans ce pays risquait de conduire à des conflits mettant la paix en danger. Le Président des Etats-Unis a formulé l'espoir que l'Assemblée pourrait exprimer par des actes l'intérêt que l'Organisation portait au maintien de la paix en Jordanie. Il a d'autre part énoncé un certain nombre de propositions en vue du développement économique de la région, dont la création d'une institution régionale arabe de développement gérée par les Etats arabes eux-mêmes et financée par des capitaux internationaux.

Le représentant de l'Union soviétique a déclaré que la menace contre la paix due à l'intervention militaire des Etats-Unis et du Royaume-Uni au Proche-Orient concernait tous les Etats. La question essentielle était le retrait immédiat des troupes des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui se trouvaient au Liban et en Jordanie et rien ne devait détourner l'attention de l'Assemblée de cette question. Le projet de résolution de l'URSS offrait une formule satisfaisante à cet effet mais la délégation soviétique ne refuserait pas d'en examiner d'autres.

Le 14 août, le Groupe d'observation a présenté son troisième rapport au Conseil de sécurité par l'intermédiaire du Secrétaire général. Dans ce rapport, le Groupe reproduisait le texte d'une déclaration qu'il avait faite le 16 juillet et dans laquelle il soulignait notamment que seul le Groupe d'observation se trouvait au Liban en exécution du mandat contenu dans la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 11 juin et qu'il représentait la seule mesure prise par le Conseil. Par la persévérance et le tact dont ils avaient fait preuve dans des situations difficiles et souvent dangereuses, les observateurs avaient regagné le terrain perdu après le 15 juillet. La plupart des postes permanents dont l'installation dans des zones aux mains de l'opposition était envisagée dans le deuxième rapport intérimaire du Groupe avaient déjà été mis en place et d'autres devaient être créés prochainement. L'élection du général Chehab comme prochain Président de la République libanaise avait eu lieu le 31 juillet. Au cours de la période qui avait immédiatement précédé l'élection, on avait constaté une diminution sensible de la tension dans presque tout le pays et une absence relative d'accrochages armés entre les forces du gouvernement et celles de l'opposition. Depuis le 31 juillet, il y avait eu une trêve virtuelle dans tout le pays et l'on n'avait signalé que des échanges sporadiques de coups de feu dans certaines zones.

Dans une lettre en date du 18 août 1958 adressée au Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a affirmé que des forces des Etats-Unis se trouvaient au Liban pour répondre à l'appel du gouvernement dûment constitué de ce pays, qui avait demandé une assistance en vue de maintenir l'intégrité territoriale du Liban et son indépendance poli-

tique contre un danger de l'extérieur. Ces forces seraient retirées lorsque la demande en serait faite par le Gouvernement dûment constitué du Liban, ou lorsque, à la suite d'une nouvelle action de l'Organisation des Nations Unies ou d'autre manière, leur présence ne serait plus requise. Les Etats-Unis respecteraient en tout état de cause une décision de l'Assemblée générale selon laquelle des mesures prises ou une assistance fournie par les Nations Unies rendraient inutile pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales que les forces des Etats-Unis demeurent au Liban. Dans une lettre de la même date, adressée également au Président de l'Assemblée générale, le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni a fait une déclaration conçue en termes analogues touchant les forces du Royaume-Uni qui se trouvaient en Jordanie.

Le 18 août, sept Puissances (Canada, Colombie, Danemark, Libéria, Norvège, Panama et Paraguay) ont présenté à l'Assemblée un projet de résolution. Il tendait à ce que l'Assemblée générale, notant les déclarations faites par les Etats-Unis et le Royaume-Uni dans les lettres mentionnées ci-dessus et notant le but de la Charte selon lequel les Etats devraient pratiquer la tolérance et vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage: 1) réaffirme que tous les Etats devraient s'abstenir de toute menace ou de tout acte, direct ou indirect, visant à compromettre la liberté, l'indépendance ou l'intégrité d'un Etat quel qu'il soit, à fomentier les luttes intestines ou à opprimer la volonté du peuple dans quelque Etat que ce soit; 2) demande à tous les Etats Membres de respecter ces obligations et de faire en sorte que leur conduite en ce qui concerne la région du Proche-Orient en général soit conforme à ces principes; 3) prie le Secrétaire général, conformément à la Charte, de prendre sans délai les arrangements d'ordre pratique dont, en consultation avec les gouvernements intéressés, il pourrait estimer qu'ils concourraient de façon appropriée à maintenir les buts et principes de la Charte en ce qui concernait le Liban et la Jordanie dans les circonstances actuelles; 4) note que le Secrétaire général procédait à des études en vue de l'examen par l'Assemblée générale, à sa treizième session, de la possibilité de constituer une force d'alerte des Nations Unies pour la paix; 5) invite le Secrétaire général à continuer ses études et à procéder à des consultations, selon qu'il conviendrait, avec les pays arabes du Proche-Orient en vue d'une assistance éventuelle touchant une institution de développement arabe destinée à favoriser la croissance économique de ces pays; 6) prie les Etats Membres de coopérer pleinement à l'exécution de la résolution; 7) invite le Secrétaire général à faire rapport, comme il conviendrait, le premier rapport devant être présenté le 30 septembre 1958 au plus tard.

Au cours des débats qui se sont déroulés à l'Assemblée générale du 8 au 21 août, la plupart des orateurs ont déclaré approuver les principes dont s'inspirait le projet de résolution des sept Puissances. Plusieurs ont dit que le projet de résolution de l'URSS devait être examiné attentivement. Un certain nombre de délégations ont considéré le projet de résolution des sept Puissances comme insuffisant parce qu'il négligeait la question du retrait immédiat des forces des Etats-Unis et du Royaume-Uni, du Liban et de la Jordanie. Diverses suggestions ont été avancées touchant une amélioration générale de la situation au Moyen-Orient.

A la suite de consultations qui ont eu lieu pendant que la discussion se poursuivait, le représentant du

Soudan a, le 21 août, présenté au nom de 10 Puissances (Arabie Saoudite, Irak, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, République arabe unie, Soudan, Tunisie et Yémen) un autre projet de résolution.

Ce projet tendait notamment à ce que l'Assemblée générale : 1) accueille avec satisfaction les assurances renouvelées qu'avaient données les Etats arabes d'observer les dispositions de l'article 8 du Pacte de la Ligue des Etats arabes aux termes duquel tout Etat membre s'engage à respecter le régime de gouvernement établi dans les autres Etats membres en le considérant comme intéressant exclusivement ces Etats, et chaque Etat s'engage à s'abstenir de toute action tendant au changement d'un régime établi de gouvernement ; 2) invite tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à agir en stricte conformité des principes du respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de chacun, de non-agression, de stricte non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun, et d'avantages égaux et mutuels, et à faire en sorte que leur conduite soit conforme à ces principes ; 3) prie le Secrétaire général de prendre sans délai, en consultation avec les gouvernements intéressés, et conformément à la Charte, compte tenu de la section I de la résolution, les arrangements d'ordre pratique qui aideraient de façon appropriée à maintenir les buts et les principes de la Charte en ce qui concernait le Liban et la Jordanie dans les circonstances actuelles et faciliteraient ainsi le retrait prochain des troupes étrangères du territoire des deux pays ; 4) invite le Secrétaire général à continuer ses études et, à cet égard, à procéder à des consultations, comme il conviendrait, avec les pays arabes du Proche-Orient en vue d'une assistance éventuelle touchant une institution de développement arabe destinée à favoriser la croissance économique de ces pays ; 5) prie les Etats Membres de coopérer pleinement à l'exécution de la résolution ; 6) invite le Secrétaire général à faire rapport, comme il conviendrait, le premier rapport devant être présenté le 30 septembre 1958 au plus tard.

Le représentant de l'Union soviétique et les auteurs du projet de résolution des sept Puissances ayant annoncé qu'ils n'insisteraient pas pour que priorité soit donnée à leurs propositions, l'Assemblée générale a, le 21 août, adopté à l'unanimité le projet de résolution des 10 Puissances [résolution 1237 (ES-III)].

Le 29 septembre 1958, le Secrétaire général a présenté son premier rapport en application de la résolution 1237 (ES-III) de l'Assemblée générale. Dans ce rapport, après avoir analysé la résolution et la tâche qui en découlait pour le Secrétaire général, il rendait compte des entretiens qu'il avait eus dans les capitales des nations directement intéressées. Touchant les arrangements d'ordre pratique aux fins mentionnées dans la résolution, il notait que, pour ce qui était du Liban, l'Organisation des Nations Unies avait déjà pris des dispositions importantes pour examiner l'un des aspects de la mise en œuvre de la politique de bon voisinage, à savoir les possibilités d'infiltration ou de contrebande d'armes à travers la frontière. Il avait fallu réévaluer le travail du Groupe d'observation pour décider de son rôle éventuel dans le cadre de ces nouveaux arrangements. Le Gouvernement jordanien avait réaffirmé les vues qu'il avait déjà exprimées à l'Assemblée générale, à savoir qu'il n'acceptait pas l'envoi d'une force des Nations Unies sur son territoire ni l'organisation dans le pays d'un groupe d'observation des frontières à des fins analogues à celles du Groupe d'observation au Liban. Etant donné que dès le début le Secrétaire

général avait, lui aussi, considéré que ni une force des Nations Unies ni un groupe d'observation des frontières ne servirait de manière adéquate les fins de la résolution en ce qui concernait la Jordanie, il avait accepté la position du Gouvernement jordanien. En conséquence, les entretiens qu'il avait eus en Jordanie n'avaient porté que sur d'autres formes d'intervention de l'Organisation des Nations Unies, les deux parties souhaitant voir cette intervention prendre une forme propre à favoriser la politique de coopération que tous les Etats arabes s'étaient engagés à suivre lorsqu'ils avaient présenté en commun la résolution adoptée par l'Assemblée générale. La base de discussion avait été la nécessité d'arrêter des mesures permettant à la fois de suivre les événements découlant de l'application de la résolution en ce qui concernait la Jordanie et de prendre les arrangements diplomatiques voulus en vue de toute action ultérieure de l'Organisation des Nations Unies que les constatations faites pourraient rendre nécessaire. La Jordanie s'était déclarée disposée à accueillir un représentant de l'Organisation des Nations Unies, assisté du personnel approprié, qui serait chargé "en qualité de représentant spécial du Secrétaire général, de contribuer à la mise en œuvre de la résolution, notamment en vue de maintenir les buts et les principes de la Charte en ce qui concerne la Jordanie dans les circonstances actuelles". Les Gouvernements du Liban et de la République arabe unie s'étaient engagés à accorder toutes facilités requises — en particulier des bureaux de liaison à Beyrouth et à Damas — en vue de la création d'un organe des Nations Unies en Jordanie. M. Spinelli, sous-secrétaire chargé de l'Office européen des Nations Unies à Genève, s'était rendu à Amman le 27 septembre afin de mettre au point les arrangements d'ordre pratique nécessaires. Il devait agir, à titre préliminaire, en qualité de représentant spécial.

En ce qui concerne le retrait des forces des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le Secrétaire général déclarait que, d'après les renseignements dont il disposait, les Gouvernements du Liban et des Etats-Unis, qui avaient engagé des pourparlers en vue de fixer des dates pour l'évacuation de toutes les troupes américaines, comptaient que le retrait total de ces troupes pourrait commencer prochainement et serait achevé le plus rapidement possible — à la fin d'octobre, espérent-ils — à condition que la sécurité internationale, en ce qui concernait le Liban, continue de s'améliorer à la faveur d'une application heureuse de la section I de la résolution 1237 (ES-III) de l'Assemblée générale. Les Gouvernements de la Jordanie et du Royaume-Uni étaient en pourparlers pour fixer des dates de début et d'achèvement du retrait des troupes britanniques. Ils comptaient que, si des progrès satisfaisants étaient réalisés, le retrait commencerait au cours du mois d'octobre et serait terminé aussi rapidement que le permettrait la situation dans la région. Les textes de mémorandums reçus des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni étaient joints en annexe au rapport.

Touchant l'assistance pour la coopération économique, le Secrétaire général avait adressé le 26 septembre aux 10 gouvernements arabes auteurs du projet de résolution commun des lettres identiques où il exposait dans quels domaines l'Organisation des Nations Unies pourrait, à différentes étapes du développement, fournir une assistance si les gouvernements voulaient faire appel aux services de l'Organisation pour être aidés dans leurs efforts économiques communs.

Dans son quatrième rapport, distribué le 29 septembre 1958 et portant sur ses activités du 11 août au 20 septembre, le Groupe d'observation a signalé que, durant la période considérée, ses observateurs militaires avaient pu non seulement persuader à nouveau les Libanais du caractère indépendant de leurs activités mais aussi susciter la confiance et la compréhension de tous les éléments de la population au milieu desquels ils travaillaient. Malgré la présence d'un nombre considérable d'hommes en armes, il ne s'était produit aucun accrochage important entre les forces armées libanaises et les forces organisées de l'opposition. Aucun cas d'infiltration n'avait été constaté et, s'il s'en produisait encore, ils devraient être considérés comme négligeables.

Par lettre en date du 1er octobre, le représentant du Royaume-Uni a informé le Secrétaire général que son gouvernement était convenu avec le Gouvernement jordanien que le retrait des troupes britanniques commencerait le 20 octobre. Le 8 octobre, les Etats-Unis ont annoncé qu'en accord avec le Gouvernement libanais, ils avaient décidé d'achever à la fin d'octobre le retrait de leurs forces du Liban.

Le 10 novembre, le Secrétaire général a présenté un rapport, auquel étaient jointes des lettres des représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, annonçant que le retrait des troupes des Etats-Unis du Liban s'était achevé le 25 octobre et que le retrait des troupes britanniques de Jordanie s'était achevé le 2 novembre. Des mesures venaient d'être prises en vue de normaliser les relations aériennes et terrestres avec la Jordanie. Le 10 décembre, le Secrétaire général a présenté un rapport concernant le rôle joué par l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du transport aérien des troupes britanniques d'Amman à Chypre en survolant les territoires de la République arabe unie et du Liban. Le succès de cette opération, concluait le Secrétaire général, faisait honneur à l'esprit de coopération et à la compétence technique de tous les intéressés.

d) RADIATION DE LA PLAINTE LIBANAISE DE LA LISTE DES AFFAIRES DONT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST SAISI ET RETRAIT DU GROUPE D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES AU LIBAN

Dans une lettre en date du 16 novembre 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité, le Ministre des affaires étrangères du Liban a écrit que le Conseil de sécurité serait satisfait d'apprendre qu'entre le Liban et la République arabe unie les rapports cordiaux et immédiats avaient repris leur cours normal. Conscient des intérêts supérieurs du peuple libanais et de la nécessité de sauvegarder la paix et la sécurité dans la région, et se conformant à l'esprit même qui avait déterminé l'unanimité des votes de la décision prise le 21 août par la troisième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, son gouvernement se proposait de renforcer encore davantage dans l'avenir sa collaboration avec la République arabe unie et les autres Etats arabes. C'est pourquoi, et aussi bien en vue de dissiper toute équivoque qui pourrait entraver le développement de ces relations, le Gouvernement libanais demandait au Conseil de rayer de la liste des affaires dont il était saisi la plainte déposée par le Liban le 22 mai 1958 et de prier le Secrétaire général de notifier sa décision à l'Assemblée générale.

Dans son cinquième rapport, distribué le 17 novembre, le Groupe d'observation a indiqué que les dernières troupes américaines avaient quitté le Liban sans

incident le 25 octobre. Les forces organisées de l'opposition avaient été dissoutes et le gouvernement était en train d'affermir son autorité sur tout le pays. Etant donné que l'on ne signalait plus depuis un certain temps aucun cas d'infiltration de personnel ou d'envoi d'armes et considérant que, du point de vue de la sécurité générale, la situation s'était nettement améliorée les derniers temps au Liban, de même que s'étaient améliorées les relations entre le Liban et son voisin oriental, le Groupe était arrivé à la conclusion que la mission qui lui avait été confiée par la résolution du 11 juin du Conseil pouvait maintenant être considérée comme accomplie; il recommandait le retrait du Groupe et une réduction immédiate de l'effectif des observateurs militaires².

Dans une lettre en date du 17 novembre, adressée au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général, faisant état de la lettre du Ministre des affaires étrangères du Liban et de la recommandation du Groupe d'observation, a annoncé qu'il avait demandé au Groupe de préparer, en consultation avec le Gouvernement libanais, un plan détaillé de retrait. Il avait pris cette mesure en vertu des pouvoirs que lui avait conférés le Conseil par sa résolution du 11 juin. Les instructions données au Groupe d'observation impliquaient que le Secrétaire général considérait la mission du Groupe comme terminée et que son propre mandat se réduisait désormais aux dispositions à prendre pour liquider l'opération.

Le 21 novembre, le Secrétaire général a présenté un rapport sur un plan de retrait établi par le Groupe d'observation avec l'assentiment du Gouvernement libanais; ce plan avait l'approbation du Secrétaire général.

Le 25 novembre, le Conseil de sécurité a décidé de rayer de la liste des affaires dont il était saisi la plainte que le Gouvernement du Liban avait déposée le 22 mai 1958.

Par lettre en date du 25 novembre, le Secrétaire général a informé le Président de l'Assemblée générale de la décision du Conseil et lui a transmis la communication prévue au paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte.

Le dernier Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies a quitté Beyrouth le 9 décembre, date à laquelle le Groupe d'observation des Nations Unies au Liban a officiellement cessé de fonctionner.

12. — Question de Chypre

Par lettre en date du 15 août 1958, la Grèce a demandé l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale d'un point intitulé "La question de Chypre". Dans un mémoire explicatif daté

² Dans ce rapport, le Groupe d'observation a rendu hommage dans les termes suivants à l'œuvre accomplie par les observateurs militaires relevant de lui:

"Le succès d'une opération comme celle-ci dépend de la mise en jeu de la force morale dans des circonstances où, à défaut de celle-ci, seul l'emploi des armes aurait été efficace. Les observateurs militaires, armés uniquement de l'autorité morale des Nations Unies ainsi que de leur propre résolution et de leur courage, ont été en mesure de remplir leur mission de paix et ils se sont acquis le respect des populations dans toutes les régions où ils ont opéré. Dans l'exercice de leurs fonctions, même depuis la récente amélioration de la situation au Liban, ils ont à maintes reprises été exposés aux dures épreuves et aux dangers qui ont été décrits en détail dans le présent rapport comme dans les rapports précédents."

du 12 septembre 1958, elle a indiqué que, malgré l'espoir exprimé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1013 (XI) du 26 février 1957, le Royaume-Uni n'avait pas entamé de négociations directes avec les Chypriotes. En fait, le gouvernement de ce pays avait montré, lors d'une série de consultations diplomatiques avec la Grèce et la Turquie, que son objectif était de retarder le règlement de la question en lui donnant une solution temporaire. Le Gouvernement grec espérait donc que l'Assemblée prendrait toutes mesures appropriées pour écarter les menaces et les ingérences étrangères, et pour aider les Chypriotes à réaliser leurs légitimes aspirations.

Le 28 septembre, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question de Chypre à son ordre du jour et l'a renvoyée à la Première Commission, qui l'a examinée au cours de 15 séances tenues du 25 novembre au 4 décembre 1958.

Le 3 novembre, le Royaume-Uni a communiqué, en demandant qu'il soit distribué à tous les Etats Membres, un Livre blanc publié le 31 octobre 1958 et intitulé "Discussion de la question de Chypre à l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord: septembre-octobre 1958". Le 26 novembre, la Grèce a fait parvenir deux études où le professeur Alejandro Alvarez et le professeur Maurice Bourquin exposaient leur opinion de juristes sur la question.

Lorsqu'elle a entamé ses délibérations sur la question, le 25 novembre 1958, la Première Commission était saisie de trois projets de résolution, présentés respectivement par le Royaume-Uni, la Grèce et la Turquie.

Le projet de résolution du Royaume-Uni tendait à ce que l'Assemblée générale invite le gouvernement de ce pays à poursuivre ses efforts, au moyen de négociations internationales et de mesures administratives, pour trouver au problème une solution acceptable pour toutes les parties et conforme aux buts et principes de la Charte, et invite les autres parties à coopérer à cette fin. L'Assemblée devait en outre demander à tous les intéressés de faire tout leur possible pour mettre fin au terrorisme et à la violence à Chypre.

Aux termes du projet de résolution grec, l'Assemblée générale aurait: 1) invité le Royaume-Uni à aider les Chypriotes à mettre sur pied le statut d'indépendance après une période d'autonomie véritable et démocratique, des garanties appropriées en ce qui concerne la protection de la minorité turque ainsi que sa participation à l'administration de Chypre devant être prévues; 2) créé un comité de bons offices chargé de s'employer, en coopération avec tous les intéressés, à l'application de la résolution et de rendre compte à l'Assemblée générale.

En vertu du dispositif du projet de résolution turc, l'Assemblée aurait invité tous les intéressés à s'abstenir d'appuyer ou d'encourager la violence à Chypre et à s'abstenir de recourir aux émissions radiophoniques et aux autres moyens d'information d'une manière nuisible aux relations pacifiques dans l'île; elle aurait en outre recommandé que les trois gouvernements directement intéressés reprennent leurs efforts afin de parvenir à une solution amiable en application du principe de l'égalité de droits et de la libre détermination, compte tenu de la situation particulière de Chypre et de ses peuples.

Aucune des propositions susmentionnées n'a été acceptable pour les trois délégations.

Le 28 novembre, le représentant de la Colombie a présenté un projet de résolution tendant notamment à ce que le Secrétaire général constitue un groupe d'observation qui favoriserait des négociations sur Chypre et pourrait éventuellement assumer les fonctions d'un comité de bons offices.

Le 1^{er} décembre, l'Iran a présenté un projet de résolution qui, sous sa forme révisée, tendait à ce que l'Assemblée, se déclarant en faveur de l'autonomie et de la création d'institutions libres à Chypre et notant les efforts déjà faits en vue d'organiser une conférence à cet effet, demande instamment la réunion d'une conférence de cette nature, à laquelle participent les trois gouvernements intéressés et des représentants des Chypriotes, avec l'assistance, le cas échéant, de gouvernements et de personnalités agréés par les gouvernements directement intéressés, pour discuter non seulement des arrangements provisoires mais aussi une solution définitive pour Chypre.

Le 4 décembre, la Grèce a présenté des amendements au projet de résolution iranien; ils tendaient à supprimer les allusions aux efforts faits en vue d'organiser une conférence et à ses principaux participants, à spécifier que les participants devraient être agréés par les parties intéressées, plutôt que par les gouvernements, et à employer les mots "établir l'autonomie", plutôt que "établir l'autonomie et créer des institutions libres".

A la même séance, la Turquie a présenté des sous-amendements aux amendements grecs; ils tendaient en particulier à rétablir l'énumération des principaux participants à la conférence.

Un autre projet de résolution a été présenté le 1^{er} décembre par Ceylan, Haïti, l'Inde, l'Irlande, l'Islande, le Népal, le Panama, la République arabe unie et le Soudan, auxquels l'Ethiopie s'est jointe par la suite. Dans sa version révisée, ce texte tendait à ce que l'Assemblée: 1) demande instamment la cessation de la violence à Chypre; 2) préconise des dispositions efficaces pour la protection de tous les intérêts légitimes des minorités; 3) prie le Royaume-Uni de poursuivre les négociations en vue de favoriser l'autonomie de Chypre et de maintenir son intégrité; 4) invite tous les Etats Membres à coopérer, en respectant l'intégrité de Chypre ainsi que son autonomie, une fois que celle-ci serait pleinement atteinte.

Aux termes d'un projet de résolution présenté par la Belgique le 2 décembre, l'Assemblée se serait bornée à demander à tous les intéressés de faire cesser le terrorisme à Chypre et leur aurait recommandé de reprendre et poursuivre leurs efforts afin de parvenir à une solution amiable.

Plusieurs tentatives ont été faites, notamment par le représentant du Mexique et par celui du Pérou, pour aboutir à un accord sur un texte généralement acceptable, mais aucun texte n'a été formellement proposé à la Commission.

Le 4 décembre, la Commission a décidé de donner priorité pour le vote au projet de résolution iranien révisé et aux amendements grecs et sous-amendements turcs à ce projet.

Le projet de résolution iranien était acceptable pour la Turquie et pour le Royaume-Uni qui étaient disposés à retirer leurs propres propositions en sa faveur. La Grèce, en revanche, n'acceptait pas ce projet, les amendements présentés par elle ayant été partiellement modifiés par les sous-amendements turcs, et elle

était disposée à appuyer le projet de résolution des 10 Puissances.

Le projet de résolution iranien, sous sa forme modifiée, a été adopté par 31 voix contre 22, avec 28 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal.

Le projet de résolution colombien, accepté par la Grèce, a fait l'objet d'un vote par appel nominal et n'a pas été adopté, étant donné qu'il y a eu 17 voix pour, 17 voix contre et 47 abstentions. Le projet de résolution belge a été, à la suite d'un vote par appel nominal, rejeté par 22 voix contre 11, avec 48 abstentions. Les auteurs des autres projets de résolution n'ont pas insisté pour qu'ils soient mis aux voix.

En séance plénière de l'Assemblée, le 5 décembre, le représentant du Mexique, après consultation des parties directement intéressées, a présenté un projet de résolution qui tendait à ce que l'Assemblée générale, rappelant sa résolution 1013 (XI), exprime sa confiance que les parties poursuivraient leurs efforts en vue de parvenir à une solution pacifique, démocratique et juste, conformément à la Charte des Nations Unies. Ce projet de résolution a été adopté sans opposition [résolution 1287 (XIII)]³.

13. — Question algérienne

Par lettre en date du 16 juillet 1958, les représentants de l'Afghanistan, de l'Arabie Saoudite, de la Birmanie, de Ceylan, de l'Éthiopie, de la Fédération de Malaisie, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Japon, de la Jordanie, du Liban, du Libéria, de la Libye, du Maroc, du Népal, du Pakistan, de la République arabe unie, du Soudan, de la Tunisie, de la Turquie et du Yémen ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale d'un point intitulé: "Question algérienne". Dans un mémoire explicatif, ils déclaraient que, pendant la période qui s'était écoulée depuis l'adoption de la résolution 1184 (XII) de l'Assemblée générale le 10 décembre 1957, on ne s'était rapproché en rien des buts de ladite résolution. Au contraire, les hostilités s'étaient poursuivies en Algérie sans aucun répit, augmentant sans cesse les souffrances et les pertes de vies humaines, et aucune solution conforme aux buts et principes de la Charte n'était en vue.

Au cours d'une réunion du Bureau, le 17 septembre, le représentant de la France a déclaré que son gouvernement continuait à estimer que l'Assemblée agirait en violation du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte si elle inscrivait la question algérienne à son ordre du jour. Il a ajouté que la discussion de la question algérienne à la treizième session de l'Assemblée serait particulièrement contre-indiquée alors que le Gouvernement français s'était engagé à résoudre la question selon des méthodes soigneusement mises au point et qu'il était résolu à aboutir à une solution raisonnable. Il a précisé que, dans ces conditions, la France ne participerait pas au débat à l'Assemblée si la question était inscrite à l'ordre du jour.

Le 22 septembre, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à son ordre du jour. La Première Commission a examiné cette question au cours de neuf séances, entre le 8 et le 13 décembre 1958.

Les représentants des États qui avaient demandé l'inscription de la question à l'ordre du jour et d'autres représentants ont dit qu'ils regrettaient la décision de la France de ne pas participer au débat. Ils ont également déploré que la Tunisie et le Maroc n'aient pas pu faire rapport à la Commission sur la manière dont ils s'étaient acquittés de la mission de bons offices que l'Assemblée leur avait confiée, étant donné que la France avait refusé de répondre à l'offre qui lui avait été faite. Ils ont lancé un appel en vue de la cessation immédiate des hostilités en Algérie. À leur avis, il était du devoir de l'Organisation des Nations Unies non seulement de recommander aux parties intéressées de négocier pour mettre fin au conflit, mais aussi d'indiquer les principes sur lesquels devrait se fonder la solution.

Un certain nombre de représentants ont soutenu qu'aux termes du paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, l'Organisation des Nations Unies ne pouvait pas s'occuper de la question algérienne. Ils ont ajouté que le général de Gaulle avait annoncé son intention de résoudre la question algérienne d'une manière juste et honorable et que toute action précipitée de la part des Nations Unies, loin de faciliter la solution du problème, pourrait la rendre plus difficile encore.

Quelques représentants, tout en étant en faveur de négociations, ont déclaré qu'aucune solution ne saurait être considérée comme équitable si elle ne protégeait pas les intérêts français en Algérie et notamment les droits des personnes d'origine française qui habitent ce territoire.

Le 12 décembre, 17 Puissances (Afghanistan, Arabie Saoudite, Birmanie, Ceylan, Ghana, Indonésie, Irak, Jordanie, Liban, Libéria, Libye, Maroc, Népal, République arabe unie, Soudan, Tunisie et Yémen) ont présenté un projet de résolution qui tendait à ce que l'Assemblée générale, rappelant ses deux résolutions 1012 (XI) et 1184 (XII), reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance et prenant note de la disposition du Gouvernement provisoire de la République algérienne à engager des négociations avec le Gouvernement français, recommande instamment des négociations entre les deux parties intéressées en vue d'aboutir à une solution en conformité de la Charte des Nations Unies.

Au cours du débat sur le projet de résolution des 17 Puissances, les auteurs ont expliqué que la mention du Gouvernement provisoire algérien ne devait pas être interprétée comme une reconnaissance de ce gouvernement. Ils ont également appelé l'attention sur la déclaration du 26 septembre par laquelle le Gouvernement provisoire de la République algérienne s'était déclaré prêt à négocier avec la France sans aucune condition préalable. Plusieurs représentants ont déclaré cependant que l'adoption du projet de résolution impliquerait nécessairement la reconnaissance du prétendu gouvernement. En outre, le mot "indépendance" dans le quatrième alinéa du préambule pouvait donner l'impression que l'Assemblée préjugait la question.

Le 13 décembre, le représentant d'Haïti a présenté deux amendements au projet de résolution des 17 Puissances. Le premier amendement consistait à remplacer les mots "Reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance" par les mots "Reconnaissant, en vertu du paragraphe 2 de l'Article 1 de la Charte, le droit du peuple algérien à décider lui-même de son propre destin". Le deuxième amendement consistait à remplacer le septième alinéa du préambule par l'alinéa suivant: "Prenant note que le Gouvernement français d'une part et les chefs algériens du Mouvement de libération d'au-

³ Le 19 février 1959, à Londres, les Gouvernements du Royaume-Uni, de la Grèce et de la Turquie et les représentants des communautés grecque et turque de l'île se sont mis d'accord sur une formule de règlement du problème de Chypre.

tre part ont affirmé leur désir d'engager des négociations". Par la suite, la délégation haïtienne a modifié son deuxième amendement en supprimant les mots "du Mouvement de libération".

Le projet de résolution des 17 Puissances et les amendements haïtiens ont été mis aux voix à la Première Commission le 13 décembre. Le premier amendement haïtien a été rejeté à la suite d'un vote par appel nominal par 48 voix contre 13, avec 19 abstentions. Le représentant d'Haïti a déclaré alors qu'il n'insistait pas pour que le deuxième amendement de sa délégation soit mis aux voix. Le projet de résolution des 17 Puissances a été adopté à la suite d'un vote par appel nominal par 32 voix contre 18, avec 30 abstentions.

Le rapport de la Première Commission recommandant l'adoption du projet de résolution des 17 Puissances a été présenté à l'Assemblée générale le 13 décembre. Conformément à une proposition du représentant de Ceylan et à la suite d'un vote par appel nominal, l'Assemblée a décidé, par 38 voix contre zéro avec 43 abstentions, de supprimer l'alinéa qui mentionnait le "Gouvernement provisoire de la République algérienne". Une motion tendant à mettre séparément aux voix certaines parties du projet de résolution a été rejetée à la suite d'un vote par appel nominal par 36 voix contre 8, avec 37 abstentions. Le projet de résolution, sous sa forme modifiée, a fait l'objet d'un vote par appel nominal. Il y a eu 35 voix pour, 18 voix contre et 20 abstentions. Le projet de résolution n'a pas été adopté, faute d'avoir recueilli la majorité requise des deux tiers.

14. — Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union sud-africaine

Dans des lettres séparées en date du 14 juillet 1958, les représentants de l'Inde et du Pakistan ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale de la question suivante: "Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union sud-africaine". Dans le mémoire explicatif joint à sa lettre, le représentant de l'Inde rappelait que l'Assemblée générale avait, par sa résolution 1179 (XII) du 26 novembre 1957, invité les parties intéressées à lui faire rapport. L'Inde avait fait connaître au Gouvernement de l'Union sud-africaine qu'elle souhaitait engager des négociations qui ne préjugeraient nullement la position adoptée par l'une ou l'autre des parties intéressées touchant la question de la compétence nationale visée au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. Elle n'avait pas reçu de réponse du Gouvernement de l'Union sud-africaine et elle se proposait de faire rapport à l'Assemblée générale à sa treizième session. Le Gouvernement indien pensait que l'Assemblée générale voudrait recommander de nouvelles mesures en vue d'assurer rapidement une solution pacifique du problème.

Dans sa communication, le représentant du Pakistan informait l'Assemblée que la demande du Pakistan invitant le Gouvernement de l'Union sud-africaine à entamer des négociations était restée sans réponse. Les buts de la résolution 1179 (XII) n'ayant pas été atteints, le Pakistan se proposait de faire rapport à l'Assemblée générale à sa treizième session.

Le 22 septembre, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa treizième session. Le représentant de l'Union sud-africaine s'était déclaré opposé à l'inscription de ce point qu'il estimait contraire au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte; il

avait annoncé que sa délégation ne participerait à aucun débat sur la question.

La question a été renvoyée à la Commission politique spéciale, qui lui a consacré trois séances du 6 au 8 décembre 1958. Le représentant de l'Inde, faisant l'histoire de la question, a déclaré que son gouvernement, poursuivant une politique de modération, ne suggérerait pas que l'on intervienne dans les affaires d'un autre Etat en lui imposant des sanctions, mais souhaitait que les Nations Unies expriment leur avis et fassent appel au Gouvernement de l'Union sud-africaine pour qu'il mette sa politique en harmonie avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des Nations Unies.

Le représentant du Pakistan a dit que l'Organisation des Nations Unies ne saurait faire moins que d'exprimer le regret que le Gouvernement de l'Union sud-africaine n'ait pas répondu au Gouvernement du Pakistan et de lui adresser un nouvel appel pour qu'il engage des négociations avec l'Inde et le Pakistan.

Le 8 décembre, l'Iran, le Mexique, les Philippines et la Yougoslavie ont déposé un projet de résolution tendant à ce que l'Assemblée: 1) note que les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan avaient réaffirmé qu'ils étaient prêts à procéder à des négociations avec le Gouvernement de l'Union sud-africaine; 2) regrette que le Gouvernement de l'Union sud-africaine n'ait pas répondu aux communications que ces deux gouvernements lui avaient adressées à ce sujet; 3) fasse appel au Gouvernement de l'Union sud-africaine pour qu'il entame des négociations avec les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan sans préjudice de la position adoptée par l'Union sud-africaine touchant sa thèse juridique en la matière; 4) invite les Etats Membres à prêter leurs bons offices, le cas échéant, pour amener les parties intéressées à entamer des négociations conformément au vœu exprimé par l'Assemblée générale à ses précédentes sessions; 5) invite les parties intéressées à faire rapport à l'Assemblée générale, comme il conviendrait, conjointement ou séparément, sur la marche des négociations.

La grande majorité des orateurs se sont déclarés en faveur du projet de résolution. Certains ont loué l'esprit de conciliation dont il s'inspirait. D'autres ont estimé que les Nations Unies ne pouvaient moins faire et qu'elles auraient même pu aller plus loin.

Le 8 décembre, la Commission politique spéciale a, à la suite d'un vote par appel nominal, approuvé le projet de résolution commun par 62 voix contre zéro, avec 9 abstentions. Après le vote, le représentant du Royaume-Uni a expliqué qu'il s'était abstenu surtout parce qu'il lui semblait que les bons offices destinés à amener les parties à entamer des négociations seraient plus efficaces s'ils étaient offerts par des Etats Membres qui n'avaient pas pris parti lors de la discussion.

Le 10 décembre, l'Assemblée générale a, à la suite d'un vote par appel nominal, adopté le projet de résolution par 69 voix contre zéro, avec 10 abstentions [résolution 1302 (XIII)].

15. — Question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union sud-africaine

Dans une lettre datée du 13 août 1958, les représentants de Ceylan, de la Fédération de Malaisie, du Ghana, de la Grèce, d'Haïti, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran,

de l'Irlande, de la République arabe unie et de l'Uruguay ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de la treizième session d'un point intitulé "Question du conflit racial en Afrique du Sud, provoqué par la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Union sud-africaine". Dans le mémoire explicatif joint à cette lettre, il était noté que rien n'indiquait que le Gouvernement de l'Union sud-africaine ait pris des mesures quelconques pour répondre à l'appel qui lui avait été adressé dans la résolution 1178 (XII) de l'Assemblée générale en date du 26 novembre 1957, pour qu'il revise sa politique. Au contraire, aucune amélioration ne s'était manifestée dans la situation qui continuait à faire peser une grave menace sur les relations pacifiques entre les divers groupes ethniques du monde.

Lors des débats sur l'inscription à l'ordre du jour, tant au Bureau qu'en séance plénière, le représentant de l'Union sud-africaine a répété les objections formulées par sa délégation lors de sessions précédentes de l'Assemblée générale, en faisant valoir que le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte interdit aux Nations Unies d'intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat. Il a déclaré que sa délégation ne participerait à aucune discussion sur ce point dont l'examen n'était pas conforme à la Charte.

Le 22 septembre, l'Assemblée générale a décidé sans vote formel d'inscrire la question à l'ordre du jour de la treizième session.

La question a été renvoyée à la Commission politique spéciale, qui l'a examinée au cours de neuf séances, du 10 au 21 octobre. Le 16 octobre, un projet de résolution a été présenté par l'Afghanistan, l'Argentine, la Birmanie, Ceylan, le Danemark, l'Ethiopie, la Fédération de Malaisie, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, Haïti, l'Inde, l'Irak, l'Iran, l'Irlande, l'Islande, la Jordanie, le Liban, le Libéria, la Libye, le Maroc, la Norvège, le Pakistan, les Philippines, la République arabe unie, le Soudan, la Suède, la Tunisie, l'Uruguay, le Venezuela et le Yémen. La Yougoslavie et l'Arabie Saoudite se sont ultérieurement jointes aux auteurs. Ce projet tendait à ce que l'Assemblée générale, rappelant son examen antérieur de la question et en particulier le paragraphe 6 de sa résolution 917 (X) du 6 décembre 1955 par lequel elle avait invité le Gouvernement de l'Union sud-africaine à respecter les obligations qui lui incombent aux termes de la Charte des Nations Unies: 1) déclare à nouveau que, dans une société composée de plusieurs races, l'harmonie, le respect des droits et des libertés de l'homme et le développement pacifique d'une communauté unifiée sont le mieux garantis lorsque le système des lois et l'ensemble des pratiques visent à assurer l'égalité de tous devant la loi, sans considération de race, de croyance ou de couleur, et lorsque tous les groupes sociaux participent sur un pied d'égalité à la vie économique, sociale, culturelle et politique; 2) affirme que toute politique gouvernementale des Etats Membres qui vise à perpétuer ou à accentuer la discrimination est incompatible avec les engagements souscrits par les Etats Membres aux termes de l'Article 56 de la Charte; 3) invite tous les Etats Membres à faire concorder leur politique avec l'obligation qui leur incombe, aux termes de la Charte, de favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales; 4) exprime son regret et son inquiétude devant le fait que le Gouvernement de l'Union sud-africaine n'avait pas encore répondu aux appels de l'Assemblée l'invitant à reviser une politique gouvernementale qui portait atteinte au droit

de tous les groupes raciaux de jouir des mêmes droits et libertés fondamentales.

Au cours du débat à la Commission politique spéciale, un certain nombre de représentants ont, invoquant le paragraphe 7 de l'Article 2, déclaré douter que les Nations Unies aient compétence pour se prononcer sur la législation d'un Etat. Néanmoins la plupart des orateurs, y compris ceux qui ont mis en doute la compétence de l'Assemblée dans les affaires relevant de la juridiction nationale d'un Etat, ont explicitement ou implicitement indiqué qu'ils désapprouvaient la politique raciale du Gouvernement sud-africain qui paraissait incompatible avec les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Pour la majorité d'entre eux, la compétence de l'Organisation avait été pleinement établie et il fallait continuer à faire jouer en l'occurrence l'influence de l'opinion mondiale.

Le 21 octobre, la Commission politique spéciale, après avoir voté séparément sur diverses parties du projet de résolution, l'a, à la suite d'un vote par appel nominal, approuvé dans son ensemble par 68 voix contre 5, avec 4 abstentions. Le projet de résolution a été adopté par l'Assemblée générale le 30 octobre par 70 voix contre 5, avec 4 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal [résolution 1248 (XIII)].

16. — Relations entre le Cambodge et la Thaïlande

Le 29 novembre 1958, le Cambodge a accusé le Gouvernement thaïlandais de concentrer des troupes sur pied de guerre et des matériels de guerre très importants à la frontière du Cambodge. Le Cambodge considérait cette mesure injustifiée comme une menace contre la paix dont il fallait informer tous les Etats Membres des Nations Unies. Sans avoir pris de mesures comparables à titre de réciprocité, le Cambodge avait décidé le rappel provisoire de Bangkok de son ambassadeur et du personnel de l'Ambassade. Cette mesure était le résultat d'une série d'événements qui, depuis 1953, avaient entraîné une détérioration progressive des relations entre les deux pays. Les difficultés avaient commencé cette année-là avec l'annexion de fait par des forces de police thaïlandaises du temple de Preah Vihear que le Cambodge considérait comme faisant partie de son territoire en vertu d'un traité et comme un élément important de son patrimoine artistique national. Les efforts déployés pour régler par voie de négociation ce différend ainsi que d'autres différends encore en suspens étaient restés sans résultat; cet échec était dû, de l'avis du Cambodge, à diverses mesures d'intimidation prises par le Gouvernement thaïlandais, notamment une campagne de presse continuelle, d'inspiration officielle ou officieuse, qui cherchait à faire croire à une complicité du Cambodge avec les Puissances du bloc communiste et tout particulièrement avec la République populaire de Chine. De plus, diverses mesures vexatoires avaient été prises à la frontière contre des Cambodgiens par la police thaïlandaise. Tout en étant contraint, pour sauvegarder sa dignité nationale, de prendre la décision de rappeler sa représentation en Thaïlande, le Cambodge proclamait son désir de maintenir des relations d'amitié avec la Thaïlande et sa volonté de ne jamais se refuser, le moment venu, à rétablir des relations normales avec ce pays.

Le 8 décembre, la Thaïlande a répondu aux accusations du Cambodge en déclarant qu'il était absolument faux qu'elle ait concentré des troupes et des matériels

de guerre à la frontière du Cambodge. La Thaïlande était prête à recevoir tout représentant des Nations Unies qui serait chargé d'observer la situation dans la zone frontière. Si, par exemple, le Secrétaire général estimait que le cas relevait de l'Article 99 de la Charte, le Gouvernement thaïlandais serait heureux d'accueillir son représentant en Thaïlande et lui offrirait toutes facilités pour inspecter la région frontalière. Dans un mémoire annexe, on niait les accusations précises lancées par le Cambodge et on ajoutait que des pirates cambodgiens se livraient à la frontière à des incursions qui causaient un tort considérable à de nombreux ressortissants thaïlandais et à des biens thaïlandais. Le 20 novembre, 32 ressortissants thaïlandais avaient été entraînés de force au Cambodge par la police cambodgienne et n'avaient pas été libérés. Tout en considérant que les relations diplomatiques normales devaient être reprises à l'échelon des ambassadeurs plutôt qu'à l'échelon des chargés d'affaires, comme le proposait le Cambodge, la Thaïlande avait informé le Gouvernement cambodgien que la libération et le retour en Thaïlande des 32 ressortissants thaïlandais détenus de force par les autorités cambodgiennes étaient indispensables au rétablissement des relations normales. La Thaïlande avait donné au Gouvernement cambodgien l'assurance qu'une fois ces mesures prises, les autorités thaïlandaises envisageraient sans délai la levée des mesures de précaution prises pour assurer la protection de la population thaïlandaise.

Après s'être entretenu de la question séparément avec le représentant du Cambodge et avec celui de la Thaïlande et après consultation avec les membres du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a annoncé le 22 décembre que les deux gouvernements l'avaient invité à envoyer un représentant chargé de les aider à trouver une solution aux difficultés qui s'étaient élevées entre eux. Le Secrétaire général avait désigné l'ambassadeur Johan Beck-Friis, de Suède, comme son représentant spécial à cet effet.

Du 20 janvier au 23 février 1959, le Représentant spécial du Secrétaire général a séjourné dans les pays intéressés; il a procédé à des consultations avec les fonctionnaires des deux gouvernements et à des tournées d'inspection dans les régions frontalières en cause. Des arrangements ont été conclus pour la libération des ressortissants de l'autre pays détenus par chacune des parties et le Représentant spécial s'est assuré de la coopération des deux gouvernements aux fins de restaurer le calme et la confiance dans leurs relations. En conséquence, le 6 février 1959, un communiqué commun a été publié simultanément à Bangkok et à Phnom-Penh pour annoncer que, sur la suggestion du Représentant spécial, les deux gouvernements avaient résolu de rétablir les relations diplomatiques, et que les ambassadeurs rejoindraient leurs postes respectifs le 20 février. En transmettant au Secrétaire général le texte de ce communiqué, les représentants des deux gouvernements ont exprimé leur gratitude et leur reconnaissance pour l'aide que le Secrétaire général et son représentant spécial avaient prêtée et qui avait permis d'atténuer les difficultés entre les deux pays.

17. — Question de Corée

a) NOTES ET COMMUNICATIONS REÇUES AVANT L'EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le 3 juillet 1958, le Gouvernement des Etats-Unis a, en sa qualité de responsable du Commandement unifié,

transmis à l'Organisation des Nations Unies le texte d'une note datée du 2 juillet que le Royaume-Uni, au nom des gouvernements des pays qui ont mis des forces à la disposition du Commandement des Nations Unies en Corée, avait adressée aux autorités de la République populaire de Chine en réponse à une note de ces autorités en date du 6 mai. Celle-ci faisait elle-même suite à la note du Royaume-Uni en date du 9 avril dont il est question dans le rapport de l'année dernière, où il était demandé certains éclaircissements sur des propositions de la Corée du Nord relatives à l'organisation d'élections en Corée.

Dans sa note du 2 juillet, le Royaume-Uni a déclaré que les gouvernements intéressés, notant que la plus grande partie des forces envoyées en Corée conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies avait d'ores et déjà été retirée, constataient avec regret que la note du 6 mai n'avait pas donné les éclaircissements demandés le 9 avril et avait négligé la question des principes qui devraient régir la tenue d'élections. Ces principes touchaient au fond même de la question. Un nouveau retrait des forces des Nations Unies, sans qu'aucune disposition fût prise pour un règlement satisfaisant de la question coréenne, ne serait pas propre à atténuer la tension en Extrême-Orient; il aurait au contraire pour effet de faire disparaître une garantie indispensable contre une nouvelle agression. Les gouvernements intéressés étaient disposés à retirer leurs troupes de Corée dès que seraient remplies les conditions d'une solution durable, telles qu'elles avaient été définies par l'Assemblée.

Le 28 octobre, le Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée a communiqué à l'Organisation des Nations Unies le texte d'une déclaration publiée le même jour par son gouvernement, annonçant que, le 26 octobre, les volontaires du peuple chinois avaient complètement évacué la Corée et demandant le retrait immédiat des forces des Etats-Unis de la Corée du Sud. Un communiqué de l'agence de presse soviétique Tass du 8 novembre, contenant une confirmation de cette déclaration par l'URSS, a été transmis le 10 novembre à l'Assemblée générale par le chef de la délégation de l'Union soviétique.

b) EXAMEN DE LA QUESTION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA TREIZIÈME SESSION

En vertu de la résolution 1180 (XII) du 29 novembre 1957, la question de Corée a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Assemblée générale. La Première Commission y a consacré 10 séances, entre le 4 et le 11 novembre 1958. La Commission était saisie du huitième rapport annuel de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, relatif à la période allant du 14 août 1957 au 31 juillet 1958. Le rapport faisait état, notamment, de l'opinion du Gouvernement de la République de Corée, selon laquelle l'unification devrait être réalisée au moyen d'élections libres et au scrutin secret; elles devraient être organisées en Corée du Nord, sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies, après que toutes les forces chinoises auraient été retirées. La République de Corée était résolue à entretenir des forces armées assez nombreuses pour assurer sa défense mais, d'après certains indices, il y avait lieu de penser qu'elle envisageait de réduire les effectifs. Le rapport contenait aussi les observations de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée

sur les élections générales qui s'étaient tenues dans la République le 2 mai 1958. Sur un total de 233 sièges, le parti gouvernemental (libéral) avait obtenu 126 sièges et le parti de l'opposition (démocratique) 79. Les programmes des partis avaient été librement exposés et l'on avait enregistré une participation massive au vote.

La Première Commission a invité un représentant de la République de Corée à participer au débat sans droit de vote mais a rejeté des propositions tendant à ce qu'elle invite également un représentant de la République populaire démocratique de Corée.

Le 4 novembre 1958, l'Australie, la Belgique, la Colombie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Ethiopie, la France, la Grèce, le Luxembourg, les Pays-Bas, les Philippines, le Royaume-Uni, la Thaïlande et la Turquie ont présenté un projet de résolution tendant en particulier à ce que l'Assemblée: 1) signale à l'attention des autorités communistes intéressées que les Nations Unies demeurent résolues à faire de la Corée, par des moyens pacifiques, un pays unifié, indépendant et démocratique; 2) invite ces autorités à accepter les objectifs que les Nations Unies se sont fixés afin d'assurer un règlement de la question de Corée qui s'inspire des principes fondamentaux d'unification énoncés par les nations qui ont participé, au nom de l'Organisation des Nations Unies, à la Conférence politique sur la Corée, tenue à Genève en 1954, principes que l'Assemblée a réaffirmés; 3) prie instamment ces autorités d'accepter qu'aient lieu sous peu des élections véritablement libres, conformément aux principes que l'Assemblée a fait siens.

Le représentant des Etats-Unis a souligné que la Conférence de Genève de 1954 n'avait pu parvenir à unifier la Corée parce que les représentants communistes avaient refusé de garantir que les élections seraient réellement libres et avaient proposé de créer un organisme de contrôle composé d'un nombre égal de représentants de pays communistes et de pays non communistes et où toutes les décisions seraient prises à l'unanimité, ce qui leur aurait permis d'empêcher toute observation efficace des élections. Le dernier retrait des forces étrangères de Corée avait été suivi par une brutale agression et les forces des agresseurs chinois ne pouvaient être mises sur le même pied que les forces des Nations Unies, qui avaient été envoyées en Corée pour repousser cette agression. Les effectifs infimes des forces des Nations Unies qui restaient en Corée montraient combien il était ridicule de prétendre, comme le faisaient les communistes, que ces forces "occupaient" la Corée du Sud. L'Assemblée générale pouvait maintenant contribuer à l'unification pacifique de la Corée en réaffirmant, dans le projet de résolution, les justes conditions auxquelles, selon elle, doit satisfaire un règlement.

Le représentant de l'URSS — entre autres représentants — a émis l'avis que les élections envisagées seraient en réalité contrôlées par les Etats-Unis et les forces d'occupation. Pour permettre au peuple coréen de résoudre lui-même le problème, il fallait commencer par évacuer les troupes étrangères, comme l'avait proposé la République populaire démocratique de Corée. Les unités de volontaires chinois avaient été retirées, mais les Etats-Unis faisaient tout pour consacrer la division de la Corée et y maintenir leurs troupes. La Commission des Nations Unies signalait que la moitié du budget de la République de Corée était consacrée aux dépenses militaires. Au nord du 38ème parallèle, 5,4 pour 100 du budget seulement étaient affectés à la

défense nationale. L'Organisation des Nations Unies devrait inviter les Etats à évacuer les troupes qu'ils maintenaient encore en Corée et recommander aux deux Gouvernements de Corée d'établir des relations politiques, économiques, culturelles et commerciales. Quant à la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée, elle ne pourrait jamais résoudre le problème et on ferait bien de la dissoudre.

Le représentant de la République de Corée a déclaré que l'annonce de la décision de retrait des forces communistes chinoises qui se trouvaient en Corée rappellerait sans doute au monde la décision semblable que l'Union soviétique avait prise en 1948 et qui avait été en fait le prélude de l'agression. Si les communistes étaient sincères, ils devraient permettre à la Commission des Nations Unies d'établir si le retrait avait bien eu lieu.

La majorité des orateurs ont appuyé le projet de résolution. Diverses suggestions ont été présentées au cours de la discussion. Un représentant a émis l'avis que, si l'Organisation des Nations Unies ne pouvait modifier sa position, selon laquelle il n'y avait qu'un seul gouvernement légitime en Corée, elle pouvait néanmoins aider à résoudre le problème en recherchant les moyens de rapprocher les deux parties les plus directement intéressées. Un autre représentant a estimé que les élections en Corée pourraient être contrôlées par un groupe d'Etats pratiquant les élections libres; le groupe pourrait éventuellement agir en qualité de commission internationale indépendante plutôt que comme organe des Nations Unies.

Un certain nombre de représentants ont indiqué leur intention de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution. Un représentant a fait observer que l'Organisation des Nations Unies était partie au conflit; il fallait en tenir compte et organiser des élections sous contrôle international dans l'ensemble de la Corée. La question pourrait être réglée plus facilement si les forces des Nations Unies étaient retirées.

Un autre représentant a émis l'opinion qu'étant donné les effectifs réduits des troupes des Nations Unies en Corée, il était peu probable que leur présence constitue un obstacle insurmontable à des élections se déroulant sous la supervision d'un organe neutre; cependant, on pouvait également se demander si la nécessité de maintenir des troupes en Corée était aussi grande qu'on l'affirmait.

Le 11 novembre, la Première Commission a approuvé le projet de résolution par 54 voix contre 9, avec 18 abstentions. L'Assemblée générale l'a adopté le 14 novembre, à la suite d'un vote par appel nominal, par 54 voix contre 9, avec 17 abstentions [résolution 1264 (XIII)].

c) NOUVEL ÉCHANGE DE NOTES

Une réponse, en date du 10 novembre 1958, à la note du Royaume-Uni du 2 juillet a été distribuée comme document des Nations Unies à la demande du représentant de l'URSS. La République populaire de Chine, en son propre nom et pour le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, a déclaré dans cette réponse que l'évacuation de la Corée par les volontaires du peuple chinois avait créé des conditions favorables à un règlement pacifique, qui seraient encore améliorées si les Nations Unies prenaient des mesures analogues. En ce qui concerne les élections, elle a précisé que, lorsque toutes les troupes étrangères auraient com-

plètement évacué la Corée, des élections libres devraient être organisées, qui pourraient avoir lieu sous la surveillance d'un organisme composé de représentants de pays neutres.

Dans la réponse qu'il a faite le 5 décembre, au nom des destinataires, le Royaume-Uni a souligné que la résolution 1264 (XIII) de l'Assemblée générale répondait en détail aux questions soulevées dans la note.

d) CHANGEMENT DU COMMANDANT EN CHEF

Le 22 avril 1959, le représentant des Etats-Unis a fait connaître au Conseil de sécurité qu'à dater du 1er juillet 1959, le général Carter B. Magruder remplacerait le général George H. Decker au poste de Commandant en chef des forces militaires que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont mises à la disposition du Commandement unifié en application de la résolution adoptée par le Conseil le 7 juillet 1950.

18. — Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies

Le 14 juillet 1958, l'Inde a proposé d'inscrire à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale la question intitulée "Question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies"; elle invoquait l'importance du rôle de la Chine dans les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales et déclarait qu'il fallait trouver une solution au problème eu égard non seulement aux droits légitimes du peuple et du Gouvernement chinois, mais également à l'efficacité de l'Organisation elle-même.

Le 19 septembre, le Bureau a, par 12 voix contre 7, avec 2 abstentions, recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution présenté par les Etats-Unis aux termes duquel l'Assemblée déciderait de rejeter la demande de l'Inde tendant à inscrire la question à l'ordre du jour et, de plus, déciderait de n'examiner, à sa treizième session ordinaire, aucune proposition tendant à exclure les représentants du Gouvernement de la République de Chine ou à faire siéger des représentants du Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine.

L'Assemblée générale a consacré trois séances, les 22 et 23 septembre, à examiner le rapport du Bureau. L'Afghanistan, la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie, le Népal et la République arabe unie ont proposé d'apporter au projet de résolution recommandé par le Bureau des amendements qui auraient eu pour effet de renverser les deux recommandations du Bureau. Le 23 septembre, après avoir rejeté les amendements, l'Assemblée a adopté le projet de résolution par 44 voix contre 28, avec 9 abstentions [résolution 1239 (XIII)].

La question de la représentation de la Chine s'est posée à nouveau à deux reprises pendant la treizième session: le 12 décembre, lors d'une séance de la Commission de vérification des pouvoirs, et le 13 décembre, lors de la séance plénière où l'Assemblée a examiné le rapport de cette commission.

La question de la représentation de la Chine a également été soulevée dans d'autres organes et organismes des Nations Unies pendant la période qui fait l'objet du présent rapport.

19. — Question d'amendements à apporter à la Charte en vue d'augmenter le nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité et le nombre des membres du Conseil économique et social et de la Cour internationale de Justice

Par sa résolution 1190 (XII) du 12 décembre 1957, l'Assemblée générale avait décidé de remettre à sa treizième session l'examen de trois points concernant les amendements à apporter à la Charte des Nations Unies en vue d'augmenter le nombre des membres du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de la Cour internationale de Justice. Ces questions avaient d'abord été inscrites à l'ordre du jour de la onzième session à la demande d'un certain nombre d'Etats d'Amérique latine, qui estimaient qu'étant donné l'augmentation récente et importante du nombre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, il était nécessaire d'élargir la composition de ces organes.

Le 31 juillet 1958, le Conseil économique et social a adopté, sur la recommandation de son comité économique, la résolution 690 B (XXVI) par laquelle il invitait l'Assemblée générale à envisager avec faveur, à sa treizième session, l'éventualité d'une augmentation du nombre des membres du Conseil.

Le 22 septembre, l'Assemblée a inscrit ces quatre points à l'ordre du jour de sa treizième session et en a renvoyé l'examen à la Commission politique spéciale. La partie du rapport du Conseil économique et social qui s'y rapportait a été transmise à la Deuxième Commission pour qu'elle l'étudie, si possible avant que la Commission politique spéciale n'en aborde la discussion. La Deuxième Commission a consacré quatre séances, du 10 au 12 novembre, à la question; les opinions exprimées au cours des débats ont été communiquées par le Président à la Commission politique spéciale à titre d'information.

Le 26 novembre, la Commission politique spéciale a décidé d'examiner simultanément les quatre points, qui ont été discutés aux séances des 27 et 28 novembre et du 1er décembre.

Le représentant de l'Inde a fait remarquer que l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de la Cour internationale de Justice posait la question politique complexe des amendements à apporter à la Charte et qu'il y avait à ce moment-là peu de chances pour qu'un accord intervienne sur ce point. En conséquence, il a présenté, de concert avec le Ghana, la Grèce, l'Indonésie, le Libéria, la République arabe unie et la Yougoslavie, un projet de résolution relatif aux trois questions concernant les amendements à apporter à la Charte, aux termes duquel l'Assemblée, constatant que le nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies a augmenté considérablement au cours des années précédentes, prenant note de l'opinion exprimée par de nombreux membres, selon laquelle il conviendrait d'augmenter le nombre des membres de certains des organes, notant que ces augmentations nécessiteraient des amendements à la Charte, reconnaissant que ces amendements à la Charte exigent un accord plus large que celui qui existe à présent, déciderait de renvoyer à sa quatorzième session l'examen de ces trois points de l'ordre du jour. Le 1er décembre, la Commission a approuvé le projet de résolution par 61 voix contre zéro, avec 9 abstentions. Il a été adopté par l'Assemblée le 10 septembre,

par 65 voix contre zéro avec 9 abstentions [résolution 1299 (XIII)].

Comme suite à la résolution adoptée par le Conseil économique et social, le représentant du Venezuela a présenté en commun avec l'Argentine, l'Australie, la Belgique, l'Equateur, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Malaisie, l'Italie, le Japon, le Népal, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, le Royaume-Uni, la Thaïlande et l'Uruguay un projet de résolution par lequel l'Assemblée générale: 1) reconnaîtrait qu'en raison de l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies depuis la création de l'Organisation, il était souhaitable d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social afin de réaliser une représentation plus large et de faire ainsi du Conseil un organe plus apte à s'acquitter des obligations qui lui sont imparties en vertu des Chapitres IX et X de la

Charte des Nations Unies, et que cette augmentation devrait être conçue de manière à assurer que les travaux du Conseil continueront à s'effectuer de façon expéditive; et 2) déciderait d'inscrire à l'ordre du jour de sa quatorzième session ordinaire la question intitulée: "Question d'un amendement à apporter à la Charte des Nations Unies, conformément à la procédure prévue à l'Article 108 de la Charte, en vue d'augmenter le nombre des membres du Conseil économique et social". Le 1er décembre, la Commission a voté séparément sur chacun des paragraphes du projet de résolution; elle a approuvé le préambule et le paragraphe 1 du dispositif par 47 voix contre 9, avec 16 abstentions, le paragraphe 2 par 66 voix contre zéro, avec 6 abstentions, et le projet de résolution dans son ensemble par 49 voix contre 9, avec 14 abstentions. Le projet de résolution a été adopté par l'Assemblée le 10 décembre par 52 voix contre 9, avec 17 abstentions [résolution 1300 (XIII)].

Chapitre II

EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

A. — QUESTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES

1. — Etudes économiques

L'*Etude sur l'économie mondiale, 1959*, a été présentée au Conseil économique et social en juin 1959. La première partie de l'*Etude* était consacrée aux problèmes internationaux et aux politiques relatives aux produits de base; la deuxième partie traitait de l'évolution récente de l'économie mondiale. L'introduction s'inspirait des indications fournies tant par cette étude des problèmes que par celle des faits nouveaux pour exposer la conjoncture et les politiques économiques des pays industriels, et l'influence qu'elles exercent sur le commerce mondial des produits de base et le développement des pays sous-développés.

Il ressortait de l'*Etude* que l'augmentation du volume du commerce mondial des produits primaires depuis les années précédant immédiatement 1930 jusque vers 1955 n'avait suivi que de très loin l'expansion de la production industrielle des pays très industrialisés. Par conséquent, si l'on constatait une amélioration des conditions dans lesquelles les produits primaires s'échangent contre les produits manufacturés, la capacité des pays de production primaire pris dans leur ensemble de financer un volume croissant d'importations n'avait pu augmenter aussi rapidement que le revenu et la production des pays industriels. D'autre part, les échanges mondiaux de produits primaires souffraient encore d'une grave instabilité, faite de fluctuations brusques et marquées, qui ne s'était pas atténuée autant, depuis la période d'entre les deux guerres, que la situation plus stable de l'économie interne des pays industriels permettait de l'espérer. En raison de l'influence primordiale des importations de biens d'équipement sur le taux d'investissement dans les pays sous-développés, ces deux aspects du problème des produits de base avaient assumé une importance capitale pour le développement économique de ces pays.

A propos de la politique suivie par les différents pays en matière de produits de base, on notait dans l'*Etude* que les efforts des pays de production primaire pour résoudre unilatéralement le problème des produits de base se sont heurtés à de sérieux obstacles; car il y avait des limites à ce qu'un pays pouvait réaliser isolément. De plus, les politiques de protection tarifaire et de soutien des prix pratiquées par les pays industriels aggravaient, d'une façon ou d'une autre, les difficultés que rencontraient les pays de production primaire; une libéralisation sélective de ces politiques présenterait probablement des avantages considérables pour certains de ces pays. Sur le plan de la coordination internationale, les progrès dans la voie de la stabilité avaient été lents et limités en grande partie à des arrangements concernant le commerce de quelques produits particuliers.

Toutefois, on trouvait également dans l'*Etude* une analyse de diverses ententes de caractère plus général.

Dans les pays à économie planifiée, la période de l'après-guerre avait été caractérisée dans l'ensemble par une pénurie persistante de la plupart des principaux produits primaires. Les plans établis immédiatement après la guerre accordaient une très grande importance à l'expansion de l'industrie et limitaient fortement les investissements dans la production primaire. En revanche, les plans adoptés au cours des trois dernières années prévoyaient en général des augmentations considérables de la production et du commerce des produits primaires.

A propos de l'évolution récente de l'économie, on notait dans l'*Etude* que l'année 1958 avait été marquée par un fléchissement et une reprise de l'activité économique dans les pays industriels. Le recul de la production pendant le dernier trimestre de 1957 et le premier semestre de 1958 était dû en grande partie à une récession grave en Amérique du Nord, bien que dans certains pays d'Europe occidentale et au Japon on eût également enregistré un fléchissement, moins marqué cependant, de l'activité économique. En dépit d'un redressement partiel pendant le second semestre de 1958, la production de l'année avait été inférieure en moyenne à celle de 1957. Dans les pays de production primaire, la tendance de la production de produits primaires à augmenter plus vite que la demande, qui s'était manifestée depuis plusieurs années, avait été aggravée par la récession dans les pays industriels. Les recettes d'exportation avaient fléchi sensiblement et les gains en production et en formation de capital enregistrés dans ces pays avaient généralement été inférieurs à ceux des dernières années. Dans leurs réponses au questionnaire sur les tendances, les problèmes et politiques économiques que le Secrétaire général leur avait envoyé, les gouvernements des pays industriels indiquaient, à propos des perspectives pour 1959, qu'ils s'attendaient à ce que le redressement économique se poursuive encore dans l'immédiat, mais à un rythme relativement plus lent qu'au début de la dernière reprise économique, plus lent aussi que ce qu'il était permis d'attendre en raison de l'excédent de main-d'œuvre et d'équipement disponibles. Dans les pays de production primaire, on s'attendait à ce que le total des recettes d'exportation augmente légèrement mais, étant donné que les réserves en devises avaient été mises fortement à contribution pendant la récession et que, dans de nombreux pays, l'équilibre de la balance extérieure continuait à être précaire, le montant total des dépenses d'importation ne variait probablement pas beaucoup.

Dans les pays à économie planifiée, à l'exception de la Chine continentale, l'expansion de la production industrielle s'était maintenue au taux assez élevé de l'année précédente, et la production agricole avait aug-

menté en général; en Chine continentale, on signalait que le taux d'accroissement de la production avait été élevé dans les deux secteurs. Dans leurs plans pour 1959, la plupart des pays prévoyaient un taux d'accroissement plus modéré que celui qu'ils avaient atteint en 1958. A propos des projets à long terme que les pays à économie planifiée avaient annoncés récemment, on notait dans l'*Etude* que les taux d'accroissement prévus pour la production industrielle et la production agricole étaient respectivement inférieurs et supérieurs au taux d'accroissement effectivement atteint pendant l'exécution des plans précédents.

Un rapport intitulé *Etude sur les produits de base, 1958*, a été préparé pour la Commission du commerce international des produits de base. L'*Etude* contenait une analyse des principales causes du fléchissement des prix des produits de base en 1957 et 1958. La récession, ou l'arrêt presque total de l'expansion dans les pays industriels avait considérablement nui à la demande de produits primaires. En raison de la diminution généralisée de l'activité dans l'industrie textile, la demande de fibres textiles avait fléchi sensiblement; de même, le ralentissement de la production de biens de consommation durables en Amérique du Nord, et de la construction en Europe occidentale, avait entraîné une diminution de la demande de la plupart des autres matières premières. On signalait également dans l'*Etude* que les conséquences du fléchissement de la demande avaient été, pour la plupart des produits, aggravées par l'augmentation continue de l'offre; cette augmentation de l'offre reflétait l'expansion de la capacité de production qui, sensible depuis la deuxième guerre mondiale, avait été fortement accélérée par le niveau élevé des prix et l'importance des investissements au cours des années qui avaient suivi immédiatement la guerre de Corée. A cause de cette augmentation de la production et de la cessation quasi-totale des opérations de stockage, la stabilité des marchés des produits de base dépendait de plus en plus de l'augmentation régulière de la demande, en particulier dans les pays industriels.

Un rapport intitulé *L'Evolution économique au Moyen-Orient, 1957-1958*, a été préparé pour la vingthuitième session du Conseil économique et social. Ce rapport, qui était un supplément à l'*Etude sur l'économie mondiale, 1958*, contenait une étude des principaux événements survenus en 1957 et 1958 dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie, du pétrole, du commerce extérieur et des paiements au Moyen-Orient. On y constatait la reprise de l'expansion rapide de l'industrie pétrolière après la crise de Suez, les fluctuations de la production des produits agricoles et de leur prix à l'exportation, le développement de la réforme agraire; on notait également que la région avait continué à recevoir une aide extérieure et des prêts de l'étranger.

2. — Développement économique des pays sous-développés

a) CRÉATION DU FONDS SPÉCIAL

Le Conseil économique et social a examiné, à sa vingt-sixième session, le rapport et les recommandations de la Commission préparatoire chargée par l'Assemblée générale de mettre au point les mesures nécessaires en vue de la création du Fonds spécial. Le Secrétaire général avait soumis à la Commission préparatoire un mémoire dans lequel il exposait ses vues et suggestions concernant les domaines dans lesquels

le Fonds spécial pourrait accorder son assistance, ainsi que l'organisation et l'administration du Fonds spécial.

Le 31 juillet 1958, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 692 (XXVI) à laquelle les recommandations de la Commission préparatoire étaient jointes sous forme d'un projet de résolution recommandé pour adoption à l'Assemblée générale. Dans cette résolution, le Conseil faisait appel à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées pour qu'ils donnent au Fonds spécial le plus grand soutien possible et exprimait l'espoir que tous les gouvernements seraient en mesure de faire connaître le montant de leur contribution pour l'année 1959 à la prochaine conférence des contributions, qui devait se tenir en octobre 1958.

Le 14 octobre, par sa résolution 1240 (XIII), l'Assemblée générale a créé le Fonds spécial conformément aux dispositions recommandées par la Commission préparatoire. Elle a également réaffirmé les conditions énoncées dans sa résolution 1219 (XII) du 14 décembre 1957, aux termes desquelles elle examinerait à nouveau la portée et les opérations futures du Fonds spécial et prendrait les mesures qu'elle estimerait utiles.

Le 23 octobre, le Conseil économique et social, au cours de la reprise de sa vingt-sixième session, a élu membres du Conseil d'administration du Fonds spécial les pays dont les noms suivent: Canada, Japon, Pakistan, Pérou, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie pour un an; Chili, Danemark, Ghana, Italie, Pays-Bas et République arabe unie pour deux ans; Argentine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Mexique et Royaume-Uni pour trois ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Le 24 octobre, le Secrétaire général a réuni au Siège, conformément au paragraphe 46 de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, une conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme élargi d'assistance technique et au Fonds spécial. A la conférence, 41 gouvernements ont annoncé leur contribution au Fonds spécial; ces contributions s'élevaient à environ 21,5 millions de dollars au total. A la mi-juin 1959, les indications dont on disposait permettaient de penser que le montant total des contributions annoncées pour 1959 s'élèverait à 26 millions de dollars au moins.

Le 5 décembre, le Secrétaire général, après avoir consulté le Conseil d'administration, a soumis à l'Assemblée générale, pour confirmation, la nomination de M. Paul G. Hoffman au poste de Directeur général du Fonds spécial. L'Assemblée a confirmé cette nomination à l'unanimité. M. Hoffman a pris possession de ses fonctions le 1er janvier 1959.

Le Secrétaire général a détaché un petit groupe de fonctionnaires du Département des affaires économiques et sociales auprès du Directeur général pour l'aider à mettre au point le fonctionnement du Fonds spécial et à préparer la première réunion du Conseil d'administration en janvier 1959. Le Fonds spécial a commencé à fonctionner le 1er janvier 1959, et un service administratif distinct a été créé peu après. On trouvera d'autres renseignements concernant le Fonds spécial et son activité à la section C ci-dessous.

D'autre part, dans sa résolution 1317 (XIII) du 12 décembre 1958, l'Assemblée générale a demandé instamment aux Etats Membres de continuer à travailler à la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies, et décidé de continuer à examiner, en tant que point

distinct de son ordre du jour, les progrès accomplis en matière de financement du développement économique des pays peu développés, en particulier les progrès vers la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies.

b) LE COURANT INTERNATIONAL DES CAPITAUX PRIVÉS

Un rapport intitulé *Le courant international des capitaux privés, 1956-1958*, a été préparé pour la vingthuitième session du Conseil économique et social conformément à la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1954. Dans ce rapport, on a essayé d'étudier les investissements privés étrangers et de dégager l'évolution qu'ils ont subie au cours des dernières années. On a également étudié les mesures prises tant par les pays exportateurs que par les pays importateurs de capitaux pour stimuler le courant international des capitaux privés.

Les sorties globales de capitaux privés à long terme des principaux pays exportateurs de capitaux étaient considérablement plus fortes, en valeur réelle, pendant la période 1955-1958 que de 1924 à 1928, période d'avant guerre durant laquelle les investissements internationaux avaient été importants. Par rapport au volume du commerce mondial, les sorties de capitaux privés à long terme n'étaient guère supérieures actuellement à celles de 1924-1928, mais depuis 1955 les investissements internationaux s'étaient développés plus rapidement que le commerce mondial et les sorties annuelles de capitaux privés des principaux pays à revenus élevés avaient atteint en moyenne 4.000 millions de dollars pendant la période 1955-1958; elles étaient à peu près deux fois plus importantes que les sorties enregistrées en 1951-1952.

Au cours des dernières années, des investissements directs dans les pays sous-développés avaient continué d'intéresser surtout les industries extractives. Ils étaient également restés sensibles aux fluctuations de l'activité économique et, en particulier, à l'affaiblissement des marchés de produits de base. En 1958, les nouvelles émissions lancées pour le compte d'étrangers avaient pris une extension considérable, en particulier sur le marché des capitaux aux Etats-Unis, mais peu de pays sous-développés en avaient retiré un avantage direct pour le moment. Les disponibilités en capitaux à moyen et à court terme avaient également accusé une augmentation sensible au cours des dernières années.

Les pays industriels d'Europe occidentale semblaient avoir retrouvé une capacité d'investir à l'étranger qui ne s'était pas encore traduite par une sortie effective de capitaux à long terme, mais qui constituerait sans doute le fait le plus marquant de cette période. La structure actuelle des investissements internationaux semblait indiquer que l'intensification des mouvements de capitaux entre les pays européens eux-mêmes et entre ces pays et les autres pays à revenus élevés, mouvements conformes au rôle traditionnel d'intermédiaires que jouent les marchés européens de capitaux, contribuerait vraisemblablement à augmenter le volume des investissements privés dans les pays sous-développés, et notamment dans ceux que des liens politiques et historiques unissent aux pays de l'Europe occidentale. Les pays sous-développés commençaient aussi à bénéficier du fait que le Canada et l'Australie étaient maintenant en mesure d'investir à l'étranger une part de plus en plus grande de leur épargne, due à leur développement rapide, facilité lui-même par des importations considérables de capitaux.

En conclusion, on notait dans le rapport que les investissements internationaux étaient entrés dans une nouvelle phase qui permettait de compter sur une augmentation de la contribution des capitaux privés au développement économique, mais que la situation restait encore très différente d'un pays à l'autre. C'est ainsi que les pays à revenus faibles qui n'avaient ni ressources naturelles importantes ni marché interne pour absorber la production de grandes entreprises, et en particulier les pays les plus pauvres d'Asie, continuaient à ne recevoir que peu de capitaux privés.

L'étude des mesures prises récemment par les gouvernements au sujet des investissements étrangers montrait que les pays sous-développés avaient non seulement pris des mesures pour stimuler les investissements étrangers en donnant aux éventuels bailleurs de fonds des assurances concernant leurs droits de propriété et en augmentant les avantages accordés aux entreprises qui contribuent au développement économique, mais avaient également réglementé de façon plus systématique l'application des mesures destinées à rendre plus attrayants les investissements. En ce qui concerne les services d'information à l'intention des détenteurs de capitaux étrangers, cependant, les pays à revenu élevé semblaient avoir réalisé plus de progrès que les pays sous-développés. Au cours des dernières années, les pays exportateurs de capitaux avaient pris ou envisagé de prendre de nouvelles mesures en faveur des investissements à l'étranger. On pouvait considérer les mesures d'ordre fiscal qu'ils avaient prises comme autant de pas en avant dans la direction indiquée par le Conseil économique et social dans sa résolution 486 (XVI) de 1953.

Le Secrétariat a entrepris d'autres travaux sur la question des investissements à l'étranger en application de la résolution 1318 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1958, relative aux moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés. Dans cette résolution, l'Assemblée générale soulignait la nécessité de mieux faire connaître et comprendre les conditions qu'exigent les investissements internationaux et les possibilités qui s'offrent dans ce domaine. Elle priait le Secrétaire général de consulter des personnes qualifiées et de s'informer des domaines d'activité dans lesquels les pays sous-développés avaient besoin d'investissements privés étrangers et cherchaient à en obtenir, ainsi que du volume et de la forme des investissements qu'ils pourraient accepter. Le Secrétaire général devrait également chercher à savoir quel type de projets les investisseurs privés étrangers pourraient être disposés à financer ou à entreprendre si les circonstances y étaient favorables. A la suite de cette enquête, un rapport serait établi et soumis au Conseil économique et social à sa vingt-neuvième session, puis transmis à l'Assemblée générale à sa quinzième session avec les recommandations du Conseil.

c) INDUSTRIALISATION ET PRODUCTIVITÉ

A sa vingt-septième session, le Conseil économique et social a pris note de l'état d'avancement du programme de travail établi par le Secrétariat sur l'industrialisation, tel qu'il était exposé dans le rapport présenté par le Secrétaire général. Ce rapport indiquait où en était l'exécution des projets d'étude ci-après: analyse critique des constatations et recommandations des experts de l'assistance technique relatives aux plans et programmes de développement industriel adoptés dans certains pays sous-développés; part des facteurs de pro-

duction dans les grands travaux de génie civil; dimensions des installations industrielles; gestion des entreprises industrielles dans les pays sous-développés; financement et gestion des petites entreprises industrielles; travaux de recherche intéressant l'assistance technique et le Fonds spécial; financement de l'industrialisation; aspects sociaux et démographiques de l'industrialisation, et notamment ses rapports avec le développement communautaire, l'urbanisation et l'aménagement du milieu. Le rapport contenait également une description de ce qui avait été fait à propos des services de secrétariat technique pour les opérations d'assistance technique dans le domaine de l'industrie, et des renseignements sur la réunion du Comité consultatif du programme de travail sur l'industrialisation. Le Comité consultatif a été réuni par le Secrétaire général en février 1959, conformément à la résolution 674 A (XXV) adoptée par le Conseil le 1er mai 1958. Le Comité a examiné le programme de travail actuel du Secrétariat et présenté au Secrétaire général des recommandations sur l'orientation générale, l'extension et l'exécution du programme de travail. Le Conseil a pris note avec satisfaction du rapport du Comité, qui lui avait été transmis par le Secrétaire général.

Le Conseil a approuvé, en général, les critères fondamentaux recommandés par le Comité consultatif pour l'orientation générale du programme, et jugé utiles la plupart des projets proposés. Le Conseil a décidé d'étudier plus avant l'ordre de priorité des divers éléments du programme de travail à sa vingt-neuvième session; à cette fin, il a prié le Secrétaire général de préparer, compte tenu des programmes quinquennaux qui seraient étudiés à la vingt-huitième session du Conseil, des propositions que le Conseil examinerait. Il a prié le Secrétaire général d'accorder toute l'importance voulue aux études relatives aux méthodes d'établissement de programmes ou de plans d'industrialisation et aux projets qui présentent un intérêt pratique direct pour le développement économique, par exemple les projets concernant la petite industrie, les zones et les parcs industriels, les techniques de gestion et les instituts de recherche technologique. Il a souligné l'intérêt qu'il y a à encourager l'organisation de cycles d'étude, de consultations et de centres de formation dans le cadre du programme. Le Conseil a également prié le Secrétaire général de présenter un rapport sur la possibilité et l'utilité de rassembler, d'analyser et de diffuser les données d'expérience obtenues à l'occasion des projets d'assistance technique multilatéraux, régionaux, bilatéraux ou nationaux et des activités connexes dans le domaine de l'industrialisation.

Le Conseil était également saisi du rapport intitulé *La gestion des entreprises industrielles dans les pays sous-développés*, que le Secrétariat avait établi, dans le cadre de son programme de travail, sur la base des travaux d'un groupe d'experts qui s'était réuni au Siège pendant l'automne de 1957. Le rapport traitait de problèmes tels que la structure de la gestion et les cadres de gestion, notamment sous l'angle du recrutement et de la formation des cadres; quelques aspects du problème de la main-d'œuvre tel qu'il se pose à la direction des entreprises; la gestion des moyens de production; la commercialisation; les contrôles de gestion. Les experts suggéraient des mesures qui pourraient être prises à bref délai dans certaines régions.

Le deuxième numéro du bulletin *Industrialisation et Productivité* a été publié en mars 1959. Ce document, qui a également été présenté au Conseil, contenait un

article sur les problèmes relatifs à la dimension des établissements industriels dans les pays sous-développés, étudiés dans le cadre du programme d'industrialisation en Amérique centrale; deux articles, inspirés de l'expérience acquise au Japon, sur les problèmes de la petite industrie, et dont un portait sur les relations entre grandes et petites entreprises industrielles, et en particulier les relations de sous-traitant à entrepreneur principal; trois articles consacrés aux problèmes de gestion des entreprises industrielles; un article sur la création d'instituts de recherche technologique dans les pays sous-développés et une note relative à la réunion d'un groupe de travail sur l'industrialisation dans ses rapports avec le développement économique, qui a été organisée récemment par la CEAEO.

Le Conseil a félicité le Secrétaire général du travail accompli jusqu'à présent au titre du programme relatif à l'industrialisation et à la productivité, et l'a prié instamment de prendre les mesures voulues pour diffuser aussi largement que possible les études et les rapports préparés dans le cadre de ce programme.

d) RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ÉNERGÉTIQUES

Au début de juillet 1958, l'Organisation des Nations Unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les institutions spécialisées intéressées ont tenu à Genève leur cinquième réunion de travail interorganisations sur la coopération internationale et la coordination des activités dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources hydrauliques. Les participants ont été informés des progrès réalisés en vue de la création du centre des ressources hydrauliques au Siège de l'Organisation des Nations Unies et ont examiné d'autres mesures à prendre en application de la résolution 675 (XXV) du Conseil, en date du 2 mai 1958. Les débats ont également porté sur les prochaines mesures à prendre pour donner effet à deux résolutions antérieures du Conseil, à savoir la résolution 614 C (XXII) du 9 août 1956, relative aux techniques d'étude des ressources et des besoins, et la résolution 665 A (XXIV) du 1er août 1957 concernant les possibilités d'une action concertée dans le domaine des ressources hydrauliques.

Le Secrétaire général a rendu compte au Conseil, à sa vingt-sixième session, des mesures prises en exécution de la résolution 345 (XII) du Conseil concernant la conservation et l'utilisation des ressources naturelles. Le rapport contenait une description sommaire des mesures prises au Siège, notamment en ce qui concerne les études des ressources, les ressources minérales, les ressources énergétiques et les conférences sur la mise en valeur des ressources, et les travaux des commissions économiques régionales dans ce domaine.

En décembre 1958, l'Assemblée générale a examiné les possibilités d'une coopération internationale touchant la mise en valeur des ressources pétrolières. Par sa résolution 1319 (XIII) du 12 décembre 1958, elle a invité le Secrétaire général à transmettre dès qu'il le pourrait, au Conseil économique et social, pour examen, le rapport sur les travaux du Colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières de l'Asie et de l'Extrême-Orient qui se tenait alors à New-Delhi. Le Conseil a examiné le rapport du Colloque à sa vingt-septième session.

Au cours de la même session, le Conseil a examiné deux rapports sur le développement de l'énergie, établis par le Secrétaire général en application de la résolu-

tion 653 (XXIV) du Conseil en date du 26 juillet 1957. Dans le premier rapport, intitulé "Travaux entrepris et recommandations concernant le développement de l'énergie", on a fait le point des travaux entrepris dans ce domaine par les institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations internationales; on a également analysé l'expérience acquise et les difficultés rencontrées dans le domaine des activités de l'assistance technique. Les auteurs du rapport estimaient qu'il convenait d'agir rapidement en ce qui concerne l'évaluation économique des ressources énergétiques, l'analyse à long terme des coûts et prix des combustibles et de l'énergie, l'organisation de cycles d'étude qui feraient mieux connaître les problèmes économiques que pose le développement de l'énergie, et la coordination de l'assistance technique dans le domaine de l'énergie. Le second rapport était intitulé "Faits nouveaux intervenus dans le domaine des sources nouvelles d'énergie et recommandations concernant l'ordre du jour d'une conférence internationale". Ce document avait été préparé avec l'aide de l'UNESCO, qui avait communiqué au Secrétariat plusieurs études scientifiques. Il traitait principalement des applications pratiques de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne et de l'énergie géothermique, et rendait compte des faits nouveaux survenus depuis la publication par le Secrétariat de l'étude précédente intitulée *Sources nouvelles d'énergie et développement économique*. Il contenait également des recommandations concernant l'ordre du jour provisoire de la conférence internationale envisagée dans la résolution 653 (XXIV) du Conseil.

Après avoir examiné ces trois rapports, le Conseil a prié le Secrétaire général: 1) de prendre les mesures nécessaires à la réunion, en 1961 ou 1962, d'une conférence des Nations Unies sur l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie géothermique; 2) d'élaborer une méthodologie pouvant servir à évaluer, selon des critères utilement comparables, les ressources énergétiques par pays, par région ou pour tout autre ensemble géographique et d'assurer, à la demande des gouvernements des Etats Membres intéressés, la préparation de cycles d'étude sur le plan régional, ou selon toute autre procédure appropriée, afin de faire mieux connaître les problèmes économiques que pose l'aménagement des ressources énergétiques dans les pays sous-développés; 3) de présenter au Conseil, à sa vingt-huitième session, un rapport sur la possibilité et l'utilité de rassembler, d'analyser et de diffuser les données d'expérience obtenues à l'occasion des projets d'assistance technique multilatéraux, régionaux, bilatéraux ou nationaux, et des activités connexes dans le domaine des ressources en énergie; enfin, le Conseil a décidé de transmettre aux commissions économiques régionales le rapport du Colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières de l'Asie et de l'Extrême-Orient ainsi que le compte rendu des débats que le Conseil a consacrés à cette question lors de sa vingt-septième session.

c) PROGRAMME DE FORMATION DE FONCTIONNAIRES AFRICAINS SPÉCIALISÉS DANS LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES

Le premier cours organisé dans le cadre du programme de formation a commencé au Siège de l'Organisation des Nations Unies en novembre 1957 avec l'attribution de bourses d'assistance technique d'une durée de six mois. Ces cours sont destinés à donner une formation à des fonctionnaires spécialisés dans les questions économiques afin que les gouvernements des

pays d'Afrique puissent doter leur administration d'un noyau d'économistes qualifiés chargés de s'occuper notamment du développement économique. Ils doivent également permettre aux participants de se familiariser avec les problèmes économiques internationaux, les méthodes de consultation internationale et le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies et de ses divers organes.

Un second cours a été organisé du 1er juillet au 31 décembre 1958 pour les fonctionnaires de langue française, et du 1er septembre 1958 jusqu'en mars 1959 pour les fonctionnaires de langue anglaise. Il a été suivi par 13 économistes africains désignés par leurs gouvernements et dont la nomination avait été approuvée. L'Éthiopie, le Ghana, la Libye, la Somalie, le Soudan et la Tunisie avaient envoyé chacun deux fonctionnaires; le Maroc en avait envoyé un.

On se propose de poursuivre ce programme de formation et l'on a fait le nécessaire pour qu'un troisième cours, qui sera donné en anglais et en français, se déroule au Siège de l'Organisation du 1er septembre 1959 à la mi-février 1960.

3. — Développement de la coopération économique internationale

En application de la résolution 1316 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1958, le Secrétaire général a établi, d'après les renseignements fournis par les gouvernements, un rapport intérimaire sur la coopération internationale en vue du développement économique des pays sous-développés, qu'il a présenté à la vingt-huitième session du Conseil économique et social. Par cette résolution, l'Assemblée générale invitait les Etats Membres qui sont en mesure d'aider au développement économique des pays sous-développés à faire connaître au Conseil économique et social, lors de sa vingt-huitième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa quatorzième session, par l'intermédiaire du Secrétaire général, les mesures qu'ils auraient prises ou envisagé de prendre dans ce domaine. Elle invitait les pays peu développés à faire connaître de même au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale les mesures qu'ils pourraient décider de prendre pour hâter leur progrès économique et social.

En plus des réponses des gouvernements, le rapport intérimaire contenait un résumé des renseignements qu'ils avaient fournis sur les questions suivantes: assistance technique, financement du développement économique, coopération scientifique, planification à long terme et expansion du commerce international. Pour chacune de ces questions, le rapport indiquait quels étaient les gouvernements qui avaient exprimé un intérêt positif pour le développement économique et social des pays sous-développés, ou qui avaient pris des mesures pour favoriser ce développement.

Comme le lui demandait la résolution 1323 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1958, le Secrétaire général a établi pour la vingt-huitième session du Conseil économique et social un aperçu analytique de divers moyens suggérés pour accélérer l'expansion économique dans les pays sous-développés grâce à une action internationale. Conformément aux vues exprimées à l'Assemblée générale, la documentation présentée dans le rapport se composait essentiellement de diverses suggestions et propositions formulées au sein d'organes économiques des Nations Unies ces der-

nières années touchant certains aspects du développement économique comme le financement, l'industrialisation et l'assistance technique. Le rapport ne rendait pas compte de mesures déjà prises, et ne contenait pas de propositions du Secrétaire général relatives à une action internationale; toutefois, on y trouvait les renseignements pertinents communiqués par les gouvernements au Secrétaire général en application de la résolution 1316 (XIII) de l'Assemblée générale.

Le 31 juillet 1958, le Conseil économique et social a adopté la résolution 690 A (XXVI) concernant les bases de la coopération économique internationale. Le Conseil, notant qu'un résumé des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil — ou d'extraits de ces résolutions — dans lesquelles ont été énoncés divers principes relatifs à la coopération économique internationale devrait être communiqué prochainement aux Etats Membres, en exécution de la résolution 1657 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, décidait de ne prendre pour le moment aucune mesure concernant une déclaration touchant les principes de la coopération économique internationale ou un appel aux gouvernements fondé sur lesdits principes. Pour établir ce résumé, tel qu'il a été communiqué au cours de l'été de 1958, on a pris pour règle de choisir des extraits de résolutions qui permettraient de dégager des règles d'action générale pour la coopération internationale dans le domaine économique. Les extraits ont été classés selon le domaine général d'activité économique auquel se rapportaient les résolutions et dans l'ordre chronologique à l'intérieur de chaque groupe. Un index analytique contient une liste alphabétique détaillée de matières auxquelles touchent ces extraits. En annexe sont reproduits des extraits des principales dispositions économiques de la Charte économique des Amériques, de la Convention économique de Bogota, du communiqué final de la Conférence afro-asiatique et de la Déclaration économique de Buenos-Aires. Par la suite, le Secrétaire général, conformément à la résolution 1321 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1958, a demandé aux Etats Membres de faire connaître leur avis sur l'opportunité de formuler un énoncé des objectifs économiques des Nations Unies et des moyens de coopération internationale qui peuvent servir à atteindre lesdits objectifs dans un climat d'harmonie et de concorde. Les opinions émises par un certain nombre d'Etats Membres ont été transmises au Conseil économique et social avec le résumé pour qu'il les examine à sa vingt-huitième session.

4. — Problèmes internationaux relatifs aux produits de base

La période qui fait l'objet du présent rapport a été caractérisée par une activité internationale exceptionnellement intense en vue de résoudre les problèmes que posent un certain nombre de produits.

En septembre 1958, le Secrétaire général, sur le conseil de la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base, a convoqué une Conférence des Nations Unies sur le sucre, qui a adopté le texte d'un nouvel accord. La structure fondamentale et les principales caractéristiques de l'Accord de 1953 se retrouvent dans le nouvel instrument qui est entré en vigueur le 1er janvier 1959, mais certaines dispositions nouvelles y ont été ajoutées. La proportion des échanges mondiaux régis par l'Accord a été augmentée ainsi que le nombre des pays participants.

Le Secrétaire général a également réuni à Genève une Conférence des Nations Unies sur le blé pour la négociation d'un nouvel accord qui entrerait en vigueur le 31 juillet 1959, à l'expiration du présent Accord. A sa première session, en octobre 1958, la Conférence a étudié les principes fondamentaux qu'il conviendrait d'énoncer dans le nouvel accord et la forme qu'il devrait prendre. A sa deuxième session, en janvier 1959, elle a préparé le texte du nouvel accord qui doit prendre effet, pour trois ans, à compter du 1er août 1959. Le mécanisme prévu diffère de celui des trois accords antérieurs appliqués depuis 1949. La proportion des échanges internationaux de blé régis par le nouvel accord sera sensiblement plus forte que précédemment.

En septembre 1958, après avoir consulté les gouvernements intéressés, le Secrétaire général a organisé à Londres une réunion préparatoire des Nations Unies sur le cuivre, mais il n'a pas été jugé utile de créer une organisation intergouvernementale permanente.

Au cours d'une réunion préparatoire des Nations Unies sur le plomb et le zinc, qui a également eu lieu à Londres en septembre 1958, il a été décidé de demander aux gouvernements leur avis sur les mesures à long terme et à court terme qu'il conviendrait de prendre, et le Comité du plomb et du zinc, créé au cours de la réunion, a été invité à étudier ces opinions et à faire connaître ses conclusions. La Conférence des Nations Unies sur le plomb et le zinc, qui s'est réunie en novembre 1958, a été saisie de ce rapport, et a décidé que le Comité continuerait à se tenir au courant de la situation en attendant la création prochaine d'un groupe d'étude international du plomb et du zinc. A une session ultérieure, en mai 1959, à laquelle étaient représentés les principaux pays importateurs et exportateurs, le Comité du plomb et du zinc a été informé des réductions annoncées de la production, de l'exportation et des ventes, réductions qui, on l'espère, créeront sur le marché des conditions plus satisfaisantes pour l'industrie du plomb et du zinc. La réunion inaugurale du groupe d'étude du plomb et du zinc a également eu lieu en mai 1959. Le mandat du groupe d'étude envisagé a été approuvé et communiqué aux gouvernements pour examen.

Une commission intérimaire s'est réunie en janvier 1959 pour préparer les travaux du Conseil oléicole international dont la création est envisagée.

L'Accord international sur l'étain arrivera à expiration le 3 juin 1961, et le Secrétaire général a été prié de réunir une conférence des Nations Unies sur l'étain au début de 1960 pour la négociation d'un nouvel accord.

La Commission du commerce international des produits de base, à sa septième session, a examiné la situation du commerce international des produits primaires à la lumière des renseignements contenus dans *l'Etude sur les produits de base, 1958*. Au cours de cette session, la Commission, dont le statut et le mandat avaient été modifiés par le Conseil économique et social à sa vingt-sixième session, a élaboré un programme de travail élargi qui comprendrait une étude des conséquences des fluctuations de l'activité économique dans les pays industriels sur le commerce international des produits de base, une étude des mesures nationales et internationales tendant à remédier aux fluctuations sur les marchés des produits de base, et une étude des perspectives de la production et de la demande de produits primaires. La Commission a également décidé d'examiner à sa session suivante les mesures interna-

tionales visant à compenser les fluctuations des recettes en devises provenant des exportations de produits primaires.

La Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base a continué à étudier les demandes des gouvernements et des groupes d'étude et a donné des avis au Secrétaire général sur la convocation de conférences intergouvernementales sur les produits de base. Son rapport intitulé *Rapport de 1959 sur les problèmes internationaux relatifs aux produits de base* contient une étude des consultations et des mesures intergouvernementales concernant certains produits de base et des observations sur les faits nouveaux survenus qui relèvent du mandat de la Commission. A la demande de la Commission du commerce international des produits de base et de la Commission provisoire de coordination, le Secrétaire général a continué à faire paraître périodiquement le mémorandum intitulé *Faits nouveaux concernant les produits de base*.

5. — Questions fiscales et financières

a) QUESTIONS BUDGÉTAIRES

Comme par le passé, les travaux dans ce domaine ont porté essentiellement sur le reclassement des données budgétaires en vue de l'élaboration de la politique fiscale et sur l'amélioration des méthodes de comptabilité publique à des fins budgétaires.

L'Organisation des Nations Unies a cherché à stimuler l'intérêt des gouvernements pour les objectifs du reclassement et ses techniques en organisant des groupes d'étude régionaux. Le rapport du deuxième groupe d'étude sur les problèmes du reclassement des données budgétaires et de la gestion du budget dans la région de la CEAEO, qui s'est réuni du 3 au 10 septembre 1957, a été publié en 1958. Sur la recommandation du groupe d'étude, on prépare actuellement un questionnaire destiné à amener l'adoption d'un système permettant de rassembler périodiquement des renseignements normalisés sur les questions budgétaires. Ce questionnaire s'inspire des classifications présentées dans le *Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat* que le Secrétariat a publié au début de 1958. Vers la fin de 1958, le Secrétariat a publié une étude intitulée *La reclassification des dépenses et des recettes publiques dans un certain nombre de pays*; ce document donne un bref aperçu de l'expérience acquise dans certains pays en matière de classification économique et fonctionnelle. Un cycle d'étude régional sur les problèmes de classification et de gestion du budget a été organisé pour les pays d'Amérique latine; il a eu lieu du 27 mai au 6 juin 1959 à Santiago (Chili). Les participants se sont intéressés au budget en tant qu'instrument de planification économique, à la classification du budget et aux méthodes d'établissement du budget d'après les programmes et les réalisations. Conformément aux recommandations du deuxième groupe d'étude de la CEAEO, les études entreprises à l'avenir dans cette région devront porter plus spécialement sur la gestion du budget, et l'on a déjà commencé à préparer un manuel sur l'établissement du budget d'après les programmes et les réalisations, qui sera présenté au troisième groupe d'étude régional de la CEAEO qui doit se réunir en 1960.

Comme par le passé, l'*Annuaire statistique des Nations Unies pour 1958* contient des renseignements sur

la dette publique et sur les principaux éléments des dépenses et des recettes publiques. Les progrès considérables réalisés dans un certain nombre de pays en ce qui concerne la reclassification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat ont permis d'entreprendre un important remaniement des tableaux qui figurent dans l'*Annuaire*.

L'assistance technique fournie aux gouvernements en matière de préparation du budget et de comptabilité publique portait essentiellement sur les problèmes de classification et sur les méthodes d'administration et d'exécution du budget.

b) QUESTIONS FISCALES INTERNATIONALES

Les volumes VIII et IX de la série des *Conventions fiscales internationales* sont prêts à être publiés. Ces volumes et les suivants seront présentés dans des classeurs à perforation, ce qui permettra de les tenir constamment à jour. Le volume VIII (*Guide mondial des conventions fiscales internationales*) présente des renseignements complets sous forme de tableaux sur la situation de toutes les conventions fiscales internationales tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale. Il sera revu et complété chaque année par des feuilles mobiles. Le volume IX, qui contient les textes de conventions reçus depuis juin 1957, sera complété chaque trimestre.

Le deuxième mémoire intitulé "L'imposition des investissements privés internationaux dans les pays exportateurs et les pays importateurs de capitaux", qui a été présenté au Conseil économique et social à sa vingt-sixième session pour donner suite à la résolution 1032 (XI) de l'Assemblée générale, en date du 28 février 1957, a été complété par une étude sur l'imposition dans le Royaume-Uni des revenus tirés des investissements privés à l'étranger et par une liste des textes législatifs concernant les encouragements fiscaux aux investissements privés dans les pays importateurs de capitaux.

Le Secrétariat a préparé une étude sur les "Encouragements fiscaux aux investissements privés dans les pays d'Amérique latine" dans le cadre d'une "Enquête préliminaire sur les mesures gouvernementales concernant les investissements privés internationaux en Amérique latine", menée conjointement par la CEPAL et le Conseil économique et social interaméricain. L'Etude a été présentée au Comité du commerce de la CEPAL à sa deuxième session, accompagnée d'autres documents d'information traitant du Marché commun de l'Amérique latine que l'on se propose de créer.

L'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec l'UNESCO, a continué à étudier la question de la double imposition sur le plan international des redevances de copyright perçues par les auteurs et les artistes. La documentation préliminaire fournie en réponse à un questionnaire a été communiquée au Comité intergouvernemental du droit d'auteur à sa troisième session, qui s'est tenue en août 1958 à Genève. En juin 1958, le Secrétaire général a poursuivi son enquête en s'informant auprès des gouvernements des mesures qu'il conviendrait de prendre pour réduire la double imposition des droits d'auteur sur le plan international, soit au moyen de dispositions législatives nationales, soit au moyen de conventions fiscales internationales. Les résultats définitifs de ces deux enquêtes seront communiqués au Comité intergouvernemental du droit d'auteur à sa quatrième session, au cours de l'automne de 1959.

Deux nouveaux rapports sur les régimes fiscaux de différents pays, *Taxation in Mexico* et *Taxation in Australia* ont paru dans la *World Tax Series*, que publie, en exécution de la résolution 378 G (XIII) du Conseil économique et social, en date du 10 août 1951, la Faculté de droit de l'Université Harvard dans le cadre de son programme international d'études fiscales, en consultation avec le Secrétariat.

L'assistance technique fournie en matière de fiscalité a surtout pris la forme d'envois d'experts qui ont conseillé les gouvernements sur des questions de politique et d'administration fiscales; on a également assuré la formation de fonctionnaires, par l'octroi de bourses d'étude à l'étranger ou par une formation systématique dans leur propre pays. On a également aidé les gouvernements des Etats Membres à préparer de nouveaux plans d'encouragements fiscaux destinés à stimuler les investissements. Les méthodes d'évaluation des terres aux fins de l'établissement de l'impôt qui avaient été mises au point précédemment par les experts de l'assistance technique ont continué à être appliquées dans d'autres pays.

c) QUESTIONS FINANCIÈRES

On a mentionné ci-dessus le premier rapport triennal sur le courant international des capitaux privés et les travaux qui sont actuellement en cours en application de la résolution 1318 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1958.

Les études sur le financement des industries se sont poursuivies, mais les résultats ne pourront être publiés avant quelque temps. Toutefois, on s'inspire déjà utilement de leurs conclusions pour orienter les activités d'assistance technique.

Plusieurs banques centrales reçoivent une assistance technique; un certain nombre de pays qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international reçoivent des conseils sur les opérations de leur banque centrale et leur politique monétaire. On a également donné des avis sur la réglementation et le contrôle des banques commerciales et des banques d'investissement et autres institutions analogues, ainsi que des compagnies d'assurance.

6. — Coopération internationale en matière de cartographie

En application de la résolution 600 (XXI) du Conseil économique et social, en date du 2 mai 1956, la deuxième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'est tenue à Tokyo du 21 octobre au 1er novembre 1958. Le Gouvernement japonais, qui était l'hôte de la Conférence, s'est chargé de l'organisation matérielle des réunions. Les gouvernements des 28 Etats dont les noms suivent s'étaient fait représenter à la Conférence: Australie, Birmanie, Brésil, Cambodge, Canada, Ceylan, Chine, Corée, Equateur, Etats-Unis, Finlande, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Japon, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République arabe unie, République Dominicaine, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, Thaïlande, Turquie et Vatican.

Le nombre croissant de pays participants montre que les gouvernements sont de plus en plus désireux d'obtenir les données cartographiques dont ils ont besoin, et les hautes qualités techniques des représentants

leur ont permis d'échanger de nombreux renseignements sur les faits nouveaux survenus, non seulement dans les pays de la région, mais aussi dans les pays dont les services cartographiques sont plus développés.

Conformément à la résolution susmentionnée, le Secrétaire général a présenté au Conseil à sa vingt-septième session un rapport sur les questions suivantes: deuxième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, projet de programmes tendant à assurer l'uniformité internationale dans la transcription des noms géographiques, et projet d'amendement aux spécifications actuelles de la Carte internationale du monde au millionième.

A la lumière des échanges de vues qui ont eu lieu sur ces questions, le Conseil a prié le Secrétaire général: 1) de consulter les gouvernements des Etats Membres et les institutions spécialisées intéressées sur la convocation, en 1961 au plus tard, d'une troisième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient; 2) en ce qui concerne les noms géographiques, d'encourager les pays qui n'ont pas d'organisme national pour la normalisation et la coordination des noms géographiques à en créer un, de prendre des mesures nécessaires pour faire assurer des fonctions de centralisation en ce qui concerne les noms géographiques et de constituer un petit groupe de consultants chargés d'étudier les programmes techniques de normalisation des noms géographiques dans chaque pays; 3) d'inviter les gouvernements à détacher, sur la demande du Secrétaire général et à leurs frais, des consultants qui feraient partie du groupe; 4) en ce qui concerne les amendements aux spécifications de la Carte internationale, d'inviter instantanément les gouvernements intéressés à faire connaître leur avis sur le projet d'amendement, de présenter des recommandations précises à ce sujet au Conseil lors de sa vingt-neuvième session et de consulter les organisations techniques compétentes au sujet de la possibilité d'indiquer la couverture végétale existante sur les futures éditions de feuilles de la Carte internationale.

7. — Transports et communications

a) QUESTIONS MARITIMES

L'Assemblée de l'IMCO a tenu sa première session à Londres du 6 au 19 janvier 1959 immédiatement après la troisième session de la Commission préparatoire. Trente Etats Membres s'étaient fait représenter à la session pendant laquelle le Conseil de l'IMCO et le Comité de la sécurité maritime ont été constitués et ont tenu leurs premières séances. M. Ove Nielsen (Danemark) a été nommé au poste de secrétaire général de l'organisation. L'Assemblée a adopté des résolutions approuvant un accord régissant les relations avec l'Organisation des Nations Unies, fixant les critères à adopter et les méthodes à suivre pour établir des relations avec les institutions spécialisées et les autres organisations internationales et prévoyant la répartition des dépenses entre les Etats Membres. D'autres résolutions ont également été adoptées en vertu desquelles l'IMCO assurera dorénavant au lieu et place des Nations Unies les fonctions concernant la normalisation du jaugeage des navires et celles qui ont été confiées aux Nations Unies par la Convention de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures. Ce transfert d'attributions est maintenant effectif.

b) TRANSPORTS INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES DANGEREUSES

La première session du Comité d'experts chargé de poursuivre l'étude du transport des marchandises dangereuses, créé en vertu de la résolution 645 G (XXIII) du Conseil économique et social, en date du 26 avril 1957, s'est tenue à Genève du 9 au 26 mars 1959. Le Comité a révisé la liste des marchandises dangereuses établie en 1956, il a formulé des recommandations pour sa tenue à jour et a attribué un numéro à chaque matière. Il a examiné des renseignements concernant la possibilité d'aligner diverses pratiques sur les recommandations formulées en 1956 par l'ancien Comité chargé des mêmes questions générales, a recommandé un certain nombre d'amendements à ces recommandations, a donné son accord à l'adoption du signe distinctif pour les matières corrosives suggéré à titre de compromis par le Secrétariat des Nations Unies et accepté par l'OIT, et a recommandé d'assurer la diffusion voulue à une étude comparative sur les emballages. Il a également recommandé de réunir un petit groupe d'experts chargé d'étudier le problème de l'établissement d'une liste et de l'emballage des matières explosives. Ces recommandations ont été insérées dans un projet de résolution que la Commission des transports et des communications a soumis à l'approbation du Conseil économique et social. Cette résolution prévoit une autre session du Comité, de même qu'une session du groupe d'experts des matières explosives pour 1960 éventuellement, et d'autres sessions du Comité ultérieurement lorsque les circonstances le justifieront.

c) MOYENS PROPRES À FACILITER LES VOYAGES ET LES TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Le nombre des Etats partie à la Convention de 1949 sur la circulation routière est passé de 36 en juin 1958 à 41 au 15 mars 1959, date à laquelle 48 Etats remplissant les conditions requises ne l'avaient pas encore ratifiée. Des recommandations ont été élaborées avec la coopération de l'OMS au sujet du règlement uniforme minimum pour la délivrance des permis de conduire les véhicules automobiles. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne une reconnaissance plus étendue des permis de conduire nationaux en circulation internationale et l'uniformisation de la signalisation routière.

À la suite des recommandations formulées par le Conseil économique et social à sa vingt-troisième session, les gouvernements ont communiqué au Secrétaire général des renseignements complémentaires relatifs au volume et aux perspectives d'avenir des voyages internationaux. Se fondant sur ces renseignements, la Commission des transports et des communications a recommandé au Conseil, à sa neuvième session, de prier le Secrétaire général de faire des recommandations pour le développement du tourisme et des voyages internationaux, notamment au sujet de l'opportunité de la convocation d'une conférence consultative mondiale sur ces questions. Ces recommandations seraient soumises au Conseil à sa trente et unième session au plus tard.

d) DISPOSITIONS À PRENDRE À L'AVENIR

Dans sa résolution 693 B (XXVI) du 31 juillet 1958, le Conseil économique et social a prié la Commission des transports et des communications — en raison notamment du fait que l'IMCO était maintenant créée — de présenter au Conseil, à la vingt-huitième session de celui-ci, un rapport définitif sur ses travaux, dans le-

quel figureraient des recommandations touchant les dispositions à prendre à l'avenir pour assurer l'exécution des autres activités dont cette Commission s'acquittait jusqu'ici. Pour aider la Commission, le Secrétaire général lui a soumis des suggestions. La Commission a été d'accord dans l'ensemble avec ces suggestions et a recommandé que le Conseil et ses organes appropriés continuent à s'occuper de toutes les questions qui avaient été jusque-là de son ressort. La Commission n'a fait aucune recommandation au sujet d'une prorogation éventuelle de son mandat.

8. — Services de statistique des Nations Unies

a) AMÉLIORATION DES STATISTIQUES NATIONALES

Conformément aux vœux exprimés par la Commission de statistique, les activités régionales visant à aider à l'amélioration et à la normalisation des statistiques nationales se sont développées au cours de l'année. À sa septième session qui s'est tenue en juin 1959, la Conférence des statisticiens européens a examiné les travaux du groupe de travail des recensements et enquêtes agricoles et du groupe de travail des recensements de la population et des habitations. Elle a également étudié les rapports de deux groupes d'experts, portant l'un sur les statistiques de l'épargne et du mouvement de l'actif et du passif financiers et l'autre sur la comparaison des systèmes de comptabilité nationale, ainsi que les travaux du Secrétariat sur des projets adoptés par la Conférence. Lors de sa deuxième session, la Conférence des statisticiens d'Asie a étudié, du point de vue des besoins régionaux, des propositions de la FAO relatives aux recensements de la population et de l'agriculture. La Conférence a également examiné la formation des statisticiens, l'emploi de la méthode des sondages et son programme de travaux futurs. Au cours de sa première session, la CEA a décidé de réunir en 1959 une conférence des statisticiens africains qui seraient appelés à étudier la nature et l'ordre de priorité des travaux à exécuter dans le cadre d'un programme statistique à long terme. L'Institut interaméricain de statistique a continué à collaborer avec les Nations Unies en ce qui concerne les recensements de la population et du logement, et les projets de propositions relatifs au programme mondial d'enquêtes industrielles de base de 1963. La CEPAL a recommandé, à sa huitième session, que le Secrétariat prenne, en collaboration active avec les gouvernements des pays d'Amérique latine, les Nations Unies, l'Institut interaméricain de statistique et les institutions spécialisées intéressées, les dispositions voulues pour réunir en 1960 un groupe de travail des statistiques industrielles. La Commission a estimé que des programmes concernant d'autres statistiques importantes pour le développement économique devraient être mis en route ultérieurement.

Le Programme de recensement mondial organisé sous les auspices des Nations Unies a pris un élan considérable l'année dernière, à l'approche des dates fixées pour les nouvelles séries de recensements nationaux de la population et de l'agriculture. Un grand nombre de pays ont l'intention de procéder à des recensements vers 1960. Les recensements se conformeront autant que possible aux recommandations mondiales et régionales de contenu et de définitions. On a pu constater une amélioration importante de la situation grâce à l'application plus étendue de la méthode des sondages, à la pratique d'essais préliminaires et à la planification, plus

systématique et à plus longue échéance, des opérations de recensement, conformément aux recommandations faites par les Nations Unies. Une assistance technique est fournie sous diverses formes dans la mesure où les ressources le permettent. Des fonctionnaires, appelés à jouer dans leur pays un rôle majeur dans les recensements nationaux de la population et de l'agriculture en Asie et en Amérique latine, ont participé aux travaux de deux centres de formation qui ont fonctionné vers la fin de 1958 à Tokyo et à Lima. Ces deux centres ont accueilli au total 127 participants venus de 36 pays. Les Nations Unies et la FAO ont patronné conjointement ces centres avec l'aide généreuse des Gouvernements du Japon et du Pérou, dans le cadre de leurs programmes décennaux respectifs de recensements mondiaux. Le centre de Lima a bénéficié entre autres du patronage de l'Institut interaméricain de statistique dans le cadre du programme de coopération technique de l'organisation des Etats américains. L'International Cooperation Administration des Etats-Unis lui a également apporté son concours. Un don de la Fondation Ford a facilité le fonctionnement du centre de Tokyo et la création d'une équipe d'experts des recensements régionaux qui travaille actuellement dans les pays d'Asie et d'Extrême-Orient. Ces activités complètent le programme actuel d'assistance technique.

Le cycle d'étude centro-américain sur l'administration des représentants s'est tenu à San-José (Costa-Rica), du 30 mars au 4 avril 1959, sous les auspices des Nations Unies et de l'Ecole supérieure d'administration publique de l'Amérique centrale. Les Directeurs généraux des services de statistique et d'autres fonctionnaires du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama y ont participé.

Le Cycle d'étude des Nations Unies sur la comptabilité nationale des pays d'Amérique latine a eu lieu à Rio-de-Janeiro à partir du 11 juin et a duré deux semaines. Ce cycle d'étude était patronné par les Nations Unies et par l'Institut interaméricain de statistique, les services d'accueil étant assurés par le Gouvernement du Brésil, par l'intermédiaire de la Fondation Getúlio Vargas. Vingt pays d'Amérique latine environ y ont participé.

Le centre de formation en matière de statistique de l'Université des Philippines, auquel est attaché, depuis sa création en juin 1954, un conseiller principal fourni au titre du programme d'assistance technique des Nations Unies, s'est vu affecter trois conseillers supplémentaires en 1958. Le centre de formation statistique de Saïgon, où sont organisés des cours intermédiaires à l'intention des statisticiens vietnamiens, a commencé à fonctionner avec l'aide de trois conseillers; des bourses ont été accordées à des statisticiens du Laos et du Cambodge. Les Nations Unies ont fourni un directeur des études au Centre international de l'enseignement de la statistique de Calcutta, et ont continué à fournir un conseiller à l'Institut de statistique de l'Université du Caire.

Dans le cadre du Programme d'assistance technique des Nations Unies, 56 experts consultants ont fourni une assistance à 22 pays en matière de statistique. Outre les bourses d'études accordées pour les centres de formation décrits ci-dessus, 19 statisticiens se sont vu accorder des bourses de perfectionnement pour parfaire leur formation dans les universités ou des bureaux de statistique.

b) ÉTABLISSEMENT DE NORMES

Une des tâches les plus importantes de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine statistique est d'élaborer et de mettre au point des normes relatives aux divers concepts, définitions et classifications et d'arrêter des méthodes uniformes pour le rassemblement et la présentation des statistiques afin de les rendre utilisables sur le plan national et international.

Soixante-dix pays classent maintenant leurs statistiques de l'activité économique selon des plans comparables à la *Classification internationale type par industrie*. Cinquante d'entre eux ont établi leur système national de classification d'après la *Classification internationale type*. Un texte révisé de la *Classification internationale type* a été publié et des tables destinées à faciliter la mise à jour des classifications industrielles nationales ont été établies.

La liste des séries statistiques que la Commission de statistique a approuvée à sa dixième session a été utilisée dans deux régions pour aider des pays insuffisamment développés à mettre au point leur système statistique. La publication de la version définitive de cette liste, ainsi que d'un exposé sur les rapports entre les séries et les services qu'elles peuvent rendre pour organiser et apprécier le développement économique et social a été préparée.

Le Conseil économique et social, notant le besoin urgent et généralisé, tant sur le plan national que sur le plan international, de données complètes sur l'industrie, et les progrès accomplis, de 1952 à 1958, en ce qui concerne le rassemblement de ces statistiques, a approuvé la décision de la Commission de statistique d'organiser en 1963 un programme mondial d'enquêtes industrielles et a recommandé aux gouvernements de participer à ces travaux en réunissant des données de base sur l'industrie pour 1963 ou pour une année proche de 1963. La mise en œuvre du programme a commencé par la distribution aux gouvernements et aux organisations compétentes de projets de textes au sujet desquels ils ont été invités à présenter leurs observations sur les objectifs de ces recensements et sur les modifications qu'ils jugeaient devoir être apportées aux normes internationales actuelles applicables aux statistiques industrielles de base.

Un document intitulé *Recommandations internationales pour les statistiques de la distribution* a été publié pour aider les pays à organiser et à mener des enquêtes sur le commerce de gros, le commerce de détail et les services professionnels connexes.

Quatre-vingt-sept pays utilisent maintenant la *Classification type pour le commerce international* pour présenter leurs statistiques du commerce extérieur sous une forme comparable. Des dispositions ont été prises en vue de permettre au Conseil de coopération douanière de Bruxelles et à la Commission de statistique de travailler en commun à l'uniformisation des nomenclatures douanières et de la *Classification* ci-dessus.

A la demande de la Commission de statistique, on prépare actuellement une liste des territoires douaniers qui doit permettre à chaque pays d'utiliser, aux fins des statistiques du commerce extérieur, des définitions des pays avec lesquels il pratique des échanges, qui soient compatibles avec la définition propre que donne chaque pays au territoire auquel s'appliquent ces statistiques commerciales. On a complété la liste en distinguant séparément les zones franches dans chaque territoire douanier.

Les Nations Unies publient actuellement des données relatives aux variations des prix des produits de base et des métaux basiques non ferreux dans le commerce extérieur. Un document intitulé *Methods Used in Compiling the United Nations Price Indexes for Basic Commodities in International Trade* décrit les méthodes et énumère les séries de prix utilisées pour établir les indices dont sont tirées ces données. Ces indices expriment dans l'ensemble les variations de prix des marchandises circulant en commerce international; ils traduisent, outre les effets des opérations commerciales normales, ceux de facteurs aussi divers que les accords commerciaux internationaux, les politiques monétaires nationales concernant la convertibilité de la monnaie, le contrôle des échanges par l'Etat (par contrats, tarifs douaniers ou subventions) ainsi que le volume des moyens de transport et le coût du transport. Ils représentent donc, dans la mesure du possible, les variations des prix réels pratiqués dans les opérations portant sur des produits faisant l'objet d'échanges internationaux.

A sa dixième session, la Commission de statistique a autorisé une révision partielle du rapport des Nations Unies intitulé *Système de comptabilité nationale et tableaux connexes*. Un projet de deuxième édition de ce rapport a été préparé et distribué après que les gouvernements eurent fait connaître leurs observations sur une liste de modifications envisagées. On a poursuivi des études techniques destinées à aider les pays à élaborer des normes utiles en ce qui concerne un système intégré de statistiques des flux monétaires, des statistiques des entrées-sorties, et un système de statistiques des prix et des volumes, utilisable en comptabilité nationale. Ces travaux ont comporté l'élaboration de plusieurs documents d'information destinés à des groupes d'experts.

A la suite de la publication en juin 1958 du texte définitif des *Principes et recommandations concernant les recensements nationaux des populations* et conformément à la résolution 9 (X) adoptée par la Commission de statistique, un *Manuel des méthodes de recensement de la population* a été publié en anglais, en français et en espagnol. Les deux documents ont été distribués aux gouvernements et ont été utilisés dans les deux centres régionaux de formation en matière de recensement cités ci-dessus.

Une version révisée des *Principes généraux d'un recensement de l'habitation*, préparé conformément à une recommandation de la Commission de statistique, a été publiée pour servir de guide aux pays qui se proposent de procéder à un recensement du logement ou de recueillir des statistiques à l'occasion de leurs recensement de la population.

Les recherches sur la méthodologie statistique se sont poursuivies. Une étude sur l'application des méthodes de sondage aux divers stades des recensements de population a été publiée dans le *Manuel des méthodes de recensement de la population*. Un avant-projet de manuel traitant des méthodes de sondage a été préparé et la rédaction d'une annexe couvrant l'application des méthodes de sondage aux études économiques et sociales est en cours.

c) RASSEMBLEMENT ET PUBLICATION DES STATISTIQUES

Le Secrétariat a continué de rassembler et de publier des données relatives au commerce extérieur, à la production et aux prix, aux transports, au revenu national, aux statistiques démographiques et de l'état civil ainsi

qu'à d'autres questions particulières, et il a tenu à jour les récapitulations mondiales et régionales dont il est question dans un précédent rapport du Secrétaire général.

A la demande de l'OIT, les Nations Unies ont accepté en février 1959 de se substituer à cette organisation pour établir, tenir à jour et interpréter les normes relatives aux statistiques des migrations, recueillir auprès des gouvernements les statistiques des migrations, exploiter ces statistiques et répondre aux questions relatives aux méthodes statistiques utilisées dans ce domaine. Le Secrétariat recueillera dorénavant les données relatives aux migrations nécessaires à l'OIT pour l'*Annuaire des statistiques du travail*, et les communiquera à cette institution. En application de cet accord, le Secrétariat a commencé de réunir en 1959 les statistiques des migrations pour l'*Annuaire démographique* et pour l'*Annuaire des statistiques du travail*.

On a continué à compiler et à publier chaque trimestre des indices mondiaux de la production industrielle en distinguant les principales régions du monde et les grandes subdivisions des secteurs extraction et transformation. Ces indices remontent maintenant à l'année de référence 1938 et l'élaboration des données régionales et nationales est près d'être achevée pour les rubriques ci-après: valeur ajoutée, emploi, traitements et salaires, capacité de la puissance installée, signes indicateurs des tendances de la production, productivité de la main-d'œuvre, degré de mécanisation et variations relatives des prix dans chacun des secteurs importants de l'extraction, de la transformation et de la construction, et production d'électricité et de gaz. Ces statistiques sont établies pour 1938, 1948 et 1953 ou des années proches, pour décrire et analyser l'ampleur et les grandes lignes du développement industriel entre le début et la fin de la deuxième guerre mondiale et pendant la période qui a suivi la guerre.

Les publications ci-après qui paraissent régulièrement tous les ans ont paru au cours de la période considérée: l'*Annuaire statistique*, 1958, abondant recueil où figurent les séries économiques et sociales les plus importantes; l'*Annuaire démographique*, 1958, qui renferme les principales séries démographiques et fait cette année une grande place aux statistiques du mariage et du divorce; le *Yearbook of International Trade Statistics*, 1957, où sont présentées des statistiques annuelles détaillées pour 118 pays dont les échanges représentent environ 98 pour 100 du commerce mondial; l'*Annuaire de statistique de la comptabilité nationale*, 1958, qui donne des estimations détaillées sur un certain nombre de mesures économiques pour 80 pays environ; la publication annuelle *Ressources mondiales en énergie* qui donne les statistiques de la production, du commerce et de la consommation de carburants solides et liquides, de gaz et d'électricité pour 150 pays environ, soit pratiquement pour toute la population du monde.

Les publications suivantes, mensuelles ou trimestrielles, complètent les ouvrages de référence de base que sont les annuaires: le *Bulletin mensuel de statistique*, où l'on trouve des statistiques mensuelles sur plus de 60 sujets pour 140 pays et territoires, des données trimestrielles relatives aux agrégats mondiaux et régionaux les plus importants et des articles spéciaux sur les tendances économiques et sociales les plus marquantes; les *Commodity Trade Statistics* (publication trimestrielle) où sont présentés des tableaux relatifs au commerce des produits de base dans le monde,

établis d'après la *Classification type pour le commerce international*; ces tableaux contiennent des données sur les importations et les exportations des pays qui ont communiqué les renseignements voulus, classées d'après les 150 groupes de la *Classification type*, ainsi que des indices synthétiques correspondant aux 10 sections de la *Classification*; sous le titre *Direction of International Trade* (numéros mensuels et récapitulations annuelles), l'Organisation des Nations Unies, le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement présentent conjointement des statistiques des importations et exportations totales selon la provenance et la destination pour 110 pays; les *Population and Vital Statistics Reports* (publication trimestrielle) fournissent pour plus de 250 unités géographiques les données les plus récentes sur la natalité, la mortalité totale et la mortalité infantile, les résultats des derniers recensements de la population ainsi que des estimations de la population totale du monde et de chaque continent; enfin, les *Statistical Notes* exposent régulièrement les faits nouveaux intervenus dans le domaine des statistiques internationales.

9. — Commissions économiques régionales

Les travaux que l'Organisation effectue à l'échelon régional dans le domaine économique, et qui s'étendent maintenant à une grande partie du monde, ont continué à prendre de plus en plus d'importance, à mesure qu'augmente le besoin d'aide directe au progrès économique des pays sous-développés.

L'évaluation des programmes pour la période 1959-1964, demandée par le Conseil économique et social dans ses résolutions 665 C (XXIV) du 1er août 1957 et 694 D (XXVI) du 31 juillet 1958, a fourni aux membres des commissions régionales et au Secrétariat l'occasion de réexaminer l'orientation à donner aux travaux de ces commissions et a permis d'avoir une vue plus claire des méthodes grâce auxquelles les commissions doivent pouvoir accomplir leur tâche en harmonie avec l'ensemble des travaux de l'Organisation dans les domaines économique et social. A l'exception de la Commission économique pour l'Afrique, toutes les commissions ont pu, au cours de leurs sessions de 1959, examiner l'évaluation de leurs travaux faite par le Secrétariat et faire connaître au Conseil leurs vues, généralement favorables. L'extension prévue des travaux des Commissions régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient, pour l'Amérique latine et pour l'Afrique correspond aux efforts que fait l'Organisation pour venir en aide aux régions sous-développées, en liaison directe avec chacun et l'ensemble des pays intéressés.

La Commission économique pour l'Europe a continué à jouer le rôle important de centre de coopération économique entre tous les pays d'Europe et a pu, en outre, s'attacher particulièrement à certains des problèmes essentiels qui se posent à l'économie des pays européens. La Commission, reconnaissant que la production et l'exportation des biens d'équipement par les pays d'Europe prennent une importance croissante, a chargé le Secrétariat de rédiger une étude sur cette question, en traitant spécialement des industries mécaniques et de l'industrie de l'appareillage électrique. Une fois achevée, cette étude pourra aussi présenter un grand intérêt pour les pays importateurs de biens d'équipement dans les autres parties du monde.

La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a fait des progrès considérables dans ses travaux

sur la mise en valeur du bassin inférieur du Mékong. Elle s'est occupée également d'encourager les projets de construction d'un réseau routier international qui s'étendrait du Viet-Nam à l'Iran. La Commission a étudié les lourdes conséquences que l'accroissement démographique peut avoir pour le développement économique et a décidé de convoquer une conférence sur les questions de population. Ses travaux dans le domaine général du développement économique sont parvenus au stade où il lui a paru utile de créer une Conférence des planificateurs économiques d'Asie dont les réunions permettront à des hauts fonctionnaires chargés de la planification économique de se rencontrer périodiquement pour passer en revue les traits marquants de l'évolution dans ce domaine.

La Commission économique pour l'Amérique latine a fortement avancé dans ses travaux qui tendent à la création d'un marché commun pour l'Amérique latine. La session de son Comité du commerce a permis un échange de vues complet sur les principes dont devrait s'inspirer la création d'un tel marché et sur les propositions émises à ce sujet, propositions dont les gouvernements des Etats Membres avaient été saisis. Les membres de la Commission ont fait connaître leur position sur la question du marché commun et ont décidé à l'unanimité de charger un groupe de fonctionnaires spécialisés de rédiger un projet d'accord préliminaire que les gouvernements auront ensuite à examiner. On a aussi signalé des progrès satisfaisants en ce qui concerne le programme d'intégration de l'Amérique centrale, entré dans la phase de réalisation, qui doivent permettre d'en atteindre les objectifs. La Commission, reconnaissant qu'il fallait traduire dans la réalité les résultats de la programmation du développement économique, a salué la constitution d'un Groupe consultatif pour le développement économique auquel les membres de la Commission peuvent faire appel.

La Commission économique pour l'Afrique qui a tenu sa première session dans le courant de la période considérée est entrée effectivement en fonctions, bien que son secrétariat soit encore en voie de formation. Un certain nombre de réunions sont prévues pour le restant de l'année 1959 et l'on poursuit les consultations avec les gouvernements pour pouvoir arrêter définitivement les plans qui permettront de mettre en route plusieurs travaux prioritaires inscrits au programme de travail de la Commission.

a) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

A sa quatorzième session qui a eu lieu en avril et mai 1959, la Commission a procédé à un examen d'ensemble de ses travaux. Elle a pris connaissance des travaux de ses organes subsidiaires et a passé en revue la situation économique en Europe. Elle a adopté des résolutions sur les questions suivantes: la création d'une organisation régionale du commerce paneuropéen; la convocation d'une conférence des ministres sur les questions touchant le développement des échanges intra-européens; les accords à long terme; le renforcement des contacts et de la collaboration scientifique et technique entre les pays membres de la Commission; les groupements économiques sous-régionaux; le groupe de travail spécial des problèmes du gaz; l'automatisation; la documentation technique et économique; la productivité du travail; les problèmes de la lutte contre la pollution des eaux en Europe; les problèmes de l'énergie en Europe; la coopération interrégionale; l'étude de la production et des exportations des biens

d'équipement dans les domaines des industries mécaniques et de l'industrie de l'appareillage électrique; le programme de travail de la Commission pour 1959-1960.

Le Secrétariat de la CEE a continué à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du Programme d'assistance technique ainsi qu'avec la CEALCO et la CEPAL. Il a pris des dispositions pour assurer une collaboration semblable avec la CEA. La Commission a coopéré avec les institutions spécialisées intéressées, avec l'AIIEA et avec un certain nombre d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Elle est restée en relation de travail avec les membres du personnel du Conseil de l'Europe, du Conseil d'assistance économique mutuelle, de la Commission du Danube dont le siège est à Budapest, de la Conférence européenne des ministres des transports qui se réunit à Paris, avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, l'Organisation de collaboration des chemins de fer dont le siège est à Varsovie, et l'Organisation européenne de coopération économique, notamment avec l'Agence européenne de productivité. Des relations de travail officielles ont été établies avec les secrétariats de la Commission et du Conseil de la Communauté économique européenne.

Le Secrétariat a poursuivi la publication d'études périodiques, dont le Bulletin économique pour l'Europe (trimestriel) et l'Etude sur la situation économique de l'Europe (publication annuelle) ainsi que d'un certain nombre de bulletins statistiques.

Agriculture

Le Comité des problèmes agricoles a étudié le marché des principaux produits agricoles et procédé à un échange de renseignements sur la politique agricole des Etats. Une étude des facteurs qui influent sur la demande des principales denrées alimentaires se poursuit, de même que l'analyse des perspectives de la production et de la demande pour 1965 dans les différents pays. Le Comité a également poursuivi ses travaux sur la normalisation des denrées périssables, les conditions de vente uniformes pour certains produits agricoles et les problèmes posés par la mécanisation de l'agriculture.

Charbon

Le Comité du charbon a poursuivi l'examen des questions de principe que pose aux gouvernements l'avenir de l'industrie et du marché charbonniers en Europe. Le Sous-Comité du marché charbonnier a fait chaque trimestre le point de la situation sur le marché des combustibles solides. Le Groupe de travail de la classification a terminé la classification par type de tous les charbons existants. Le Groupe de travail de l'utilisation à basse et moyenne température. On a achevé de que l'utilisation rationnelle de combustibles de qualité inférieure et la production de semi-cokes par carbonisation à base et moyenne température. On a achevé de rédiger les conditions générales pour la vente à l'importation et à l'exportation des combustibles solides; ces conditions seront à l'essai pendant une période de deux ans.

Gaz

Le Groupe de travail des problèmes du gaz a examiné certaines questions d'importance capitale, telles que le stockage souterrain du gaz, l'application de diffé-

rentes politiques tarifaires et la création d'unités nouvelles et souples de production devant compléter les fours à coke classiques, la prévision de la demande de gaz, les problèmes relatifs à la production, au transport, à la distribution et à l'utilisation du gaz naturel ainsi que la manipulation et la commercialisation du gaz liquéfié.

Energie électrique

Le Comité de l'énergie électrique a poursuivi l'examen de la situation de l'énergie électrique en Europe et a continué à aider les Etats à tirer le meilleur parti de leurs ressources ainsi qu'à accroître leurs connaissances techniques par l'échange de renseignements. Le Comité a étudié les problèmes que pose le financement de nouveaux ouvrages dans le domaine de l'énergie électrique, la couverture des pointes de charge, la rationalisation de la consommation de l'énergie électrique, les droits et obligations des entreprises d'électricité, l'électrification rurale et les méthodes permettant de déterminer les ressources hydro-électriques exploitables; il a également examiné les aménagements hydro-électriques sur le Danube.

Logement

Le Comité de l'habitat a examiné la situation actuelle du logement et les perspectives dans ce domaine. Un rapport d'ensemble sur le financement de la construction a été publié. Des rapports ont été rédigés sur l'élaboration des programmes de construction de logements, la construction de logements pour les personnes physiquement diminuées, et sur l'utilisation de l'espace. On a poursuivi des recherches sur les problèmes que pose l'industrialisation de la construction de logements, en mettant l'accent sur la réduction du coût de construction. On a commencé des enquêtes sur l'habitat rural et sur l'urbanisme. Le Comité a décidé d'organiser des cycles d'étude consacrés à des sujets présentant un intérêt pour les pays moins industrialisés. La publication de bulletins statistiques trimestriels et annuels sur le logement et la construction s'est poursuivie. Le Comité a continué à encourager la coopération entre tous les pays d'Europe dans le domaine technique et a organisé des voyages d'étude dans deux pays.

Industrie et produits de base

Le Groupe de travail spécial des machines agricoles et le Groupe de travail spécial des contrats en matière d'industries mécaniques ont poursuivi leurs travaux. Un rapport sur les incidences économiques de l'automatisation a été préparé par des rapporteurs désignés par les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'URSS.

Transports intérieurs

La Convention relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR, qui remplace le texte provisoire de 1949, a été signée par 12 pays au début de 1959.

Une douzaine de gouvernements ont renoncé à exiger un document cautionné pour l'importation en franchise temporaire de véhicules automobiles. On a déjà poussé fort loin l'élaboration de deux projets de conventions relatifs respectivement au contrat de transport en navigation intérieure et à l'unification de certaines règles en matière d'abordage dans la navigation intérieure. De nouveaux progrès ont été réalisés dans les travaux portant sur des propositions en vue de l'unification des règlements de police, de la signalisation en navigation

intérieure ainsi que des marques d'identification et des certificats de bâtiments. On a recommandé aux gouvernements d'insérer dans leurs réglementations nationales certaines prescriptions uniformes et détaillées relatives aux marques routières et l'on a adopté une nouvelle série de signaux routiers uniformes. Le Comité des transports intérieurs a adopté des dimensions uniformes de palettes pour faciliter la constitution d'un pool européen de palettes.

Acier

Le Comité de l'acier a examiné la situation actuelle des marchés européens et mondiaux de l'acier et les perspectives dans ce domaine. L'étude d'ensemble sur les tendances et les problèmes à long terme de la sidérurgie européenne s'est poursuivie. On a mis en train les travaux sur l'unification des conditions générales de vente des produits sidérurgiques. Le Comité a continué à encourager la coopération technique entre tous les pays d'Europe.

Bois

Le Comité du bois a examiné la situation du marché européen des sciages résineux, des bois de petites dimensions et des feuillus en 1958 ainsi que les perspectives de ce marché pour l'année 1959. Le Comité a recommandé de nouvelles études sur divers problèmes liés à l'utilisation du bois et des déchets de bois. Le Comité mixte FAO/CEE des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers a poursuivi ses travaux, en collaboration avec le BIT, au moyen de cours de formation, de voyages d'étude et des travaux de Groupes d'études, de spécialistes et de rapporteurs.

Commerce

Le Comité pour le développement du commerce a procédé à son étude annuelle des échanges intra-européens et notamment des échanges Est-Ouest. Le Comité a également examiné la répercussion, sur le commerce intra-européen, de la création de la Communauté économique européenne et d'autres efforts d'intégration économique à l'échelon sous-régional. Comme les années précédentes, le Comité a entendu formuler des suggestions relatives à des moyens spécifiques de développer les échanges et il a décidé, à sa septième session, d'explorer plusieurs possibilités nouvelles qui s'offrent à cet égard. Il a décidé de convoquer une réunion spéciale d'experts afin de faire mieux connaître l'organisation et les techniques adoptées dans les pays d'Europe en matière de commerce extérieur (et notamment de paiements). Il a en outre invité le Secrétariat à établir un rapport sur les problèmes que posent la protection des brevets et des inventions techniques. Il a décidé d'étudier les possibilités de simplifier et d'uniformiser les documents d'exportation. Dans le courant de l'année également, le Groupe de travail spécial de l'arbitrage a préparé un projet de convention européenne et un projet de règlement d'arbitrage. Il a été constitué un Groupe de travail spécial des problèmes d'assurance qui doit s'occuper de certaines questions qui se posent dans ce domaine. On a maintenu le régime actuel de la compensation multilatérale des balances de paiements.

Conférence des statisticiens européens

La Conférence des statisticiens européens a examiné les rapports établis par des groupes de travail, des groupes de rapporteurs, des institutions spécialisées, d'autres organisations internationales et le Secrétariat

portant sur les recensements de la population, des habitations et de l'agriculture, le mouvement de l'actif et du passif financiers, la comparaison des systèmes de comptabilité nationale, les dépenses de consommation privée, l'emploi et le chômage, les enquêtes sur les budgets familiaux, les indices de la production agricole, la formation de statisticiens ainsi que les travaux statistiques des divers comités de la CEE et d'autres organisations internationales.

Développement économique de l'Europe méridionale

Conformément à la résolution 7 (XI) de la CEE, un certain nombre de travaux intéressant le développement économique de l'Europe méridionale ont été effectués dans le domaine de l'agriculture, de l'énergie électrique, du logement et des transports intérieurs. La Conférence des statisticiens européens et la FAO ont patronné conjointement un cycle régional d'étude des recensements et enquêtes agricoles qui sera essentiellement consacré aux services de statistique de pays moins développés de la région.

b) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

A sa quinzième session, tenue en mars 1959 à Broadbeach, en Australie, la Commission s'est intéressée tout particulièrement aux problèmes démographiques de la région et notamment au rythme de plus en plus rapide d'accroissement de la population. Elle a adopté une résolution recommandant d'organiser une conférence régionale de la population et de tenir dans la région la prochaine session de la Commission de la population. La Commission a également examiné le problème qu'a posé la baisse des recettes d'exportation de la région en 1958 à la suite de la récession dans les pays industrialisés et a étudié les répercussions que pourront avoir, pour les pays de la région, la réduction des droits à l'importation décidée par la Communauté économique européenne et les mesures de convertibilité monétaire adoptées par certains pays d'Europe occidentale.

La Commission a adopté un programme de travail qui, comme par le passé, porte avant tout sur les aspects régionaux et à long terme du développement économique, le commerce, la mise en valeur des ressources ainsi que les transports et communications. Elle a créé une Conférence des planificateurs économiques d'Asie et a constitué des groupes de travail de spécialistes de diverses matières dont les techniques de programmation, les méthodes statistiques, le développement des liaisons routières internationales et certaines industries comme celles de la pâte à papier et du papier.

Développement et plans économiques

Au cours de sa session de 1958, le Groupe de travail du développement et des plans économiques a étudié le problème de l'importance relative de l'industrialisation dans le développement économique général de la région et a recommandé qu'il, pour éviter le gaspillage des ressources, les pays échangeant des renseignements au moment où ils élaborent leurs plans de développement. Le secrétariat de la CEAEIO a rédigé une étude sur les problèmes que pose le développement économique dans la région de la CEAEIO ainsi que des monographies sur certains aspects du développement économique et social et sur le rôle du développement communautaire dans l'agriculture villageoise.

Industrie et ressources naturelles

Le Sous-Comité de la sidérurgie dont la Commission a élargi le mandat et changé le nom en "Sous-Comité de la métallurgie et de la mécanique" a examiné les progrès accomplis par l'industrie sidérurgique dans la région et a recommandé que les pays collaborent pour développer la production et les échanges de matières premières nécessaires à la sidérurgie de fonte et d'acier semi-fini et fini.

Le Groupe de travail de l'habitation et des matériaux de construction s'est penché sur la grave pénurie de logements dans la région et a insisté sur la nécessité de prendre des mesures propres à diminuer les frais de construction.

Le Cycle d'étude des Nations Unies sur la planification régionale a proposé d'appliquer la planification régionale à l'aménagement des zones urbaines et rurales et à l'implantation des industries.

Un Colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières de l'Asie et de l'Extrême-Orient s'est tenu en 1958. Il a étudié la question de la mise en valeur des ressources pétrolières de la région et a proposé des mesures pour uniformiser la présentation des statistiques et des rapports relatifs à l'industrie pétrolière. Il a recommandé des techniques meilleures pour la prospection des gisements et l'extraction de pétrole. Plusieurs pays membres ont proposé d'apporter leur concours pour la création d'un institut du pétrole pour la région.

Le Comité de l'industrie et des ressources naturelles a passé en revue les progrès et les difficultés de l'industrialisation dans la région, le développement de l'énergie électrique et la mise en valeur des ressources minérales ainsi que les progrès de la sidérurgie et de l'industrie des matériaux de construction. Il a recommandé d'instituer des programmes de formation pour pallier le manque de personnel qualifié et de cadres. Il a préconisé la mécanisation de l'industrie familiale et la création, par les gouvernements, de centres d'information industrielle qui seraient utiles aux détenteurs de capitaux et aux entrepreneurs intéressés. Comme certaines branches de l'industrie ont besoin de débouchés qui dépassent les frontières nationales, le Comité a souligné qu'il fallait resserrer la coopération intra-régionale pour le développement de ces branches. Il a décidé d'organiser, dans le cadre du programme d'assistance technique, un voyage d'étude de spécialistes de l'habitation dans cinq pays d'Europe, de réunir des cycles d'étude sur la gestion des entreprises industrielles du secteur public et sur les méthodes et l'outillage des levés aériens ainsi qu'un deuxième colloque sur la mise en valeur des ressources pétrolières, de mettre en train des travaux sur les industries chimiques de base et sur la bauxite et de faire établir des cartes régionales des ressources minérales, dont le pétrole et le gaz naturel.

Commerce

Le Groupe de travail des douanes a passé en revue les pratiques et formalités douanières appliquées dans la région et a recommandé une série de mesures pour la coordination de la réglementation des importations et de la nomenclature douanière, pour la simplification des formalités, de la législation et de l'administration douanières et pour le développement de la coopération régionale et internationale en matière de douanes. Les premiers pourparlers relatifs à l'extension du commerce intra-régional, auxquels ont participé 15 pays de la

région, ont eu lieu au début de 1959. Les délégations participantes ont adopté une résolution dans laquelle elles reconnaissent l'utilité de pourparlers relatifs à l'expansion du commerce intra-régional pour le développement des échanges régionaux et mondiaux et recommandent de poursuivre ces pourparlers à l'avenir. Le Comité du commerce a passé en revue l'évolution actuelle des échanges et de la politique commerciale dans la région, a analysé les répercussions, pour la région de la CEAEQ, de la Communauté économique européenne et des mesures touchant les paiements et les changes récemment prises en Europe; ses travaux ont porté aussi sur la question du fret, de l'arbitrage commercial ainsi que du commerce des minéraux et produits dérivés et des épices. Le Comité a noté que la part des pays de production primaire dans les échanges mondiaux avait diminué et a souligné la nécessité d'une coopération internationale pour stabiliser les prix des produits de base. Il a également souligné qu'il importait d'encourager le tourisme en développant les aéroports, les moyens de transport, etc., dans la région. Un centre de formation pour l'expansion du commerce a été créé au Japon au titre du Programme d'assistance technique; il dispense son enseignement à 19 fonctionnaires des pays de la région.

Transports intérieurs

Le Sous-Comité des routes s'est préoccupé de la formation des fonctionnaires des ponts et chaussées, en inventoriant les services existants et en évaluant les besoins, des questions de construction et d'entretien des routes et des méthodes actuelles de financement et d'administration des routes. Il a étudié aussi la question de la construction d'un réseau de routes internationales dans la région et a recommandé que des spécialistes de chacune des trois zones où l'on se propose de créer des liaisons routières internationales se réunissent afin de mettre au point un programme échelonné à cet effet. Un Groupe de travail de la coordination des transports s'est occupé de la coordination des transports dans les pays de la région en tenant compte de l'expérience acquise par d'autres pays. Un Groupe de travail de spécialistes des télécommunications, réuni avec le concours de l'UIT, a examiné les aspects techniques, économiques et financiers du développement des télécommunications dans la région et a proposé, à cet effet, une action concertée aux échelons national, régional et international. Il a proposé que la CEAEQ et l'UIT poursuivent leur coopération dans ce domaine. Un voyage d'étude de spécialistes des voies fluviales de la région en Europe orientale et en Union soviétique se prépare dans le cadre du Programme d'assistance technique.

Alimentation et agriculture

La division CEAEQ/FAO de l'agriculture a poursuivi ses travaux sur les divers problèmes d'ordre économique que pose l'agriculture dans la région et sur la diffusion de renseignements relatifs au régime de crédit agricole et à des sujets connexes. Des études en cours portent sur les facteurs qui influencent la demande de denrées alimentaires, les effets du développement communautaire sur l'agriculture villageoise et sa contribution au progrès économique en général, les rapports entre le développement agricole et le progrès industriel, l'utilisation des excédents agricoles pour le développement économique et la politique des prix des denrées alimentaires et agricoles. La Commission a recommandé que la CEAEQ et la FAO organisent en commun des réunions régionales et des centres de for-

mation en matière d'économie agricole. On a exprimé l'espoir que le Fonds spécial et d'autres institutions pourraient financer ces entreprises. A une réunion technique FAO CEAEO, les spécialistes de la commercialisation des produits agricoles ont étudié les moyens d'améliorer les méthodes d'écoulement des produits agricoles et ont proposé de créer, avec l'aide du Fonds spécial, un institut d'enseignement de la commercialisation.

Défense contre les inondations et mise en valeur des ressources hydrauliques

Le Bureau de la défense contre les inondations et de la mise en valeur des ressources hydrauliques a poursuivi ses travaux sur l'aménagement polyergique des bassins fluviaux et l'étude des lacunes des données hydrologiques dans divers pays; il a continué à publier le *Recueil de la défense contre les inondations*, le bulletin trimestriel intitulé *Flood Control Journal* ainsi que des études techniques. Un voyage d'étude de spécialistes de la région en Europe et en Amérique du Nord a été organisé par la CEAEO dans le cadre du Programme d'assistance technique. Le groupe de spécialistes a étudié les différentes techniques de mise en valeur des ressources hydrauliques et a présenté des recommandations à ce sujet. Le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong, en mettant en œuvre son programme quinquennal d'études, s'est attaché tout particulièrement à coordonner les diverses opérations qu'entraîne l'utilisation de l'aide fournie par l'Australie, le Canada, les Etats-Unis, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ainsi que les travaux des spécialistes fournis par des organes et institutions de l'ONU. On a mis en train les travaux de reconnaissance sur les affluents et achevé les préparatifs en vue d'un levé au sol et d'un levé aérien du bassin inférieur du Mékong. Des spécialistes de l'ONU, de la FAO et de l'OMM ont commencé les études initiales sur l'économie, l'agriculture, les ressources minérales, l'hydrologie et d'autres caractéristiques du bassin inférieur du Mékong. Les trois membres d'un Bureau consultatif international ont été désignés ainsi qu'un agent exécutif en vue d'aider à la mise en œuvre de l'entreprise du Mékong.

Recherche et statistique

La Conférence des statisticiens d'Asie a traité, avec le concours de la FAO, des recensements mondiaux de la population et de l'agriculture, de la formation de statisticiens et d'agents de recensement et de l'extension à donner aux statistiques en vue de la planification du développement économique et social dans les pays de la région. Elle a recommandé de créer deux groupes de travail de spécialistes, l'un pour l'emploi de la méthode des sondages et l'autre pour l'évaluation de la formation de capital. La conférence a décidé d'examiner à sa prochaine session les statistiques de base des industries et des minéraux, les prix agricoles à la production, les statistiques du commerce intérieur, le point où en est la préparation des recensements ainsi que la formation de statisticiens de la région, et de continuer à s'attacher tout particulièrement aux statistiques démographiques que l'on pourrait tirer des recensements de 1960. Au cours de l'année, on a mis à jour les séries de base des statistiques économiques. Pour ce qui est des opérations de recensement, un programme d'aide aux pays de la région, entrepris en commun par l'ONU et la FAO, est en cours d'exé-

cution. On a continué à publier, comme chaque année, *l'Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient* ainsi que la revue trimestrielle *Economic Bulletin for Asia and the Far East*. Dans le numéro de juin 1959 du *Bulletin* a paru une étude sur les tendances démographiques et le développement économique. En collaboration avec la FAO, le Secrétariat a procédé à une étude sur les tendances et l'avenir du marché du bois.

Affaires sociales

Comme par le passé, le Secrétariat a étudié les aspects sociaux du développement économique, les questions démographiques, le développement communautaire et le bien-être social et a donné des consultations aux gouvernements dans ces domaines. Il a continué à collaborer à l'extension du Centre de formation et de recherche démographiques de Bombay, créé par le Gouvernement indien et l'Organisation des Nations Unies, et a participé à des cycles d'étude, des cours de formation, des voyages d'étude et des missions d'assistance technique.

Services consultatifs et d'assistance technique

En collaboration avec les institutions spécialisées et dans le cadre du Programme d'assistance technique, le secrétariat de la CEAEO a donné des consultations et fourni des services d'assistance technique aux gouvernements pour des questions liées au programme de travail de la Commission. Il a conseillé et aidé le Comité pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong dans tous ses travaux. Il a diffusé des renseignements scientifiques, techniques et économiques et il a organisé des expositions, des démonstrations et des voyages d'étude où y a participé. Comme par le passé, le secrétariat a également aidé les pays de la région à formuler des demandes d'assistance technique et a prêté son concours pour le recrutement et la mise au courant d'experts de l'ONU ainsi que pour l'examen de leurs rapports.

c) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Programmes relatifs au marché commun

Le Comité du commerce a tenu sa deuxième session à Panama, du 11 au 19 mai 1959, et a présenté son rapport à la Commission, à sa huitième session. Au cours de la période considérée, le secrétariat s'est consacré à préparer activement des études pour cette session du Comité du commerce, ainsi que pour les réunions des deux groupes de travail du Comité, qui s'occupent respectivement des paiements et du marché régional. En outre, le secrétariat a été amené, dans le cadre des activités relatives à la création d'un marché commun, à organiser des réunions consultatives spéciales sur la politique commerciale. Quatre de ces réunions se sont tenues jusqu'à présent, avec la participation d'experts agissant à titre personnel. Le but de ces réunions était d'obtenir l'avis des experts sur certains problèmes importants concernant les échanges commerciaux en Amérique latine et de rechercher des solutions à certaines questions urgentes qui se posaient dans ce domaine.

Il ressortait clairement des études soumises à la CEPAL, que la constitution d'un marché commun latino-américain et les progrès qui pourraient être accomplis grâce à des instruments complémentaires

ou connexes tels que l'union de paiements et la coordination des politiques commerciales pourraient être un des moyens les plus efficaces d'éliminer les facteurs qui limitaient ou retardaient les processus de développement.

Le Groupe de travail du marché régional, qui s'était réuni à Mexico en février 1959, avait énoncé à l'intention du Comité du commerce les principes généraux à suivre pour mettre en place le marché commun latino-américain. Le Comité du commerce et la CEPAL ont examiné de très près ces principes généraux et toutes les délégations se sont accordées à estimer que le marché commun devait comprendre tous les pays d'Amérique latine désireux d'y participer, de façon à rester constamment ouvert aux pays qui, pour quelque raison que ce soit, n'y seraient pas entrés dès le départ.

Néanmoins, des divergences de vues se sont fait jour quant à la question de savoir si le marché commun devait être créé au moyen d'accords subrégionaux par groupes de pays qui, en raison de leur proximité géographique et d'une communauté d'intérêts économiques, pourraient peut-être négocier plus facilement et plus rapidement des instruments multilatéraux. Cette controverse n'a pas mis en cause le programme d'intégration économique des pays de l'Amérique centrale, qui étaient considérés comme une entité économique depuis 1952.

Le Comité du commerce a considéré que le marché commun, qui devrait être concurrentiel et englober le plus grand nombre de produits possible, devrait aussi tenir compte des inégalités de développement économique entre les pays latino-américains.

Il y a eu une longue controverse au sujet des mesures concrètes à prendre pour établir le marché commun et il a été tenu compte des différents points de vue dans la résolution 6 (II) du Comité du commerce, prévoyant qu'un groupe d'experts désignés par les gouvernements se réunirait au plus tard en février 1960 pour rédiger un avant-projet d'accord qui serait ultérieurement examiné par les gouvernements et par le Comité du commerce. La Commission a demandé au secrétariat d'effectuer, avant la réunion de ce groupe d'experts, une série d'études de base et elle a souligné que ces travaux devaient être effectués par priorité.

Programme d'intégration de l'Amérique centrale

La Commission s'est félicitée que le Programme d'intégration soit entré depuis 1958 dans une phase de réalisations concrètes et elle a déclaré qu'il lui paraissait souhaitable de poursuivre ce programme — et si possible de l'intensifier — avec l'aide du secrétariat et en ayant recours à l'assistance technique internationale.

Au cours de l'année écoulée, une impulsion spéciale a été donnée aux travaux d'uniformisation des tarifs douaniers, ainsi qu'aux plans de travail des divers sous-comités du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, qui permettront d'intensifier dans les années qui viennent les activités entreprises dans le cadre du Programme.

Le Sous-Comité du commerce s'est réuni pendant la période considérée et a décidé d'aligner les taxes à l'importation pour de nombreux produits auxquels s'appliquait le Traité multilatéral de libre échange et d'intégration économique centro-américaine. Le Sous-Comité des transports s'est réuni pour la première

fois, ainsi que le Sous-Comité du logement, de la construction et de l'urbanisme.

Les divers travaux consacrés à l'étude du développement intégré des industries et aux perspectives qu'offraient à certaines d'entre elles le marché commun centro-américain ont été poursuivis. On a également souligné l'importance du développement intégré de l'agriculture. En outre, on s'est attaché à l'étude des problèmes sociaux, notamment des questions de logement et des problèmes démographiques.

Problèmes et politiques de développement économique

La Commission a examiné les principales difficultés auxquelles se heurtait le développement économique de l'Amérique latine; la discussion a porté principalement sur les limitations que pourrait imposer dans l'avenir à la formation de capital la lenteur avec laquelle s'accroissaient les exportations traditionnelles. On a fait valoir que, pour résoudre ce problème, les pays latino-américains devraient s'efforcer, dans le cadre d'un marché commun, de produire eux-mêmes ce qu'ils étaient encore obligés d'importer et d'exporter de nouveaux produits vers les pays industrialisés.

Le secrétariat a préparé une étude préliminaire au sujet de l'influence du marché commun sur la croissance économique de l'Amérique latine, qui contenait une analyse de la demande et des sources de l'offre de biens de capital et d'autres produits, ainsi qu'un examen des perspectives d'expansion. On a également entrepris une étude des besoins et du développement des transports en liaison avec l'établissement progressif d'un marché commun latino-américain.

Le secrétariat de la CEPAL, en coopération avec d'autres services de l'ONU et avec les institutions spécialisées, a fourni aux gouvernements une assistance dans des domaines comme l'industrie du papier et de la cellulose et l'intégration des pays de l'Amérique centrale; la Commission a souligné tout l'intérêt qu'il y aurait à ce que cette assistance soit systématiquement étendue à la programmation du développement économique et s'est félicitée de l'élargissement de ces activités en liaison avec le Programme d'assistance technique des Nations Unies. Elle a pris note des bons résultats que ce système avait déjà donnés et adopté une résolution dans laquelle elle souhaitait vivement que l'on poursuive ces travaux et recommandait de les élargir.

Les études sur le développement économique du Panama et du Salvador ont été terminées. Elles avaient été entreprises en commun par le secrétariat et par des groupes de travail nationaux institués spécialement à cet effet. Une étude similaire était en cours pour le Honduras.

La Commission s'est félicitée des résultats du Programme de formation en matière de développement économique organisé par la CEPAL avec l'assistance technique des Nations Unies et a demandé que l'on s'efforce d'étendre aux pays qui n'en avaient pas encore bénéficié les cours intensifs prévus par ce Programme. Le septième cours ordinaire s'est tenu à Santiago (Chili) de juillet 1958 à février 1959. Des cours intensifs ont eu lieu à Rio-de-Janeiro et à Buenos-Aires.

Conformément à diverses résolutions de la Commission qui reflétaient les recommandations faites à ce sujet par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, le secrétariat s'est occupé de plus en plus des aspects sociaux du développement économique,

dont était chargée spécialement sa division des questions sociales.

Agriculture, industrie et énergie

La Commission a passé en revue la situation actuelle de l'agriculture latino-américaine et constaté avec inquiétude que, sauf quelques rares exceptions, la production agricole se développait à un rythme trop lent pour satisfaire la demande accrue de denrées alimentaires et de matières premières provoquée par l'accroissement démographique et l'augmentation des revenus. On a souligné les effets néfastes qu'avait, sur le développement économique, le faible accroissement de la production et de la productivité dans l'agriculture, phénomène qui était une source d'inflation et qui accentuait les inégalités dans la répartition des revenus. La production, et aussi la productivité, de l'agriculture ont augmenté plus rapidement dans les pays industrialisés qu'en Amérique latine. Le problème paraissait tenir, d'une part, au fait que l'on ne s'était guère intéressé de façon systématique à la recherche et à la vulgarisation agricoles et, d'autre part, à ce que certaines structures institutionnelles, en particulier le régime foncier, rendaient difficile l'amélioration des méthodes de culture.

La Commission a recommandé que la CEPAL et la FAO poursuivent le programme de travail qu'elles exécutaient conjointement; au cours de l'année écoulée, on a prêté une attention spéciale aux études sur le rôle des produits agricoles dans le marché latino-américain et on a poursuivi l'étude sur le café.

La Commission a examiné également la situation des ressources forestières et du commerce des produits forestiers et elle a constaté avec inquiétude le contraste qui existait entre l'abondance des ressources de l'Amérique latine et l'augmentation continue de ses importations de produits forestiers. Elle a de nouveau demandé au secrétariat d'entreprendre avec la FAO une évaluation du potentiel forestier des pays d'Amérique latine et des besoins de produits forestiers.

La Commission a examiné le programme de monographies industrielles entrepris par le secrétariat. Elle a été d'avis que les industries mécaniques avaient un rôle très important à jouer dans le développement industriel, car elles contribuaient à augmenter l'offre de biens d'équipement et à former une main-d'œuvre qualifiée. Parmi les études actuellement en cours, il convenait de signaler les études concernant l'industrie chimique, les produits sidérurgiques et le matériel ferroviaire, les rapports du Groupe consultatif CEPAL/FAO du papier et de la cellulose, ainsi que l'inventaire industriel. Tous ces travaux étaient étroitement liés au marché commun latino-américain. Les conclusions préliminaires d'une étude pilote sur les industries chimiques au Chili ont été présentées à la Commission. Dans le cadre des travaux relatifs au matériel ferroviaire, une réunion d'industriels, de représentants des chemins de fer et d'observateurs officiels a été convoquée au début de 1959 afin de permettre aux participants de discuter des problèmes d'intérêt commun, en particulier des moyens d'assurer le développement intégré de l'industrie du matériel ferroviaire en Amérique latine. L'étude sur le développement industriel du Pérou, qui a été publiée en 1959, analysait la situation actuelle et les perspectives de l'industrie péruvienne en tenant compte de ses caractéristiques et des grands problèmes de l'économie péruvienne. La Commission a recommandé de tenir des réunions d'experts

pour étudier les programmes industriels des pays d'Amérique latine — plus particulièrement la pétrochimie et certains secteurs de la sidérurgie — et suggérer les moyens d'assurer une certaine spécialisation.

La Commission a examiné la question des ressources hydrauliques qui étaient actuellement insuffisamment utilisées et a déclaré qu'il fallait effectuer, outre un examen quantitatif, une étude coordonnée des usages multiples des bassins fluviaux. Une étude préliminaire de cette nature a déjà été effectuée par un groupe mixte composé d'experts de l'assistance technique des Nations Unies et d'experts de la CEPAL et de l'OMM. Les études envisagées comprenaient non seulement des enquêtes générales sur les problèmes de tout le continent, mais aussi des études plus détaillées concernant des pays ou des régions déterminées. L'étude préliminaire sur le Chili a été terminée et le groupe a étudié ensuite les ressources hydrauliques du nord de la Patagonie (Argentine), puis celles de l'Equateur.

La question de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques a également été soulevée et la Commission a recommandé à cet égard aux gouvernements d'encourager l'étude des problèmes qui se posaient dans ce domaine et, à cet effet, d'aider l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les travaux qu'elle entreprenait en Amérique latine, de façon que ceux-ci soient coordonnés avec les activités futures de la Commission interaméricaine de l'énergie atomique dont la création avait déjà été approuvée par le Comité interaméricain des représentants présidentiels.

Analyse de la situation économique actuelle et statistique

Le secrétariat a continué à publier l'*Etude économique de l'Amérique latine* qui paraît chaque année et le *Bulletin économique de l'Amérique latine* qui paraît deux fois par an. La Commission a souligné l'utilité considérable que les études annuelles présentent pour les gouvernements: elles leur fournissaient une évaluation de la conjoncture en Amérique latine et permettaient de juger et d'analyser l'influence que les modifications économiques intervenues dans des pays n'appartenant pas à la région exerce sur les pays latino-américains. L'*Etude* pour 1958 traitait de l'influence que l'Amérique latine subissait à cet égard et analysait ensuite l'évolution de différents pays d'Amérique latine, résumant brièvement les événements internes dans l'ensemble de la région. Des annexes spéciales étaient consacrées aux accords se rapportant au café et à d'autres produits latino-américains, aux contingents imposés par les Etats-Unis pour l'importation du pétrole, du plomb et du zinc, au commerce avec l'URSS et l'Europe orientale et aux projets de développement des industries lourdes de l'Amérique latine.

La Commission a jugé qu'il serait très opportun de préparer dans tous les pays un programme statistique permettant d'établir des plans de développement économique et d'en évaluer les résultats, les statistiques étant l'un des éléments indispensables à la formulation d'une politique économique. Elle a demandé au secrétariat de préparer, en collaboration avec le Bureau de statistique des Nations Unies, l'Institut interaméricain de statistique et d'autres organismes intéressés, un programme minimum de statistique à l'intention des pays d'Amérique latine, comportant les statistiques nécessaires à une meilleure étude des problèmes de développement économique, l'application de mesures efficaces tendant à améliorer les services nationaux de sta-

tistique et la réunion d'un groupe de travail chargé d'étudier les dispositions à prendre pour effectuer des recensements industriels et des enquêtes connexes — un certain nombre de pays projetant en effet d'entreprendre des opérations de ce genre au cours des prochaines années.

d) COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

La Commission économique pour l'Afrique ayant été créée par la résolution 671 A (XXV) du Conseil économique et social du 29 avril 1958, le Secrétaire général a nommé M. Mekki Abbas, Secrétaire exécutif de la Commission, conclu un accord avec le Gouvernement de l'Éthiopie pour établir le siège de la Commission à Addis-Abéba et installé le secrétariat de la Commission dans cette ville en décembre 1958.

La Commission a tenu sa première session à Addis-Abéba du 29 décembre 1958 au 6 janvier 1959. Le rapport sur les travaux de cette session a été présenté pour examen au Conseil économique et social à sa vingt-huitième session.

Comme suite à la résolution 1325 (XIII) de l'Assemblée générale du 12 décembre 1958, aux termes de laquelle la République de Guinée a été admise à l'Organisation des Nations Unies, ce pays est devenu membre de la Commission. A l'exception de l'Union sud-africaine, tous les pays qui peuvent faire partie de la Commission aux termes du paragraphe 5 de son mandat ont décidé de participer à ses travaux. Dans une communication qu'il a adressée au Secrétaire général le 12 décembre 1958, le Gouvernement de l'Union sud-africaine a déclaré qu'il avait décidé "de ne pas participer pour le moment aux travaux de la Commission". Tous les membres associés énumérés au paragraphe 7 du mandat de la Commission ont participé aux travaux de la première session. A la reprise de la vingt-sixième session du Conseil, le représentant de la France a fait, le 10 décembre 1958, une déclaration aux termes de laquelle le Gouvernement français n'était pas en mesure de se prononcer au sujet de l'association à la Commission de certains membres de la communauté française, la mise en œuvre de la nouvelle Constitution et la définition des assises sur lesquelles reposera cette communauté entraînant des changements trop étendus pour qu'ils puissent se réaliser en quelques semaines. Il convient de mentionner à ce propos que l'attention du Conseil et de la Commission a été appelée sur la résolution 1327 (XIII) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1958, relative à la collaboration internationale touchant les territoires non autonomes et les Territoires sous tutelle d'Afrique. Un certain nombre d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres de la Commission ont envoyé des observateurs à la première session de la CEA.

Relations avec les institutions spécialisées, d'autres organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales

Conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission, l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OACI, l'OMS, l'UIT, l'OMM, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international ont participé à la première session de la CEA. D'autres institutions spécialisées et l'AIEA ont envoyé des communications dans lesquelles elles se déclaraient prêtes à coopérer avec la Commission.

Par sa résolution 1 (I), la Commission a chargé le Secrétaire exécutif de prendre, dès que possible, des dispositions appropriées pour établir une liaison — comprenant notamment, sur la base de la réciprocité, l'invitation à envoyer des observateurs aux sessions de la Commission — avec la Conférence d'Accra des Etats indépendants d'Afrique, le Comité économique de la Ligue des Etats arabes et la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara. Elle a chargé, en outre, le Secrétaire exécutif de lui faire rapport à sa deuxième session sur les mesures qu'il aurait prises et sur les résultats obtenus, et de porter dès que possible, à la connaissance de la Commission, soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un membre, des renseignements détaillés sur toutes autres organisations intergouvernementales, fonctionnant en Afrique, avec lesquelles la Commission pourrait avoir le désir d'établir des relations similaires. Le Secrétaire exécutif a eu par la suite des entretiens avec le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes et le Secrétaire général de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara et a pris avec eux des dispositions appropriées pour établir une liaison. Il a également été en rapport avec le Secrétaire général de la Conférence d'Accra des Etats indépendants d'Afrique.

Programme de travail

La Commission était saisie à sa première session d'un mémoire du Secrétaire exécutif sur le programme de travail et les priorités. Au cours de la session, des délégations d'Etats membres et de membres associés, ainsi que des représentants d'institutions spécialisées et d'autres organisations, ont présenté d'autres propositions intéressant le programme de travail. La Commission a adopté un programme de travail et de priorités qui figure à la cinquième partie de son rapport. Quelques-unes des activités principales envisagées par la Commission sont brièvement résumées ci-après.

Afrique occidentale

Une caractéristique importante de l'Afrique réside en ce que, souvent, les frontières internationales ne sont pas tracées de la manière la plus favorable à un développement économique rapide. On a considéré que le développement économique de nombreux pays d'Afrique se trouverait facilité par l'établissement et le renforcement d'une coopération économique régionale ou sub-régionale. C'est dans cet esprit qu'à sa première session, la CEA a demandé au Secrétaire exécutif, sous réserve de l'assentiment préalable des gouvernements intéressés, de préparer: i) une étude fondée sur des données de fait où soient énumérés les principaux cas où les pays et territoires d'Afrique occidentale pourraient tirer un avantage réciproque du renforcement de leurs relations économiques dans des domaines comme le commerce, la conservation des ressources hydrauliques, l'utilisation internationale des routes, des chemins de fer et des ports, la mise en commun de la production d'énergie électrique, le contrôle des pêcheries et autres questions d'intérêt économique; et ii) une étude où il déterminerait les différents aspects d'une unité économique maghrébine, et en particulier ses aspects agricoles et industriels. Au cours de la période considérée, on se bornerait à entreprendre l'étude concernant l'Afrique occidentale. Il convient de signaler à ce propos que le Secrétaire exécutif s'est rendu, pendant le premier semestre de 1959, dans plusieurs pays qui sont membres ou membres associés de la CEA en Afrique occidentale ou qui s'intéressent à l'Afrique

occidentale; il espère entreprendre l'étude sur l'Afrique occidentale au cours des derniers mois de l'année.

Statistique

Etant donné que les données statistiques sûres font généralement défaut en Afrique, la Commission a reconnu qu'il fallait de toute urgence réunir des données aussi comparables que possible pour dresser dans un avenir proche un tableau statistique des pays d'Afrique. La Commission a donc approuvé la proposition du Secrétaire exécutif d'entreprendre une enquête statistique d'ensemble selon les lignes définies dans l'annexe à son mémoire sur le programme de travail et les priorités. Le but de l'enquête statistique est de rassembler les données disponibles et de faciliter l'exécution d'un vaste programme d'enquêtes sur le terrain. La priorité sera donnée aux séries statistiques dont les différents pays et territoires ont besoin aux fins du développement économique. En vue de mettre en œuvre le programme statistique, une première conférence des statisticiens africains doit se réunir en septembre 1959.

Commerce international

La Commission a demandé au Secrétaire exécutif d'étudier les incidences de la constitution de la Communauté économique européenne sur le commerce des Etats africains et de faire rapport à la Commission lors de sa deuxième session. Comme suite à cette décision, le Secrétaire exécutif s'est mis en rapport avec le GATT et avec le secrétariat de la CEE et s'est mis d'accord avec eux pour entreprendre l'étude en question. Il convient de mentionner à ce propos que l'attention de la Commission a été appelée sur la résolution 1330 (XIII) de l'Assemblée générale du 12 décembre 1958, relative aux effets de la Communauté économique européenne sur le développement de certains territoires non autonomes.

Développement communautaire

Conformément à la décision prise par la CEA à sa première session, le Secrétaire exécutif a décidé d'organiser, en 1959, un cycle d'étude sur le développement communautaire pour les pays africains auxquels l'Organisation des Nations Unies fournit une assistance technique en vue de l'établissement de leurs programmes nationaux de développement communautaire, ainsi que pour les autres pays et territoires intéressés. Ce cycle d'étude permettra aux spécialistes du développement communautaire des pays africains et aux experts de l'Organisation des Nations Unies de se faire part de leur expérience respective et d'étudier la contribution du développement communautaire à la croissance économique de l'Afrique.

Etude économique

Une étude économique décennale est en cours de préparation et sera soumise à la CEA à sa deuxième session. Il s'agit d'une étude générale de l'évolution de la situation économique en Afrique depuis 1950.

Réunions d'experts économistes

Comme il y avait été autorisé par la CEA à sa première session, le Secrétaire exécutif a pris des dispositions pour convoquer, à la fin de 1959, une réunion d'experts économistes qui examineront des problèmes concrets au sujet desquels ils seront consultés. Ils examineront notamment les problèmes de la planification et de la programmation du développement économique.

Transports

Les transports constituant un élément essentiel du développement économique de l'Afrique, on prépare actuellement une étude sur certains problèmes qui se posent dans ce continent. A la lumière de cette étude initiale, on déterminera les travaux qui seront entrepris par la suite.

Ressources hydrauliques et autres ressources naturelles

Dans ce domaine, l'UNESCO s'est engagée à établir pour la Commission une bibliographie des enquêtes sur les ressources naturelles, telles qu'enquêtes hydrologiques, géologiques, géodésiques et autres enquêtes scientifiques sur les ressources africaines, y compris les sources d'énergie (notamment l'énergie solaire), les ressources utilisables en vue de l'industrialisation, etc.

Agriculture

Dans son programme de travail, la CEA a également prié le Secrétaire exécutif : 1) d'examiner les moyens d'aider les gouvernements d'Afrique du Nord à développer leurs pêcheries maritimes et leurs réserves d'alfa; 2) de demander aux organisations nationales et internationales intéressées quelles mesures, à leur avis, il faudrait prendre en Afrique pour rendre plus efficace la lutte contre les acridiens; 3) de demander à la FAO un rapport sur les mesures à prendre dans la région nord-est de l'Afrique pour supprimer les maladies infectieuses du bétail, en particulier la peste bovine. Des contacts étroits ont été établis entre la CEA et la FAO. Un accord a été signé en avril entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur général de la FAO. A la suite de cet accord, une division mixte CEA/FAO de l'agriculture a été créée au Secrétariat de la CEA à Addis-Abéba; elle sera chargée d'exécuter un programme de travail mixte intéressant les aspects économiques de l'agriculture en Afrique. En outre, la FAO envisage de détacher un statisticien et un spécialiste du développement communautaire auprès du Secrétariat de la CEA pour renforcer la coopération avec la Commission dans ces domaines. La CEA et la FAO sont restées en relation étroite au sujet de la lutte antiacridienne et d'autres travaux d'intérêt commun.

Autres projets

Le programme de travail de la Commission porte aussi sur d'autres questions: logement et urbanisation, aspects sociaux du développement économique, formation de capital, commerce intrarégional, comptabilité nationale, formation dans le domaine de l'économie et de l'assistance technique, industrialisation, finances, législation industrielle et commerciale, etc. Les travaux dans ces domaines n'avaient pas encore été entrepris au cours de la période considérée.

A sa première session, la Commission a demandé à l'UNESCO de faire une enquête sur les moyens dont on dispose pour la formation d'Africains dans les domaines économique et statistique, ainsi que dans des domaines connexes. A la suite de cette demande, l'UNESCO s'est engagée à étudier cette question et a présenté un rapport à la CEA à sa deuxième session.

En ce qui concerne le futur programme de travail, le Secrétaire exécutif a été prié de convoquer, assez longtemps avant la prochaine session de la Commission, un comité composé de représentants des membres et des membres associés pour examiner les propositions

relatives au programme de travail que les gouvernements seront invités à soumettre au Secrétaire exécutif. Le comité devra également être saisi d'un rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement des travaux depuis la première session. Il aura pour tâche de préparer un programme de travail que la Commission examinera à sa deuxième session.

10. — Droits de l'homme

a) PROJETS DE PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Le projet de pacte relatif aux droits civils et politiques et le projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont à l'étude par l'Assemblée générale depuis 1954. Chacun d'eux renferme un préambule, un article sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des clauses générales, des articles de fond, des dispositions concernant les mesures de mise en œuvre et des clauses finales.

Jusqu'ici, la Troisième Commission a adopté le préambule et l'article premier de chaque pacte, les articles de fond du pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et six des articles de fond du pacte relatif aux droits civils et politiques.

b) RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Une première série de rapports triennaux sur les droits de l'homme pour la période 1954 à 1956 ont été communiqués par 41 gouvernements. Le Secrétaire général a résumé ces rapports par matières et la Commission des droits de l'homme les a examinés à sa quinzième session.

Tenant compte des indications que l'on peut tirer de cette première expérience, le Secrétaire général a suggéré à la Commission que les gouvernements devraient s'attacher à exposer les faits importants plutôt que d'essayer de traiter successivement chacun des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. En particulier, les gouvernements devraient s'abstenir de communiquer des textes de lois, de règlements et de décisions judiciaires, mais devraient interpréter et évaluer les événements marquants dans le domaine des droits de l'homme. Le rapport devrait être aussi succinct que possible et ne porter que sur la période triennale considérée. La Commission a approuvé ces suggestions.

c) ETUDE DU DROIT EN VERTU DUQUEL NUL NE PEUT ÊTRE ARBITRAIREMENT ARRÊTÉ, DÉTENU OU EXILÉ

Le Comité chargé d'étudier le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, a soumis à la Commission des droits de l'homme, à sa quinzième session, un rapport sur l'état de ses travaux. Le Secrétariat met tout en œuvre pour aider le Comité à préparer les monographies par pays sur la législation et la pratique en matière d'arrestation, de détention et d'exil. Le Comité espère pouvoir établir un projet de rapport dans le courant de 1959 et son rapport final dans le courant de 1960.

d) SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil économique et social, par sa résolution 684 (XXVI) du 21 juillet 1958, et l'Assemblée géné-

rale, par sa résolution 1261 (XIII) du 14 novembre 1958, ont approuvé le programme présenté par le Secrétaire général et tendant à organiser trois cycles d'étude en 1959 et l'ont prié d'envisager la possibilité d'organiser dans l'avenir un cycle international d'étude sur une question d'intérêt universel.

En application de ces résolutions, le Secrétaire général a organisé jusqu'à présent deux cycles d'étude régionaux pour 1959: un cycle d'étude sur les recours en justice, et les autres recours, contre l'exercice illégal ou abusif de l'autorité administrative, qui s'est tenu à Ceylan du 4 au 15 mai, et un cycle d'étude, consacré à la participation de la femme à la vie publique, qui s'est tenu à Bogota du 18 au 29 mai. Le programme actuel prévoit également que le Secrétaire général organisera un cycle d'étude sur les recours en justice, et les autres recours, contre l'exercice illégal ou abusif de l'autorité administrative, qui se tiendra à Buenos-Aires du 31 août au 11 septembre 1959, et trois cycles d'étude régionaux qui se tiendront en 1960.

e) LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITÉS

A sa onzième session, en janvier 1959, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a continué de consacrer la plus grande partie de son attention à l'élimination de la discrimination dans divers domaines. A sa quinzième session, en mars 1959, la Commission des droits de l'homme a examiné le rapport de la Sous-Commission.

La Sous-Commission a examiné un supplément au projet de rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses rédigé par M. Arcot Krishnaswami et a exprimé l'espoir que le rapport final puisse lui être soumis à sa douzième session. Après avoir examiné un rapport d'activité, concernant l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques, rédigé par H. Hernán Santa Cruz, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général de fournir l'assistance nécessaire pour que M. Santa Cruz puisse présenter à la Sous-Commission un projet de rapport à sa douzième session et un rapport final à sa treizième session. La Commission des droits de l'homme a attiré l'attention du Conseil économique et social sur cette demande.

La Sous-Commission était également saisie d'une étude préliminaire rédigée par M. José D. Inglés sur le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et elle a prié M. Inglés de lui soumettre, à sa douzième session, un projet de questionnaire ou de liste de sujets qui puisse servir de ligne générale ou de cadre pour l'étude. L'attention du Conseil a été appelée sur les vues exprimées à la Sous-Commission et à la Commission concernant les rapports étroits qui existent entre les paragraphes 1 et 2 de l'article 13.

On a attiré l'attention de la Sous-Commission sur la Convention et la Recommandation concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa quarante-deuxième session. A la suggestion de la Sous-Commission, la Commission a prié le Conseil économique et social d'inviter les gouvernements à ratifier la Convention et à harmoniser leur politique avec la

Recommandation. La Commission a prié l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'indiquer dans un rapport les mesures prises à ce jour en vue de mettre en œuvre la décision de sa Conférence générale de se charger d'élaborer des recommandations aux Etats Membres et un projet de convention concernant les différents aspects des mesures de discrimination dans le domaine de l'enseignement.

Ainsi que le Conseil l'y avait autorisé par sa résolution 683 E (XXVI) du 21 juillet 1958, le Secrétaire général a réuni à Genève du 22 au 26 juin 1959 une deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination. La Sous-Commission examinera le rapport de cette conférence.

Etant donné que le mandat actuel des membres de la Sous-Commission vient à expiration le 31 décembre 1959, la Commission a élu 12 personnes membres de la Sous-Commission, sous réserve de l'assentiment de leurs gouvernements, pour une période de trois ans chacun. La Commission a de plus décidé, à moins que le Conseil n'en convienne autrement, de porter de 12 à 14 le nombre des membres de la Sous-Commission afin d'assurer une répartition géographique équitable et une représentation convenable en ce qui concerne les nouveaux Etats Membres de l'ONU. La Commission élira les deux membres additionnels à sa seizième session.

f) LIBERTÉ DE L'INFORMATION

En ce qui concerne la liberté de l'information, deux problèmes principaux ont retenu l'attention de l'Organisation des Nations Unies: 1) la liberté de l'information en tant que droit de l'homme et les restrictions légitimes qui peuvent être imposées à son exercice; 2) le développement des moyens d'information dans les pays sous-développés.

Sur la recommandation de la Commission, le Conseil économique et social a, par sa résolution 718 (XXVII) du 24 avril 1959, prié l'UNESCO d'entreprendre une étude des problèmes posés par l'octroi aux pays sous-développés d'une assistance technique dans le domaine de la liberté de l'information, étude qui serait soumise à la Commission et au Conseil en 1961. Le Conseil a prié en outre le Secrétaire général de préparer pour la Commission un rapport annuel sur les faits nouveaux ayant une incidence sur la liberté de l'information et de préparer, pour le soumettre au Conseil en 1961, un rapport de fond sur les faits nouveaux survenus depuis 1954 dans le domaine de la liberté de l'information.

Le Conseil examinera à sa vingt-huitième session la question du projet de déclaration sur la liberté de l'information.

g) PROJETS DE DÉCLARATION

Par sa résolution 309 C (XI) du 13 juillet 1950, le Conseil économique et social a prié la Commission des droits de l'homme de lui communiquer ses observations au sujet du principe et du contenu d'un projet de déclaration des droits de l'enfant, établi par la Commission des questions sociales. A sa quinzième session, la Commission des droits de l'homme a décidé de soumettre ses observations au Conseil sous forme d'un projet de déclaration révisé.

La Commission a également examiné un projet de déclaration sur le droit d'asile proposé par la France. Après examen, ce texte a été révisé et la version modifiée a été transmise pour observations aux gouvernements.

h) PUBLICATIONS

Au cours de l'année considérée, le Secrétaire général a préparé l'*Annuaire des droits de l'homme* pour 1957, qui est le douzième volume de cette série. Il a également fait paraître un volume supplémentaire de l'*Annuaire* contenant des exposés établis par les gouvernements sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

A l'occasion du dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Secrétariat a publié deux brochures: *The Universal Declaration of Human Rights: A Standard of Achievement* et *United Nations Work for Human Rights*.

i) COMMUNICATIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET AUTRES QUESTIONS

En application de la résolution 75 (V) modifiée du Conseil économique et social, en date du 5 août 1947, le Secrétaire général a communiqué en 1958 aux gouvernements intéressés 6.275 communications au total et a présenté à la Commission des droits de l'homme, à sa quinzième session, une liste confidentielle de ces communications.

Sur la proposition de son Comité des communications, la Commission a recommandé au Conseil de modifier à nouveau la résolution 75 (V) pour y inclure une disposition selon laquelle le Secrétaire général ferait savoir à l'auteur de chaque communication que "la Commission n'est habilitée à prendre aucune mesure au sujet de réclamations relatives aux droits de l'homme". De plus, la Commission a prié le Secrétaire général de préparer un document confidentiel de nature statistique indiquant le nombre de communications et le nombre d'incidents allégués qui se rapportent à chaque article de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Trois communications relatives au travail forcé et 14 plaintes relatives à des atteintes aux droits syndicaux ont été transmises au BIT.

Au cours de l'année considérée, le Secrétaire général a communiqué au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne des renseignements concernant 31 personnes qui se plaignent d'avoir été victimes dans des camps de concentration nazis d'expériences prétendues scientifiques. En mai 1959, 583 cas avaient été portés à l'attention de la République fédérale d'Allemagne.

11. — Condition de la femme

A sa treizième session, en mars 1959, la Commission de la condition de la femme a adopté un programme de travail qui comprenait la préparation d'un projet de convention sur l'âge du mariage, la nécessité du libre consentement des deux parties au mariage et l'enregistrement obligatoire des mariages, de nouvelles études sur l'accès de la femme à la formation et à l'emploi dans certains domaines professionnels et techniques, fondées sur les renseignements que fourniront les gouvernements et les organisations non gouvernementales, et la publication de brochures sur l'égalité de salaire pour un travail égal et sur la nationalité de la femme mariée.

a) DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

Au cours de l'année, le Secrétariat a rédigé trois rapports concernant les droits politiques de la femme. Le mémorandum annuel du Secrétaire général sur les constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme a été préparé pour la treizième session de l'Assemblée générale. La Commission de la condition de la femme a exprimé sa satisfaction de ce mémorandum et a suggéré qu'une version entièrement révisée de ce document, mettant à jour les quatre derniers mémorandums, soit préparée pour la quatorzième session de l'Assemblée générale. Le Secrétariat a également rédigé des rapports supplémentaires contenant des renseignements sur la condition de la femme dans les Territoires sous tutelle et dans les territoires non autonomes.

b) CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

La Commission a été saisie de deux rapports supplémentaires du Secrétaire général sur la condition de la femme dans le droit de la famille et les droits de la femme en matière de régime des biens. La Commission a recommandé, comme elle l'avait fait à sa douzième session, que le Conseil économique et social invite le Secrétaire général à établir, pour la quatorzième session de la Commission, un projet de convention sur l'âge du mariage, le libre consentement au mariage et l'enregistrement obligatoire des mariages. La Commission a examiné également la question des pratiques rituelles portant atteinte à l'intégrité physique des jeunes filles; certains membres ont exprimé l'espoir que l'OMS pourrait entreprendre une étude des aspects médicaux de la question.

c) NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE

Le Secrétaire général a rédigé pour la Commission un mémoire contenant des renseignements sur les changements récents apportés aux lois sur la nationalité de la femme mariée, ainsi que des tableaux montrant l'un l'effet du mariage sur la nationalité de la femme et l'autre, la liste des pays qui, au 12 janvier 1959, avaient signé la Convention sur la nationalité de la femme mariée, l'avaient ratifié ou y avaient adhéré.

La Commission a recommandé la préparation et la publication d'un volume relatif à la nationalité de la femme mariée contenant un historique de la Convention et un commentaire de ses dispositions et mettant ainsi à jour les renseignements qui figurent dans une publication précédente et dans les rapports suivants du Secrétaire général.

d) EGALITÉ DE SALAIRE POUR UN TRAVAIL ÉGAL

La Commission a examiné un projet révisé de brochure sur l'égalité de salaire pour un travail égal, établi par le Secrétaire général en consultation avec le BIT, et recommandé de mettre au point cette brochure à la lumière des débats de la Commission et de la faire paraître le plus tôt possible.

e) ACCÈS DE LA FEMME AUX ÉTUDES

La Commission était saisie d'un rapport d'activité rédigé par l'UNESCO sur les travaux accomplis par l'UNESCO en 1957 et 1958 dans des domaines d'un intérêt particulier pour la femme et sur les principales activités prévues pour 1959-1960, d'un rapport établi par l'UNESCO en collaboration avec la Confédération mondiale de l'organisation de la profession enseignante,

sur l'accès de la femme à la profession enseignante ainsi que des parties pertinentes du rapport du Secrétaire général sur la condition de la femme dans les Territoires sous tutelle et les territoires non autonomes. La Commission a recommandé au Conseil économique et social d'inviter l'UNESCO à préparer pour la quinzième session de la Commission un rapport complémentaire sur l'accès de la femme à la profession enseignante, fondé sur les renseignements provenant des Etats Membres et d'autres sources faisant autorité, rapport qui tienne compte des débats de la Commission à sa treizième session ainsi que des suites données au rapport de la réunion d'experts sur le problème du personnel enseignant convoquée par le BIT à Genève, en octobre 1958.

f) ACCÈS DE LA FEMME À LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Secrétaire général a préparé pour la treizième session de la Commission un rapport sur les possibilités d'emploi offertes aux femmes dans les professions d'architecte, d'ingénieur et de juriste ainsi qu'une note sur l'âge de la retraite et le droit à pension. La Commission a prié le Secrétaire général de préparer pour sa quinzième session un rapport fondé sur les renseignements qu'il recevra des gouvernements et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif sur les possibilités offertes aux femmes dans certaines activités qui se rattachent aux professions d'architecte, d'ingénieur et de juriste, énumérées dans la *Classification internationale type des professions* publiée en 1958 par le BIT.

Au sujet de l'âge de la retraite et du droit à pension, la Commission a demandé à nouveau au Conseil économique et social de recommander aux Etats Membres et aux membres d'institutions spécialisées de favoriser l'égalité de traitement des travailleurs des deux sexes à cet égard et aussi de prier instamment les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de poursuivre leurs efforts en vue d'obtenir l'égalité de droits pour les femmes.

g) LÉGISLATION FISCALE APPLICABLE À LA FEMME

La Commission a examiné un rapport sur la législation fiscale applicable à la femme préparé par M. Oliver Oldman, maître de conférences de droit fiscal international à l'Université Harvard et par M. Ralph Temple, chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université Harvard, dont le Secrétariat de l'ONU s'était assuré le concours. La Commission a décidé de poursuivre, à sa quatorzième session, l'examen de la question qui constituerait une subdivision du point de l'ordre du jour intitulé "Accès de la femme à la vie économique".

h) SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME, EN RAPPORT AVEC LA CONDITION DE LA FEMME

La Commission était saisie à sa treizième session d'un rapport du Secrétaire général sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. La Commission a appuyé le programme de cycles d'étude régionaux proposé par le Secrétaire général (voir 10, d ci-dessus).

i) AUTRES QUESTIONS RELATIVES À LA CONDITION DE LA FEMME

La Commission a entendu un rapport oral de sa représentante à la onzième session de la Sous-

Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. La Commission a pris note de ses interventions lors des débats sur les points de l'ordre du jour relatifs aux mesures discriminatoires dans le domaine de l'emploi et de la profession et aux mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de la religion et des pratiques religieuses.

Enfin, la Commission a examiné la question de la participation des femmes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Certains membres ont signalé l'importance de la participation des femmes non seulement dans les secrétariats des organisations internationales mais également dans les délégations des gouvernements auprès des Nations Unies.

12. — Contrôle international des stupéfiants

En attendant la réunion de la conférence de plénipotentiaires qui doit établir et ouvrir à la signature la Convention unique sur les stupéfiants, l'attention s'est concentrée sur une utilisation plus efficace de l'assistance technique en ce qui concerne les problèmes que pose le contrôle des stupéfiants. D'autre part, un certain nombre de travaux de recherches pratiques ont été effectués.

a) ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Le Secrétaire général, agissant en consultation avec les institutions spécialisées intéressées, a examiné la nature et l'étendue de l'assistance demandée par les gouvernements visant à accroître l'efficacité des mesures qu'ils prennent pour contrôler la production des stupéfiants, éliminer la toxicomanie et supprimer le trafic illicite. Dans son rapport à la Commission des stupéfiants et au Conseil économique et social, le Secrétaire général a étudié la question de savoir jusqu'à quel point cette assistance peut être fournie dans le cadre des programmes existants. Il ressort de cette étude que les projets relatifs au contrôle des stupéfiants profitent souvent autant ou même plus à l'ensemble de la collectivité internationale qu'au pays qui formule une demande d'assistance; cela étant, la procédure normale selon laquelle les demandes d'assistance technique se font sur la base de programmes nationaux ne permet pas d'utiliser de façon vraiment satisfaisante l'assistance technique dans ce domaine. Ceci confirme les conclusions provisoires auxquelles on était parvenu l'année précédente. Plusieurs pays qui désiraient recevoir une assistance n'ont pu demander formellement l'inscription de projets déterminés dans leurs programmes de la catégorie I et, à la mi-mai 1959, 18 pays avaient fait savoir au Secrétaire général qu'ils souhaiteraient obtenir une assistance technique sous des formes diverses dans le domaine du contrôle des stupéfiants au cas où des fonds seraient disponibles. Une grande partie de l'assistance accordée jusqu'à la fin de 1958 a été financée grâce à des allocations d'urgence auxquelles, bien entendu, on ne pourrait continuer à recourir pour les mêmes projets. En conséquence, le Secrétaire général a suggéré de prévoir dans le budget ordinaire des Nations Unies des crédits pour un programme annuel minimum d'assistance technique pour le contrôle des stupéfiants. La Commission des stupéfiants a approuvé cette recommandation.

Des préparatifs ont été faits pour l'envoi dans les derniers mois de l'année d'une mission pour l'étude de

la question des stupéfiants dans le Moyen-Orient prévue par la résolution 689 I (XXVI) du Conseil, en date du 28 juillet 1958.

b) EXÉCUTION DES TRAITÉS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX STUPÉFIANTS

A l'heure actuelle, 82 Etats et 90 territoires sont liés par un ou plusieurs instruments internationaux relatifs aux stupéfiants. En ce qui concerne les instruments établis sous les auspices des Nations Unies, le nombre des Etats Membres participant au Protocole de Paris de 1948 (plaçant sous contrôle notamment les stupéfiants synthétiques) est passé de 49 à 54 et le Protocole de 1953 (relatif à la culture du pavot à opium) est reconnu maintenant par 32 Etats Membres y compris l'un des sept principaux Etats producteurs d'opium désignés dans le traité. Ce dernier instrument entrera en vigueur lorsque deux autres des sept principaux producteurs d'opium y auront adhéré.

Les gouvernements sont tenus d'envoyer au Secrétaire général un rapport annuel sur l'exécution des traités et sur la façon dont ils s'acquittent de leurs obligations. Au 31 décembre 1958, 139 Etats et territoires avaient envoyé leur rapport annuel pour 1957 et les renseignements ainsi fournis ont été analysés par le Secrétariat dans le *Résumé des rapports annuels des gouvernements pour 1957*. Ce document fait ressortir une tendance à l'imposition de peines plus sévères aux personnes reconnues coupables d'infraction aux règlements relatifs aux stupéfiants.

Au cours de la période considérée, le Secrétaire général, qui reçoit le texte des lois et règlements nationaux relatifs aux stupéfiants, a fait diffuser 121 textes législatifs se rapportant à 52 pays. L'*Index cumulatif* polyvalent que le Secrétariat met à jour chaque année et dont la dernière édition couvre les textes publiés de 1947 au 31 décembre 1958, facilite la consultation des textes de lois et règlements publiés par les Nations Unies.

Le Secrétariat a également publié la note annuelle relative à la fabrication des stupéfiants et une liste des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats et des autorisations pour l'importation et l'exportation des stupéfiants.

Au cours de l'année, trois nouveaux stupéfiants synthétiques (la normorphine, la lévomoramide et le dime-noxadol) ont été placés sous contrôle international dans le groupe I de la Convention de 1931 et une recommandation a été faite aux gouvernements en vue de placer deux autres stupéfiants (la norcodéine et le propoxyphène) sous contrôle dans le groupe II de la Convention de 1931.

L'expérience clinique a montré que les propriétés analgésiques puissantes d'une substance s'accompagnent généralement de propriétés toxicomanogènes. A sa quatorzième session, la Commission des stupéfiants a recommandé au Conseil d'inviter instamment les gouvernements à examiner la possibilité de soumettre les substances analgésiques nouvelles à des mesures de contrôle provisoires en attendant la décision relative à leur statut définitif sous contrôle international. Aux termes de la résolution proposée, les gouvernements seraient également invités à appliquer leur régime national en matière de stupéfiants à toute substance pour laquelle ils seraient avisés de l'imminence de la mise en œuvre de la procédure conventionnelle pour les placer sous contrôle international.

Un comité permanent qui relève de la Commission des stupéfiants est chargé d'examiner les renseignements relatifs au trafic illicite des stupéfiants, trafic qui continue d'être très important, et de faire des recommandations concernant les mesures à adopter en vue d'améliorer la situation. Au cours de la dernière année considérée, 404 rapports de saisie portant sur 777 saisies ont été reçus et communiqués aux gouvernements. Quatre-vingt-six Etats et territoires ont fait parvenir des rapports généraux sur le trafic illicite. La coopération s'est poursuivie avec l'Organisation internationale de police criminelle et le Bureau permanent de la Ligue des Etats arabes contre les stupéfiants.

Le Secrétaire général a préparé une étude analytique sur le trafic illicite des stupéfiants en 1958. L'opium et les opiacés continuent d'être les stupéfiants qui se rencontrent le plus fréquemment sur le marché illicite international, mais il se fait un trafic intensif de cannabis et les renseignements reçus indiquent un important trafic de cocaïne, plus particulièrement en Amérique latine. Des saisies de stupéfiants synthétiques continuent d'être signalées; elles ne portent cependant que sur de faibles quantités. Un trait encourageant est la coopération croissante entre les autorités d'exécution des divers pays dans leur lutte commune contre le trafic illicite. Un certain nombre d'affaires de trafic illicite international ont été découvertes grâce aux enquêtes effectuées en commun par les autorités de plusieurs pays et l'Organisation internationale de police criminelle.

Les travaux du Laboratoire des stupéfiants des Nations unies ont principalement porté sur la mise au point d'une méthode chimique supplémentaire, simple et facilement utilisable, employant des réactions colorées en vue de déterminer l'origine géographique de l'opium; des centaines d'échantillons ont été analysés par cette méthode. Un certain nombre de savants de différents pays participent au programme de recherches sur l'opium et une étude commune est en cours en vue d'évaluer les diverses méthodes existantes de détermination d'origine.

Etant donné qu'il serait utile d'améliorer les techniques d'identification des diverses formes de cannabis en vue de lutter contre le trafic illicite, le Secrétaire général, à la demande de la Commission, a entrepris certains travaux touchant des essais d'identification du cannabis. Le Laboratoire des stupéfiants des Nations Unies possède un centre d'échange de renseignements et de distribution d'échantillons de cannabis. Des études en commun effectuées par des experts nationaux seront organisées et il sera procédé à des expériences chimiques afin de compléter les travaux effectués sur le plan national notamment pour déterminer la comparabilité et la reproductibilité des techniques d'identification du cannabis.

c) TRAVAUX DE RECHERCHE

Le Secrétariat a effectué pour la Commission des stupéfiants un certain nombre d'études relatives: 1) aux effets de la toxicomanie et notamment au problème de la toxicomanie dans la profession médicale et les groupes professionnels apparentés; 2) à la question du cannabis, notamment des études par pays sur la situation à Cuba, à la Jamaïque, au Mexique et aux Etats-Unis; 3) à la question de l'usage de la feuille de coca et 4) au transport de stupéfiants dans les trousseaux de premier secours des aéronefs effectuant des vols internationaux.

Le *Bulletin des stupéfiants* des Nations Unies a paru tous les trimestres, donnant des informations d'ordre général et technique sur le contrôle des stupéfiants et les problèmes juridiques connexes, sur l'évolution de la situation, notamment de la recherche scientifique, en matière de stupéfiants et sur divers aspects de la toxicomanie et du trafic illicite. Les informations publiées concernent un nombre toujours croissant de pays; le dernier volume paru (volume X) contenait des données relatives à 17 pays différents.

13. — Questions sociales

a) RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le programme des Nations Unies en matière de politique sociale a continué d'être axé sur l'analyse des aspects sociaux du développement économique et, en particulier, sur celle du progrès économique et social intégré. Les études relatives au développement économique et social équilibré, recommandées par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 E (XXIV) et 663 H (XXIV) du 31 juillet 1957 et par l'Assemblée générale dans sa résolution 1161 (XII) du 26 novembre 1957, ont donc bénéficié d'une priorité élevée. On a commencé, au cours de la période considérée, à préparer des monographies sur la répartition des ressources budgétaires entre les secteurs économique et social dans divers pays et sur les raisons qui expliquent la structure actuelle des investissements. A sa treizième session, l'Assemblée générale a souligné à nouveau l'importance qu'elle attache à une répartition équilibrée des ressources en vue d'un développement économique et social simultané, en adoptant la résolution 1258 (XIII) du 14 novembre 1958, qui concerne la formulation de politiques sociales liées au développement économique. Notant à sa douzième session (27 avril-15 mai 1959) la nécessité de mieux assurer le développement économique et social équilibré, la Commission des questions sociales a signalé les principaux obstacles qui entravent le progrès social des pays sous-développés et a demandé que l'on accorde une plus grande attention à la question du financement du développement social.

La deuxième *Etude internationale des programmes d'action sociale*, préparée à la demande du Conseil économique et social [résolution 585 H (XX) et 663 E (XXIV)], a été élaborée en 1958 en coopération avec le BIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS. Elle traite des mesures prises, sur les plans national et international, pour améliorer les conditions sociales dans le monde entier pendant la période 1953-1958 et vise à faire bénéficier chaque pays de l'expérience des autres et, notamment, à fournir aux pays sous-développés des renseignements qui puissent leur être utiles pour l'évolution de leur politique sociale. Comme la première *Etude*, publiée en 1955, la deuxième contient des chapitres concernant respectivement la santé, la nutrition et l'économie domestique, la recherche sociale, l'éducation, le travail, l'habitation, le développement rural, la sécurité sociale et les services sociaux et la défense sociale. On y traite en outre deux grandes questions d'importance majeure: les programmes de développement communautaire rural et les mesures intéressant les populations qui traversent une période de transition rapide du fait de l'urbanisation; un chapitre spécial est consacré à l'administration publique dans ses rapports avec l'action sociale.

La Commission des questions sociales a examiné l'*Etude* à sa douzième session. Elle s'est tout particu-

lièrement intéressée à l'assistance aux pays sous-développés et a adopté à l'unanimité une résolution priant le Secrétaire général d'obtenir des gouvernements des Etats Membres des renseignements relatifs à cette assistance et de préparer un rapport sur ce sujet à l'intention de la Commission.

La question de l'urbanisation a continué d'occuper une place importante dans le programme de politique sociale au cours de la période considérée. Le chapitre de la deuxième *Etude internationale des programmes d'action sociale* qui est consacré aux programmes et mesures destinés à résoudre les problèmes de l'urbanisation rapide et qui complète l'étude sur l'urbanisation figurant dans la deuxième partie du *Rapport sur la situation sociale dans le monde* est fondé sur les résultats d'enquêtes effectuées sur place touchant des programmes urbains dans divers pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe.

Un groupe de travail inter-secrétariats, qui s'est réuni à Genève en octobre 1958, a conclu que comme première étape dans la voie d'un programme d'action concertée en matière d'urbanisation, il conviendrait d'entreprendre dans différentes régions des enquêtes permettant de déterminer sur place les problèmes les plus urgents auxquels différents services pourraient s'attaquer en commun; à sa vingt-septième session, le Comité administratif de coordination a fait sienne cette opinion.

La question particulière des aspects sociaux de l'industrialisation a continué de retenir l'attention au cours de l'année. On a étudié les rapports entre la planification régionale et physique et la localisation des industries, le rôle du développement communautaire dans l'industrialisation et le développement économique, les migrations intérieures, les projections de population et le rôle des services sociaux dans le processus d'urbanisation. Un rapport sur l'état d'exécution du programme relatif aux aspects sociaux et démographiques de l'industrialisation et une note sur le développement ultérieur de ce programme ont été préparés à l'intention du Comité d'experts qui examinera l'ensemble du programme des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation, conformément à la recommandation du Conseil économique et social à sa vingt-cinquième session. D'autre part, l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1958* contient un chapitre consacré aux aspects sociaux de la politique d'industrialisation.

L'examen périodique des conditions sociales dans l'ensemble du monde a fait ressortir la nécessité de définir avec plus de précision les éléments du niveau de vie et de mettre au point de meilleurs indicateurs pour mesurer les changements. L'Organisation a continué d'étudier, en étroite collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, la question de l'évaluation des niveaux de vie. La Réunion spéciale interinstitutionnelle sur les programmes internationaux dans le domaine social a fait deux recommandations relatives aux niveaux de vie; elle a demandé: 1) la préparation d'un rapport sur l'état d'avancement des travaux touchant la définition et l'évaluation des niveaux de vie du point de vue international, notamment en ce qui concerne les éléments et indicateurs afférents aux aspects non matériels des niveaux de vie, rapport dont l'élaboration est en cours; 2) la convocation d'une réunion interinstitutionnelle consacrée aux études sur les conditions de vie des familles et aux enquêtes sur les ménages, réunion qui s'est tenue à Genève en février 1959.

Dans sa résolution 663 E (XXIV), le Conseil économique et social avait prié le Secrétariat d'entrer en relations avec les centres qui font des recherches sur les problèmes de politique sociale des régions sous-développées. En 1958, des contacts ont été établis non seulement avec des centres de recherche d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, mais aussi avec des instituts de recherche sociale d'Europe et d'Amérique du Nord qui s'intéressent essentiellement aux problèmes sociaux des régions sous-développées.

A sa douzième session, la Commission des questions sociales s'est préoccupée une fois encore de l'insuffisance des renseignements sur les conditions sociales et des mesures à prendre pour remédier à cette situation. Elle a recommandé tout particulièrement de nouvelles recherches sur les niveaux de vie familiaux et a conseillé de recourir davantage aux secrétariats des commissions économiques régionales pour obtenir des données sur la situation sociale.

b) POPULATION

On avait indiqué l'an dernier que les résultats des premiers plans de développement économique et social qui ont suivi la seconde guerre mondiale avaient montré que, malgré des succès appréciables, le niveau de vie des populations des régions insuffisamment développées ne s'était pas sensiblement amélioré, l'accroissement de population ayant absorbé à peu près complètement l'augmentation de la production. Cette tendance n'a fait que se confirmer depuis et l'utilité de tenir compte des facteurs démographiques dans tout plan de développement économique et social est devenue une impérieuse nécessité. Au cours de l'année passée, le principe directeur du travail du Secrétariat dans le domaine démographique a été de déterminer dans quelle mesure les statistiques démographiques peuvent aider l'économiste et le travailleur social dans leur tâche de planification.

Un cycle d'études démographiques a été organisé en septembre 1958 à Athènes pour les pays de l'Europe du Sud. Abordant successivement les grands problèmes économiques et sociaux, les participants à ce cycle d'étude ont examiné comment les statistiques démographiques pouvaient aider à la compréhension de ces divers problèmes et souvent à leur solution. Dans le même ordre d'idées et dans le cadre de la préparation des recensements mondiaux prévus vers 1961, des plans ont été établis pour l'organisation de deux cycles d'étude sur l'utilisation des résultats des recensements de population pour la planification économique et sociale. L'un s'occupera des pays d'Amérique latine et aura lieu en 1959, l'autre se consacrera aux pays de l'Asie et de l'Extrême-Orient et aura lieu en 1960.

Le Centre de recherches et d'enseignement démographique pour l'Amérique latine établi à Santiago de Chili et le Centre de recherches et d'enseignement démographique pour l'Asie et l'Extrême-Orient établi à Bombay ont poursuivi leur mission de formation de démographes. Le Centre de Bombay va recevoir bientôt sa troisième promotion d'étudiants, tandis que le Centre de Santiago achèvera à la fin de 1959 l'enseignement de sa seconde promotion. Les deux centres ont jusqu'ici fait surtout porter leurs efforts sur l'enseignement, mais on espère bientôt y entreprendre des projets de recherches importants, particulièrement dans le cadre de l'étude des migrations des campagnes vers les villes.

La mission d'assistance technique d'un démographe auprès du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale s'est achevée pendant l'année. Un rapport est en cours de publication.

L'importance croissante et l'urgence des problèmes démographiques, notamment dans les pays sous-développés, ont été mises en lumière dans la publication du Secrétariat intitulée *l'Accroissement de la population mondiale dans l'avenir*. D'après les estimations du Secrétariat, fondées sur la moyenne des probabilités en ce qui concerne l'évolution future des taux de natalité et de mortalité, la population mondiale passera d'environ 2.500 millions de personnes en 1950 à plus de 6.000 millions de personnes en l'an 2000; il se peut même que l'accroissement soit plus important encore. C'est vraisemblablement dans les régions peu développées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que la population augmentera le plus.

La Commission de la population, qui a tenu à Genève sa dixième session en février 1959, s'est vivement félicitée de l'orientation prise par le travail du Secrétariat et a fait siennes les vues exprimées plus haut sur la nécessité de tenir compte des facteurs démographiques dans la planification économique et sociale. Elle a souligné avec encore plus de netteté qu'à ses sessions antérieures l'importance de l'évolution démographique pour l'avenir du monde. Aussi, tout en précisant que sa mission n'était pas de suggérer telle ou telle politique à tel ou tel Etat Membre, la Commission a affirmé que chaque gouvernement devait prendre l'initiative d'étudier aussi à fond que possible l'interdépendance de l'accroissement de la population et du progrès économique et social, et tenir compte des résultats de cette étude pour l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique; la Commission a ajouté que cette obligation était particulièrement lourde lorsque la population s'accroît à un rythme rapide dans des conditions de pauvreté générale. On sait que c'est le cas de la plupart des pays insuffisamment développés.

A sa vingt-septième session, le Conseil économique et social a discuté le rapport de la Commission de la population et l'a adopté en indiquant qu'il acceptait les recommandations de la Commission en ce qui concerne le programme de travail et les priorités. Il a en particulier adopté à l'unanimité deux résolutions. L'une demande au Secrétaire général de proposer aux gouvernements des pays sous-développés intéressés les services de l'Organisation des Nations Unies pour organiser en collaboration avec ces gouvernements un nombre limité d'enquêtes démographiques pilotes; l'autre demande au Secrétariat d'entreprendre, dans des conditions analogues, l'étude des migrations des campagnes vers les villes.

c) DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Au cours de la période considérée, plus de 40 pays ont reçu, sur leur demande, une assistance pratique directe pour leurs programmes de développement communautaire; seize de ces pays ont bénéficié de services d'experts, les autres de bourses et de cycles d'étude. Conformément aux résolutions 1042(XI) et 1162(XII) de l'Assemblée générale en date respectivement du 21 février et du 26 novembre 1957, qui concernent un programme à long terme de développement communautaire et la participation des femmes au développement communautaire, et à la résolution 663 D (XXIV) du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1957, relative aux nouvelles mesures pratiques à prendre dans

le domaine du développement communautaire, l'accent a été mis au cours de l'année sur l'action pratique, l'intégration des mesures économiques et sociales dans le cadre de ces programmes, l'élaboration de programmes d'ensemble, la participation de tous les secteurs de la population et l'étude des facteurs fondamentaux qui influent sur l'élaboration et la mise en œuvre des programmes nationaux de développement communautaire.

Le Groupe de travail sur le développement communautaire du Comité administratif de coordination s'est de nouveau employé à coordonner les parties des programmes entrepris par l'ONU et les institutions spécialisées qui concernent le développement communautaire. La possibilité d'une action coordonnée, le cas échéant, avec le FISE, a aussi été examinée et l'on a notamment envisagé la place qu'il convient de faire aux programmes en faveur des mères et des enfants dans le développement communautaire. La CEA et la CEAO ont inclus dans leurs programmes de travail des projets de développement communautaire, afin d'aider à réaliser l'intégration du progrès social et du progrès économique dans leurs régions.

Des progrès ont été accomplis dans la voie de la planification coordonnée des programmes. Au cours de l'année écoulée, les centres nationaux de formation en matière d'éducation de base créés avec l'aide de l'UNESCO ont contribué directement à former du personnel de développement communautaire dans plusieurs pays — notamment au Cambodge, au Maroc et en Thaïlande — auxquels l'ONU a fourni des experts. La méthode du développement intégré a aussi été préconisée par les missions des Nations Unies envoyées au Guatemala et en Inde, à la demande de ces pays, pour procéder à l'évaluation des programmes qui y sont nuis en œuvre et qui présentent de multiples aspects.

Un certain nombre de cycles d'étude ont été organisés à l'échelon régional ou subrégional pour permettre des échanges d'expériences. L'un d'eux, qui s'est tenu à Bangkok, visait à favoriser une meilleure compréhension de la planification et de l'administration des programmes nationaux de développement communautaire en Birmanie, au Cambodge, en Fédération de Malaisie, au Laos, en Thaïlande et en République du Viet-Nam; un autre a été convoqué à Palerme pour étudier l'application des principes du développement communautaire dans les zones arriérées de 14 pays d'Europe et d'Afrique du Nord; un autre, tenu à Patzcuaro (Mexique), s'est occupé de la formation d'animateurs locaux en Amérique latine; enfin, on a aidé à organiser un cycle d'étude national en Fédération de Malaisie. Des voyages d'études ont eu lieu en Amérique du Sud, pour permettre à des fonctionnaires supérieurs d'observer sur place les réalisations des pays voisins, et en Asie, pour étudier en particulier la colonisation agricole; un voyage d'études a été organisé à l'intention de fonctionnaires de l'administration locale somalienne en collaboration avec le Conseil consultatif; le rapport des participants au voyage d'études au Mexique, au Costa-Rica, à la Jamaïque et à Porto-Rico a été publié. La participation aux cycles et voyages d'études a été organisée de manière à favoriser la planification coordonnée des programmes à l'échelon national.

d) HABITATION, CONSTRUCTION ET PLANIFICATION

Au cours de la période considérée, des consultations entre institutions ont abouti à la mise au point de pro-

positions relatives à un programme à long terme d'action internationale concertée, conformément à la demande du Conseil économique et social. L'accent est placé sur la nécessité d'aider les pouvoirs publics dans les pays peu développés à élaborer et à exécuter des programmes d'habitations à bon marché et d'installations collectives connexes qui mobilisent dans toute la mesure du possible les ressources disponibles, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, et fassent appel notamment aux possibilités existant en dehors de l'industrie du bâtiment ainsi qu'à l'initiative des populations elles-mêmes. A cette fin, on a choisi les grands domaines suivants d'action internationale concertée: 1) planification, organisation et administration des programmes d'habitations à bon marché et d'installations collectives; 2) mobilisation des efforts des individus et des groupes pour accroître le nombre des habitations à bon marché; 3) installations collectives; 4) accroissement de la productivité et de la capacité de production de l'industrie du bâtiment; 5) éducation et formation de personnel. La Commission des questions sociales a examiné le programme à sa douzième session et a adopté à l'unanimité une résolution recommandant au Conseil économique et social d'approuver les principes énoncés et les méthodes de mise en œuvre suggérées. La Commission a également recommandé que l'on continue de s'intéresser aux méthodes de financement des programmes d'habitations à bon marché et d'installations collectives ainsi qu'au développement de l'action d'éducation et d'information visant à appeler l'attention du public sur la nécessité de résoudre le problème mondial du logement.

En collaboration avec la CEPAL et l'Organisation des Etats américains, l'ONU a organisé une réunion d'experts de l'habitation et de la construction en Amérique centrale, qui s'est tenue à San-José (Costa-Rica) en novembre 1957. A la suite de cette réunion, le Comité de coopération économique de l'Amérique centrale, organe subsidiaire de la CEPAL, a décidé à sa cinquième session de créer un sous-comité permanent de l'habitation, de la construction et de la planification, qui s'est réuni pour la première fois en octobre 1958.

Un cycle d'étude des Nations Unies sur la planification régionale a été convoqué à Tokyo pendant l'été 1958, à l'intention des pays d'Asie et d'Extrême-Orient. Il était organisé en coopération avec la CEAE et l'UNESCO. Les débats ont porté sur les tendances actuelles de la planification physique, sur l'application des techniques de la planification régionale aux zones métropolitaines et rurales et aux zones de mise en valeur des ressources et sur la planification physique pour l'affectation des terrains à usage industriel. Dans le numéro 11 de *Habitation, construction et planification* consacré à la formation des urbanistes et des spécialistes de l'aménagement des campagnes, on a publié des rapports préparés pour un cycle d'étude sur cette question qui s'est tenu à Porto-Rico en 1956.

En collaboration étroite avec les commissions économiques régionales, on a continué de s'intéresser aux problèmes que posent l'augmentation de la productivité dans l'industrie du bâtiment et l'industrie des matériaux de construction, la réduction des coûts de construction, l'amélioration des matériaux et le perfectionnement des méthodes de construction. Grâce à l'expérience acquise dans l'emploi du béton de terre stabilisé pour la construction d'habitations, un manuel destiné aux techniciens a été publié.

Au titre du programme d'assistance technique des Nations Unies, des experts en matière d'habitation, de construction et de planification aident les gouvernements à instituer des programmes de formation, à élaborer une politique du logement, à améliorer les méthodes de construction et à planifier les zones métropolitaines et les nouvelles villes. En outre, un certain nombre de bourses ont été octroyées afin de faciliter la formation du personnel local.

e) SERVICES SOCIAUX

La tendance à envisager dans une perspective plus large l'amélioration des niveaux de vie, tendance qui prévaut depuis quelques années, a continué de caractériser les activités des Nations Unies dans le domaine des services sociaux. C'est ce qu'indiquent les faits suivants: 1) une importance croissante a été attachée aux mesures destinées à aider les pays à élaborer et exécuter des programmes complets de service social, comprenant la création de services destinés aux groupes qui ont besoin de soins spéciaux; 2) une plus grande attention a été prêtée aux questions relatives à l'organisation et à l'administration des services sociaux, ce qui a permis de déterminer les problèmes qui doivent être étudiés plus à fond; 3) une haute priorité a continué d'être accordée aux problèmes que posent le recrutement de personnel pour des services en expansion et la formation du personnel de protection sociale. En outre, un élément nouveau d'importance a été le resserrement de la coopération avec le FISE au niveau des secrétariats, en fonction notamment de la nouvelle politique d'octroi d'une aide du FISE pour les services sociaux destinés aux enfants et de l'accent mis sur les aspects de protection sociale des autres programmes pour lesquels le FISE prête son assistance. On compte que la collaboration avec le FISE s'intensifiera, en particulier à l'échelon exécution, à mesure que se développera le nouveau type de programme bénéficiant de l'aide du FISE.

Planification, organisation et administration des services sociaux

Le rapport sur l'organisation des programmes nationaux de service social, préparé au début de 1959 par un groupe de huit experts hautement qualifiés, a marqué un progrès important dans la définition de la portée et de la teneur de ces programmes. On y traitait en outre de la contribution des services sociaux aux programmes relatifs à l'urbanisation, au développement communautaire et à la sécurité sociale. Après avoir examiné à sa douzième session ce rapport et les observations du Secrétaire général à ce sujet, la Commission des questions sociales a recommandé au Conseil d'autoriser le Secrétaire général à réunir un groupe d'experts composé de fonctionnaires des services sociaux nationaux pour analyser l'expérience récemment acquise par les divers pays et dégager des principes directeurs ainsi que des méthodes efficaces pour l'organisation et l'administration des services sociaux.

En ce qui concerne l'assistance technique, on a reçu un nombre croissant de demandes de gouvernements désireux de bénéficier des conseils d'experts en matière de services sociaux généraux qui les aident à planifier, organiser et administrer leurs programmes de service social. Quelques gouvernements ont demandé une assistance dans des domaines plus spécialisés, comme celui de la protection de l'enfance, après avoir mis sur pied un réseau plus complet de services sociaux de base.

Protection de la famille et de l'enfance

On a continué à mettre l'accent sur la famille en tant que cellule fondamentale autour de laquelle doit s'organiser l'action de prévention et de protection menée en faveur de l'enfance. La mise au point de services et de mesures visant à relever les niveaux de vie familiaux et à consolider la vie de famille a été encouragée. Les études faites dans ce domaine ont porté sur les besoins et problèmes des familles et des individus dans les zones rurales et urbaines, notamment dans celles où se fait sentir l'effet d'une évolution économique et sociale rapide.

Trente-quatre gouvernements et sept organisations non gouvernementales ont communiqué des observations sur le *Rapport sur une politique coordonnée en matière de niveaux de vie familiaux* préparé par un groupe d'experts en 1956; une analyse détaillée des observations et suggestions présentées a été distribuée pour information aux membres de la Commission des questions sociales lors de sa douzième session.

A sa session de mars 1959, après avoir étudié un rapport — préparé à sa demande — sur les possibilités d'octroi d'une aide aux services sociaux destinés aux enfants, notamment aux institutions, garderies et autres formes d'assistance aux enfants hors du foyer familial, le Conseil d'administration du FISE a adopté à l'unanimité le principe d'une assistance pour les services sociaux destinés aux enfants. Priorité sera donnée dans le cadre de ce nouveau programme à la formation de personnel à tous les degrés, aux services qui s'occupent des groupes d'âges les plus vulnérables, à l'amélioration et à l'extension des garderies et autres services préventifs qui permettent aux familles de ne pas se séparer de leurs enfants, à l'amélioration des institutions existantes et à la création d'organismes de planification et de coordination groupant des représentants des services gouvernementaux et des organisations privées. A sa douzième session, la Commission des questions sociales a exprimé sa satisfaction de l'adoption de cette nouvelle politique et a prié le Secrétaire général de prévoir des crédits supplémentaires pour le personnel technique et les voyages nécessaires pour la mise en œuvre de l'aide envisagée.

Formation au travail social

L'Organisation a continué d'accorder une priorité élevée tant aux activités visant à aider les pays à instituer et développer des programmes de formation au travail social qu'à l'étude des problèmes que posent l'extension et l'amélioration de ces programmes.

La troisième *Enquête internationale* sur la formation en vue du service social a été terminée et soumise au groupe d'experts des services sociaux mentionné ci-dessus ainsi qu'à la Commission des questions sociales. Elle contient une analyse des tendances actuelles de la formation des travailleurs sociaux à différents degrés de l'enseignement, y compris au niveau de la formation en cours d'emploi, et passe en revue les matières qui doivent figurer aux programmes ainsi que les méthodes d'enseignement généralement considérées comme souhaitables au stade actuel de l'évolution de la formation au travail social.

On a reçu de presque toutes les régions du monde un nombre croissant de demandes d'assistance technique en matière de formation au travail social. Une assistance a été accordée pour l'élaboration de programmes de formation au travail social, pour l'organisation de

programmes de formation en cours d'emploi et pour l'amélioration et l'extension des moyens de formation existants. Le Programme européen pour l'échange de personnel de service social a offert aux travailleurs sociaux professionnels et aux administrateurs des services sociaux des occasions de plus en plus fréquentes de comparer leurs expériences et de discuter de problèmes communs. Le numéro 4 de la *Revue internationale de service social* a été consacré à la formation en vue du service social.

Réadaptation des personnes déficientes

Trois tendances distinctes ont caractérisé l'évolution du programme de réadaptation des personnes déficientes: 1) l'assistance technique et les projets connexes ont joué un rôle de plus en plus important; 2) la coopération avec les institutions spécialisées, notamment avec l'OIT et l'OMS, s'est beaucoup intensifiée, comme le prouve le nombre de projets majeurs (missions d'enquête, centres de démonstration et cycles d'étude) entrepris en commun par les trois organisations; 3) la contribution des organisations non gouvernementales aux opérations a continué à augmenter, ce qui a permis à l'ONU d'entreprendre des projets auxquels elle n'aurait pu s'attaquer autrement, faute de ressources.

Aspects sociaux des migrations

L'Organisation a continué à coopérer avec la Conférence des organisations non gouvernementales intéressées aux problèmes de migrations; on s'est occupé surtout de préparer la septième session de la Conférence qui s'est tenue au Siège en juin 1959 avec comme thème général: "Migrations internationales et opinion publique — Un problème d'éducation". Le Secrétariat continue de participer à l'étude sur l'amélioration des recherches en matière de migrations, entreprise en 1957 par le Groupe technique de travail sur les migrations du Comité administratif de coordination.

f) DÉFENSE SOCIALE

Le Groupe consultatif européen en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants a tenu sa quatrième session à Genève du 11 au 21 août 1958. Le Groupe a étudié certains aspects du travail pénitentiaire, les conclusions de son groupe de travail sur les jeunes adultes délinquants, les délinquants d'habitude et les délinquants anormaux, qui s'était réuni à Strasbourg en 1957, et le problème des délinquants sexuels. La session du Groupe a été suivie, le 22 août, d'une réunion de représentants d'institutions spécialisées et d'organisations non gouvernementales qui s'intéressent à la prévention du crime et au traitement des délinquants.

Sur l'invitation du Royaume-Uni, le deuxième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants se tiendra à Londres du 8 au 20 août 1960. Des rapporteurs préparent actuellement des rapports généraux sur les cinq sujets suivants qui seront discutés au Congrès: 1) nouvelles formes de délinquance juvénile: origine, prévention, traitement; 2) prévention des types de criminalité qui résultent des transformations sociales et accompagnent le développement économique dans les pays insuffisamment développés; 3) emprisonnement de courte durée; 4) traitement antérieur à la remise en liberté, aide post-pénitentiaire et assistance aux personnes à la charge des détenus; 5) intégration du travail pénitentiaire à

l'économie nationale, en particulier rémunération des détenus. Le Congrès sera également saisi d'un rapport sur les services spéciaux de police pour la prévention de la délinquance juvénile.

Le 13 janvier 1959, a été signé entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Brésil agissant au nom du Gouvernement de l'Etat de Sao-Paulo, un accord officiel relatif à un Institut régional de criminologie de l'Amérique latine.

Le nombre des correspondants du Secrétariat de l'ONU dans le domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants est passé à 119, représentant 48 pays.

Parmi les publications qui ont paru dans l'année, il faut citer le *Rapport du deuxième Cycle d'étude de l'Asie et de l'Extrême-Orient sur la prévention du crime et le traitement des délinquants*, des éditions révisées des Etudes comparées sur la délinquance juvénile concernant respectivement l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, et deux numéros de la *Revue internationale de politique criminelle*.

L'avenir du programme de défense sociale de l'Organisation des Nations Unies a été examiné par la Commission des questions sociales à sa douzième session.

Les propositions du Secrétaire général, présentées en conformité de la résolution 415 (V) de l'Assemblée générale, visaient à consacrer l'essentiel des ressources de l'ONU à l'action pratique destinée à aider les gouvernements à améliorer leurs services de prévention du crime et de traitement des délinquants, et à faire appel plus que par le passé à la coopération des organisations non gouvernementales et intergouvernementales qui s'intéressent à ces questions. La Commission des questions sociales a recommandé au Conseil d'adopter une résolution tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies conserve la direction et la responsabilité en matière de défense sociale, intensifie l'assistance technique, élargisse les activités de l'Office européen afin de faciliter une meilleure coordination avec les organisations non gouvernementales, et prenne des mesures en vue du fonctionnement effectif des instituts régionaux en Amérique latine et en Asie et Extrême-Orient.

La Commission des questions sociales a aussi examiné un rapport préparé par le Secrétariat sur la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. La Commission a recommandé au Conseil d'adopter une résolution invitant les gouvernements à prendre les mesures appropriées pour faire disparaître les causes qui favorisent la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui en améliorant constamment les conditions de vie, sociales et économiques, de leurs peuples, appelant l'attention des gouvernements sur le programme d'action qui figure dans le rapport du Secrétariat, et autorisant le Secrétaire général à le publier.

B. — ASSISTANCE TECHNIQUE

1. — Programme élargi d'assistance technique en vue du développement économique

L'année 1958 a marqué le dixième anniversaire de l'adoption par le Conseil économique et social de la résolution 222 (IX) instituant le Programme élargi

d'assistance technique. Depuis le début des opérations, 140 pays et territoires ont reçu une assistance au titre de ce Programme; 8.000 experts environ ont été chargés de tâches très variées et plus de 14.000 bourses ont été octroyées. A la fin de 1959, les contributions au Programme auront atteint, au total, 235 millions de dollars.

Le Programme, qui groupait au départ six organisations participantes, en groupe maintenant neuf; la dernière en date est l'ATEA qui, en 1959, comptera une année de participation en tant que membre actif du BAT.

a) OPÉRATIONS

Programme de 1958

En 1958, l'assistance technique fournie dans le cadre du Programme élargi s'est élevée à 33,8 millions de dollars, soit environ 2 millions de dollars de plus qu'en 1957 où elle avait déjà atteint un niveau sans précédent. Cependant, étant donné la hausse des prix, l'augmentation réelle a été beaucoup moins importante. Sur ce total, les dépenses directes d'exécution (non compris les dépenses locales) se sont montées à 27,7 millions de dollars. Cent sept pays et territoires ont reçu une assistance, et une vingtaine d'autres qui n'ont pas de programme national ont bénéficié de projets régionaux.

En tout, 2.427 experts ont été chargés de missions; 1.759 bourses de perfectionnement et d'étude ont été octroyées aux ressortissants de 87 pays et territoires et les dépenses relatives au matériel et aux fournitures pour les projets exécutés dans le cadre du Programme élargi se sont élevées à 3,2 millions de dollars.

Bien que la répartition de l'assistance technique entre les diverses régions du monde n'ait pas été fort différente de celle des années précédentes, la part de l'Afrique et celle de l'Asie et de l'Extrême-Orient ont continué à s'accroître légèrement. Les plus fortes augmentations ont, une fois encore, été enregistrées dans les pays qui ont récemment accédé à l'indépendance ou dans les territoires qui sont près d'y accéder. Par exemple, en Afrique, les dépenses totales au titre des projets ont augmenté de 39 pour 100 au Ghana, au Maroc, au Soudan et en Tunisie, de 64 pour 100 en Nigeria et de 18 pour 100 en Somalie. Les projets régionaux ont de nouveau représenté 11 pour 100 du montant total du programme.

Il n'a guère été possible d'entreprendre de nouveaux travaux, car beaucoup de projets étaient reportés de l'année précédente et les ressources totales du programme n'ont que légèrement augmenté. Cependant quelques nouveaux travaux importants ont été entrepris grâce à des allocations d'urgence couvertes par le Fonds de roulement et de réserve. Plusieurs d'entre eux — par exemple les centres régionaux de formation au Pérou et au Japon et l'assistance d'experts pour les Antilles — étaient liés à la préparation du recensement mondial de la population et de l'agriculture de 1960. Au Ghana, de nouvelles activités ont porté sur les enquêtes économiques et l'organisation statistique, l'administration, le développement communautaire, les études sur l'emploi et diverses questions relatives à l'agriculture et à la santé. En Somalie, on a mis en route de nouveaux projets relatifs à l'agriculture, à l'organisation de la main-d'œuvre et à l'orientation professionnelle, à la sécurité sociale et à l'éducation de base.

Outre l'assistance fournie dans le cadre du Programme élargi et du programme ordinaire, 21 pays environ ont obtenu des organisations participantes une assistance technique à titre onéreux, à concurrence de 1,3 million de dollars. Cette assistance comprenait notamment quelques cas de "financement par un tiers", système selon lequel les gouvernements donateurs prennent à leur charge des types déterminés d'assistance qui doivent être fournis à certains pays bénéficiaires.

Examen critique

Le CAT a continué d'attacher une grande importance à l'examen critique de l'assistance technique fournie dans le cadre du Programme élargi. Comme les deux années précédentes, le BAT a traité cette question dans son rapport annuel; quarante-quatre pays bénéficiaires ont été étudiés contre 38 en 1957. Un aspect intéressant de cette étude a été l'examen d'un nombre de projets qui ont donné des résultats particulièrement significatifs; le BAT a estimé qu'ils étaient remarquables tant par leur objet que par leur variété.

En général, les renseignements fournis par cet examen critique ont été encourageants. On a noté une amélioration constante de la qualité des dispositifs nationaux chargés de la planification et de la coordination de l'assistance technique. Une coordination efficace a été maintenue avec les autres programmes et on a pu constater une tendance à abandonner la méthode d'élaboration fragmentaire des programmes d'assistance technique en faveur d'une intégration dans le cadre des plans de développement. On a de nouveau observé une amélioration progressive des dispositions prises par les gouvernements bénéficiaires pour fournir du personnel de contrepartie et des services d'ordre administratif pour l'exécution des projets d'assistance technique, bien que les progrès dans ce domaine aient encore été lents.

Programme de 1959

Le programme approuvé pour 1959 par le CAT prévoit des dépenses supérieures d'environ 5 pour 100 au total approuvé pour l'année précédente et, à cet égard, il répond aux vœux exprimés par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale selon lesquels les dépenses engagées au titre du Programme élargi de 1959 devaient être modérément plus élevées que celles de 1958. Il existait cependant un écart important entre le total approuvé et les ressources qui seraient vraisemblablement disponibles pour la mise en œuvre du Programme. On verra dans la section *b* ci-dessous quelles sont les mesures prises par le CAT et le BAT pour combler cet écart.

En ce qui concerne la répartition de l'assistance technique entre les diverses régions, le programme approuvé pour 1959 prévoit une légère augmentation de la part de l'Afrique. Pour ce qui est des principaux types d'assistance, on envisage une augmentation sensible du nombre des bourses accordées et une certaine réduction du nombre des experts fournis.

Procédure d'élaboration des programmes

La procédure d'établissement des programmes à l'échelon national, fixée pour la première fois en 1954, a été examinée par le CAT et par le Conseil. Bien que la méthode actuelle soit généralement considérée comme satisfaisante, on a estimé qu'elle pourrait être rendue plus efficace, en particulier si l'on assouplissait son application et si l'on précisait certaines des responsa-

bilités incombant aux gouvernements bénéficiaires. A sa session de 1959 tenue à Genève, le Bureau a soumis au CAT un certain nombre de suggestions à ce sujet.

b) FINANCEMENT

Contributions annoncées et contributions versées

Le montant total des contributions annoncées pour 1958 par 85 gouvernements a atteint 31.307.200 dollars; ce montant, ainsi que le nombre des gouvernements contributeurs, sont les plus élevés qui aient été enregistrés depuis la mise en œuvre du programme. Trente-six gouvernements ont augmenté leurs contributions dans des proportions allant de moins de 5 pour 100 à plus de 100 pour 100, ce qui s'est traduit par une augmentation globale d'environ 500.000 dollars par rapport à 1957.

Au 31 décembre 1958, les versements effectués s'élevaient à 28.787.458 dollars, soit 92 pour 100 du montant total des contributions annoncées pour l'année. En outre, une somme de 6.039.154 dollars a été versée au titre d'arriérés de contributions annoncées pour des exercices antérieurs.

Les contributions des gouvernements pour 1959 atteindront probablement un montant d'environ 30 millions de dollars, soit 1,3 million de dollars de moins que le montant annoncé pour 1958. Bien que 16 gouvernements environ aient augmenté le montant de leurs contributions annoncées, l'augmentation globale n'a pas compensé les ajustements apportés aux contributions d'autres gouvernements.

Recettes provenant des versements effectués au titre des dépenses locales

Conformément à la résolution 470 (XV) du Conseil économique et social du 15 avril 1953, chaque gouvernement bénéficiaire est redevable d'une somme en monnaie locale pour chaque journée d'expert fournie au pays. En ce qui concerne l'assistance technique fournie en 1958, le montant total des obligations des gouvernements bénéficiaires s'est élevé à 2.213.917 dollars sur lesquels l'équivalent de 202.156 dollars a été fourni sous forme de logements. Au 31 mars 1959, les versements effectués au titre de ces obligations atteignaient 1.810.433 dollars.

Pour l'année 1959, 89 gouvernements ont été invités à payer en monnaie locale l'équivalent de 2.687.586 dollars, correspondant à un total de 468.075 journées d'expert, dont 55.080 pour lesquelles les gouvernements fourniront le logement à titre de prestation en nature.

Utilisation des ressources

Le Bureau a continué de surveiller la situation des monnaies dans lesquelles les contributions sont versées en vue d'observer les dispositions de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social du 9 août 1956. A la fin de 1958, il n'y avait dans aucune monnaie de solde non utilisé dépassant 500.000 dollars ou le montant d'une contribution annuelle.

c) ADMINISTRATION

Bureaux locaux du Bureau de l'assistance technique

En 1958, un nouveau bureau local du BAT a été ouvert au Venezuela et le bureau régional pour le Cambodge, le Laos et le Viet-Nam qui fonctionnait à Bangkok s'est installé à Phnom-Penh. En conséquence,

on comptait, à la fin de 1958, 36 bureaux desservant 54 pays et territoires où s'exécutent plus de 90 pour 100 du Programme. En outre, six correspondants du BAT assuraient des services supplémentaires.

Dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution

En 1958, les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution ont représenté 13 pour 100 du montant global des dépenses des organisations contre 13,3 pour 100 en 1957.

A sa session de juin-juillet 1958, le CAT a procédé à une nouvelle étude de la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi. Sur sa recommandation, le Conseil économique et social a décidé dans sa résolution 702 (XXVI) du 31 juillet 1958, de modifier le système en vigueur pour l'examen et le contrôle de ces dépenses et pour l'allocation de crédits correspondants aux organisations. Il a également indiqué les mesures à prendre pour régler dans l'avenir la question de la répartition des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution entre le budget du programme ordinaire et celui du Programme élargi.

Dans sa résolution 702 (XXVI), le Conseil a décidé en outre qu'à partir de 1959 le CAT allouerait aux organisations participantes des "sommes forfaitaires" au titre des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution relatives au Programme élargi; ces sommes ne devraient pas être supérieures — et devraient être de préférence inférieures — aux sommes allouées en 1958; les dispositions concernant les plafonds de 1958 seraient cependant appliquées avec une certaine souplesse dans le cas des organisations moins importantes. Le CAT a donc alloué aux différentes organisations, en décembre 1958, des crédits destinés à couvrir les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution pour 1959. Pour les années ultérieures, et sous réserve d'une nouvelle décision du Conseil touchant l'allocation des sommes forfaitaires, les plafonds actuels seront maintenus, sauf si les fonds prévus pour les dépenses d'exécution d'une organisation varient de plus de 10 pour 100, auquel cas le montant de la somme forfaitaire sera modifié en conséquence.

2. — Programme d'assistance technique des Nations Unies

Chaque année, en dehors de sa participation au Programme élargi d'assistance technique, l'Organisation des Nations Unies a fourni, dans le cadre de son budget ordinaire, des services consultatifs d'assistance technique dans les domaines du développement économique, des services sociaux, de l'administration publique et des droits de l'homme. En application de la résolution 1256 (XIII) adoptée par l'Assemblée générale le 14 novembre 1958, l'Organisation des Nations Unies a inauguré, à titre d'essai, un nouveau programme destiné à répondre aux besoins des gouvernements qui demandent du personnel d'exécution ou de direction, par opposition au service consultatif (voir section 3 ci-dessous). Le Fonds spécial, créé en vertu de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale du 14 octobre 1958, permet d'envisager une nouvelle extension de ces activités.

En vue de mieux adapter les travaux de recherche et d'étude du Secrétariat aux besoins de l'assistance

technique et de rendre ces recherches plus efficaces en utilisant l'expérience acquise au cours des opérations, le Secrétariat a été réorganisé avec l'autorisation de l'Assemblée générale. Le 1er février 1959, l'ancienne Administration de l'assistance technique a été réunie au Département des affaires économiques et sociales. Le Département comprend une Direction des opérations de l'assistance technique et le poste de Commissaire à l'assistance technique a été créé.

Avec la constitution, en juin 1959, d'un Comité de politique économique présidé par le Secrétaire général, une nouvelle mesure a été prise au sein du Secrétariat pour assurer l'application de méthodes souples et coordonnées en ce qui concerne l'examen des demandes d'assistance technique présentées à l'Organisation des Nations Unies au titre du programme ordinaire et du Programme élargi, ainsi qu'au titre du programme de personnel d'exécution et de direction et du Fonds spécial.

La majorité des travaux effectués dans le cadre du programme au cours de la période considérée ont eu pour objet la continuation ou l'extension des projets en cours d'exécution les années précédentes. On trouvera ci-dessous un résumé, par région, de quelques types d'activité d'assistance technique.

Malgré les difficultés auxquelles on s'est heurté pour ajuster les exigences des programmes nationaux établis, afin de faire face, dans le cadre des ressources limitées des différents programmes, aux besoins urgents des pays d'Afrique qui ont récemment accédé à l'indépendance, on a enregistré une augmentation légère mais significative de l'assistance fournie dans cette région. Les experts en matière de planification du développement économique et autres domaines connexes continuent à être très demandés et leurs services ont été mis à la disposition du Ghana, de la Guinée, de la Libye, du Maroc, du Soudan et de la Tunisie. A la suite du cours de 1957-1958, le Secrétariat a organisé à New-York un deuxième cours de formation à l'intention de 13 économistes fonctionnaires de sept pays d'Afrique. Tout en continuant à fournir comme précédemment une assistance au titre du programme dans le domaine général du développement et de la planification économique, on a fourni un certain nombre d'experts dans des domaines plus spécialisés. Ainsi, des experts en matière de tourisme, d'habitations à bon marché et de pétrole ont travaillé en Libye; une enquête cadastrale a été organisée aux Seychelles et des experts en matière de photogrammétrie et d'études géomagnétiques ont été envoyés respectivement au Soudan et en Afrique orientale britannique.

Au Moyen-Orient, l'assistance technique a revêtu des aspects très différents; il y a eu une augmentation sensible de l'assistance fournie en matière de routes, de chemins de fer et du développement industriel dans la République arabe unie. Des consultants à court terme dans des domaines spécialisés et en matière d'enquêtes sur le développement constituent encore la plus grande partie du programme exécuté en Israël.

Un expert a été envoyé en Islande pour donner des conseils sur l'utilisation de la vapeur naturelle pour l'extraction du sel de la mer; un autre spécialiste a été envoyé en Pologne pour prêter son concours dans le domaine de l'extraction du soufre par la vapeur. La Yougoslavie continue à demander surtout l'octroi de bourses qui constituent presque la totalité du programme pour ce pays.

En Amérique latine, l'assistance technique a porté principalement sur la planification économique, les ressources naturelles et le développement industriel. On a maintenu l'aide fournie à l'Enquête sur les ressources hydrauliques, au Groupe de développement industriel pour la cellulose et le papier, au Centre de recherches démographiques pour l'Amérique latine, au Centre de formation en matière de développement économique et au Programme d'intégration économique de l'Amérique centrale, y compris ses deux institutions connexes (l'Ecole supérieure d'administration publique et le Centre de la recherche industrielle). Avec l'Organisation des Nations Unies agissant comme organe d'exécution, le Centre de la recherche industrielle recevra, au cours des cinq prochaines années, une assistance du Fonds spécial pour lui permettre de satisfaire les demandes accrues des entreprises publiques et privées de Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua. En prévision du recensement mondial de la population de 1960, un cours de formation en matière de recensement a été organisé à Lima, sous les auspices communs de l'Organisation des Nations Unies, de la FAO et de l'Institut interaméricain de statistique et avec la coopération du programme bilatéral des Etats-Unis. A la suite d'une enquête sur la main-d'œuvre faite par la Banque du Mexique, un programme de formation à l'intention des ingénieurs mexicains a été inauguré en coopération avec l'UNESCO et l'OIT pour répondre aux besoins du pays en personnel technique.

En Asie et en Extrême-Orient, on a continué à fournir une assistance au Comité des quatre Puissances pour le bassin inférieur du Mékong en ce qui concerne les enquêtes sur les ressources minérales, les transports intérieurs, le marché de l'énergie, etc., afin de permettre au Comité d'établir un programme intégré pour développer les possibilités de mise en valeur du bassin. Des études techniques détaillées sur le Mékong et ses affluents ont été entreprises dans le cadre de différents programmes bilatéraux et, à cette occasion, on a nommé un agent exécutif avec bureau à Bangkok, pour aider le Comité à coordonner de façon efficace les travaux de tous les organismes d'assistance technique participant au projet. Un centre chargé d'enseigner aux fonctionnaires des gouvernements des pays d'Asie les techniques de recensements de la population, de l'agriculture et du logement pour la préparation des recensements nationaux qui doivent avoir lieu en 1960 et 1961 a été organisé à Tokyo. Afin de poursuivre ces activités, un groupe d'experts spécialisés dans les recensements de la population et de l'agriculture, les techniques de sondage et le dépouillement des données ont été détachés à Bangkok, au siège de la CEAE, et seront à la disposition des gouvernements pendant les deux prochaines années pour consultation. Dans les pays de cette région, on a continué à fournir une assistance dans les domaines de la planification et du développement économique, des enquêtes sur les ressources naturelles, des statistiques, des transports et des travaux liés au développement économique et social. L'évaluation du programme de développement communautaire de l'Inde par une équipe d'experts de l'Organisation des Nations Unies a marqué un nouveau progrès dans l'expérience croissante acquise par l'Organisation dans le domaine du développement communautaire en tant qu'instrument propre à accélérer le processus de développement économique et social. En Indonésie, on a inauguré, en collaboration avec la School of Design

de Harvard, un projet relatif à la création d'une Ecole de planification.

Alors que les activités susmentionnées comprennent des travaux qui se poursuivront jusqu'à la fin de juin 1959, les données financières et statistiques suivantes portent sur l'année civile 1958. Les dépenses totales de l'Organisation des Nations Unies au titre des services d'assistance technique en 1958 se sont élevées à 10.541.735 dollars et ont été financées comme suit: 8.151.503 dollars par des crédits ouverts au titre du Programme élargi, 2.136.635 dollars par des crédits ouverts au titre du programme ordinaire, 65.683 dollars par les fonds extrabudgétaires permettant de fournir aux gouvernements une assistance à titre remboursable et 187.914 dollars par des dons reçus d'organisations non gouvernementales et d'autres sources. Ces chiffres sont à rapprocher du total des dépenses pour 1957 qui avait été de 9.450.919 dollars. Sept cent soixante-seize experts au total, contre 800 en 1957, ont exercé leurs fonctions dans 69 pays et territoires. Bien que le nombre des experts ait légèrement diminué, ces experts ont en fait été employés pour des périodes plus longues. Le nombre des bourses est passé de 780 en 1957 à 856 en 1958. Les dépenses afférentes au matériel et aux fournitures sont tombées de 715.356 dollars en 1957 à 411.582 dollars en 1958. Le pourcentage des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution par rapport aux dépenses totales est tombé de 14,4 en 1957 à 13,2 en 1958. Une somme de 140.000 dollars, qui avait été prévue pour les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution a été économisée et affectée à des activités intéressantes des projets locaux.

L'Organisation des Nations Unies a continué à administrer les programmes d'assistance technique de l'UIT et de l'OMM.

On trouvera un exposé plus détaillé des programmes d'assistance technique pour 1958 dans le rapport annuel du BAT sur le Programme élargi pour 1958 et dans le rapport du Secrétaire général sur le programme ordinaire présenté à la vingt-huitième session du Conseil économique et social. Il est également question de projets d'assistance technique dans d'autres sections du présent rapport.

3. — Assistance technique en matière d'administration publique

C'est à sa vingt-quatrième session, en juillet 1957, que le Conseil économique et social a examiné en détail pour la première fois une proposition tendant à ce que des personnes dûment qualifiées puissent être recrutées sur le plan international pour exercer à titre temporaire auprès des gouvernements des Etats Membres des fonctions d'exécution ou de direction et le Secrétaire général avait été alors prié de consulter les gouvernements sur cette proposition. A sa vingt-sixième session, le Conseil avait été saisi d'un rapport du Secrétaire général, fondé sur les données fournies par l'enquête à laquelle il s'était livré auprès des gouvernements des Etats Membres et auprès des institutions spécialisées et exposant un plan d'action précis à entreprendre sur une échelle réduite et à titre d'essai. Dans sa résolution 681 (XXVI) adoptée le 16 juillet 1958, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire de prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre lesdites propositions.

Dans sa résolution 1256 (XIII) du 14 novembre 1958, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à apporter un supplément aux programmes d'assistance technique existants de façon à aider, sur leur demande, les gouvernements participant à ces programmes à s'assurer temporairement le concours de personnes dûment qualifiées qui, étant au service desdits gouvernements, rempliraient des fonctions de direction ou d'exécution telles que ces gouvernements pourraient les définir. Il était entendu que ces fonctions comprendraient normalement la formation de ressortissants des pays intéressés, pour les mettre en mesure d'assumer le plus rapidement possible les responsabilités temporairement confiées aux experts recrutés sur le plan international. Le Secrétaire général était en outre autorisé à aider les gouvernements intéressés, selon les besoins, à couvrir les dépenses qu'entraînerait l'emploi de ces experts. L'Assemblée a décidé que tout gouvernement qui demanderait une telle assistance devrait participer aux frais entraînés par l'emploi de chaque expert, jusqu'à concurrence d'une somme qui ne serait pas inférieure au montant total des émoluments que recevrait l'un de ses ressortissants remplissant des fonctions analogues. L'Assemblée a en outre autorisé le Secrétaire général à négocier des accords définissant les rapports qui devraient s'établir entre l'Organisation des Nations Unies, les experts et les gouvernements intéressés, et a recommandé que, chaque fois que l'assistance demandée relèverait de la compétence d'une institution spécialisée, on ne prenne aucune mesure sans avoir préalablement consulté cette institution et obtenu son accord. L'Assemblée a décidé que cette assistance serait fournie, sur une base modeste et à titre d'essai, par les services existants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et sans aucune augmentation des dépenses d'administration.

Au cours des six premiers mois qui ont suivi la décision prise par l'Assemblée générale, plus de 90 demandes pour ce type d'assistance ont été présentées par environ 35 gouvernements. On a examiné toutes ces demandes avec une grande attention et, dans de nombreux cas, on a demandé des explications sur la nature précise des postes que les experts auraient à occuper et des fonctions qu'ils auraient à exercer. On apporte le plus grand soin au recrutement de personnes dûment qualifiées. Le Secrétaire général est heureux de faire savoir qu'un certain nombre d'experts ont déjà rejoint leur poste et que le recrutement se poursuit.

C. — LE FONDS SPECIAL

A la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 1240 (XIII) du 14 octobre 1958, le Fonds spécial est entré en existence le 1er janvier 1959 (voir ci-dessus partie A, section 2, a) et le Conseil d'administration a tenu ses deux premières réunions en janvier et en mai respectivement.

On a estimé que les capitaux mis à la disposition du Fonds spécial pour ses opérations en 1959 s'élèveraient à environ 26 millions de dollars. Le Conseil d'administration a noté que si l'on voulait atteindre l'objectif de 100 millions de dollars fixé par l'Assemblée générale pour l'ensemble du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique, les contributions annoncées par les gouvernements devraient atteindre en moyenne le triple du montant souscrit antérieurement au titre de ce dernier programme. De même que le Directeur général, le Conseil d'administration a exprimé

l'espoir que les contributions des gouvernements au Fonds spécial augmenteraient sensiblement.

Dès le début des opérations, le Directeur général a exposé dans ses grandes lignes le programme initial du Fonds en ce qui concerne les principaux types de projets auxquels il faudrait donner la priorité. Ainsi, le programme porterait principalement sur des travaux susceptibles de révéler les richesses potentielles qui existent dans les ressources inexplorées des pays peu développés, la création de centres de formation et de recherche et des enquêtes d'un coût limité mais propres à conduire rapidement à des investissements. On devait prévoir un bon équilibre entre ces grandes catégories de projets ainsi qu'une répartition géographique convenable. En outre, on s'attacherait davantage, dans une certaine mesure, aux enquêtes pouvant conduire à des investissements, qui pourraient prendre la forme d'études techniques préparatoires ou d'avant-projets. Le Conseil d'administration a approuvé d'une façon générale les grandes lignes de ce programme.

En avril 1959, 75 demandes portant sur un montant total de 81.081.000 dollars avaient été officiellement présentées au Fonds spécial par les gouvernements. On avait aussi reçu des renseignements préliminaires touchant 53 autres projets. Etant donné les ressources limitées du Fonds, on a jugé nécessaire, au moins provisoirement, d'établir la démarcation entre les travaux dont le financement devait être assumé par les gouvernements et les projets auxquels le Fonds spécial pourrait s'intéresser. C'est pourquoi on a adopté certaines règles concernant le choix des travaux, en ce qui concerne notamment les projets touchant au domaine de l'enseignement, de la géologie et des enquêtes d'évaluation.

Pour l'établissement de son premier programme, le Directeur général a consulté le Comité consultatif créé en application de la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale. Compte tenu du facteur temps, on a simplement décidé de présenter tous les projets intéressants qui étaient prêts à la fin de mars 1959, c'est-à-dire ceux qui avaient été proposés en bonne et due forme et avaient été soumis à un examen critique. Ce programme qui a été ultérieurement approuvé par le Conseil d'administration comportait les 13 projets suivants pour lesquels les dépenses proposées s'élevaient à 7.550.000 dollars :

	Dollars des Etats-Unis
<i>Argentine:</i>	
Etude sur l'énergie électrique	250.000
<i>Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador:</i>	
Institut de la recherche industrielle d'Amérique centrale	900.000
<i>Ghana:</i>	
Etude de la plaine d'alluvions de la Volta	305.000
<i>Grèce:</i>	
Projet pilote d'exploitation des nappes aquifères souterraines	245.000
<i>Guinée:</i>	
Etude d'ensemble en matière de développement	400.000
<i>Inde:</i>	
Institut de formation de moniteurs pour l'enseignement de métiers industriels	860.000
<i>Israël:</i>	
Projet pilote d'aménagement des bassins versants	320.000
<i>Pologne:</i>	
Centre national de formation des cadres de l'industrie	700.000
<i>République arabe unie:</i>	
Projet pilote de drainage des terres irriguées ..	300.000

	Dollars des Etats-Unis
<i>République arabe unie:</i>	
Etude des sols au moyen de photographies aériennes	265,000
<i>Thaïlande:</i>	
Etude de l'ensablement du chenal du port de Bangkok	600,000
<i>Turquie:</i>	
Université technique du Moyen-Orient	1,500,000
<i>Yougoslavie:</i>	
Formation d'instructeurs pour l'enseignement professionnel	905,000
TOTAL	7.550.000

Pour la préparation de la première série de travaux qu'il a soumis au Conseil d'administration, le Directeur général s'était assuré la coopération de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et des institutions spécialisées intéressées. En vue de faciliter la préparation et l'examen des demandes, il avait conclu avec le Président-Directeur du BAT et les gouvernements intéressés des arrangements aux termes desquels, lorsque les pays sont desservis par un représentant résident du BAT, ce fonctionnaire servirait normalement d'intermédiaire entre le gouvernement et les services centraux du Fonds spécial.

En ce qui concerne l'exécution de ces projets, le Conseil d'administration a pris note de l'intention du Directeur général de conclure des accords de base avec chaque gouvernement pour tous les projets au titre desquels ce gouvernement bénéficierait d'une assistance et de négocier des accords de base analogues avec chaque agent chargé de l'exécution.

Le Conseil d'administration a également noté que les prévisions de dépenses incombant au Fonds spécial pour chacun des projets recommandés devaient être considérées comme des engagements maximums de la part du Fonds. Comme le Directeur général n'avait pas recommandé de marge de sécurité en cas d'imprévus au titre de l'un quelconque des projets proposés, le Conseil d'administration l'a autorisé, sur sa demande, à majorer de 15 pour 100 au maximum la somme allouée pour tout projet lorsqu'il estimera la chose nécessaire pour faire face à des imprévus.

En ce qui concerne l'évaluation des frais généraux que pourrait entraîner pour les agents l'exécution des projets, le Conseil d'administration a exprimé l'espoir que, conformément à la résolution 1240 (XIII), les institutions spécialisées feraient tous efforts pour maintenir les dépenses réelles à un niveau inférieur aux prévisions soumises par elles.

Outre les décisions prises au sujet des questions susmentionnées, le Conseil d'administration a adopté son règlement intérieur dont le projet avait été rédigé par le Directeur général. Il a également examiné le projet de règlement financier que le Secrétaire général avait établi en consultation avec le Directeur général et dans lequel étaient incorporées certaines modifications que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait suggérées lorsqu'il avait examiné le projet. Au cours de ses délibérations, le Conseil d'administration a adopté le projet de règlement financier, étant entendu qu'il pourrait le réviser lors d'une réunion ultérieure pour tenir compte de l'expérience acquise.

Enfin, le Conseil d'administration a approuvé le projet de budget d'administration pour l'année 1959,

préparé par le Directeur général, auquel avaient été jointes les observations formulées à ce sujet par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

D. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

On prévoit qu'en 1959, plus de 55 millions d'enfants, de mères allaitantes et de femmes enceintes bénéficieront des principales campagnes de masse contre les maladies et des programmes d'alimentation complémentaire exécutés avec l'aide du FISE. En 1958, leur nombre a atteint plus de 50 millions. Le FISE prête actuellement son assistance pour 365 programmes dans 105 pays et territoires et trois programmes interrégionaux.

En 1958, les recettes de toutes origines du FISE se sont élevées à l'équivalent de 23 millions de dollars environ, soit, par rapport à 1957, une augmentation de près de 2,3 millions de dollars due, à raison de 2,1 millions de dollars environ, à une majoration des contributions de gouvernements et, à raison de 200.000 dollars environ, à un accroissement des autres recettes. Le relèvement des contributions de gouvernements en 1958 est imputable pour 1 million de dollars au Gouvernement des Etats-Unis, principal donateur, et pour 1,1 million de dollars aux autres gouvernements. Quatre-vingt-sept gouvernements ont versé des contributions en 1958, contre 80 en 1957; ces contributions ont représenté 87 pour 100 des recettes totales du FISE.

En 1958, les allocations ont atteint un total de 22,6 millions de dollars. Pour la période 1956-1958, les allocations se sont élevées en moyenne à 23 millions de dollars par an; pour la période 1951-1955, elles avaient représenté en moyenne 16,2 millions de dollars par an. Il est possible que les allocations qui seront recommandées au Conseil en 1959 dépassent de plusieurs millions de dollars le montant des recettes de cette année. Si tel est le cas, la différence sera comblée par prélèvement sur les ressources non allouées du FISE au début de 1959 et, au besoin, par imputation anticipée sur les recettes du quatrième trimestre qui rentreront après la session de septembre du Conseil, dernière session de l'année.

Pour 1958, les Etats-Unis avaient annoncé un versement de 11 millions de dollars, sous réserve que ce montant ne dépasse pas 52,5 pour 100 du total des contributions de gouvernements. Pour 1959, les Etats-Unis ont annoncé une contribution identique, mais le pourcentage précité a été ramené à 50 pour 100. Vers le milieu de 1959, il est apparu que les contributions des gouvernements autres que celui des Etats-Unis pourraient ne pas atteindre un chiffre tel qu'il soit possible de percevoir le montant total de la contribution des Etats-Unis. Le Directeur général du FISE a, en conséquence, invité les gouvernements à envisager le versement de contributions supplémentaires pour 1959.

A la session de mars 1959 du Conseil d'administration, le Directeur général a appelé l'attention sur la disproportion entre les 55 millions de mères et d'enfants bénéficiant directement des projets pour lesquels le FISE prête son aide et les 550 millions d'enfants vivant dans des pays assistés. Il a souligné en outre que, selon les prévisions, la population infantine de ces pays augmentera de 12 pour 100 au cours des cinq prochaines

années. Il faut déjà améliorer les services existants; l'accroissement rapide du nombre des enfants rendra nécessaire un effort supplémentaire important pour assurer à une plus large échelle les services requis.

En 1958, les sommes allouées pour les services de base de protection maternelle et infantile ont représenté au total 5,5 millions de dollars, soit environ 30 pour 100 des allocations accordées pour des programmes. On a continué de mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité des services, ainsi que sur l'augmentation du nombre des bénéficiaires, grâce en particulier à la formation et à la supervision du personnel. Les allocations pour la nutrition des enfants (y compris les distributions de lait, la conservation des aliments et le développement, dans les villages, d'activités pratiques intéressant la nutrition, telles que les jardins scolaires, l'élevage de volaille et de petits animaux, et la pisciculture) se sont montées à 2,3 millions de dollars en 1958, soit environ 12 pour 100 du total des allocations pour des programmes. On prévoit pour les prochaines années une augmentation des demandes d'allocations tant dans le domaine de la protection maternelle et infantile de base que dans celui de la nutrition des enfants: en 1962, elles atteindraient un total de l'ordre de 14,5 millions de dollars.

Le Conseil d'administration du FISE a reconnu de plus en plus l'importance d'une assistance visant à encourager la formation de personnel national à tous les degrés. On a également souligné qu'il importait à tout moment de renforcer les institutions et services locaux qui peuvent assurer l'éducation — en particulier celle des mères — en matière de soins des enfants, de nutrition, de prophylaxie et de lutte contre les maladies. Ces institutions et services comprennent les centres d'hygiène maternelle et infantile (intégrés, partout où la chose est possible, dans les services généraux de santé), les services scolaires de santé et de nutrition; les services de vulgarisation en matière d'agriculture et d'économie domestique et les services de développement communautaire. En mars 1959, le Conseil d'administration a approuvé l'octroi d'une assistance du FISE, pour améliorer l'instruction primaire grâce à la formation des maîtres, dans des domaines où le FISE fournit déjà une assistance, comme la santé, la nutrition, l'hygiène et l'économie domestique. Le Conseil d'administration a également approuvé en principe une aide du FISE aux services sociaux destinés aux enfants, en particulier à ceux dont on doit s'occuper en dehors de leurs foyers; cette assistance, qui intéresserait surtout la formation de personnel national, permettrait d'améliorer la qualité des soins fournis dans les institutions résidentielles et encouragerait le recours à d'autres solutions telles que la création de garderies et le placement familial et par petits groupes.

D'autre part, le FISE a continué de prêter son assistance pour des campagnes de masse contre les maladies qui font de nombreuses victimes parmi les enfants: paludisme, tuberculose, pian, trachome et lèpre. Pour le Conseil, il est évident que, si l'objectif à long terme est d'encourager la mise en place de services permanents desservant les populations à l'échelon local, il faut éliminer les principales maladies endémiques avant que lesdits services ne puissent fonctionner efficacement. L'effort financier le plus important a continué à porter sur les campagnes antipaludiques, pour lesquelles les allocations du FISE ont atteint 8,7 millions de dollars en 1958, soit 47 pour 100 du total des allocations pour des programmes. Quand, à sa session de septembre

1959, le Conseil d'administration examinera les prévisions d'allocations par rapport aux ressources escomptées, il étudiera également sa participation financière aux campagnes antipaludiques en se fondant sur des rapports spéciaux du Directeur général de l'OMS et du Directeur général du FISE.

On continue de perfectionner les méthodes de coordination entre le FISE et les institutions qui lui donnent des aides techniques. Il existait déjà depuis quelques années des rouages assurant la coopération entre le FISE et l'OMS dans le domaine de la santé; l'extension de l'assistance du FISE à d'autres domaines a conduit à une coordination plus étroite avec la FAO et la Direction des affaires sociales de l'ONU et à un début de collaboration plus directe avec l'UNESCO. D'autre part, le FISE a, au cours de la période considérée, pris de nouvelles initiatives pour développer la coopération pratique avec les organisations non gouvernementales.

E. — ANNEE MONDIALE DU REFUGIE

A la treizième session de l'Assemblée générale, 10 Etats Membres ont présenté un projet de résolution qui tendait à ce que l'Assemblée, soulignant la nécessité "de faire un nouvel effort à l'échelle mondiale pour contribuer à résoudre le problème mondial des réfugiés: 1) prie instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées de coopérer, conformément aux vœux et aux besoins nationaux de chaque pays, et d'un point de vue humanitaire, à l'institution d'une Année mondiale du réfugié en tant que moyen pratique d'intensifier l'assistance aux réfugiés dans le monde entier; 2) prie le Secrétaire général de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes pour contribuer à l'institution d'une Année mondiale du réfugié. Ce projet de résolution a été adopté par l'Assemblée générale, le 5 décembre 1958, par 59 voix contre 9, avec 7 abstentions. [Résolution 1285 (XIII)].

Aux termes de la résolution, l'Année mondiale du réfugié a pour objet: 1) d'appeler l'attention de tous sur le problème des réfugiés; 2) d'inciter les gouvernements, les organisations bénévoles et le public en général à fournir des contributions financières supplémentaires; 3) de susciter, à titre purement humanitaire, de nouvelles possibilités de solutions permanentes pour les réfugiés, grâce au rapatriement volontaire, à la réinstallation ou à l'intégration.

Au cours des débats auxquels le projet de résolution a donné lieu à la Troisième Commission, il est apparu nettement que, dans l'esprit des auteurs, il s'agissait avant tout d'une série d'efforts nationaux et que l'ONU aurait pour rôle de coordonner ces efforts et de fournir des renseignements, en particulier sur les problèmes de réfugiés les plus graves et les plus urgents, mais sans créer de nouveau service administratif important ni de fonds central des Nations Unies pour les contributions.

La première mesure prise par le Secrétaire général pour s'acquitter de ses nouvelles responsabilités a été de désigner un membre de son Cabinet comme son Représentant spécial pour l'Année mondiale du réfugié. On a réuni un personnel peu nombreux, composé de fonctionnaires d'institutions des Nations Unies, en particulier du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Office de secours et de travaux pour

les réfugiés de Palestine et du Service de l'Information de l'Organisation des Nations Unies. Des bureaux ont été ouverts à Genève et à New-York.

En juin 1959, au moment où, conformément à la résolution, l'Année mondiale du réfugié s'est ouverte, 54 gouvernements avaient indiqué de façon ferme leur intention d'y participer en se livrant à un effort particulier. On peut s'attendre que dans les quelques semaines à venir, d'autres gouvernements, dont on sait qu'ils examinent favorablement la question, manifesteront la même intention. D'autre part, des organisations non gouvernementales internationales s'intéressant aux réfugiés ont formé un Comité international de l'Année mondiale du réfugié, installé à Genève, qui se propose d'appuyer les efforts déployés dans les divers pays. Dans nombre de pays, des comités nationaux se sont constitués, fréquemment sous la présidence du Chef de l'Etat; ils groupent suivant des modalités diverses des représentants des pouvoirs publics, des représentants d'organisations bénévoles et des particuliers. Dans tous les pays participants, les gouvernements prêtent leur appui aux comités nationaux, ou interviennent directement là où ces comités n'existent pas. Les mesures qui seront probablement prises seront de divers types: campagnes d'information, ratification de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, versement de contributions supplémentaires par les gouvernements, les organisations privées et les particuliers, et assouplissement de la législation relative à l'immigration. Il ne faut certes pas s'attendre à ce qu'une année d'efforts, quel que puisse être son succès, permette de résoudre tous les problèmes de réfugiés qui subsistent aujourd'hui dans le monde; il est cependant évident qu'elle peut aider à en résoudre un grand nombre, et qu'il n'est pas déraisonnable d'espérer que la compréhension accrue du public, suscitée par l'Année internationale du réfugié, facilitera la solution définitive de bien d'autres problèmes encore.

F. — HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Conformément à la résolution 1284 (XIII) de l'Assemblée générale, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a développé ses activités dans le domaine de la protection juridique. Le programme du Haut-Commissaire, pour lequel un budget minimum de 4,7 millions de dollars et maximum de 6 millions de dollars a été prévu pour 1959, a remplacé le programme de solutions permanentes et de secours d'urgence du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés qui a pris fin le 31 décembre 1958. A l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, l'objectif global a été fixé pour 1960 à 12 millions de dollars, soit 4,7 millions de dollars au titre du budget ordinaire plus 7,3 millions de dollars, prévus spécialement pour l'Année mondiale du réfugié (voir partie E ci-dessus). Les deux programmes du Haut-Commissaire qui continuent d'avoir priorité sont le programme d'évacuation des camps et le programme pour l'Extrême-Orient. En juin 1959, le problème des réfugiés hongrois, qui depuis 1956 occupait une place importante dans les préoccupations, était à peu près définitivement réglé.

En conformité de la résolution 1286 (XIII) de l'Assemblée générale, le Haut-Commissaire a poursuivi son action en faveur des réfugiés en Tunisie et a entrepris une action similaire au Maroc, en coopération avec la

Ligne des sociétés de la Croix-Rouge. Le nombre des réfugiés bénéficiant de secours d'urgence dans les deux pays atteignait 180.000 au début de 1959.

a) PROTECTION INTERNATIONALE

Conformément à la résolution 1284 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1958, le Haut-Commissariat a développé ses activités dans le domaine de la protection. Il continue à encourager l'adoption de mesures qui améliorent la situation juridique des réfugiés et à inciter les gouvernements à conclure des conventions internationales qui servent les intérêts des réfugiés, ou à adhérer à de telles conventions.

En 1958, la qualité de réfugié relevant du mandat du Haut-Commissaire a été reconnue à 41.000 personnes environ dans les pays suivants, où l'on a établi des procédures, auxquelles participe le Haut-Commissariat, pour l'octroi du statut de réfugié: Allemagne, Autriche, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.

On n'a enregistré aucune nouvelle adhésion à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Un certain nombre de gouvernements toutefois prennent des dispositions en vue de la ratifier ou d'y adhérer; on compte que d'autres feront de même au cours de l'Année mondiale du réfugié.

Les Gouvernements de la France, de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Suède ont ratifié l'Arrangement concernant les marins réfugiés, et le Gouvernement du Maroc y a adhéré. L'entrée en vigueur de cet Arrangement, adopté à La Haye en novembre 1957 par une conférence intergouvernementale, est subordonnée à la ratification des huit gouvernements participants. Un certain nombre de gouvernements appliquent d'ores et déjà les principes de l'Arrangement avant même son entrée en vigueur.

Le Conseil de l'Europe a adopté un accord relatif à la suppression des visas pour les réfugiés. Cet accord entrera en vigueur quand un gouvernement de plus l'aura ratifié. La recommandation de l'Organisation européenne de coopération économique tendant à faciliter les déplacements des travailleurs réfugiés d'un pays membre à l'autre, recommandation dont il était fait mention dans le précédent rapport, a été adoptée en octobre 1958.

D'autres instruments intergouvernementaux influent indirectement sur la situation des réfugiés du fait qu'ils contiennent une ou plusieurs dispositions qui servent les intérêts de ceux-ci ou sont accompagnés d'un protocole comprenant de telles dispositions. Au cours de la période considérée, on a enregistré de nouvelles ratifications et de nouvelles adhésions à des instruments de ce genre ou aux protocoles les accompagnant. Parmi les plus importants, il faut citer: la Convention universelle sur le droit d'auteur, la Convention européenne d'assistance sociale et médicale, l'Accord intérimaire européen concernant le régime de sécurité sociale relatif à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, l'Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, et la Convention européenne d'extradition.

La Convention relative au statut des apatrides a été ratifiée par Israël, le Royaume-Uni et la Yougoslavie, et, en France, une ordonnance de décembre 1958 a autorisé la ratification. Le Danemark et la Norvège

sont déjà parties à la Convention, pour l'entrée en vigueur de laquelle six ratifications sont nécessaires.

Le Haut-Commissariat a continué à conseiller les gouvernements sur les dispositions à inclure dans la législation nationale au bénéfice des réfugiés. De nouveaux progrès ont été enregistrés à cet égard, notamment en ce qui concerne le droit au travail et aux prestations de sécurité sociale, qui présentent une grande importance pour la réussite des programmes de solutions permanentes mis en œuvre dans divers pays.

Dans l'exercice de ses fonctions de protection, le Haut-Commissariat s'occupe du problème de l'indemnisation des réfugiés qui ont été victimes de persécutions nazies. Il utilise tous les moyens à sa disposition pour accélérer la solution de ce problème.

Rapatriement librement consenti

Le Haut-Commissaire continue à s'efforcer d'aplanir les obstacles au rapatriement librement consenti. Les réfugiés qui manifestent le désir d'être rapatriés sont mis en rapport avec les autorités de leur pays d'origine. Les gouvernements de certains pays de réinstallation ont continué à défrayer du coût du voyage les nouveaux réfugiés hongrois qui désiraient regagner la Hongrie. Dans des cas exceptionnels, le Haut-Commissariat peut prendre en charge les frais de voyage des réfugiés qui retournent dans leur pays d'origine.

À la fin de mai 1959, une délégation de la Croix-Rouge hongroise s'est rendue en République fédérale d'Allemagne et s'est entretenue avec des mineurs hongrois pour déterminer s'ils désiraient être rapatriés. Les entretiens ont eu lieu en présence de représentants de la Croix-Rouge allemande. Conformément à la procédure normale, un observateur désigné par le Haut-Commissaire était également présent.

Selon les renseignements parvenus au Haut-Commissariat, 4.200 réfugiés environ, dont 2.380 nouveaux réfugiés hongrois, ont regagné leur pays d'origine au cours de l'année 1958.

Réinstallation

La réinstallation demeure la solution préférée aux problèmes des réfugiés. En coopération avec le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, le Haut-Commissaire s'emploie à faire augmenter la proportion de réfugiés à inclure dans les programmes d'immigration, et à obtenir des critères d'admission plus libéraux. On s'efforce tout spécialement de dégager davantage de possibilités d'immigration, notamment pour les réfugiés qui se trouvent dans des pays où il s'est produit un afflux considérable de nouveaux réfugiés et où les perspectives d'intégration sont limitées.

Plusieurs pays d'immigration d'outre-mer ont consenti à accueillir des familles de réfugiés comprenant une personne handicapée, et l'un d'eux a ajouté à ses lois d'immigration une disposition spéciale touchant l'admission de réfugiés tuberculeux. Divers pays d'Europe continuent de permettre à des réfugiés handicapés, trop vieux ou trop malades pour assurer leur propre subsistance, de s'installer de façon permanente sur leur territoire.

Au cours de l'année civile 1958, environ 34.500 réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissaire ont été réinstallés avec l'aide du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, la plupart en

Australie, au Canada, en Israël et aux États-Unis. Mille six cent cinquante-sept réfugiés en tout ont été réinstallés dans des pays d'Europe.

On espère qu'à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, de nombreux pays offriront de nouvelles possibilités d'accueil pour les réfugiés.

b) BILAN DU PROGRAMME DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Le programme quadriennal du Fonds des Nations Unies pour les réfugiés, autorisé par la résolution 832 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 21 octobre 1954, a pris fin officiellement le 31 décembre 1958.

Au cours des années 1955-1958, 62.000 réfugiés environ ont bénéficié de ce programme, et 28.650 d'entre eux ont été définitivement réinstallés. Au 31 décembre 1958, les bénéficiaires comprenaient 42.300 réfugiés assistés au titre de projets de solutions permanentes, 1.400 cas difficiles, 6.650 réfugiés d'origine européenne réinstallés, après passage à Hong-kong, dans le cadre de l'opération d'Extrême-Orient, et 11.500 réfugiés dans le besoin qui avaient reçu des secours d'urgence. Il est possible qu'on ait à indiquer des chiffres plus élevés lorsque les résultats définitifs de certains projets seront connus.

À mesure que le programme de l'UNREF évoluait, l'accent a été mis de plus en plus sur l'aide aux réfugiés vivant dans des camps. Le 1er janvier 1955, ceux-ci étaient encore près de 85.000. Au 31 décembre 1958, l'effectif avait été ramené à 31.000, grâce surtout aux effets directs et indirects du programme de l'UNREF.

Au 31 décembre 1958, 31 gouvernements avaient versé environ 14,5 millions de dollars, sur les 16 millions de dollars prévus pour les contributions volontaires de gouvernements pour la période de quatre ans 1955-1958. Les contributions privées et autres recettes se montaient à 2.850.000 dollars environ, de sorte qu'on parvenait à un total de 17.350.000 dollars.

À la même date, les contributions directes de soutien des pays de résidence où les programmes sont mis en œuvre représentaient 24 millions de dollars environ, portant ainsi à plus de 41 millions de dollars la valeur totale des projets de l'UNREF.

c) PROGRAMME POUR 1959 ET LES ANNÉES SUIVANTES

Dans sa résolution 1166 (XII) en date du 26 novembre 1957, l'Assemblée générale avait reconnu qu'une aide internationale serait encore nécessaire après 1958, pour les réfugiés qui n'avaient pu bénéficier du programme de l'UNREF et ne pouvaient être installés sans l'aide de la communauté internationale. Il ressortait clairement des débats de l'Assemblée qu'il conviendrait de donner plus de souplesse aux programmes futurs en faveur des réfugiés, de manière à faire face à des conditions changeantes, et que les programmes devaient en principe être élaborés pour une année. Dans sa résolution 1166 (XII), l'Assemblée avait en outre autorisé le Haut-Commissaire à faire les appels de fonds qu'exigeaient ses programmes et à créer un fonds extraordinaire de 500.000 dollars. L'Assemblée générale avait également prévu que le Comité exécutif de l'UNREF, qui comptait 21 membres, serait remplacé le 1er janvier 1959 par un Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire, composé des représentants de 25 gouvernements.

Pour assurer la continuité, l'Assemblée générale avait prié le Comité exécutif de l'UNRREF d'exercer en 1958 quelques-unes des fonctions incombant à son successeur. A sa neuvième session (spéciale), le Comité a prêté un montant de 4,7 millions de dollars pour les programmes de 1959, tout en reconnaissant que l'on aurait besoin de 6 millions de dollars pour faire face à d'autres besoins urgents des réfugiés.

Les crédits envisagés devaient se répartir, respectivement, comme suit :

	Dollars des Etats-Unis	
Programme d'évacuation des camps ...	3.300.000 ^a	2.900.000 ^a
Programme pour l'Extrême-Orient	680.000	550.000
Programme en faveur des réfugiés non installés vivant hors des camps	1.320.000	700.000
Compte spécial pour cas individuels	50.000	50.000
Programme en faveur de nouveaux réfugiés en Grèce	240.000	100.000
Assistance juridique	80.000	70.000
Contribution au budget administratif du Haut-Commissaire	330.000	330.000
TOTAL	6.000.000	4.700.000

^a Y compris 150.000 dollars pour dépenses d'administration.

Priorité a été donnée au programme d'évacuation des camps préparé pour la période de deux ans 1959-1960 et d'un coût total de 5,7 millions de dollars, ainsi qu'au programme pour l'Extrême-Orient élaboré pour la période de trois ans 1959-1961 et dont l'exécution coûtera 1.650.000 dollars au Haut-Commissariat. Le Comité exécutif a estimé que ce dernier programme devrait être achevé aussitôt que possible avant l'expiration de la période de trois ans.

A la fin de mai, 32 gouvernements avaient versé pour les programmes de 1959 du Haut-Commissaire des contributions se montant à environ 3 millions de dollars.

Quelque 5.300 réfugiés ont pu quitter les camps au cours des quatre premiers mois de 1959, de sorte que selon les estimations la population des camps était au 30 avril 1959 de 25.500 réfugiés, dont 17.000 ont besoin, pour s'installer définitivement, d'une aide du Haut-Commissaire. Dans le cadre de l'opération d'Extrême-Orient, dont l'exécution est assurée conjointement par le Haut-Commissariat et le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, 700 personnes environ ont été réinstallées entre le 1er janvier et le 30 mai 1959 et l'on disposait à cette dernière date des fonds permettant d'assurer le voyage de 2.700 réfugiés sur les 8.000 qui restaient en Chine.

A sa session de juin 1959, le Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire a examiné les objectifs et programmes envisagés pour 1960. Il a été généralement reconnu que l'effet des appels de fonds fait pour l'Année mondiale du réfugié (1959-1960) ne se ferait sentir pleinement qu'en 1960; on pourrait sans doute alors régler définitivement deux des principaux problèmes de réfugiés, celui des réfugiés vivant dans des camps et celui des réfugiés de Chine continentale qui doivent être réinstallés. Le Comité a décidé qu'à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, il devrait être prévu pour les programmes du Haut-Commissaire un objectif exceptionnel de 12 millions de dollars, dont 4,7 millions de dollars à titre ordinaire et 7,3 millions de dollars à titre spécial pour l'Année mondiale du réfugié. Les allocations décidées sur le montant global

permettraient de mener à bonne fin le programme d'évacuation des camps et l'opération d'Extrême-Orient, d'amplifier considérablement le programme en faveur des réfugiés non installés vivant hors des camps — en particulier des handicapés — et de poursuivre trois autres programmes de 1959, à savoir: le programme d'aide supplémentaire aux réfugiés dans le besoin, le programme en faveur de nouveaux réfugiés en Grèce et le programme d'assistance juridique aux réfugiés. On a également prévu un crédit pour une action dans des cas particulièrement pénibles.

d) PROBLÈMES SPÉCIAUX INTÉRESSANT LES RÉFUGIÉS

Au 31 mai 1959, sur les 180.000 réfugiés hongrois qui étaient entrés en Autriche, il en restait dans ce pays moins de 12.000, dont 5.000 environ désiraient émigrer. En coopération avec le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et le Conseil de l'Europe, des possibilités de réinstallation avaient d'ores et déjà été trouvées pour la majorité d'entre eux. Pour ceux qui souhaitaient rester en Autriche, le Haut-Commissaire a élaboré en 1957 un programme de solutions permanentes d'un coût de 3,5 millions de dollars dont, vers le milieu de 1959, bénéficiaient une forte proportion des réfugiés ayant encore besoin d'une assistance pour leur intégration.

Le 5 décembre 1958, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1280 (XIII), recommandant au Haut-Commissaire de poursuivre son action en faveur des réfugiés en Tunisie et d'entreprendre une action similaire au Maroc. Les besoins de ces réfugiés ayant été étudiés, le Haut-Commissaire a, au début de février, écrit aux gouvernements pour appuyer l'appel lancé par l'institution chargée de l'opération, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, pour obtenir des secours en nature; il a en outre demandé aux gouvernements de mettre des fonds à sa disposition pour aider la Ligue à acheter les fournitures de base qui n'auraient pas été données. Par ailleurs, il a prié la Ligue d'accélérer la distribution de secours au Maroc et en Tunisie. Dans le cadre des opérations accélérées, qui ont commencé le 1er février 1959, la Ligue envisage de fournir à chaque réfugié une ration journalière d'au moins 1.600 calories. Grâce surtout à la générosité des gouvernements et des sociétés de la Croix-Rouge, la Ligue et le Haut-Commissaire ont recueilli entre le 1er février et le 31 mai 1959 des dons en espèces et en nature évalués à environ 3,3 millions de dollars. Cent quatre-vingt mille réfugiés bénéficient à présent de distributions régulières et la Ligue a presque atteint le chiffre prévu de 1.600 calories. Toutefois, malgré des contributions généreuses, les fonds disponibles ou promis ne permettront de continuer la présente opération de secours que jusqu'en novembre 1959. On aura donc besoin d'urgence de fonds supplémentaires.

En 1958 également, grâce à la contribution supplémentaire de 700.000 dollars d'un gouvernement on est de nouveau venu en aide aux réfugiés qui ont quitté le Moyen-Orient à la suite des événements de fin 1956.

Conformément à la résolution 1167 (XII) en date du 26 novembre 1957, le Haut-Commissaire a usé de ses bons offices pour favoriser des arrangements concernant les contributions en faveur des réfugiés chinois à Hong-kong; il a adressé à ce sujet une lettre aux gouvernements. Les résultats obtenus sont jusqu'ici décevants.

G. — QUESTIONS DE COORDINATION ET RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

Dans un rapport présenté au Conseil économique et social à sa vingt-huitième session, le Comité administratif de coordination poursuit l'étude des possibilités d'action concertée des institutions des Nations Unies dans divers domaines. Il indique que des progrès considérables dans la voie d'une action concertée ont été réalisés en ce qui concerne l'utilisation et la mise en valeur des ressources hydrauliques, ainsi que l'habitation, la construction et la planification, que l'on est en train de prendre des mesures préliminaires en matière d'urbanisation, et que le projet de développement méditerranéen fait l'objet de dispositions de portée limitée mais prévoyant une collaboration étroite en vue d'une action concertée entre l'ONU et la FAO. Dans le cas des programmes relatifs à l'industrialisation et à la productivité, le Comité est d'avis que des consultations plus poussées entre organisations s'imposent, sans qu'il s'agisse en fait d'action concertée. Enfin, pour ce qui est des effets des radiations résultant de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, le Comité juge indispensable de renforcer la coopération scientifique et administrative dans chacune des disciplines intéressées.

Le Comité passe également en revue les progrès réalisés en ce qui concerne la répartition et la coordination des activités dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et présente au Conseil une étude d'ensemble de la question, compte tenu de la situation nouvelle résultant de l'établissement de l'AIEA.

Le Comité étudie l'évolution du Programme élargi d'assistance technique et souligne notamment les graves difficultés dues à la situation financière. Au CAC, des contacts ont été établis entre le Directeur général du Fonds spécial et les chefs des secrétariats des institutions spécialisées intéressées.

Des échanges de vues entre institutions ont eu lieu, et un certain nombre d'arrangements pratiques — intéressant non seulement le personnel des sièges mais aussi, dans certains cas, celui des commissions économiques régionales — ont été pris concernant divers sujets, tels que le développement communautaire, les problèmes de produits de base, les statistiques aux fins des programmes sociaux et la préparation de l'étude sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences exactes et naturelles. Des consultations préliminaires ont également eu lieu, touchant la coopération entre institutions, pour soutenir la campagne de lutte contre la faim envisagée par la FAO.

Conformément à une suggestion du Conseil, le CAC expose de façon très détaillée ses vues sur les mesures que pourraient prendre les institutions internationales et les gouvernements pour accroître et améliorer la publicité donnée aux activités internationales dans les domaines économique et social.

Des échanges de vues ont eu lieu au CAC sur nombre de questions administratives et financières, concernant notamment les traitements des fonctionnaires internationaux, le travail du Comité d'experts chargé d'étudier le régime des indemnités de poste, les conditions d'emploi du personnel engagé à court terme et des agents des services généraux, les questions de sécurité sociale, la définition des personnes à charge, les questions relatives

au règlement sur les voyages, l'étude des normes communes de classement entreprise par le Comité consultatif de la fonction publique internationale, les barèmes des contributions, les mutations entre organisations et certaines questions soulevées par le Comité mixte des Commissaires aux comptes. Les recommandations résultant de ces échanges de vues seront portées à l'attention de l'Assemblée générale.

En ce qui concerne la revision de son organisation et de ses procédures, le CAC est parvenu à la conclusion qu'il ne serait pas opportun de modifier à la base sa structure, mais qu'il conviendrait de renforcer la Commission préparatoire et d'adopter diverses mesures pour avancer la préparation du travail pour les sessions du Comité. Il a pris des dispositions en vue d'une revision complète du système interorganisations actuel — comités techniques, groupes de travail, etc. — pour la coordination des programmes.

Dans le cadre de l'examen général des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, le Secrétaire général présente au Conseil, à sa vingt-huitième session, une nouvelle note sur la rationalisation des travaux de l'Organisation. Il est prévu que les rapports annuels des institutions spécialisées au Conseil contiendront des passages de caractère analogue.

H. — EVALUATION DES PROGRAMMES POUR UNE PERIODE DE CINQ ANS

Conformément aux résolutions 665 C (XXIV) et 694 D (XXVI) du Conseil économique et social, en date respectivement du 1er août 1957 et du 31 juillet 1958, le Secrétaire général a préparé une évaluation anticipée des programmes des Nations Unies dans les domaines économique et social, et dans celui des droits de l'homme pour la période 1959-1964. L'évaluation est publiée en deux parties.

La première partie a trait aux besoins, aux possibilités et aux tendances actuelles et éventuelles des programmes de l'Organisation des Nations Unies dans ces domaines. L'attention est appelée sur les besoins économiques et sociaux des pays sous-développés et sur le rythme rapide de l'accroissement démographique, et les possibilités d'action internationale sont passées en revue compte tenu des secteurs où cette action peut être la plus utile. On traite alors brièvement de chacun des principaux domaines d'activité de l'Organisation des Nations Unies et on indique de quelle façon les tâches pourraient utilement être élargies ou simplifiées au cours des cinq prochaines années, dans le cas des programmes de fonds comme dans celui des programmes d'action.

Il est ensuite fait mention des tendances principales des programmes de l'Organisation des Nations Unies: une importance particulière est accordée aux activités dans des domaines où les gouvernements se montrent disposés à se laisser influencer par les discussions et les échanges de vues qu'ils peuvent avoir avec d'autres, aux activités directement utiles à l'administration gouvernementale, aux domaines d'activité où le gouvernement joue un rôle primordial (par exemple la planification économique et sociale), aux travaux pour lesquels il paraît particulièrement souhaitable de faire appel à un personnel international, aux problèmes des nouveaux Etats, à l'étude approfondie de problèmes particuliers pour lesquels le moment d'une action concrète

est venu, aux services consultatifs directs aux gouvernements, et à la recherche "pratique" par opposition à la recherche "générale". Dans bien des secteurs, on tend à intégrer plus étroitement les activités économiques et sociales, ainsi qu'à rendre les opérations plus efficaces grâce à un meilleur soutien des services et de la recherche, et les activités d'information et de recherche plus productives grâce à l'expérience acquise dans les opérations.

Cette partie se termine par une estimation des modifications du montant des crédits nécessaires que pourront entraîner les nouveaux programmes.

La deuxième partie contient les évaluations plus détaillées relatives à chacun des principaux domaines d'activité sur lesquelles se fonde l'évaluation générale.

Le Secrétaire général s'est tenu en liaison étroite avec la Commission créée en vertu de la résolution 694 D (XXVI) du Conseil, concernant les dispositions à prendre pour la préparation d'un rapport d'ensemble sur la base des évaluations des programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées. Ce rapport doit être présenté au Conseil à sa session de l'été 1960.

Chapitre III

QUESTIONS

CONCERNANT LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

A. — TERRITOIRES SOUS TUTELLE

1. — Fonctionnement du régime international de tutelle

L'année considérée a été une année exceptionnellement importante dans l'histoire du régime international de tutelle. Dans plusieurs Territoires sous tutelle se sont produits des événements politiques et constitutionnels de grande portée à la suite desquels les Nations Unies ont été appelées à prendre des décisions ayant des effets directs sur le statut futur de ces Territoires.

Le Cameroun sous administration française et le Togo sous administration française ont demandé et obtenu l'engagement de la France de se voir accorder l'indépendance en 1960, le 1er janvier pour le Cameroun, à une date qui sera arrêtée ultérieurement pour le Togo. A la demande du Gouvernement français, l'Assemblée générale a décidé que les Accords de tutelle relatifs à ces deux Territoires cesseront d'être en vigueur le jour de l'accession de chaque Territoire à l'indépendance. La question de l'avenir du Cameroun sous administration du Royaume-Uni également est devenue urgente étant donné que la Fédération nigérienne est sur le point d'accéder à l'indépendance et que le Territoire sous tutelle a été administré comme partie intégrante de la Fédération nigérienne pendant de nombreuses années. En accord avec le Gouvernement du Royaume-Uni, l'Assemblée générale a décidé que les populations intéressées seraient consultées quant à leur avenir au moyen de plébiscites organisés sous la surveillance des Nations Unies. Enfin, les progrès réalisés par le Samoa-Occidental ont amené le Conseil de tutelle à envoyer dans le Territoire, au printemps de 1959, une Mission de visite distincte ayant le mandat spécial d'examiner, en consultation avec l'Autorité administrante, dans quelle mesure les fins du régime de tutelle ont été atteintes par le Territoire et quelles dispositions restent à prendre pour les atteindre. Ainsi, en comptant la Somalie sous administration italienne, dont l'avenir en tant qu'Etat indépendant avait été décidé antérieurement, cinq Territoires sous tutelle sont maintenant près d'atteindre les objectifs du régime international de tutelle.

Le Conseil de tutelle a tenu sa vingt-deuxième session en juin, juillet et août 1958; il s'est réuni de nouveau en octobre et en novembre pour ses huitième et neuvième sessions extraordinaires et en janvier, février et mars 1959 pour sa vingt-troisième session. La

vingt-quatrième session, qui a commencé le 2 juin 1959, est en cours actuellement. Outre l'examen de l'avenir des cinq Territoires sous tutelle dont il a été question plus haut, le Conseil a continué d'étudier la situation dans les Territoires sous tutelle à la lumière des rapports annuels des Autorités administrantes et, lorsqu'il y avait lieu, des pétitions et des rapports des Missions de visite. Il a pris aussi des dispositions pour l'envoi de deux missions de visite dans les Territoires sous tutelle du Pacifique et a examiné plusieurs questions d'ordre général comme celle de la diffusion, dans les Territoires sous tutelle, d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle, et celle des moyens d'étude et de formation offerts aux habitants des Territoires sous tutelle.

L'Assemblée générale, comme tous les ans, a examiné le fonctionnement du régime de tutelle à sa treizième session pendant laquelle, comme on l'a déjà indiqué, elle a pris des décisions importantes sur l'avenir du Togo sous administration française, du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni. Elle a porté également son attention, de nouveau, sur les deux problèmes urgents qui se posent à la Somalie, celui de son avenir économique et celui de la délimitation de sa frontière avec l'Ethiopie. En outre, l'Assemblée générale a examiné plusieurs questions d'ordre plus général. Tout en notant que l'on prévoit que cinq Territoires sous tutelle atteindront en 1960 les objectifs du régime de tutelle, elle a invité les Autorités administrantes intéressées à fixer, pour les Territoires sous tutelle restants, des objectifs intermédiaires successifs à atteindre à des dates prochaines en matière de développement politique, économique, social et culturel, de manière à créer le plus rapidement possible les conditions préalables permettant auxdits Territoires d'accéder à l'autonomie ou à l'indépendance. L'Assemblée générale a essayé d'améliorer le système des bourses offertes par des Etats Membres aux étudiants des Territoires sous tutelle en priant les Etats Membres qui offrent des bourses d'étude de tenir compte, chaque fois que cela sera possible, de la nécessité de fournir des fonds pour les frais de voyage des boursiers et en priant le Secrétaire général de fournir toute l'aide possible que solliciteraient les Etats Membres intéressés et les candidats. En ce qui concerne la diffusion, dans les Territoires sous tutelle, d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et le régime international de tutelle, l'Assemblée générale a estimé que cette tâche pourrait être grandement facilitée par la création de centres d'information de l'Organisation des Nations Unies dans

les Territoires sous tutelle, ou à proximité de ceux-ci, et elle a prié le Secrétaire général et le Conseil de tutelle de prêter attention à cette question.

Un bref aperçu de la situation dans les Territoires sous tutelle et des décisions les plus importantes prises sur ce sujet par le Conseil de tutelle et l'Assemblée générale figure dans la section 2 ci-après.

2. — Situation dans les territoires sous tutelle

a) TERRITOIRES SOUS TUTELLE D'AFRIQUE OCCIDENTALE

Togo sous administration française

L'année 1958 a marqué un tournant dans l'évolution du Togo sous administration française. Les élections du 27 avril, qui se sont déroulées sous la supervision des Nations Unies, ont donné une victoire écrasante au parti qui était alors dans l'opposition, le Comité de l'unité togolaise, sur les partis au pouvoir, le Parti togolais du progrès et l'Union des chefs et des populations du Nord. Dans son rapport sur l'organisation, la conduite et les résultats des élections, M. Max H. Dorsinville, commissaire des Nations Unies, a déclaré qu'en dépit de certaines difficultés qui avaient marqué les opérations électorales, notamment lors de l'établissement des listes et de la campagne électorale, il n'y avait pas le moindre doute dans son esprit que le résultat d'ensemble des élections reflétait fidèlement les vœux de la population du Togo quant à la désignation de ses élus à la Chambre des députés et que la nouvelle Chambre avait véritablement le droit de parler au nom du peuple togolais.

Après les élections, le chef du nouveau parti majoritaire, M. Sylvanus Olympio, a succédé à M. Nicolas Grunitzky comme Premier Ministre. A la demande de la Chambre des députés, le gouvernement a ouvert, en septembre, des négociations avec les représentants du Gouvernement français au sujet du statut futur du Territoire. Au cours de ces négociations, il a été convenu que le Togo accèderait à l'indépendance à l'expiration de l'Accord de tutelle et que l'Assemblée générale serait priée de mettre fin à l'Accord de tutelle en 1960. Il a été convenu également des modifications essentielles à apporter au statut du Togo en vue de réaliser la dernière étape de l'évolution des institutions du Territoire avant l'indépendance.

A sa huitième session extraordinaire, le Conseil de tutelle a examiné l'avenir du Territoire à la lumière de ces événements. Dans sa résolution 1921 (S-VIII) du 17 octobre 1958, le Conseil a pris note de l'option du Togo en faveur de l'indépendance à l'issue du régime de tutelle et a recommandé que l'Assemblée générale prenne une décision concernant l'abrogation de l'Accord de tutelle en 1960.

La question a été ensuite examinée par l'Assemblée générale à sa treizième session. A l'issue de cet examen, auquel le Premier Ministre du Togo a participé en qualité de membre de la délégation française, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1253 (XIII) du 14 novembre 1958 dans laquelle elle prenait acte du fait que les Gouvernements de la France et de la République du Togo avaient décidé d'un commun accord que le Togo accèderait à l'indépendance en 1960, en conformité des vœux de la Chambre des députés togolaise. Elle a félicité la France et les autorités et le

peuple du Togo de l'œuvre réalisée au Togo, qui permettait d'atteindre les fins essentielles du régime international de tutelle. Elle a décidé en conséquence, en accord avec l'Autorité administrante, que, le jour qui serait convenu entre le Gouvernement français et le Gouvernement togolais et où la République du Togo deviendrait indépendante en 1960, l'Accord de tutelle cesserait d'être en vigueur, conformément à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies.

Dans sa résolution 1254 (XIII), également adoptée le 14 novembre 1958, l'Assemblée générale, ayant noté que le représentant de la France avait donné l'assurance que l'Autorité administrante transmettrait et recommanderait les demandes d'assistance adressées à l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement togolais selon la procédure normale, a invité le Secrétaire général, le Fonds spécial, le Bureau de l'assistance technique et les institutions spécialisées à étudier rapidement et avec bienveillance toute demande d'assistance relative au Togo, présentée par l'intermédiaire de l'Autorité administrante.

A la suite de l'adoption de cette résolution, le Gouvernement togolais a présenté au Secrétaire général, par l'intermédiaire de l'Autorité administrante, des demandes tendant à l'envoi de trois experts dans le Territoire pour des études préliminaires à effectuer dans leurs domaines respectifs: questions fiscales et financières, questions économiques, administration publique. Le Secrétaire général prend actuellement des mesures pour satisfaire ces demandes.

Cameroun sous administration française

En 1958, des événements importants se sont passés au Cameroun sous administration française; ils ont amené ses institutions élues à informer l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire et avec l'accord de l'Autorité administrante, du désir du Territoire d'accéder à l'indépendance le 1er janvier 1960 et de voir l'Accord de tutelle cesser d'être en vigueur à cette date. Ayant été informé, à sa neuvième session extraordinaire, en octobre 1958, de l'intention du Gouvernement français de demander à l'Assemblée générale de prendre une décision en ce qui concerne l'abrogation de l'Accord de tutelle pour le Cameroun sous administration française le jour de son accession à l'indépendance le 1er janvier 1960, le Conseil de tutelle, par sa résolution 1924 (S-IX) du 7 novembre 1958, a prié la Mission de visite qui devait se rendre dans le Territoire en novembre et décembre 1958 d'exposer ses vues quant à la détermination de l'avenir du Territoire.

Dans son rapport, la Mission de visite a conclu que la demande tendant à l'accession du Territoire à l'indépendance à la date du 1er janvier 1960, qui avait été approuvée par l'Assemblée législative du Cameroun à une forte majorité, était aussi appuyée par la grande majorité de la population. Elle a donc estimé qu'il n'était pas nécessaire de consulter la population à ce sujet avant la levée de la tutelle. De même, la Mission s'est déclarée convaincue que la demande de réunification des deux Camerouns avait l'adhésion de l'ensemble de la population et qu'il ne serait pas nécessaire de procéder à une consultation populaire à ce sujet. Quant à certaines demandes qu'elle avait reçues dans le Territoire, tendant à la dissolution de l'Assemblée législative actuelle et à l'organisation de nouvelles élections avant l'accession à l'indépendance, la Mission a été d'avis

que, dans l'ensemble, l'Assemblée législative avait un caractère représentatif et elle a déclaré qu'elle ne voyait pas pourquoi de nouvelles élections à l'Assemblée législative devraient constituer une condition préliminaire de l'accession à l'indépendance. Toutefois, compte tenu des circonstances dans lesquelles les élections s'étaient déroulées dans la région de la Sanaga-Maritime le 23 décembre 1956, la Mission est arrivée à la conclusion qu'il serait souhaitable de remédier aussitôt que possible à la situation dans cette région en y procédant à des élections partielles.

La Mission a insisté également sur la nécessité d'une réconciliation nationale à la suite de la longue série d'événements survenus depuis 1955, qui avait été marquée par la dissolution de l'Union des populations du Cameroun, l'arrestation d'un grand nombre de ses sympathisants et les poursuites judiciaires dont ils avaient été l'objet, la réapparition du mouvement qui avait tenté de déclencher une rébellion organisée, et l'opération militaire que l'on avait entreprise pour la supprimer. Ayant noté qu'il avait été mis fin pratiquement au mouvement de rébellion et que la population lasse manifestait un désir général de réconciliation nationale, la Mission a exprimé la conviction qu'une nouvelle mesure d'amnistie, ayant une portée aussi large que possible et prise aussitôt que possible, serait une décision d'une grande sagesse.

A sa vingt-troisième session, le Conseil a examiné l'avenir du Cameroun sous administration française, à la lumière du rapport de la Mission de visite; par sa résolution 1925 (XXIII) du 17 février 1959, il a recommandé à l'Assemblée générale de prendre la décision d'abroger l'Accord de tutelle lors de l'accession du Territoire à l'indépendance le 1er janvier 1960.

La question a été examinée finalement par l'Assemblée générale à sa treizième session en février et mars 1959. Au cours de la discussion, la Quatrième Commission a entendu le Premier Ministre du Cameroun et le Président de l'Assemblée législative camerounaise, qui ont participé à ses travaux en qualité de membres de la délégation française, ainsi que 27 pétitionnaires, représentant divers groupes politiques et diverses organisations politiques du Territoire sous tutelle. Le Premier Ministre du Cameroun a fait savoir à la Commission qu'une loi d'amnistie avait été adoptée par l'Assemblée législative le 14 février 1959 et qu'elle était appliquée sur une base aussi étendue que possible et aussi rapidement que possible. Il a déclaré aussi que son gouvernement avait décidé d'organiser des élections partielles, le 12 avril 1959, aux quatre sièges de l'Assemblée législative qui revenaient à la région de la Sanaga-Maritime, ainsi qu'aux deux autres sièges vacants de la subdivision de Mbouda; il a déclaré en outre que des élections générales auraient lieu après l'indépendance parce que de telles élections seraient alors nécessaires et utiles pour régler différentes questions constitutionnelles et autres. La Commission a reçu enfin l'assurance donnée par le représentant de l'Autorité administrante selon laquelle, lorsque le Territoire aurait accédé à l'indépendance le 1er janvier 1960, le Gouvernement français appuierait la demande que le Gouvernement du Cameroun présenterait alors en vue de l'admission du Cameroun comme Membre de l'Organisation des Nations Unies.

En conclusion du débat, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1349 (XIII) du 13 mars 1959 dans laquelle elle a décidé, en accord avec l'Autorité administrante, que le 1er janvier 1960, lorsque le Ca-

meroun sous administration française accèderait à l'indépendance, l'Accord de tutelle cesserait d'être en vigueur, conformément à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies. L'Assemblée générale a exprimé également sa confiance que des élections auraient lieu le plus tôt possible après le 1er janvier 1960, date de l'accession à l'indépendance, pour la formation d'une nouvelle assemblée appelée à prendre des décisions concernant la mise en place des institutions définitives du Cameroun libre et indépendant. L'Assemblée a recommandé enfin qu'à son accession à l'indépendance, le 1er janvier 1960, le Cameroun sous administration française soit admis comme membre de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 4 de la Charte.

Cameroun sous administration du Royaume-Uni

La question de l'avenir du Cameroun sous administration du Royaume-Uni a été soulevée à la vingt-deuxième session du Conseil de tutelle. A cette session, le Gouvernement du Royaume-Uni a fait observer que, lorsqu'il cesserait d'administrer la Fédération nigérienne, il ne lui serait plus possible, aux termes de l'Accord de tutelle, d'administrer le Cameroun en tant que partie intégrante de la Nigéria et qu'il convenait donc d'examiner quelles dispositions devraient alors être prises pour l'administration du Territoire sous tutelle. Sur la proposition de ce gouvernement, le Conseil a prié la Mission de visite qui devait se rendre dans le Territoire en octobre et en novembre 1958 d'exposer ses vues sur la méthode de consultation qui devrait être adoptée lorsque le moment serait venu pour les populations de ce territoire d'exprimer leurs vœux quant à leur avenir.

Dans son rapport, la Mission de visite a exprimé l'opinion que l'histoire et l'évolution du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional avaient suivi des voies si nettement différentes que les vœux des deux groupes de population devaient être déterminés séparément. En ce qui concerne le Cameroun septentrional, la Mission a estimé que l'avis des populations dans leur ensemble était manifestement, pour autant que cet avis pût être indiqué pour le moment et dans un avenir prévisible, qu'il fallait que leur région devint à titre définitif une partie de la région du Nord de la Fédération nigérienne lorsque la Nigéria deviendrait indépendante le 1er octobre 1959. La Mission a donc estimé que, si l'Assemblée générale acceptait cette union comme base pour la levée de la tutelle, il ne serait nécessaire de procéder à aucune nouvelle consultation.

Au Cameroun méridional, la Mission a constaté qu'il y avait deux courants d'opinion contraires touchant l'avenir du Territoire. Le Kamerun National Congress et le Kamerun People's Party et leurs sympathisants, d'une part, estimaient que le Cameroun méridional devrait devenir, le 1er octobre 1960, une région autonome au sein de la Fédération nigérienne indépendante, étant entendu qu'il demeurerait sous régime de tutelle jusqu'à cette date. Le Kamerun National Democratic Party et ses sympathisants, d'autre part, demandaient que le Cameroun méridional fût détaché immédiatement de la Nigéria afin de pouvoir éventuellement s'unir au Cameroun sous administration française devenu indépendant, le régime de tutelle étant maintenu jusque-là. Le partage de l'opinion entre ces deux points de vues était si accusé que la Mission est parvenue à la conclusion préliminaire que seule une consultation au suffrage universel de la population du

Cameroun méridional pourrait permettre de déterminer où se trouvait la majorité.

Les élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, qui ont eu lieu le 24 janvier 1959, entre la visite de la Mission et la publication de son rapport, ont donné toutefois une victoire de justesse au Kamerun National Democratic Party (qui a obtenu 14 sièges) sur l'alliance Kamerun National Congress-Kamerun People's Party (qui a obtenu 12 sièges). La Mission a jugé que ce résultat ne pouvait être considéré comme décisif pour l'avenir du Cameroun méridional. Si un accord général sur la question devait se faire à la nouvelle Chambre d'assemblée, la Mission était d'avis qu'il ne serait pas nécessaire de consulter la population. Sinon, ce ne serait sans doute que par une consultation, probablement un plébiscite, qu'il serait possible de résoudre les questions essentielles. Dans ce cas, la Mission considérerait que les conditions de cette consultation, notamment la date à laquelle elle serait organisée et la question ou les questions qui seraient posées aux populations, devraient être déterminées par l'Assemblée générale et l'Autorité administrante, en consultation et si possible d'accord avec les partis politiques du Cameroun méridional.

Le rapport de la Mission de visite a été examiné d'abord par le Conseil de tutelle à sa vingt-troisième session. Après avoir été informé par le représentant de l'Autorité administrante qu'aucun accord général quant à l'avenir du Cameroun méridional ne s'était dégagé à la nouvelle Chambre d'assemblée, le Conseil a décidé, par sa résolution 1226 (XXIII) du 18 février 1959, de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la Mission de visite et les observations de l'Autorité administrante, afin qu'elle puisse prendre toute décision qu'elle jugerait appropriée, conformément à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies.

La question a été examinée alors par l'Assemblée générale à la reprise de sa treizième session. À l'issue de la discussion, à laquelle ont pris part, comme membres de la délégation du Royaume-Uni, le Premier Ministre du Cameroun méridional, le chef de l'opposition à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional et le Ministre des affaires du Cameroun septentrional dans le Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1350 (XIII) du 13 mars 1959 dans laquelle elle recommande que l'Autorité administrante prenne des mesures pour organiser, sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies, des plébiscites séparés dans la partie septentrionale et dans la partie méridionale du Cameroun sous administration du Royaume-Uni, afin de déterminer les aspirations des habitants du Territoire au sujet de leur avenir. En ce qui concerne le plébiscite dans la partie septentrionale, l'Assemblée générale a recommandé qu'il ait lieu vers la mi-novembre 1959 et que l'on demande à la population si elle désire que le Cameroun septentrional fasse partie de la région du Nord de la Nigéria lorsque la Fédération nigérienne accédera à l'indépendance, ou si elle préfère que l'avenir du Cameroun septentrional soit décidé plus tard. L'Assemblée a recommandé en outre que le plébiscite soit organisé sur la base des listes électorales qu'on établissait alors pour les élections à la Chambre fédérale des représentants. En ce qui concerne le plébiscite dans la partie méridionale, l'Assemblée générale a recommandé qu'il ait lieu au cours de la prochaine saison sèche, entre le début de décembre

1959 et la fin d'avril 1960, mais elle n'a pris aucune décision au sujet des possibilités entre lesquelles la population devrait choisir par le plébiscite et des conditions exigées pour participer au plébiscite. Elle a décidé d'examiner ces deux questions à sa quatorzième session et elle a exprimé l'espoir que tous les intéressés, dans le Territoire, s'efforceraient de parvenir à un accord avant l'ouverture de cette session. Enfin, l'Assemblée générale a décidé de nommer un Commissaire des Nations Unies aux plébiscites, qui exercera, au nom de l'Assemblée générale, tous les pouvoirs et toutes les fonctions de surveillance nécessaires, et elle l'a prié de présenter au Conseil de tutelle un rapport en deux parties sur l'organisation, la conduite et les résultats des plébiscites, la première partie, qui traitera de la partie septentrionale du Territoire, devant être présentée à temps pour être transmise à l'Assemblée générale avant la fin de sa quatorzième session.

b) TERRITOIRES SOUS TUTELLE D'AFRIQUE ORIENTALE

Somalie sous administration italienne

À sa vingt-deuxième session, le Conseil de tutelle a examiné la situation dans la Somalie sous administration italienne. Il a noté les progrès constants accomplis dans le développement des institutions politiques, économiques, sociales et culturelles, mais a montré quelque préoccupation au sujet de trois questions qui deviennent de plus en plus urgentes étant donné que le Territoire doit accéder à l'indépendance le 2 décembre 1960.

La première de ces questions était celle de la délimitation de la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie. À cet égard, l'Assemblée générale, dans sa résolution 1213 (XII) du 14 décembre 1957, avait exprimé l'opinion que le moyen le plus rapide d'aboutir à un règlement définitif était de recourir à une procédure d'arbitrage et elle avait recommandé aux Gouvernements de l'Éthiopie et de l'Italie d'instituer, si possible dans un délai de trois mois, un tribunal arbitral — comprenant trois juristes, dont un serait nommé par l'Éthiopie, un par l'Italie et un, d'un commun accord, par les juristes ainsi nommés ou, à défaut d'accord entre eux, par S. M. le roi de Norvège — qui serait chargé de délimiter la frontière, conformément au mandat qui lui serait conféré d'un commun accord par les deux gouvernements, avec l'assistance d'une personne indépendante que ceux-ci désigneraient d'un commun accord. Le Conseil a constaté avec regret que les progrès accomplis vers un règlement de cette question étaient lents. Il a émis l'espoir que le troisième membre du tribunal arbitral prévu par l'Assemblée générale dans sa résolution 1213 (XII) serait bientôt nommé et il a prié instamment les parties intéressées de faire tout leur possible pour établir le mandat du tribunal, afin que des progrès sensibles puissent être signalés à l'Assemblée générale à sa treizième session. Lorsque l'Assemblée générale a examiné cette question à sa treizième session, le tribunal arbitral avait été créé, mais les deux gouvernements n'étaient pas parvenus à un accord sur le mandat ni sur la nomination de la personne indépendante prévue dans la résolution 1213 (XII). Dans sa résolution 1345 (XIII) du 13 décembre 1958, l'Assemblée générale, notant ce retard avec regret, a prié instamment une fois de plus les parties de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les termes de la résolution 1213 (XII) et a recommandé que les deux gouvernements s'entendent dans les trois mois sur le choix d'une personne indépendante et, à défaut d'entente,

qu'ils prient S. M. le roi de Norvège de désigner cette personne indépendante¹.

La deuxième question était celle de l'élection d'une nouvelle Assemblée législative. Le Conseil avait été informé en 1957 que des élections générales auraient lieu au cours du second semestre de 1958 pour élire les membres d'une nouvelle Assemblée législative et que, par suite, à la fin de 1958, le Territoire posséderait les quatre institutions fondamentales d'un Etat souverain: une constitution, un chef d'Etat, un gouvernement et un parlement. Cependant, à sa vingt-deuxième session, le Conseil a été informé que les élections prévues avaient été différées en raison de certaines difficultés relatives à des questions d'organisation. Il a recommandé que de nouvelles élections aient lieu au plus tard à la fin du mois de mars 1959 et que, si un système d'inscription sur des listes électorales se révélait impraticable, on étudie le plus rapidement possible une loi électorale assurant la libre election d'une Assemblée législative, afin que l'organisation constitutionnelle puisse être élaborée bien avant le 2 décembre 1960. Par la suite, dans son rapport pour la période allant du 1er avril 1958 au 31 mars 1959, le Conseil consultatif des Nations Unies a exposé que des élections générales avaient eu lieu dans le Territoire du 4 au 8 mars 1959 et que, du point de vue technique, les opérations électorales avaient été préparées avec soin et bien organisées. A sa vingt-quatrième session, le Conseil de tutelle examinera ce rapport, ainsi que le rapport annuel de l'Autorité administrante pour l'année 1958.

La troisième question était celle de la situation économique et financière du Territoire. Le Conseil a constaté que les tendances récentes du développement économique du Territoire étaient encourageantes, mais que le Territoire aurait, pendant les premières années suivant l'accession à l'indépendance, un déficit budgétaire global évalué à 5 millions de dollars environ et qu'il aurait encore besoin d'une assistance financière de l'extérieur pendant un certain temps après son accession à l'indépendance, si l'on voulait éviter des réductions substantielles dans les services publics et les plans de développement économique. Le Conseil a prié les autorités du Fonds spécial des Nations Unies de bien vouloir examiner en temps opportun la possibilité de fournir une assistance pour certains projets du Territoire. Il a également suggéré que l'Autorité administrante formule des propositions, en consultation avec les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies, touchant une assistance dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies. Compte tenu du fait qu'il appartiendra au Gouvernement de la Somalie d'évaluer ses besoins après l'accession à l'indépendance et de déterminer les meilleurs moyens de les satisfaire, le Conseil a été heureux que l'Autorité administrante et le Gouvernement de la Somalie aient indiqué qu'ils continuaient à examiner en étroite coopération les sources possibles d'aide financière pour le Territoire après 1960. Enfin, le Conseil a noté avec satisfaction que certains Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies avaient déjà offert de fournir une assistance technique ou financière au Territoire après son accession à l'indépendance, et il a exprimé l'espoir qu'après de nouvelles consultations l'Autorité administrante et le Gouvernement de la Somalie seraient à même de résoudre le problème des futurs besoins du Territoire en matière d'assistance

financière et technique. A sa treizième session, l'Assemblée générale a également prêté spécialement attention à ce problème et, dans sa résolution 1278 (XIII) du 5 décembre 1958, elle a exprimé l'espoir qu'au moment opportun, les autorités du Fonds spécial, le Secrétaire général, les institutions spécialisées intéressées et le Bureau de l'assistance technique examineraient avec bienveillance les demandes d'assistance présentées au nom du Gouvernement de la Somalie, en tenant compte des besoins de ce pays et des principes du Programme élargi d'assistance technique.

Tanganyika

Au Tanganyika, le plus vaste et le plus peuplé des Territoires sous tutelle, des changements politiques importants se sont produits au cours de l'année considérée. En particulier, des élections ont été organisées pour la première fois afin de désigner 30 représentants au Conseil législatif. Ces élections, qui se sont déroulées en deux phases, en septembre 1958 et en février 1959, ont eu lieu au suffrage restreint et chaque électeur a été appelé à voter pour trois candidats (un Africain, un Asiatique et un Européen) dans chaque circonscription. Les candidats présentés ou appuyés par la Tanganyika African National Union ont remporté presque tous les sièges. A sa vingt-troisième session, le Conseil a noté avec satisfaction que ces élections avaient été conduites avec célérité et s'étaient déroulées sans incident.

L'Autorité administrante a déclaré que son but était d'arriver à créer une société intégrée possédant des institutions de gouvernement non raciales, mais, actuellement, la composition de l'organe législatif central et de nombreux autres organes repose sur un système de représentation multiraciale qui assure la représentation paritaire des trois grands groupes raciaux sans tenir compte de leur force numérique. A ce sujet, le Gouverneur du Tanganyika a prononcé une importante déclaration d'intention lors de l'ouverture du Conseil législatif le 14 octobre 1958. Le Gouverneur a déclaré qu'étant donné que les Africains constituaient et continueraient à constituer l'immense majorité de la population du Tanganyika, la représentation des Africains dans l'organe législatif et dans les organes exécutifs devait augmenter régulièrement; qu'il n'avait jamais été dans l'intention de l'Autorité administrante de faire de la représentation paritaire un élément permanent de la structure du Tanganyika; que le fait que l'organe législatif et le Gouvernement d'un Tanganyika autonome seraient probablement à prédominance africaine ne devait influencer en aucune manière sur les droits et intérêts des communautés minoritaires; enfin, que les chefs responsables des principaux partis politiques étaient en complet accord à ce sujet. Cette déclaration d'intention a été chaleureusement accueillie dans tout le Territoire. Le Président de la Tanganyika African National Union, qui est également Président du Groupe des membres élus du Conseil législatif, a fait observer que la déclaration, depuis longtemps attendue, dissipait les craintes éprouvées par les Africains, qui étaient prêts à faire preuve du sens des responsabilités que l'on attendait d'eux.

A sa vingt-troisième session, le Conseil a noté avec satisfaction la déclaration du Gouverneur du Tanganyika. Il s'est déclaré convaincu que les relations harmonieuses existant entre les divers éléments de la population d'une part, et le Gouvernement du Tanganyika et les partis politiques du Territoire d'autre part, con-

¹ S. M. le roi de Norvège a désigné par la suite M. Trygve Lie.

tinueraient à se développer. De l'avis du Conseil, cette harmonie d'intentions et d'intérêts de toutes les parties intéressées constituait le fondement d'une nation tanganyikaise dans laquelle les habitants de toutes races qui ont fait du Tanganyika leur pays jouiraient des mêmes droits et privilèges et bénéficieraient des mêmes possibilités. En ce qui concerne la question particulière de la représentation au Conseil législatif, le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante examinerait bientôt la possibilité de prendre des mesures en vue de réduire progressivement le nombre des membres fonctionnaires et des membres nommés du Conseil législatif et en vue de transformer le Conseil législatif en un organe dont tous les membres seront élus. Le Conseil de tutelle, notant que la Commission qui sera instituée après les élections et que l'Autorité administrante a l'intention de nommer en mars 1959 serait chargée de reviser le système de représentation paritaire qui a fait l'objet de nombreuses critiques dans le Territoire, a également exprimé de nouveau l'espoir que la représentation des Africains serait sensiblement augmentée.

En ce qui concerne le domaine économique, de l'avis du Conseil, le fait que le produit intérieur brut du Territoire a augmenté au cours des dernières années prouve que la situation économique du Territoire a continué de s'améliorer. Le Conseil a estimé, cependant, qu'il restait beaucoup à faire pour permettre à la population africaine de participer comme il convient à la vie économique du Territoire et qu'il convenait maintenant d'établir un plan économique intégré à long terme. De l'avis du Conseil, il faut également continuer à donner la priorité au développement de l'agriculture afin que le Territoire puisse produire le plus rapidement possible toutes les denrées alimentaires qui lui sont indispensables.

En ce que concerne le domaine social, le Conseil a été satisfait de l'expansion du mouvement syndical au Tanganyika et s'est déclaré convaincu que le mouvement syndical, orienté de façon appropriée, continuerait à progresser et à contribuer utilement au développement du Territoire. Le Conseil, tout en notant avec satisfaction le développement croissant des services médicaux, a souligné la nécessité d'efforts renouvelés, particulièrement en ce qui concerne la formation de personnel africain qualifié pour les services médicaux et les services sanitaires. Enfin, en ce qui concerne le domaine de l'enseignement, le Conseil a enregistré un certain accroissement du nombre des écoles, ainsi que les progrès de la fréquentation scolaire et de la formation du personnel enseignant, mais il lui est apparu cependant encore nécessaire d'accentuer les efforts pour permettre à une plus large proportion de la population africaine d'âge scolaire d'accéder à l'instruction. Il s'est félicité de la constitution d'un comité chargé d'étudier l'intégration plus étroite des systèmes d'enseignement des diverses races et il a formulé l'espoir qu'à la suite de cette étude l'Autorité administrante introduirait aussitôt que possible et à tous les degrés une politique d'enseignement interracial.

Ruanda-Urundi

A sa vingt-troisième session, le Conseil a décidé de renvoyer à sa vingt-quatrième session l'examen du rapport annuel de l'Autorité administrante sur le Ruanda-Urundi. Il n'a donc pas procédé à l'examen de la situation dans ce Territoire au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport.

c) TERRITOIRES SOUS TUTELLE DU PACIFIQUE

Samoa-Occidental

A sa vingt-deuxième session, le Conseil de tutelle a noté les progrès réalisés dans l'exécution du programme convenu de réformes constitutionnelles qui doit conduire à la mise en place au Samoa-Occidental, en 1960, d'un système de gouvernement comportant un conseil des ministres. Conformément au *Samoa Amendment Act*, de 1957, le nombre des membres élus de l'Assemblée législative avait été porté à 46 et celui des membres fonctionnaires ramené à six; le Haut-Commissaire s'était retiré de la présidence de l'Assemblée et avait été remplacé par un président élu; les *fautua* avaient également cessé d'être membres de l'Assemblée et un *leader of Government Business* (chef des affaires administratives) avait été nommé sur proposition de l'Assemblée; le Fono des *faipoulés* avait été aboli du fait de l'élection d'une nouvelle Assemblée législative, le 15 novembre 1957, et il avait été créé un Conseil exécutif comprenant le Haut-Commissaire, les *fautua*, deux membres fonctionnaires et cinq ministres qui étaient nommés par le Haut-Commissaire parmi les membres élus de l'Assemblée législative, sur la proposition de celle-ci. Le Conseil a constaté qu'au plus tard à la fin de l'année 1960, dès la nomination d'un Premier Ministre choisi parmi les membres élus de l'Assemblée législative et dès le retrait du Haut-Commissaire et des *fautua* du Conseil exécutif, un système de gouvernement comportant un conseil des ministres responsable devant l'Assemblée législative commencerait à fonctionner.

Le Conseil de tutelle a examiné de nouveau le système de suffrage actuel qui, en ce qui concerne les Samoans, limite le droit de vote aux *matai* (chefs des grandes familles samoanes). Notant que ce système était conforme aux recommandations de la Convention constitutionnelle de 1954, et après avoir entendu les explications détaillées de l'un des *fautua*, qui a notamment déclaré que les *matai* étaient les représentants du peuple librement choisis conformément à la coutume samoane et que le système social samoan pouvait s'adapter à des conditions qui étaient en train d'évoluer, le Conseil, bien qu'estimant souhaitables des efforts visant à instituer le suffrage universel des adultes, a exprimé l'espoir que les Samoans seraient disposés un jour à adopter ce système, mais a considéré qu'un tel système de suffrage ne devrait pas être imposé aux habitants du Territoire contre leur gré.

Dans un mémoire adressé au Conseil, l'Autorité administrante a indiqué qu'en raison du stade de développement atteint et à la suite des consultations auxquelles elle avait procédé avec le Gouvernement du Samoa-Occidental, elle était parvenue à la conclusion que, dans quelques années, elle devrait demander aux organes compétents des Nations Unies d'envisager de mettre fin à l'Accord de tutelle. Tenant compte des suggestions de l'Autorité administrante, le Conseil a décidé, le 29 juillet 1958, d'envoyer au Samoa-Occidental en 1959, une mission de visite distincte chargée d'examiner, en consultation avec l'Autorité administrante, dans quelle mesure les fins du régime de tutelle ont été atteintes par le Territoire sous tutelle et quelles dispositions restent à prendre pour les atteindre.

La Mission de visite a séjourné dans le Territoire en mars et en avril 1959. Dans son rapport, qui sera examiné par le Conseil de tutelle à sa vingt-quatrième session, la Mission a noté que l'Autorité administrante

et les représentants samoans s'étaient mis d'accord pour que soit institué en octobre 1959 un système de gouvernement avec cabinet et qu'un comité de travail avait été créé pour rédiger un projet de Constitution du futur État samoan. La Mission a approuvé un calendrier provisoire proposé par l'Autorité administrante et qui prévoit diverses mesures qui permettront au Territoire d'accéder à l'indépendance à la fin de 1961. Entre temps, les chefs samoans avaient accepté l'organisation d'un plébiscite au suffrage universel sur les questions de la levée de la tutelle, de l'approbation du projet de Constitution et du projet de traité d'amitié entre le Samoa-Occidental et la Nouvelle-Zélande.

Nouvelle-Guinée

Un certain retard s'est produit dans l'exécution du programme élaboré par l'Autorité administrante en vue de placer l'ensemble du Territoire sous son autorité complète, en raison des difficultés d'accès aux régions où l'œuvre de pénétration n'a pas encore commencé et du fait que le travail de renforcement de l'autorité nécessite davantage de personnel expérimenté qu'on ne l'avait prévu. À sa vingt-deuxième session, le Conseil de tutelle a noté ce retard avec inquiétude. Notant, cependant, qu'un nombre considérable d'autres fonctionnaires recevant alors une formation à cet effet pourraient bientôt se consacrer à l'œuvre de pénétration pacifique, le Conseil a espéré que l'Autorité administrante pourrait, lorsque ces fonctionnaires entreprendraient en service, mener cette tâche à bien le plus rapidement possible.

Le progrès politique de la population autochtone s'est poursuivi surtout à l'échelon local. Le Conseil de tutelle a été informé que, depuis 1956, sept nouveaux conseils administratifs locaux avaient été créés, ce qui portait à 13 le nombre de ces conseils. Il en a félicité l'Autorité administrante et, notant que les conseils administratifs locaux avaient de plus en plus tendance à coopérer entre eux en ce qui concerne les questions d'intérêt commun, il a approuvé la politique de l'Autorité administrante visant à encourager la création de conseils de zone et de conseils régionaux lorsque les circonstances le permettraient. En ce qui concerne le Conseil législatif du Papua et de la Nouvelle-Guinée, le Conseil de tutelle a regretté que l'Autorité administrante n'eût pas encore jugé possible d'augmenter le nombre de ses membres autochtones. Notant cependant avec satisfaction que des dispositions avaient été prises pour permettre à des observateurs autochtones d'assister aux réunions du Conseil législatif de façon régulière et suivie, il a exprimé l'espoir qu'ainsi et grâce à d'autres circonstances, il serait bientôt possible de nommer de nouveaux membres autochtones du Conseil législatif.

Dans le domaine économique, le Conseil a noté que l'on poursuivait des études sur les ressources naturelles du Territoire et il a exprimé l'espoir que ces études permettraient à l'Autorité administrante d'élaborer ultérieurement des plans économiques à long terme pour l'ensemble du Territoire. Il a également exprimé l'espoir que l'étude financière dont les recettes du Territoire continuent à faire l'objet aboutirait bientôt à la création d'un système plus large d'imposition directe et qu'il serait pris des dispositions appropriées pour former des assistants agricoles autochtones et pour augmenter le nombre de ces assistants en vue de répondre aux besoins créés par le développement de l'activité agricole des autochtones.

Dans le domaine social, le Conseil a félicité l'Autorité administrante des efforts qu'elle avait faits pour améliorer la santé publique dans le Territoire et il a noté avec satisfaction qu'une nouvelle législation complète du travail devait être bientôt soumise au Conseil législatif du Territoire. Notant que l'Autorité administrante avait maintenu les restrictions imposées aux mouvements des autochtones dans certaines villes, le Conseil a exprimé l'espoir que l'Autorité administrante prendrait des mesures en vue d'abolir ces restrictions, dès que la situation le permettrait.

Le Conseil a insisté de nouveau sur l'importance du développement de l'enseignement dans le Territoire et a considéré que l'Autorité administrante devrait affecter à l'enseignement des crédits de plus en plus importants.

Une Mission de visite des Nations Unies s'est rendue au début de 1959 en Nouvelle-Guinée, ainsi qu'à Nauru et dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Le Conseil examinera à sa vingt-quatrième session les rapports de la Mission ainsi que les rapports annuels des Autorités administrantes sur ces territoires.

Nauru

L'avenir de la collectivité nauruane après l'épuisement des gisements de phosphate de l'île, qui se produira dans une quarantaine d'années, a retenu de nouveau l'attention du Conseil de tutelle à sa vingt-deuxième session. Le Conseil, notant l'avis de l'Autorité administrante selon lequel on ne pourrait résoudre définitivement le problème tant que les Nauruans n'auraient pas compris toutes les questions en jeu et ne seraient pas préparés, par l'acquisition de connaissances générales et d'une formation technique et professionnelle, à tirer tout le parti voulu des solutions entre lesquelles ils auraient à choisir en fin de compte, a recommandé à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts pour trouver une solution au problème, compte tenu des avis et des vœux de la population et des dispositions pertinentes de la Charte et de l'Accord de tutelle.

Dans le domaine politique, le Conseil a prié instamment l'Autorité administrante de continuer par tous les moyens possibles à encourager et à aider le Conseil de gouvernement local de Nauru à exercer plus amplement ses pouvoirs. Il a espéré qu'au fur et à mesure que le Conseil de gouvernement local exercerait davantage ses fonctions actuelles, l'Autorité administrante lui conférerait des pouvoirs plus étendus.

Le Conseil a noté avec satisfaction les efforts déployés par l'Autorité administrante pour développer et diversifier l'économie du Territoire, et notamment la décision de fournir les fonds nécessaires pour créer une industrie de la pêche. Le Conseil a également exprimé de nouveau l'espoir que les négociations entre le Conseil de Nauru et les British Phosphate Commissioners aboutiraient rapidement à une augmentation du taux des redevances payées aux Nauruans. En ce qui concerne la santé publique et l'enseignement, le Conseil, tout en félicitant l'Autorité administrante des progrès déjà réalisés, a exprimé l'espoir qu'elle continuerait ses efforts dans ces domaines.

Territoire sous tutelle des îles du Pacifique

À sa vingt-deuxième session, le Conseil de tutelle a examiné la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, désigné comme zone stratégique,

et il a fait rapport sur ce Territoire au Conseil de sécurité. A la fin de 1957 et au début de 1958, trois typhons désastreux avaient balayé certaines parties du Territoire et causé des dégâts considérables. Le Conseil a déploré les pertes en vies humaines que ces typhons avaient causées et il a noté avec satisfaction que l'Autorité administrante avait pris rapidement des mesures généreuses en vue de porter secours aux régions sinistrées et d'en assurer le relèvement.

La situation des habitants des îles qui avaient été évacuées en raison d'expériences nucléaires a également retenu l'attention du Conseil, qui a enregistré avec satisfaction les mesures prises pour faciliter la réadaptation des personnes évacuées.

Le Conseil a loué les efforts déployés par l'Autorité administrante pour créer dans le Territoire des organes politiques efficaces. Le Conseil a été notamment heureux de constater qu'en raison du succès de la Conférence des dirigeants micronésiens des divers districts qui avait eu lieu en 1957, il avait été décidé d'organiser dorénavant des conférences du même genre tous les ans. Il a exprimé en outre sa satisfaction de la création, à Truk, d'un congrès monocaméral de district, ainsi que des mesures que l'on était en train de prendre pour transformer les organes législatifs bicaméraux de district en organes législatifs monocaméraux dont tous les membres seraient élus. A l'échelon local, le Conseil a pris note de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle son programme systématique d'octroi de chartes à toutes les municipalités du Territoire avait suscité un intérêt considérable dans toutes les collectivités avec lesquelles ces chartes avaient fait l'objet d'entretiens.

L'Autorité administrante doit verser chaque année au Territoire une contribution financière importante pour lui permettre d'équilibrer son budget. Le Conseil, conscient du désir qu'a l'Autorité administrante de voir les Micronésiens élargir leurs sources de recettes publiques et développer leur sens des responsabilités financières, a noté avec intérêt que l'Administration se proposait d'instaurer dans le Territoire un régime fiscal plus équitable et plus uniforme et de créer à brève échéance un système d'impôts sur le revenu. Le Conseil s'est également déclaré persuadé qu'en fixant sa contribution au budget du Territoire l'Autorité administrante tiendrait pleinement compte de la nécessité de mettre en valeur les ressources du Territoire par tous les moyens possibles, notamment par l'octroi de subventions destinées à permettre la continuation des programmes économiques et sociaux.

Dans d'autres domaines, le Conseil a félicité l'Autorité administrante des progrès réalisés en matière de santé publique et d'enseignement. Il a noté en particulier avec satisfaction la déclaration de l'Autorité administrante annonçant que le succès du programme de formation d'instituteurs pour le district de Truk avait conduit à l'élaboration de programmes analogues dans tous les chefs-lieux des districts, qu'une place plus importante avait été faite à l'enseignement professionnel dans toutes les écoles moyennes et que des progrès avaient été réalisés dans tous les districts en ce qui concerne la mise au point de matériel d'enseignement rédigé dans les langues vernaculaires et adapté aux cultures locales.

B. — TERRITOIRES NON AUTONOMES

1. — Communication de renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte

Pendant la période considérée, six Etats Membres qui administrent des territoires non autonomes ont communiqué au Secrétaire général, en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, des renseignements au sujet de 52 territoires, contre 55 l'année précédente.

La plupart des Etats Membres administrants se sont servis du Schéma révisé que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution 551 (VI) du 7 décembre 1951 et modifié par sa résolution 930 (X) du 8 novembre 1955. Les Gouvernements de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas ont communiqué des renseignements touchant la partie facultative du Schéma (Gouvernement), conformément aux résolutions 144 (II) du 3 novembre 1947, 327 (IV) du 2 décembre 1949 et 848 (IX) du 22 novembre 1954 de l'Assemblée générale. A la dixième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, certains membres ont exprimé leur satisfaction de la communication de ces renseignements qui ont été très utiles au Comité pour l'étude de la situation économique, sociale et de l'enseignement.

2. — Examen des renseignements

a) GÉNÉRALITÉS

A sa treizième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1332 (XIII) du 12 décembre 1958, a décidé que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes resterait en fonctions pendant une nouvelle période de trois ans, dans les mêmes conditions et avec la même composition et le même mandat qu'auparavant. L'Assemblée a invité les membres du Comité à continuer d'adjoindre à leurs délégations des personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité et des autochtones spécialement qualifiés pour parler de la politique suivie en matière économique, sociale et d'enseignement dans les territoires non autonomes.

En 1958, les mandats de la Chine, de l'Inde, de l'Irak et du Venezuela étant arrivés à expiration, la Quatrième Commission a élu le Ghana, l'Inde, l'Irak et la République Dominicaine membres du Comité des renseignements pour une période de trois ans.

b) SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

En 1959, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a étudié tout particulièrement la situation de l'enseignement, conformément au programme de travail arrêté par l'Assemblée générale dans sa résolution 1332 (XIII) du 12 décembre 1958. Les Etats-Unis d'Amérique, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont adjoint à leurs délégations des conseillers spéciaux experts en matière d'enseignement. Le Secrétariat et les institutions spécialisées avaient rédigé des études spéciales à l'intention du Comité. Les études du Secrétariat portaient sur la participation des habitants des territoires non autonomes à l'élaboration et à l'application de la politique de l'enseignement, sur l'enseignement secondaire et sur l'enseignement supé-

rieur dans les territoires non autonomes. Celles des institutions spécialisées comprenaient des études sur l'éducation de base et l'élimination de l'analphabétisme et sur l'enseignement primaire gratuit et obligatoire dans les territoires non autonomes (UNESCO), sur les faits nouveaux enregistrés récemment en matière de formation technique et professionnelle dans les territoires non autonomes (BIT), sur l'enseignement agricole et les services de vulgarisation agricole dans les territoires non autonomes (FAO), et sur l'éducation et la formation du personnel médical et sanitaire dans les territoires non autonomes (OMS).

Le Comité a constitué un sous-comité chargé de préparer un rapport sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes.

Le Comité a tenu compte des renseignements fournis dans les rapports du Secrétariat et des institutions spécialisées sur l'évolution récente intéressant certains aspects de l'enseignement, ainsi que des renseignements complémentaires fournis par des Etats Membres administrants. Le Comité a noté que les Etats Membres administrants acceptaient en général les principes et les objectifs de l'enseignement tels qu'ils avaient été énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 743 (VIII) du 27 novembre 1953 et s'efforçaient d'obtenir que les populations des territoires non autonomes puissent accéder dans la mesure la plus large possible à l'enseignement. Ils ont également noté que les moyens d'enseignement offerts dans ces territoires avaient été accrus de façon appréciable. Tout en reconnaissant les progrès accomplis au cours des dernières années, le Comité a estimé qu'il était nécessaire d'accélérer le rythme des progrès de l'enseignement.

Le Comité a souligné la nécessité d'élaborer des plans pour le développement et l'expansion de l'enseignement dans l'avenir. Il a considéré que, pour assurer aux habitants des territoires non autonomes le mode d'enseignement approprié, il importait de reconnaître la nécessité d'adapter les sujets et programmes d'études au milieu local et à son type de culture et de tradition et d'utiliser, chaque fois qu'il était possible, la langue vernaculaire comme langue d'enseignement, au moins au stade initial. Comme les années précédentes, le Comité a souligné les liens qui existent entre le progrès et l'instruction, et l'importance de l'enseignement pour la vie économique et sociale des populations des territoires non autonomes.

Les représentants des Etats Membres administrants ont décrit les mesures prises par leurs gouvernements pendant la période considérée dans les territoires qu'ils administrent.

Le Comité a examiné la participation des habitants à l'élaboration et à l'application de la politique de l'enseignement, les relations raciales en matière d'enseignement, l'éducation des adultes et l'élimination de l'analphabétisme, l'enseignement féminin, l'enseignement gratuit et obligatoire, l'enseignement secondaire et supérieur, la formation professionnelle et technique, l'enseignement agricole et les services de vulgarisation agricole, et la formation du personnel médical et sanitaire.

Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le rapport spécial sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes et de le transmettre aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, aux commissions économiques régionales de l'Organisation des Na-

tions Unies, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées intéressées.

c) SITUATION ÉCONOMIQUE

Par sa résolution 1152 (XII) du 26 novembre 1957, l'Assemblée générale a approuvé un rapport spécial sur la situation économique dans les territoires non autonomes préparé par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes à sa huitième session. A sa dixième session, en 1959, le Comité a tenu compte de ce rapport pour son examen de la situation économique. Plusieurs représentants ont noté que certains progrès, qui n'étaient pas spectaculaires, avaient été accomplis depuis 1957 et que les plus grands obstacles au développement économique étaient constitués par l'agriculture de subsistance, une infrastructure insuffisante, le déséquilibre du commerce extérieur et une économie trop tributaire des exportations. Les mêmes représentants ont fait état du rôle insignifiant que les autochtones continuaient à jouer dans l'élaboration des principes d'orientation des programmes de développement qui étaient à divers stades d'exécution dans un certain nombre de territoires.

Par sa résolution 1327 (XIII) du 12 décembre 1958, l'Assemblée générale a accueilli avec satisfaction la création de la Commission économique pour l'Afrique en tant que moyen important de continuer à relever les niveaux de vie dans les territoires non autonomes et les territoires sous tutelle d'Afrique. L'Assemblée a exprimé l'espoir que tous les territoires africain demanderont, par l'intermédiaire des Etats Membres responsables de leur administration, à être admis à la Commission économique pour l'Afrique en qualité de membres associés. Elle a prié les Etats Membres intéressés d'encourager ces demandes d'admission en qualité de membre associé et de les présenter avec diligence.

A la treizième session de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission a examiné un rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux qui pourraient être liés à l'association de territoires non autonomes à la Communauté économique européenne.

A la même session, le 12 décembre 1958, l'Assemblée a adopté la résolution 1329 (XIII) par laquelle elle considérait que l'association de certains territoires non autonomes à la Communauté économique européenne influerait vraisemblablement sur le développement économique de ces territoires et sur le moment où ils atteindraient les objectifs énoncés à l'alinéa b de l'Article 73 de la Charte. L'Assemblée a invité les Etats Membres administrants à examiner l'opportunité d'adopter dans les territoires non autonomes une politique d'investissement qui assurerait un développement économique équilibré et un accroissement progressif du revenu par habitant des populations de ces territoires.

L'Assemblée a également adopté, le 12 décembre 1958, la résolution 1330 (XIII) par laquelle elle priait le Secrétaire général de préparer, pour la quatorzième session de l'Assemblée générale, un rapport sur les faits nouveaux liés à l'association de territoires non autonomes à la Communauté économique européenne en tenant compte des renseignements qui seraient soumis par les Etats Membres administrants et des études que pourraient entreprendre à ce sujet les commissions économiques régionales de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes internationaux, dans la mesure où ces études se rapporteraient au développement de territoires non autonomes.

A la dixième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, certains représentants ont constaté que les Etats Membres administrants intéressés n'avaient pas fourni de renseignements concernant l'association de territoires sous leur administration à la Communauté économique européenne et les effets possibles de cette association. Ils ont ajouté que l'association d'un territoire non autonome à la Communauté économique européenne aurait une influence certaine sur sa situation économique et ils ont exprimé l'espoir que tous les renseignements pertinents seraient mis à la disposition du Comité à sa onzième session. Le représentant des Pays-Bas a fait savoir au Comité que son gouvernement communiquerait au Secrétaire général tous les renseignements disponibles sur les répercussions que la Communauté économique européenne pourrait avoir sur la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

En ce qui concerne ses travaux futurs, le Comité a décidé d'entreprendre à sa session de 1960 l'examen du développement économique dans les territoires non autonomes en plus de l'examen du rapport sur les progrès réalisés, si l'Assemblée générale le demande. Le Comité a examiné les sujets d'études proposés dans le domaine économique. Il a été suggéré que la FAO et l'OIT soient invitées à collaborer à la préparation des études sur la participation de la population autochtone aux activités agricoles et sur la productivité de la main-d'œuvre indigène, respectivement. Certains membres du Comité ont également fait remarquer qu'il serait utile que l'étude relative aux relations commerciales et financières entre les territoires non autonomes et leurs métropoles soit aussi large que possible et comprenne aussi des renseignements sur les relations commerciales et financières entre ces territoires et d'autres pays. L'étude sur les termes de l'échange comprendra des renseignements sur le volume des importations de certains articles qui pourraient être produits dans les territoires eux-mêmes. Une étude des organisations monétaires et bancaires sera entreprise pour les territoires non autonomes où la question de la création d'établissement financiers locaux pourrait revêtir un intérêt tout particulier.

d) SITUATION SOCIALE

A sa treizième session, l'Assemblée générale a approuvé le rapport spécial sur la situation sociale dans les territoires non autonomes préparé en 1958 par le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Sur la question de la discrimination raciale dans les territoires non autonomes, l'Assemblée a adopté, le 12 décembre 1958, la résolution 1328 (XIII) par laquelle elle a appelé particulièrement l'attention des Etats Membres administrants sur sa précédente recommandation concernant l'examen des lois, règlements et ordonnances discriminatoires en vigueur, et de leur application, en vue d'abolir toutes dispositions ou pratiques discriminatoires de cet ordre. Elle a prié instamment tous les Etats Membres responsables de l'administration de territoires non autonomes d'accorder une attention particulière et constante à la mise en œuvre des dispositions de cette résolution et les a invitées à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements sur les mesures qu'ils auront prises.

A sa dixième session, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a également examiné la situation sociale dans les territoires non autonomes. Au cours des débats sur le rapport spécial sur

la situation sociale dans les territoires non autonomes préparé pour la treizième session de l'Assemblée générale, certains membres du Comité ont fait des observations relatives aux problèmes sociaux que pose l'urbanisation, à la délinquance juvénile et aux progrès réalisés dans l'application des programmes de développement communautaire. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni ont informé le Comité que des exemplaires du rapport spécial sur la situation sociale avaient été envoyés aux autorités locales compétentes qui s'occupent, sous une forme ou sous une autre, de la situation sociale dans les territoires administrés par leurs gouvernements respectifs.

3. — Questions générales relatives à la communication et à l'examen des renseignements

a) CESSATION DE LA COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS

Le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies a transmis au Secrétaire général une lettre du Ministère français des affaires étrangères, en date du 23 mars 1959, relative au statut des divers territoires sur lesquels il n'est plus communiqué de renseignements. Il est dit dans cette lettre que, sauf en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides, en raison de la situation particulière du condominium, le Gouvernement français a décidé d'arrêter, à compter de 1957, la communication de renseignements sur les territoires suivants: Afrique-Occidentale française, Afrique-Equatoriale française, Madagascar, les Comores et la Côte française des Somalies. Il est expliqué dans cette communication qu'en effet la loi-cadre du 23 juin 1956 et les décrets qui en découlent ont permis de promouvoir un ensemble de réformes dont le résultat a été de doter ces territoires de l'autonomie interne. Le Secrétaire général a également reçu du représentant permanent de la France le texte des "Réformes outre-mer" (*Journal officiel* de la République française, No 1100, Paris, 1957) et le texte de la "Constitution de la Communauté".

Conformément aux résolutions 222 (III) du 3 novembre 1948 et 1051 (XI) du 20 février 1957, le Secrétaire général a porté à la connaissance des Etats Membres le texte de la lettre du Ministère français des affaires étrangères, un aperçu préliminaire des parties du texte des "Réformes outre-mer" qui se rapportent au statut des territoires dont il est question dans la lettre du Ministère français des affaires étrangères et certains des Titres de la "Constitution de la Communauté". Le texte intégral de ces documents sera également porté à la connaissance de l'Assemblée générale à sa quatorzième session.

A la dixième session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que, depuis la dernière session annuelle du Comité, le Congrès des Etats-Unis avait admis l'Alaska et Hawaii comme quarante-neuvième et cinquantième Etats de l'Union. Le 2 juin 1959, le Gouvernement des Etats-Unis a informé le Secrétaire général que, le 3 janvier 1959, l'Alaska était devenu l'un des Etats de l'Union en vertu d'une Constitution qui est entrée en vigueur à cette date. Etant donné les modifications intervenues en ce qui concerne la situation constitutionnelle et le statut de l'Alaska, le Gouvernement des Etats-Unis a considéré qu'il n'y avait plus lieu de continuer à transmettre des

renseignements concernant l'Alaska en vertu de l'Article 73, c, de la Charte. En conséquence, il a décidé de ne plus transmettre de renseignements sur l'Alaska après le rapport annuel pour la période du 1er juillet 1957 au 30 juin 1958, auquel seront joints en annexes des renseignements complémentaires pour la période de six mois se terminant le 3 janvier 1959. Conformément à la résolution 222 (III) de l'Assemblée générale, le Gouvernement des Etats-Unis a communiqué au Secrétaire général un mémoire relatif à la cessation de la transmission de renseignements concernant l'Alaska, le texte de la *Public Law* relative à l'Alaska, le texte de la Proclamation admettant l'Etat de l'Alaska dans l'Union et le texte de la Constitution de l'Etat de l'Alaska. Conformément à la résolution 1051 (XI) de l'Assemblée générale, en date du 20 février 1957, le texte de ces documents sera communiqué à l'Assemblée générale à sa quatorzième session.

Le représentant des Etats-Unis a informé le Comité que son gouvernement annoncera au Secrétaire général son intention de cesser la communication de renseignements sur Hawaii après que ce territoire aura été formellement investi des attributions d'un Etat.

b) LETTRES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL À CERTAINS ETATS MEMBRES

Le 24 février 1956, le Secrétaire général a adressé à chacun des 16 nouveaux Etats devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies en décembre 1955 une lettre où il appelait leur attention sur le Chapitre XI de la Charte et les invitait à lui faire savoir s'ils assumeraient l'administration d'un ou plusieurs des territoires visés à l'Article 73. Des demandes analogues ont été adressées aux Etats qui sont devenus Membres depuis 1955. Depuis la parution du rapport précédent, une lettre semblable a été adressée par le Secrétaire général au Gouvernement de la Guinée.

Le Secrétaire général des Nations Unies a reçu de la Mission permanente de l'Espagne auprès des Nations Unies une communication en date du 10 novembre 1958 où il était déclaré que l'Espagne ne possédait pas de territoires non autonomes puisque les territoires qui sont soumis à sa souveraineté en Afrique sont considérés et classés comme provinces espagnoles conformément à la législation en vigueur. En conséquence, le Gouvernement espagnol ne considérerait pas que l'Article 73 lui fût applicable. La communication ajoutait que, bien qu'aucune raison légale ne l'obligeât à le faire, le Gouvernement espagnol mettait à la disposition du Secrétaire général des documents officiels et de tous ordres sur la situation des provinces espagnoles d'Afrique, afin que ces publications servent à apporter des éclaircissements. La Quatrième Commission a été saisie de cette communication à la treizième session.

c) QUESTION DE LA PROCÉDURE DE VOTE APPLICABLE, À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, AUX QUESTIONS RELATIVES AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

Comme aux deux sessions précédentes, un débat s'est ouvert à la treizième session de l'Assemblée générale sur la question de savoir si l'Assemblée a compétence pour interpréter l'application du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies. Certains Membres ont soutenu que la Charte était un instrument multilatéral et que les obligations découlant du Chapitre XI avaient le même caractère que les autres obligations assumées par les Etats au moment où ils deviennent Membres de l'Organisation des Nations Unies. D'autres Membres

ont fait valoir qu'un examen par l'Assemblée du régime constitutionnel d'Etats Membres de l'Organisation serait incompatible avec le paragraphe 7 de l'Article II de la Charte. Etant donné les divergences de vues sur l'application du Chapitre XI, la Quatrième Commission a approuvé un projet de résolution par lequel l'Assemblée générale: 1) inviterait le Secrétaire général à établir un résumé des avis exprimés dans les réponses des Etats Membres aux notes du Secrétaire général relatives à la communication des renseignements, au cours des débats pertinents qui ont eu lieu aux séances plénières de l'Assemblée générale ou dans les commissions et comités intéressés, et dans les études juridiques pertinentes relatives à l'interprétation de la Charte; 2) saisirait le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes du résumé du Secrétaire général pour qu'il l'étudie, l'analyse et formule des conclusions.

Au cours de la discussion à l'Assemblée générale, certains Membres ont été d'avis que le projet de résolution de la Quatrième Commission traitait d'une question importante au sens de l'Article 18 de la Charte et que l'Assemblée devrait donc prendre sa décision à la majorité des deux tiers. Par la suite, l'un des auteurs du projet de résolution a proposé à l'Assemblée de ne pas se prononcer sur le projet de résolution à sa treizième session. Cette motion a été adoptée.

A l'une des séances plénières suivantes, les représentants du Ghana, de l'Irak, du Libéria, du Maroc et du Mexique ont présenté un projet de résolution selon lequel l'Assemblée générale prierait la Cour internationale de Justice de rendre un avis consultatif sur les points suivants: 1) quelle est la majorité requise pour l'adoption de résolutions de l'Assemblée générale concernant les questions relatives aux territoires non autonomes qui font l'objet du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies?; 2) considérant que les questions relatives aux territoires non autonomes ne sont pas mentionnées au paragraphe 2 de l'Article 18 de la Charte, serait-il conforme à la Charte d'exiger, pour une résolution concernant les territoires non autonomes, un vote à la majorité des deux tiers, sans que soit établie, à cet effet, une nouvelle catégorie se rapportant aux territoires non autonomes, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article 18?

Les auteurs du projet de résolution ont exprimé l'opinion que la meilleure façon de régler le désaccord qui existait sur la procédure de vote applicable aux questions relatives aux territoires non autonomes était de demander l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

De nombreux Membres ont été d'avis que l'Assemblée ne devrait saisir la Cour internationale de Justice d'une question aussi importante qu'après avoir mûrement réfléchi tant à l'opportunité de cette action qu'à la forme et à la nature des questions à poser à la Cour. L'Assemblée générale a adopté, par 55 voix contre 2, avec 21 abstentions, une motion de la Nouvelle-Zélande tendant à ne pas examiner plus avant le projet de résolution.

4.— Rapport sur les progrès réalisés par les territoires non autonomes en application des dispositions du Chapitre XI de la Charte

Par ses résolutions 932 (X) du 8 novembre 1955 et 1053 (XI) du 20 février 1957, l'Assemblée générale

a invité le Secrétaire général à rédiger, en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, un rapport sur les progrès réalisés dans les territoires non autonomes dans les domaines au sujet desquels des renseignements ont été communiqués depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. À la treizième session de l'Assemblée générale, le Secrétariat a demandé à la Quatrième Commission des indications sur la procédure à suivre en ce qui concerne la présentation et l'examen dudit rapport. La Commission a accepté une suggestion de l'Inde tendant à ce que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes fût invité à sa dixième session à recommander à l'Assemblée générale, à sa quatorzième session, la méthode à suivre pour l'examen du rapport.

Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a donc étudié la question de la méthode à adopter pour l'examen du rapport sur les progrès réalisés. Le Comité était saisi des résumés des renseignements communiqués depuis la création de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article 73, c, de la Charte, qui constitue une partie du rapport; le Secrétariat l'a informé de l'état d'avancement de ses travaux de rédaction et de ceux des institutions spécialisées intéressées. Il a été généralement admis qu'il convenait d'obvier aux difficultés qu'éprouverait une Grande Commission, composée des 82 Membres des Nations Unies, pour examiner un rapport de ce genre et qu'il conviendrait de confier l'examen détaillé du rapport sur les progrès réalisés à un organe restreint. Le Comité des renseignements a également estimé que, si l'Assemblée générale, considérant le caractère spécialisé du Comité et l'expérience particulière qu'il a des questions concernant les territoires non autonomes, lui demandait d'entreprendre l'examen du rapport, elle pourrait aussi, vu l'objet du rapport sur les progrès réalisés, lui indiquer les principes dont il devrait s'inspirer dans cette tâche spéciale. Le Comité a estimé qu'il pourrait s'acquitter de cette tâche, si l'Assemblée générale l'en chargeait, sans négliger son programme normal de travail, qui consistera, en 1960, à étudier de façon toute particulière la situation économique dans les territoires non autonomes.

Le Secrétariat a indiqué au Comité comment pourrait se dérouler sa onzième session au cas où l'Assemblée générale le chargerait de l'examen du rapport sur les progrès réalisés. Le Secrétariat a estimé que, pour sa session de 1960, le Comité aurait besoin de huit à neuf semaines pour l'étude dudit rapport et l'exécution de son travail annuel ordinaire.

5. — Collaboration internationale en vue du progrès dans les domaines économique, social et de l'enseignement

a) COLLABORATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE TECHNIQUE

À sa dixième session, le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes était saisi d'un rapport du Secrétariat relatif aux décisions prises par le Conseil économique et social et ses commissions et aux études entreprises par ces organes qui concernaient les territoires non autonomes; le Comité était également saisi d'un rapport de l'OMS et d'un rapport de l'UNESCO sur les activités de ces organisations dans les territoires non autonomes. Les représentants de

l'OIT, de l'UNESCO et de l'OMS ont donné un aperçu des travaux réalisés, dans leurs domaines respectifs, dans les territoires non autonomes. Ils ont décrit dans leurs grandes lignes les projets en cours d'exécution en 1958 et ceux qui sont prévus pour 1959 et 1960.

Le Secrétariat a continué de travailler en collaboration étroite avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS pour les travaux relatifs aux territoires non autonomes.

Certains membres du Comité et des représentants d'institutions spécialisées ont décrit sous quelles formes des territoires non autonomes avaient bénéficié d'une assistance technique et de bourses d'étude. Des représentants ont exprimé leur satisfaction des travaux accomplis par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et certains gouvernements dans le domaine de l'assistance technique aux territoires non autonomes.

Le Comité était également saisi d'un rapport sur l'assistance technique internationale aux territoires non autonomes, rédigé par le Secrétariat en application des résolutions 220 (III) du 3 novembre 1948 et 336 (IV) du 2 décembre 1949 adoptées par l'Assemblée générale.

Il ressortait de ce rapport que le coût total des projets d'assistance technique au titre du Programme élargi pour 1958, approuvés pour les territoires non autonomes, avait été plus élevé que celui de 1957. En 1958, une assistance d'un montant total de 961.000 dollars avait été fournie à 28 territoires non autonomes, bien que l'assistance technique ne fût toujours fournie qu'à guère plus de la moitié des territoires. Le montant moyen de l'assistance fournie aux territoires bénéficiaires était passé de 24.000 dollars en 1956 à 30.000 dollars en 1958 et à 34.000 dollars dans le programme approuvé pour 1959. En 1958, 112 experts au total avaient été envoyés dans les territoires non autonomes.

On prévoit que le nombre de bourses qui seront attribuées, dans le monde entier, au titre du programme de 1959, sera de 2.253, soit 221 de plus qu'en 1958. Les territoires non autonomes doivent recevoir 18 bourses, contre 11 bourses approuvées pour 1958. Le nombre des bourses dont bénéficient les territoires non autonomes est en fait bien supérieur à ces chiffres, qui ne tiennent pas compte des bourses attribuées au titre des programmes régionaux. C'est ainsi que les chiffres totaux concernant l'année 1957 conduisent à faire la constatation plus encourageante qui suit: bien que 20 bourses seulement aient été octroyées aux territoires au titre de programmes propres à chacun d'entre eux, 74 bourses au total ont été attribuées au titre du Programme élargi pris dans son ensemble et ils ont reçu 95 autres bourses au titre des programmes ordinaires des organisations participantes.

Certains membres du Comité ont exprimé l'espoir que l'on recevrait d'autres demandes d'assistance technique internationale pour le compte des territoires non autonomes.

Le Fonds spécial créé par la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, en date du 14 octobre 1958, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1959, et le renforcement de l'assistance technique en matière d'administration publique, conformément à la résolution 1256 (XIII), en date du 14 novembre 1958, offrent maintenant deux nouveaux moyens de faire bénéficier les territoires non autonomes de l'assistance technique internationale.

Le représentant du Royaume-Uni a informé le Comité que plusieurs territoires s'apprêtaient à présenter au Fonds spécial des demandes d'assistance relatives à divers projets de développement.

Le Comité a également passé en revue un certain nombre de programmes multilatéraux qui ont pour but de fournir une assistance aux territoires non autonomes. Plusieurs représentants ont parlé des rapports entre les territoires non autonomes et les commissions régionales des Nations Unies, la Commission des Caraïbes, le Plan de Colombo, la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara et la Commission du Pacifique-Sud. Ils ont estimé qu'il faudrait renforcer la coopération entre les commissions intergouvernementales, d'une part, et l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, d'autre part.

b) BOURSES D'ÉTUDES

A la treizième session de l'Assemblée générale, la Quatrième Commission a examiné un rapport du Secrétaire général sur les moyens d'étude et de formation offerts en application de la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1954. Le rapport avait trait aux faits survenus depuis le 2 octobre 1957. Les renseignements qu'il donnait sur les mesures prises par les Etats Membres en application de la résolution 1154 (XII) du 26 novembre 1957 étaient relatifs à la période écoulée depuis la mise en application de la résolution 845 (IX).

Par une note en date du 8 janvier 1958, le Secrétaire général a attiré l'attention des Etats ayant offert des bourses sur la résolution 1154 (XII) de l'Assemblée générale; aux termes de cette résolution, l'Assemblée invitait les Etats Membres qui avaient fait des offres à informer le Secrétaire général de la façon dont les candidats auraient utilisé les bourses d'études qui leur étaient offertes. Les Gouvernements des Etats-Unis, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, des Philippines, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie, de la Turquie, de l'URSS et de la Yougoslavie ont envoyé des réponses. Depuis la publication de son rapport, le Secrétaire général a reçu de nouvelles réponses de gouvernements et des offres de bourses.

Au cours de la période dont traite le rapport, 150 à 200 bourses environ ont été offertes au titre du programme à des habitants des territoires de la zone des Caraïbes et une trentaine chaque année à des habitants du Proche-Orient et d'Afrique. Les bourses étaient généralement valables pour une année scolaire (neuf mois). Ces bourses étaient, pour la plupart, destinées à former des mécaniciens de l'automobile et de l'aviation, des menuisiers-charpentiers, des mécaniciens spécialistes des moteurs diesel, des couturières, des menuisiers-ébénistes, des maçons, des plombiers et du personnel enseignant pour les carrières suivantes: agents de maîtrise, professeurs d'enseignement professionnel agricole, professeurs d'action coopérative et de gestion des exploitations agricoles, professeurs d'économie ménagère, travailleurs sociaux et spécialistes de l'enseignement communautaire.

Au cours de la période du 2 octobre 1957 au 10 novembre 1958, 155 demandes de bourses ont été présentées, dont 88, selon les renseignements disponibles, ont été adressées directement aux gouvernements qui offraient les bourses. Les Etats Membres administrants ont envoyé des observations sur 41 des demandes de

bourses. De plus, 43 demandes de bourses ont été communiquées pour observations.

Etant donné que le manque de renseignements détaillés au sujet des bourses offertes avait posé certains problèmes, l'Assemblée générale, par sa résolution 1331 (XIII) du 12 décembre 1958, a prié les Etats Membres qui offrent des bourses d'études de tenir compte de la nécessité de donner des renseignements complets sur les bourses offertes et, chaque fois que cela sera possible, de la nécessité de fournir des fonds pour les frais de voyage des boursiers. Elle a prié le Secrétaire général de faire figurer à l'avenir dans ses rapports des renseignements détaillés sur l'utilisation effective des bourses d'études et des moyens de formation offerts par des Etats Membres pour l'instruction des habitants des territoires non autonomes.

C. — QUESTION DU SUD-OUEST AFRICAIN

A la treizième session de l'Assemblée générale, le débat sur la question du Sud-Ouest africain a porté surtout sur le rapport du Comité de bons offices des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, que l'Assemblée générale avait créé par sa résolution 1143 (XII) du 25 octobre 1957. Après avoir rencontré à Pretoria les représentants de l'Union sud-africaine du 13 au 22 juin 1958 pour discuter la base d'un accord qui continuerait à reconnaître au Territoire du Sud-Ouest africain un statut international, le Comité de bons offices a fait à l'Assemblée générale un rapport sur les diverses solutions qui avaient été examinées. Selon le rapport, l'Union sud-africaine n'a pu accepter ni les arrangements reproduisant ceux du régime des mandats, ni les possibilités offertes par le régime international de tutelle, solutions que le Comité de bons offices avait proposées comme base éventuelle d'un accord; le Gouvernement de l'Union a déclaré qu'il n'était pas disposé à accepter l'Organisation des Nations Unies comme l'autre partie à un accord relatif au Territoire, ni à prendre d'engagements qui le rendraient responsable, devant l'Organisation, de l'administration du Territoire. De son côté, le Comité n'a pas cru possible d'appuyer une proposition du Gouvernement de l'Union, relative à un accord avec les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni, en tant qu'il s'agit là des trois principales Puissances alliées et associées qui subsistent.

Le Comité de bons offices et le Gouvernement de l'Union ont envisagé, comme autre solution, la possibilité d'un partage du Territoire. A ce sujet, le Comité a signalé dans son rapport que, si l'Assemblée générale indiquait qu'elle serait disposée à considérer, comme autre base possible d'accord, le partage du Territoire, dont une partie serait placée sous tutelle et dont le reste serait rattaché à l'Union sud-africaine, le Gouvernement de l'Union était prêt à procéder lui-même à une enquête sur la possibilité de ce partage et, s'il jugeait le partage possible, à présenter par la suite à l'Organisation des Nations Unies des propositions en vue de ce partage. Le Comité, pour sa part, a été d'avis qu'une certaine forme de partage qui permettrait de placer sous tutelle une partie du Territoire au moyen d'un accord de tutelle avec l'Organisation des Nations Unies, le reste du Territoire étant rattaché à l'Union sud-africaine, pourrait constituer la base d'un accord, et il a exprimé l'espoir que l'Assemblée générale encouragerait le Gouvernement de l'Union à procéder à une enquête sur la possibilité d'un partage.

Par sa résolution 1243 (XIII) du 30 octobre 1958, l'Assemblée générale a décidé de ne pas accepter les suggestions contenues dans le rapport du Comité qui envisageaient le partage et l'annexion d'une partie quelconque du Territoire comme base pour la solution de la question du Sud-Ouest africain. Elle a invité le Comité de bons offices à reprendre ses discussions avec le Gouvernement de l'Union sud-africaine, afin de trouver la base d'un accord qui continuerait à reconnaître un statut international à l'ensemble du Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain et qui serait conforme aux buts et aux principes des Nations Unies. Par sa résolution 1333 (XIII) du 13 décembre 1958, l'Assemblée générale a demandé l'établissement d'un compte rendu sténographique des débats sur le rapport du Comité, estimant qu'il permettrait de bien comprendre la position des Nations Unies sur cette question et faciliterait également la mise en œuvre de la résolution 1243 (XIII) de l'Assemblée générale.

Quatre autres résolutions relatives au Sud-Ouest africain ont été adoptées par l'Assemblée générale le 30 octobre 1958. Par sa résolution 1246 (XIII), l'Assemblée a réitéré ses 12 résolutions précédentes dans lesquelles elle recommandait de placer le Territoire du Sud-Ouest africain sous le régime international de tutelle. Par sa résolution 1245 (XIII), l'Assemblée générale a approuvé le cinquième rapport annuel du Comité du Sud-Ouest africain sur la situation dans le Territoire, a exprimé la profonde préoccupation que

lui causait la situation sociale, économique et politique qui existait dans le Territoire, et a appelé l'attention du Gouvernement de l'Union sud-africaine sur le rapport du Comité. L'Assemblée a également adopté la résolution 1244 (XIII), proposée par le Comité du Sud-Ouest africain, relative aux pétitions concernant le Territoire. Enfin, par sa résolution 1247 (XIII), l'Assemblée a décidé de renvoyer à sa quatorzième session la suite de l'examen de la question de l'action juridique permettant d'assurer le respect des obligations assumées par l'Union sud-africaine en ce qui concerne le Territoire du Sud-Ouest africain; elle était saisie à ce sujet de deux rapports spéciaux du Comité du Sud-Ouest africain: le premier lui avait été présenté à sa douzième session; le deuxième avait été demandé par sa résolution 1142 B (XII) et portait sur la possibilité d'obtenir de la Cour internationale de Justice des avis consultatifs en ce qui concerne l'administration du Sud-Ouest africain.

Au cours du premier semestre de 1959, le Comité du Sud-Ouest africain a pris plusieurs mesures relatives au Territoire. Il a nommé un Sous-Comité des questions juridiques, chargé d'entreprendre de nouvelles études sur l'action juridique, et il a adopté une résolution, qu'il a communiquée au Gouvernement de l'Union sud-africaine, par laquelle il exprimait la vive préoccupation que lui causait l'expulsion et l'expulsion imminente de divers habitants de la réserve indigène de Hoachanas.

Chapitre IV

QUESTIONS JURIDIQUES

I. — Cour internationale de Justice

a) COMPÉTENCE DE LA COUR

Acceptation de la juridiction obligatoire

Depuis le dernier rapport annuel, quatre Etats ont déposé de nouvelles déclarations acceptant la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, aux termes de l'Article 36, paragraphe 2 du Statut, et un Etat a renouvelé une déclaration antérieure. Parmi les nouvelles déclarations, l'une venait remplacer une déclaration antérieure qui avait été retirée.

Par déclaration du 3 avril 1958, déposée entre les mains du Secrétaire général le 17 juin 1958, le Gouvernement belge a reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour, sous certaines conditions, pendant une période de cinq ans, à l'expiration de laquelle la déclaration restera en vigueur jusqu'à notification de son abrogation.

Par déclaration du 25 juin 1958, déposée entre les mains du Secrétaire général à la même date, le Gouvernement finlandais a, sous certaines conditions, reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour, pour une période de cinq ans, renouvelée par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de même durée, sauf dénonciation au plus tard six mois avant l'expiration d'une telle période.

Par déclaration datée du 15 septembre 1958, déposée entre les mains du Secrétaire général à la même date, le Gouvernement japonais a, sous certaines conditions, reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour pour une période de cinq ans, et par la suite jusqu'à dénonciation par écrit.

Par lettre du 26 novembre 1958, reçue par le Secrétaire général à la même date, le Gouvernement du Royaume-Uni a retiré et abrogé sa déclaration du 18 avril 1957 acceptant la juridiction obligatoire de la Cour. Par déclaration du 26 novembre 1958, déposée à la même date entre les mains du Secrétaire général, ce gouvernement a reconnu la juridiction de la Cour comme obligatoire, sous un certain nombre de réserves, jusqu'à notification de l'abrogation de cette acceptation.

Par communication reçue le 7 août 1958, le Secrétaire général a été avisé du renouvellement par le Gouvernement turc, pour une nouvelle période de cinq ans à dater du 23 mai 1957, de la déclaration du 22 mai 1947 en vertu de laquelle la Turquie a reconnu comme obligatoire la juridiction de la Cour.

Nouvelles parties au Statut de la Cour

La République de Guinée, admise le 12 décembre 1958 comme Membre des Nations Unies, est, de ce fait, devenue partie au Statut de la Cour internationale de Justice, l'Article 93 de la Charte stipulant que tous les

Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour.

Instruments conférant compétence à la Cour

Les traités suivants et autres instruments enregistrés ou classés et inscrits au répertoire du Secrétariat des Nations Unies contenaient des clauses conférant compétence à la Cour internationale de Justice dans certains cas :

Convention de règlement judiciaire entre la Grèce et la Suède (signée à Athènes le 11 décembre 1956) ;

Accord de services aériens entre le Danemark et le Pakistan (signé à Copenhague le 10 avril 1958) ;

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les États-Unis d'Amérique et la Corée (signé à Séoul le 28 novembre 1956) ;

Accord de services aériens entre le Pakistan et le Portugal (signé à Karachi le 7 juin 1958) ;

Convention européenne pour le règlement pacifique des différends (multilatérale — conclue à Strasbourg le 29 avril 1957) ;

Traité de paix entre le Japon et l'Indonésie (signé à Djakarta le 20 janvier 1958) ;

Convention consulaire entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Norvège (signée à Oslo le 22 février 1951) ;

Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures (multilatérale — conclue à Londres le 12 mai 1954) ;

Accord entre le Pakistan et l'Afghanistan relatif aux services aériens (signé à Kaboul le 23 juin 1957).

Juridiction de la Cour en matière consultative

L'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO) est entré en vigueur le 13 janvier 1959, date à laquelle il a été approuvé par l'Assemblée de l'IMCO à sa première session ordinaire. Il avait été précédemment approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies. Par cet Accord, l'Assemblée générale autorise l'IMCO à demander des avis consultatifs à la Cour sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de ses activités, à l'exception de celles concernant les relations réciproques entre l'IMCO et l'Organisation des Nations Unies ou d'autres institutions spécialisées.

L'Accord entre les Nations Unies et l'Éthiopie sur le siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (signé à Addis-Abéba le 18 juin 1958) contient une disposition autorisant le Secrétaire général des Nations Unies ou l'Éthiopie à prier l'Assemblée générale de demander un avis consultatif de la Cour

sur toute question juridique qui pourrait se poser, au cours de l'arbitrage d'un différend, sur l'interprétation ou l'application de l'Accord.

b) AFFAIRES SOUMISES À LA COUR

1. — *Affaire relative à l'application de la Convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs* (Pays-Bas c. Suède)

Le 28 novembre 1958, la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt en l'affaire relative à l'application de la Convention de 1902 réglant la tutelle des mineurs, entre les Pays-Bas et la Suède.

Cette affaire concernait la validité de la mesure d'éducation protectrice (*skyddsuppfostran*) prise par les autorités suédoises à l'égard d'une mineure, de nationalité néerlandaise, résidant en Suède. Alléguant l'incompatibilité de cette mesure avec les dispositions de la Convention de la Haye de 1902 réglant la tutelle des mineurs, aux termes de laquelle c'est la loi nationale de ceux-ci qui doit s'appliquer, les Pays-Bas, dans leur requête introductive d'instance, avaient demandé à la Cour de déclarer que la mesure d'éducation protectrice n'était pas conforme aux obligations qui incombent à la Suède en vertu de la Convention et que la Suède était tenue de mettre fin à cette mesure.

Rappelant les faits essentiels et non contestés qui se trouvent à la base de l'affaire, l'arrêt expose que le père de la mineure, qui était de nationalité néerlandaise, était devenu, à la mort de la mère en décembre 1953, le tuteur de l'enfant, conformément au Code civil des Pays-Bas. A la demande du père, formulée sans indication de la nationalité hollandaise de la mineure, les autorités suédoises, en mars 1954, avaient enregistré sa tutelle et nommé un curateur, conformément au droit suédois sur la tutelle. Puis, le 26 avril 1954, la mineure avait été placée par les autorités suédoises sous le régime de l'éducation protectrice institué par l'article 22, a, de la loi suédoise du 6 juin 1924 sur la protection de l'enfance et de la jeunesse.

Le 2 juin 1954, le juge cantonal d'Amsterdam avait nommé un subrogé tuteur. Le père et le subrogé tuteur avaient alors introduit un recours contre l'institution de l'éducation protectrice, demande qui fut rejetée par le Gouvernement de la province d'Östergötland. Le 5 août 1954, le tribunal de première instance de Dordrecht, à la demande du conseil de tutelle de cette ville, et avec le consentement du père, avait relevé celui-ci de ses fonctions de tuteur et désigné en son lieu et place une tutrice, en prescrivant que l'enfant serait remise à celle-ci. Le 16 septembre 1954, le tribunal suédois de Norrköping annulait l'enregistrement antérieur de la tutelle du père et décidait que la tutelle ne serait plus régie conformément à la loi suédoise; il rejetait une demande tendant à relever le curateur suédois de ses fonctions. Enfin, le 21 février 1956, la Cour suprême administrative suédoise avait, par un dernier arrêt, maintenu la mesure d'éducation protectrice de la mineure.

La Cour a déclaré qu'elle n'avait pas à connaître des décisions intervenues, soit en Suède soit aux Pays-Bas, sur l'organisation de la tutelle. Le différend portait seulement sur les décisions suédoises qui avaient institué et maintenu l'éducation protectrice.

Le Gouvernement des Pays-Bas a prétendu que l'éducation protectrice suédoise empêchait que la mineure fût remise à la tutrice, alors que la Convention de 1902

dispose que la tutelle des mineurs est régie par la loi nationale de ceux-ci. Il déclarait que l'exception visée par l'article 7 de la Convention ne pouvait s'appliquer, parce que l'éducation protectrice suédoise n'était pas une mesure permise par cet article et parce que la condition d'urgence exigée n'avait pas été remplie.

Le Gouvernement suédois n'a pas contesté que l'éducation protectrice entravât temporairement l'exercice du droit de garde dévolu à la tutrice par le droit néerlandais, mais il a soutenu que cette mesure ne constituait pas une violation de la Convention de 1902, en premier lieu parce que, lorsque cette mesure avait été prise, le droit de garde appartenant au père était un attribut de la puissance paternelle, qui n'était pas régie par la Convention de 1902; la tutrice ayant succédé à ce droit, la Convention ne s'appliquait pas davantage dans son cas. En second lieu, la loi suédoise sur la protection de l'enfance était applicable à tout mineur domicilié en Suède; or la Convention régissait exclusivement les conflits de lois relatifs à la tutelle, et l'éducation protectrice, étant une mesure d'ordre public, ne constituait pas une violation de cette Convention: les Etats contractants conservaient le droit d'imposer aux pouvoirs des tuteurs étrangers les limitations réclamées par l'ordre public.

Sur le premier moyen invoqué par la Suède, la Cour a constaté que la distinction établie dans l'argumentation suédoise entre la période où le père était investi de la tutelle en vertu de la loi néerlandaise et celle où la tutelle avait été confié à un tiers pouvait conduire à distinguer entre l'établissement initial du régime de l'éducation protectrice et son maintien une fois la tutelle conférée à un tiers. La Cour a estimé qu'elle n'avait pas à s'attacher à cette distinction. Les motifs de sa décision devaient s'appliquer à l'ensemble du différend.

Pour apprécier la valeur de la thèse d'après laquelle l'éducation protectrice constituait une tutelle rivale de la tutelle néerlandaise, la Cour a fait observer qu'un certain nombre de décisions suédoises relatives à l'administration de biens étaient fondées sur la reconnaissance de la tutelle néerlandaise.

L'arrêt de la Cour suprême administrative du 21 février 1956 méritait une attention particulière. La Cour suprême administrative n'y contestait pas que la tutrice eût qualité pour la saisir; elle reconnaissait par là sa qualité de tutrice. Elle n'avait pas fait de l'éducation protectrice une institution qui pût avoir pour effet d'absorber complètement la tutelle néerlandaise. Elle s'était bornée, pour des motifs qui ne relevaient pas de l'examen de la Cour, à conclure qu'elle n'avait pas découvert des motifs suffisants pour mettre un terme au régime en vigueur. Enfin, sous le régime ainsi maintenu, celui à qui l'enfant avait été confié n'avait pas la qualité et les droits d'un tuteur.

L'éducation protectrice, telle qu'elle apparaissait dans les données de fait du litige, ne pouvait être considérée comme une tutelle rivale de celle instituée aux Pays-Bas conformément à la Convention de 1902.

En rejetant la demande de la tutrice, la Cour suprême administrative suédoise s'était sans doute bornée à statuer sur le maintien de l'éducation protectrice mais, en même temps, elle avait fait obstacle au plein exercice du droit de garde appartenant à la tutrice.

Pour savoir s'il y avait là un manquement à la Convention de 1902, qui prescrit que "l'administration tu-

télaire s'étend à la personne . . . du mineur", la Cour a estimé n'avoir pas à rechercher les motifs qui avaient déterminé les décisions attaquées. En présence d'une mesure établie en application d'une loi suédoise, elle avait à décider si l'établissement et le maintien de cette mesure étaient incompatibles avec la Convention. Pour cela, elle devait déterminer quelles étaient les obligations imposées par cette convention, quelle était leur portée et si la Convention visait à interdire l'application à une mineure étrangère d'une loi telle que la loi suédoise sur la protection de l'enfance.

La Convention de 1902 prescrivait l'application de la loi nationale du mineur, qu'elle étendait expressément à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, mais elle n'allait pas au-delà. Son objet était de mettre fin aux divergences de vues sur la préférence qu'il conviendrait de donner à la loi nationale du mineur, à la loi de son domicile, etc., mais sans établir spécialement, dans le domaine du droit de garde, une immunité du mineur et du tuteur au regard de l'ensemble de la législation locale. La loi nationale et la loi locale pouvaient présenter des points de contact, mais il ne s'ensuivait pas que la loi nationale du mineur dût alors l'emporter toujours sur la loi locale et que l'exercice des pouvoirs du tuteur dût toujours échapper à l'application des lois locales portant sur d'autres objets que l'attribution de la tutelle et la détermination des pouvoirs et obligations du tuteur.

Dans un pays où les lois locales sur l'instruction obligatoire, la surveillance de la santé des enfants, la formation professionnelle ou la participation de la jeunesse à certains travaux étaient applicables aux étrangers, le droit de garde du tuteur, conformément à la loi nationale du mineur, ne pouvait écarter l'application de ces lois à un mineur étranger.

Considérée dans son application aux enfants suédois, la loi suédoise sur la protection de l'enfance et de la jeunesse n'était pas une loi sur la tutelle; elle s'appliquait, que le mineur fût soumis à la puissance paternelle des parents ou à la tutelle. La Convention de 1902 devait-elle être interprétée comme visant à prohiber l'application de toute loi portant sur un objet différent et qui aurait pour effet indirect de limiter, sans le supprimer, le droit de garde du tuteur? La Cour a estimé qu'une telle interprétation dépasserait l'objet de la Convention, qui se bornait à mettre terme aux difficultés suscitées par les conflits de lois. Si la Convention avait entendu régler le domaine d'application de lois telles que la loi suédoise sur la protection de l'enfance, celle-ci devrait être appliquée aux mineurs suédois en pays étrangers. Or nul n'avait prétendu lui attribuer un tel effet extraterritorial.

La Cour a reconnu que la tutelle et l'éducation protectrice avaient certains buts communs. Mais, si l'éducation protectrice contribuait à la protection de l'enfant, elle était en même temps et surtout destinée à protéger la société contre les dangers résultant de la mauvaise éducation, de l'hygiène défectueuse ou de la perversion morale de la jeunesse. Pour atteindre son but de protection individuelle, la tutelle, d'après la Convention, devait être régie par la loi nationale du mineur. Pour atteindre le sien, qui intéresse la société, la loi suédoise sur la protection de l'enfance devait s'appliquer à toute la jeunesse vivant en Suède.

On avait soutenu que la Convention de 1902 devait s'entendre comme comportant une réserve implicite autorisant à écarter, pour des motifs d'ordre public,

l'application de la loi étrangère normalement compétente. La Cour n'a pas estimé nécessaire de se prononcer sur cette thèse. Elle s'est attachée à établir de façon plus directe si, compte tenu de son objet, la Convention de 1902 posait des règles que les autorités suédoises auraient méconnues.

La Convention de 1902 avait à résoudre un problème relatif au conflit de règles de droit privé et elle avait donné la préférence à la loi nationale du mineur. Mais l'étendue du domaine d'application de la loi suédoise ou de la loi néerlandaise sur la protection de l'enfance était une question tout à fait différente. Les mesures étaient appliquées en Suède, tout au moins au premier stade, par un organe administratif qui ne pouvait agir que selon ses propres règles. Ce que le juge suédois ou néerlandais pouvait faire en matière de tutelle, à savoir appliquer une loi étrangère, les autorités de ce pays ne pouvaient le faire en matière d'éducation protectrice. L'extension à cette situation de la Convention de 1902 aurait conduit à une impossibilité. Cette Convention avait pour but de mettre fin à des prétentions concurrentes soutenant que plusieurs lois pourraient régir un même rapport de droit. Or il n'existait pas de prétentions concurrentes à propos des lois régissant la protection de l'enfance et de la jeunesse. Une loi de cette nature n'avait et ne pouvait avoir de prétentions extraterritoriales. Une interprétation extensive de la Convention qui refuserait d'appliquer la loi suédoise aux enfants néerlandais vivant en Suède aboutirait à une solution négative, puisque la loi néerlandaise sur le même objet ne pourrait leur être appliquée.

Il était à peine besoin d'ajouter qu'en aboutissant à une solution écartant l'application de la loi suédoise sur la protection de l'enfance à un mineur étranger vivant en Suède, on méconnaîtrait le but social de cette loi. La Cour ne pouvait volontiers souscrire à une interprétation de la Convention de 1902 qui en aurait fait, sur ce point, un obstacle au progrès social.

Il apparaissait donc à la Cour que, malgré leurs points de contact et les empiètements que la pratique révélait, la question de protection de l'enfance régie par la loi suédoise n'entraînait pas dans le cadre de la Convention de 1902 sur la tutelle. Cette Convention ne pouvait donc créer des obligations à la charge des Etats signataires dans un domaine étranger à ses préoccupations. Dans ces conditions, la Cour, en l'espèce, n'a pas relevé de manquement à la Convention à la charge de la Suède.

Pour ces motifs, la Cour, par 12 voix contre 4, a rejeté la demande du Gouvernement des Pays-Bas.

MM. Kojevnikov et Spiropoulos, juges, ont joint à l'arrêt des déclarations. M. Badawi, Sir Hersch Lauterpacht, M. Moreno Quintana, M. Wellington Koo et sir Percy Spender, juges, ont joint à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle. Sir Zafrulla Khan, Vice-Président, a déclaré se rallier, d'une façon générale, à l'opinion de M. Wellington Koo. MM. Winiarski et Córdova, juges, et M. Offerhaus, juge *ad hoc*, ont joint à l'arrêt l'exposé de leur opinion dissidente.

2. — *Affaire de l'Interhandel*

(Suisse c. Etats-Unis d'Amérique)

Le 21 mars 1959, la Cour a rendu son arrêt en l'affaire de l'Interhandel (exceptions préliminaires), entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique.

L'affaire introduite le 2 octobre 1957 par requête du Gouvernement suisse, concernait un différend surgi au sujet de la restitution, demandée par la Suisse aux Etats-Unis d'Amérique, des avoirs de la Société Interhandel; cette requête invoquait l'Article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et l'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour par les Etats-Unis et par la Suisse. Le Gouvernement des Etats-Unis avait déposé des exceptions préliminaires à la compétence de la Cour.

Dans son arrêt, la Cour a exposé les faits et circonstances qui sont à l'origine du différend.

En 1942, le Gouvernement des Etats-Unis avait, en vertu du *Trading with the Enemy Act*, mis sous séquestre la quasi-totalité des actions de la General Aniline and Film Corporation (GAF), société enregistrée aux Etats-Unis, au motif que ces actions appartenaient en réalité à la société I. G. Farben, de Francfort, ou que la GAF était, sous une forme ou sous une autre, contrôlée par cette société ennemie. Il n'était pas contesté que, jusqu'en 1940, l'I. G. Farben ait exercé un contrôle sur la GAF par l'intermédiaire de la société I. G. Chemie, de Bâle. Cependant, selon la thèse du Gouvernement suisse, les liens entre la société allemande et la société suisse avaient été définitivement dénoués en 1940. La société suisse avait pris le nom de Société internationale pour participations industrielles et commerciales S. A. (Interhandel) et le poste le plus important de son actif consistait en sa participation à la GAF. En 1945, en vertu d'un accord provisoire entre la Suisse, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, les biens en Suisse appartenant à des Allemands en Allemagne furent bloqués. L'Office suisse de compensation fut chargé de la recherche de ces avoirs; au cours de ces investigations, la question du caractère de l'Interhandel fut posée, mais l'Office, tenant pour démontré que cette société s'était libérée de ses liens de dépendance à l'égard de la société allemande, ne jugea pas nécessaire de procéder au blocage de ses biens en Suisse. De son côté, le Gouvernement des Etats-Unis, estimant que l'Interhandel était toujours sous le contrôle de l'I. G. Farben, poursuivait ses recherches en vue d'en découvrir la preuve. Dans ces conditions, les autorités fédérales suisses donnèrent à l'Office de compensation l'ordre de bloquer provisoirement les avoirs de l'Interhandel.

Le 25 mai 1946, un accord fut conclu à Washington entre les Alliés et la Suisse. Celle-ci s'engageait à poursuivre ses recherches et à liquider les biens allemands en Suisse; l'Office de compensation était habilité à le faire, en collaboration avec une Commission mixte composée d'un représentant de chacun des quatre gouvernements; en cas de désaccord entre la Commission mixte et l'Office de compensation, ou si la partie en cause le désirait, l'affaire pouvait être soumise à une autorité suisse de recours. D'autre part, le Gouvernement des Etats-Unis devait débloquent les avoirs suisses aux Etats-Unis (article IV). Enfin, s'il devait s'élever des divergences d'opinion sur l'application ou l'interprétation de l'accord et si elles ne pouvaient être résolues autrement, on devait recourir à l'arbitrage.

Après la conclusion de l'Accord de Washington, les discussions au sujet de l'Interhandel se poursuivirent sans aboutir à une conclusion. Par décision du 5 janvier 1948, l'Autorité suisse de recours annula le blocage des biens de la société en Suisse. Dans une note au Département d'Etat du 4 mai de la même année, la

Légation de Suisse à Washington invoqua cette décision et l'Accord de Washington pour demander aux Etats-Unis de restituer à l'Interhandel les avoirs séquestrés aux Etats-Unis. Le Département d'Etat rejeta cette demande le 26 juillet, soutenant que la décision de l'Autorité suisse de recours était sans effet à l'égard des avoirs séquestrés aux Etats-Unis. Le 21 octobre, se prévalant des dispositions du *Trading with the Enemy Act*, l'Interhandel introduisit une instance devant les tribunaux des Etats-Unis. Jusqu'en 1957, cette instance ne fit que peu de progrès sur le fond. Une note suisse du 9 août 1956 formula des propositions en vue du règlement du différend, soit par la voie d'arbitrage ou de conciliation prévue par le Traité américano-suisse de 1931, soit par la voie d'arbitrage prévue dans l'Accord de Washington. Ces propositions furent déclinées par le Gouvernement des Etats-Unis dans une note du 11 janvier 1957. En outre, un aide-mémoire joint à cette note déclarait que l'Interhandel avait été définitivement déboutée de son action devant les tribunaux des Etats-Unis. C'est alors que le Gouvernement suisse adressa à la Cour sa requête introductive d'instance.

La Cour a constaté que l'objet de la demande s'analysait essentiellement en deux propositions: une conclusion principale priant la Cour de dire et juger que le Gouvernement des Etats-Unis était tenu de restituer les avoirs de l'Interhandel et une conclusion subsidiaire la priant de déclarer que les Etats-Unis étaient tenus de soumettre le différend à l'arbitrage ou à la procédure de conciliation.

Elle a procédé ensuite à l'examen des exceptions préliminaires des Etats-Unis.

La première exception tendait à faire déclarer que la Cour était incompétente, au motif que le différend s'était élevé avant le 26 août 1946, date à laquelle la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour par les Etats-Unis entra en vigueur. La déclaration des Etats-Unis se rapportait aux différends d'ordre juridique qui "s'élèveront à l'avenir" et le Gouvernement des Etats-Unis soutenait que le différend soumis à la Cour remontait au moins au milieu de l'année 1945. L'examen du dossier permit d'établir que c'était dans la note de la Légation de Suisse à Washington en date du 4 mai 1948 que la Suisse avait formulé pour la première fois une demande de restitution à l'Interhandel des avoirs séquestrés aux Etats-Unis. La réponse négative étant du 26 juillet 1948, le différend se situait à cette date et la première exception devait être rejetée en ce qui concerne la conclusion principale de la Suisse. Dans la conclusion subsidiaire, le point litigieux portait sur l'obligation incombant au Gouvernement des Etats-Unis de se prêter à l'arbitrage ou à la conciliation. Cette partie du différend n'avait pu s'élever que postérieurement à celle qui portait sur la restitution des avoirs de l'Interhandel aux Etats-Unis, parce que la procédure proposée par la Suisse était conçue comme un moyen de régler le premier différend. De fait, le Gouvernement suisse avait présenté pour la première fois cette proposition dans sa note du 9 août 1956 et le Gouvernement des Etats-Unis l'avait rejetée par sa note du 11 janvier 1957. La première exception préliminaire ne pouvait donc être retenue en ce qui concerne la conclusion subsidiaire de la Suisse.

D'après la deuxième exception préliminaire, le différend, même s'il était postérieur à la déclaration des Etats-Unis, s'était élevé avant le 28 juillet 1948, date

d'entrée en vigueur de la déclaration de la Suisse. Certes, alors que la déclaration des Etats-Unis contenait une clause limitant la compétence de la Cour aux différends "qui s'élèveront à l'avenir", il n'existait aucune clause de ce genre dans la déclaration suisse; mais, selon les Etats-Unis, le principe de réciprocité devait exiger qu'entre les Etats-Unis et la Suisse la compétence de la Cour fût limitée aux différends nés après le 28 juillet 1948. La Cour a fait observer que la réciprocité de déclarations portant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour permettait à une partie d'invoquer une réserve qu'elle n'avait pas exprimée dans sa propre déclaration mais que l'autre partie avait exprimée dans la sienne. Par exemple, la Suisse pourrait, si elle était défenderesse, invoquer par réciprocité la réserve américaine contre les Etats-Unis, si ceux-ci tentaient de porter devant la Cour un différend qui aurait pris naissance avant le 26 août 1946. Là s'arrêterait l'effet de la réciprocité; elle ne pouvait autoriser un Etat, en l'espèce les Etats-Unis, à se prévaloir d'une restriction que l'autre partie, la Suisse, n'avait pas formulée dans sa propre déclaration. La deuxième exception devait donc être rejetée en ce qui concerne la conclusion principale de la Suisse. Et comme il avait été établi que le différend relatif à l'obligation des Etats-Unis de se prêter à l'arbitrage ou à la conciliation n'avait pris naissance qu'en 1957, cela conduisait à rejeter également cette exception en ce qui concerne la conclusion subsidiaire.

La Cour a examiné alors la *quatrième exception préliminaire* et tout d'abord la partie *b*, dans laquelle le Gouvernement des Etats-Unis soutenait que la Cour était incompétente pour connaître ou juger de toute question concernant la saisie et la rétention de actions sous séquestre, pour le motif que, selon le droit international, ces mesures relevaient de la compétence des Etats-Unis. Quant à la conclusion principale, le Gouvernement suisse invoquait l'article IV de l'Accord de Washington, dont le Gouvernement des Etats-Unis soutenait qu'il était dénué de toute pertinence; les parties étaient en désaccord sur la signification des termes de cet article. Il suffisait à la Cour de constater que l'article IV pouvait être pertinent pour la solution du différend et que son interprétation relevait du droit international. D'autre part, le Gouvernement des Etats-Unis soutenait que, d'après le droit international, la saisie et la rétention de biens ennemis en temps de guerre relevaient de la compétence nationale des Etats-Unis; mais le problème était précisément de savoir si les avoirs de l'Interhandel étaient des biens ennemis ou neutres et ce problème devait être résolu d'après les principes et les règles du droit international. Dans sa conclusion subsidiaire, le Gouvernement suisse invoquait l'Accord de Washington et le Traité d'arbitrage et de conciliation de 1931; l'interprétation et l'application de ces dispositions comportaient des questions de droit international. La quatrième exception préliminaire devait donc être rejetée dans sa partie *b*.

La partie *a* de cette exception demandait que la Cour conclût à son incompétence, au motif que la vente ou l'aliénation des actions sous séquestre avait été définie par les Etats-Unis, en vertu du paragraphe *b* des réserves attachées à leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, comme relevant essentiellement de leur compétence nationale. Il est apparu à la Cour que la partie *a* de la quatrième exception ne s'appliquait qu'à la demande du Gouvernement suisse portant sur la restitution des avoirs séquestrés et qu'en égard

à la décision prise par la Cour sur la troisième exception, cette partie *a* était sans objet, au stade actuel de la procédure.

La *troisième exception préliminaire* demandait à la Cour de se déclarer incompétente, pour le motif que l'Interhandel n'avait pas épuisé les recours internes dont il disposait devant les tribunaux des Etats-Unis. Bien que visant la compétence de la Cour, cette exception devait être considérée comme dirigée contre la recevabilité de la requête; en effet, elle deviendrait sans objet au cas où la condition d'épuisement préalable des recours internes serait remplie. La Cour a indiqué dans quelles conditions le Gouvernement suisse avait cru pouvoir déposer sa requête du 2 octobre 1957. Cependant la Cour suprême des Etats-Unis avait, depuis lors, réintégré l'Interhandel dans ses droits de procédure et renvoyé l'affaire devant la District Court (décision des 14 octobre 1957 et 16 juin 1958). L'Interhandel pouvait se prévaloir de nouveau des moyens prévus par le *Trading with the Enemy Act* et son action était encore pendante. Le Gouvernement suisse ne contestait pas la règle de l'épuisement des recours internes, mais il soutenait que l'on était en présence d'un cas où une dérogation était autorisée par la règle elle-même. La Suisse se fondait sur le fait que la mesure dirigée contre l'Interhandel avait été prise non pas par une autorité subalterne, mais par le Gouvernement des Etats-Unis; cependant, la Cour a dû attacher une importance décisive au fait que la législation des Etats-Unis donnait aux intéressés des recours adéquats pour la défense de leurs droits contre le pouvoir exécutif. D'autre part, dans les procédures fondées sur le *Trading with the Enemy Act*, les tribunaux des Etats-Unis ne seraient pas en mesure, prétendait la Suisse, de statuer selon les règles du droit international; mais la jurisprudence américaine atteste que les tribunaux des Etats-Unis sont compétents pour appliquer dans leurs décisions le droit international, quand il y a lieu. Enfin, la conclusion principale de la Suisse tendant à l'exécution de la décision de l'Autorité suisse de recours du 5 janvier 1948, décision conférée par le Gouvernement suisse comme décision judiciaire internationale, il n'y avait pas, selon la Suisse, de juridictions internes à épuiser, car le dommage avait été causé directement à l'Etat; la Cour s'est bornée à constater que cet argument n'enlevait pas au différend dont elle était saisie le caractère d'un différend dans lequel le Gouvernement suisse se présentait comme épousant la cause de son ressortissant, en vue d'obtenir la restitution d'avoirs séquestrés; or c'était précisément là une situation qui donnait lieu à l'application de la règle de l'épuisement des recours internes. Pour toutes ces raisons, la Cour a retenu la troisième exception préliminaire, en ce qui concernait la conclusion principale de la Suisse. La Cour a estimé d'autre part que toute distinction, du point de vue de la règle de l'épuisement des recours internes, entre les diverses demandes ou entre les diverses juridictions, était sans fondement; elle a donc retenu également la troisième exception préliminaire en ce qui concerne la conclusion subsidiaire.

En conséquence, la Cour a rejeté la première exception préliminaire (par 10 voix contre 5), ainsi que la seconde (à l'unanimité) et la partie *b* de la quatrième (par 74 voix contre une); elle a conclu (par 10 voix contre 5) qu'il n'y avait pas lieu de se prononcer sur la partie *a* de la quatrième; elle a retenu la troisième (par 9 voix contre 6) et déclaré la requête irrecevable.

MM. Basdevant et Kojevnikov, juges, et M. Carry, juge *ad hoc*, ont joint à l'arrêt des déclarations. MM. Hackworth, Córdova et Wellington Koo et sir Percy Spender, juges, y ont joint les exposés de leur opinion individuelle. Sir Zafrulla Khan, Vice-Président, faisant sienne celle de M. Hackworth. MM. Klaestad, Président, Winiarski et Armand-Ugon, Sir Hersch Lauterpacht et M. Spiropoulos, juges, ont joint à l'arrêt les exposés de leur opinion dissidente. M. Carry, juge *ad hoc*, s'est rallié dans sa déclaration à l'opinion de M. Klaestad.

3. — *Affaire relative à l'incident aérien du 27 juillet 1955* (Israël c. Bulgarie)

Le 26 mai 1959, la Cour internationale de Justice a rendu son arrêt en l'affaire relative à l'incident aérien du 27 juillet 1955 (exceptions préliminaires), entre Israël et la Bulgarie.

Cette affaire, introduite le 16 octobre 1957 par une requête du Gouvernement d'Israël, concernait un différend surgi au sujet de la destruction, le 27 juillet 1955, par les forces bulgares de défense antiaérienne, d'un avion appartenant à la El Al Israël Airlines Ltd. La requête invoquait l'Article 36 du Statut de la Cour, ainsi que l'acceptation de la juridiction obligatoire par Israël, dans sa déclaration de 1956 remplaçant celle de 1950, et par la Bulgarie en 1921. De son côté, le Gouvernement bulgare avait présenté des exceptions préliminaires à la compétence de la Cour.

Dans son arrêt, la Cour a examiné tout d'abord la première exception préliminaire de la Bulgarie.

Pour établir la compétence de la Cour, le Gouvernement d'Israël avait invoqué la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire signée par la Bulgarie en 1921, en même temps que le Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et l'Article 36, paragraphe 5, du Statut de la Cour internationale de Justice, qui est ainsi conçu :

“Les déclarations faites en application de l'Article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale pour une durée qui n'est pas encore expirée seront considérées, dans les rapports entre parties au présent Statut, comme comportant acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la durée restant à courir d'après ces déclarations et conformément à leurs termes.”

Pour justifier l'application de cette dernière disposition à la déclaration bulgare de 1921, le Gouvernement d'Israël s'appuyait sur le fait que la Bulgarie était devenue partie au Statut de la Cour internationale de Justice le 14 décembre 1955, par l'effet de son admission aux Nations Unies. Le Gouvernement bulgare contestait que l'Article 36, paragraphe 5, eût transféré l'effet de sa déclaration à la juridiction de la Cour internationale de Justice.

La Cour devait rechercher si l'Article 36, paragraphe 5, était applicable à la déclaration bulgare. Qu'il fût applicable aux déclarations émanant d'Etats représentés à la Conférence de San Francisco et signataires de la Charte et du Statut, cela se comprenait aisément. Mais entendait-il viser également des déclarations émanant d'autres Etats, parmi lesquels la Bulgarie? Le texte ne l'énonçait pas expressément.

La Cour a observé qu'au moment de l'adoption du Statut, une différence de fond existait entre la position des Etats signataires et celles des autres Etats qui pouvaient être ultérieurement admis aux Nations Unies. Cette différence dérivait de la situation que l'Article 36, paragraphe 5, était destiné à régler, à savoir le transfert à la Cour internationale de déclarations concernant la Cour permanente, laquelle était sur le point de disparaître. La question que les Etats signataires pouvaient régler facilement entre eux dans le présent se poserait tout autrement dans l'avenir, à l'égard des autres Etats.

L'Article 36, paragraphe 5, considéré dans son application aux Etats signataires du Statut, effectuait une opération simple. Il en aurait été tout autrement pour les déclarations émanant d'Etats non signataires. Pour ces derniers, ce transfert devait nécessairement comporter deux opérations distinctes et qui pouvaient être très éloignées dans le temps : d'une part, maintenir les déclarations anciennes avec effet immédiat ; d'autre part, les transférer à la juridiction de la nouvelle Cour. Outre cette différence fondamentale quant aux données du problème, sa solution comportait des difficultés particulières à l'égard des acceptations émanant d'Etats non signataires. Pour les Etats signataires, l'Article 36, paragraphe 5, maintenait une obligation existante en en modifiant l'objet. A l'égard des Etats non signataires, le Statut ne pouvait, sans leur consentement, ni maintenir ni transformer leur obligation primitive. Peu après l'entrée en vigueur du Statut, la dissolution de la Cour permanente les avait libérés de cette obligation. Dès lors, la question d'une transformation d'une obligation existante ne pouvait plus se poser pour eux : seule pouvait être envisagée la création d'une obligation nouvelle à leur charge. En étendant à ces Etats l'application de l'Article 36, paragraphe 5, on donnerait à ce texte une portée toute différente de celle qu'il avait à l'égard des Etats signataires. Certes, les Etats représentés à San Francisco auraient pu formuler à l'intention des autres Etats l'offre de considérer leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour permanente comme une acceptation de la juridiction de la Cour internationale, mais rien de tel n'apparaissait dans l'Article 36, paragraphe 5.

Limiter l'application de cette disposition aux Etats signataires, c'était tenir compte de la raison même pour laquelle elle avait été adoptée. Au moment de cette adoption, on envisageait la dissolution prochaine de la Cour permanente et, par suite, la caducité des acceptations de la juridiction obligatoire de cette Cour. Plutôt que d'attendre des Etats signataires du nouveau Statut qu'ils déposent une nouvelle déclaration d'acceptation, on avait voulu pourvoir à cette situation transitoire par une disposition transitoire. Tout autre était la situation lorsque, l'ancienne Cour et l'acceptation de sa juridiction obligatoire ayant disparu depuis longtemps, un Etat devenait partie au Statut de la nouvelle Cour. Dans la mesure où les archives de la Conférence de San Francisco fournissaient quelques indications sur la portée d'application de l'Article 36, paragraphe 5, celles-ci confirmaient que ce paragraphe ne devait se rapporter qu'aux déclarations des Etats signataires du Statut et non d'un Etat dans la situation de la Bulgarie.

Cependant, le Gouvernement d'Israël interprétait l'Article 36, paragraphe 5, comme englobant une déclaration faite par un Etat qui n'avait pas participé à la Conférence de San Francisco et qui n'était devenu par-

tie que beaucoup plus tard au Statut de la Cour internationale de Justice.

La Cour, se plaçant sur ce terrain aussi, a conclu que l'Article 36, paragraphe 5, n'avait pu, en aucun cas, produire effet pour la Bulgarie qu'à partir de son admission aux Nations Unies, soit le 14 décembre 1955. Cependant, à cette date, la déclaration de 1921 n'était plus en vigueur, par l'effet de la dissolution de la Cour permanente en 1946: l'acceptation, par cette déclaration, de la juridiction obligatoire de la Cour permanente était sans objet, puisque cette Cour n'existait plus. Et rien ne faisait apparaître dans l'Article 36, paragraphe 5, l'intention de maintenir toutes les déclarations existant au moment de la signature de la Charte et de son entrée en vigueur, indépendamment du moment où l'Etat auteur d'une déclaration devenait lui-même partie au Statut. Cette clause déterminait la naissance, pour l'Etat auquel elle s'appliquait, de la juridiction obligatoire de la nouvelle Cour. Elle y mettait expressément deux conditions: 1) que l'Etat auteur de la déclaration fût partie au Statut; 2) que la déclaration de cet Etat fût encore en vigueur. La déclaration de la Bulgarie étant devenue caduque avant l'admission de la Bulgarie aux Nations Unies, on ne pouvait pas dire qu'à ce moment-là cette déclaration était encore en vigueur. La seconde condition n'était donc pas remplie en l'espèce.

En conséquence, la Cour a estimé que l'Article 36, paragraphe 5, n'était pas applicable à la déclaration bulgare de 1921. Cette façon de voir était confirmée par le fait que la raison d'être manifeste de l'Article 36, paragraphe 5, était de maintenir les acceptations existantes et non de redonner force de droit à des engagements déjà expirés. D'autre part, en demandant et obtenant son admission aux Nations Unies, la Bulgarie avait accepté toutes les dispositions du Statut et notamment l'Article 36. Mais son acceptation de l'Article 36, paragraphe 5, ne constituait pas un consentement donné à la juridiction obligatoire de la Cour; ce consentement ne pouvait être donné valablement que conformément à l'Article 36, paragraphe 2.

L'Article 36, paragraphe 5, ne pouvait donc conduire la Cour à admettre que la déclaration bulgare de 1921 constituait le fondement de sa compétence pour connaître de l'affaire. Dans ces conditions, il n'y avait pas lieu de passer à l'examen des autres exceptions préliminaires bulgares.

En conséquence, la Cour a conclu, par 12 voix contre 4, qu'elle n'était pas compétente pour statuer sur le différend porté devant elle par la requête du Gouvernement d'Israël.

Sir Zafrulla Khan, vice-président, a joint à l'arrêt une déclaration. MM. Badawi et Armand-Ugon, juges, y ont joint les exposés de leur opinion individuelle. Sir Hersch Lauterpacht, M. Wellington Koo et sir Percy Spender, juges, ont joint à l'arrêt l'exposé de leur opinion dissidente collective. M. Goitein, juge *ad hoc*, y a joint l'exposé de son opinion dissidente.

4. — *Affaire relative à la souveraineté sur certaines parcelles frontalières* (Belgique/Pays-Bas)

Cette affaire a été soumise à la Cour le 27 novembre 1957 par la notification d'un compromis conclu entre la Belgique et les Pays-Bas. Elle concerne un différend entre les deux Etats au sujet de la souveraineté sur certaines parcelles situées dans la région frontalière de Baarle-Nassau et Baarle-Duc. La Cour est invitée à dé-

terminer quel est celui des deux Etats à qui appartient la souveraineté sur les terrains en question.

La procédure écrite et orale est terminée et l'arrêt de la Cour est attendu prochainement.

5. — *Affaire relative au droit de passage sur territoire indien* (Portugal c. Inde)

Cette affaire avait été introduite le 22 décembre 1955 par requête du Gouvernement portugais, qui avait prié la Cour de dire et juger que le Portugal est titulaire ou bénéficiaire d'un droit de passage entre son territoire de Damao (Damao du littoral) et ses territoires enclavés de Dadra et de Nagar-Aveli ainsi qu'entre ces deux enclaves, que ce droit comprend la faculté de transit pour les personnes et pour les biens, y compris les forces armées, sans restriction ou difficulté et de la manière et dans la mesure requises par l'exercice effectif de la souveraineté portugaise sur ces territoires, et que l'Inde, ayant empêché et continuant à empêcher l'exercice de ce droit, attentait à la souveraineté portugaise sur les enclaves et violait ses obligations internationales, et de décider que l'Inde devait immédiatement mettre fin à cette situation en permettant au Portugal d'exercer le droit de passage réclamé. La requête visait expressément l'Article 36, paragraphe 2, du Statut, ainsi que les déclarations d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour déposées par le Portugal et l'Inde.

Le Gouvernement de l'Inde ayant soulevé un certain nombre d'exceptions préliminaires à la compétence de la Cour, celle-ci, dans son arrêt du 26 novembre 1957, a rejeté certaines de ses objections et joint certaines autres au fond.

Les pièces de la procédure orale ont été déposées et la Cour a fixé au 21 septembre 1959 l'ouverture des audiences sur le fond.

6. — *Affaire relative à l'incident aérien du 27 juillet 1955* (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)

Cette affaire, dont la Cour a été saisie le 28 octobre 1957 par une requête des Etats-Unis d'Amérique, est née d'un incident aérien survenu le 27 juillet 1955, lorsqu'un avion appartenant à une compagnie aérienne israélienne a été abattu en territoire bulgare par les forces bulgares. Tous les passagers, parmi lesquels se trouvaient plusieurs citoyens des Etats-Unis d'Amérique, ont été tués. Le Gouvernement des Etats-Unis demande à la Cour de conclure que le Gouvernement bulgare est responsable du dommage causé; il demande au Gouvernement bulgare des dommages-intérêts.

Sur la juridiction de la Cour, le Gouvernement des Etats-Unis fait observer que le différend porte sur des questions relevant des catégories énoncées au paragraphe 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour, et se soumet à la compétence de la Cour aux fins de cette instance. Il invoque en outre l'acceptation par la Bulgarie de la juridiction obligatoire de la Cour du fait de la signature apposée par le représentant de ce pays au Protocole de signature relatif au Statut de la Cour permanente de Justice internationale, et soutient que cette acceptation a pris effet à l'égard de la juridiction de la Cour internationale de Justice, en vertu de l'Article 36, paragraphe 5, du Statut de la Cour, à la date de l'admission de la Bulgarie aux Nations Unies.

Le mémoire du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a été déposé et le contre-mémoire du Gouvernement bulgare est attendu pour le 9 septembre 1959.

7. — *Affaire relative à l'incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)*

Cette affaire, qui a été soumise à la Cour le 21 novembre 1957 par une requête du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, se rapporte à un incident aérien survenu le 27 juillet 1955, lorsqu'un avion appartenant à une compagnie israélienne d'aviation civile a été abattu en territoire bulgare par les forces bulgares. Tous les passagers et membres de l'équipage, parmi lesquels se trouvaient des sujets britanniques, ont été tués. Le Gouvernement du Royaume-Uni demande à la Cour de déclarer que le Gouvernement bulgare est responsable, en vertu du droit international, des pertes de vies et des dommages causés; il réclame des dommages-intérêts.

Pour fonder la compétence de la Cour, la requête invoque les déclarations d'acceptation par les deux Etats en cause de la juridiction obligatoire de la Cour, à savoir la déclaration du Royaume-Uni datée du 18 avril 1957 et l'acceptation par la Bulgarie de la juridiction obligatoire de la Cour faite le 29 juillet 1921, lors du dépôt de l'instrument de ratification par la Bulgarie du Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale. La requête soutient que cette acceptation a pris effet, à l'égard de la juridiction de la Cour internationale de Justice, en vertu de l'Article 93, paragraphe 1, de la Charte et de l'Article 36, paragraphe 5, du Statut de la Cour, à la date de l'admission de la Bulgarie comme Membre des Nations Unies.

Le mémoire du Gouvernement du Royaume-Uni a été déposé. Par une ordonnance du 27 mai 1959, la Cour a prolongé du 9 juin 1959 au 10 août 1959 le délai imparti au Gouvernement bulgare pour le dépôt de son contre-mémoire.

8. — *Affaire relative à la sentence arbitrale donnée par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906 (Honduras c. Nicaragua)*

Cette affaire a été renvoyée à la Cour le 1er juillet 1958, par une requête du Gouvernement du Honduras introduisant une instance contre le Gouvernement du Nicaragua.

Le 7 octobre 1894, le Honduras et le Nicaragua avaient conclu un traité pour la démarcation des limites entre les deux pays, dénommé Traité Bonilla-Gamez et dont l'article V prévoyait que certains points controversés pourraient être, dans certaines conditions, soumis à la décision du Gouvernement espagnol. C'est ainsi qu'un arbitrage du roi d'Espagne a été sollicité en octobre 1904 et rendu le 23 décembre 1906.

La requête expose que, lorsqu'il s'est agi de procéder à la délimitation, le Nicaragua a argué de la nullité de la sentence arbitrale; que ce différend n'a pu être résolu ni par la voie diplomatique ni par la médiation de nations et gouvernements amis; et que, conformément à une résolution de l'Organisation des Etats américains en date du 5 juillet 1957, les gouvernements du Honduras et du Nicaragua ont conclu à Washington le 21 juillet 1957 un accord, en vertu duquel leur différend devait être soumis à la Cour internationale de Justice. Et la requête conclut en priant la Cour de dire et juger que la non-exécution par le Gouvernement du Nicaragua de la sentence arbitrale du 23 décembre 1906 constitue la violation d'un engagement

international et que le Gouvernement du Nicaragua est tenu d'exécuter cette sentence.

Les délais ont été impartis pour le dépôt des pièces de la procédure écrite; le mémoire et le contre-mémoire ont déjà été déposés au Greffe, et l'affaire sera en l'état après le dépôt de la réplique, qui est fixé au 3 novembre 1959.

9. — *Affaire relative à la Barcelona Traction Light and Power Company Ltd. (Belgique c. Espagne)*

Cette affaire, qui a été soumise à la Cour le 23 septembre 1958 en vertu d'une requête introductive d'instance formulée par le Gouvernement belge contre l'Espagne, porte sur une société par actions constituée en 1911 à Toronto, dont le capital actions, d'après la requête introductive d'instance, appartient en très grande majorité à des ressortissants belges. Le Gouvernement belge proteste contre une série de mesures qu'auraient prises les autorités espagnoles, en violation du droit des gens, en vertu desquelles la Société fut, en 1948, mise en faillite en Espagne et fut, dans la suite, l'objet de mesures de liquidation, la dépouillant en fait de tout son avoir au profit d'un national espagnol et de son groupe. Le Gouvernement belge demande à la Cour de déclarer que l'Etat espagnol est responsable et qu'il est par conséquent tenu de rétablir intégralement la Société dans ses biens, droits et intérêts, tels qu'ils existaient avant le jugement de faillite et de verser une indemnité.

Les délais ont été fixés pour le dépôt du mémoire et du contre-mémoire.

10. — *Affaire relative à la Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth et à la Société Radio-Orient (France c. Liban)*

Cette affaire a été soumise à la Cour le 13 février 1959, par une requête du Gouvernement français introduisant une instance contre le Gouvernement libanais.

Cette requête expose qu'aux termes de leurs actes constitutifs, la Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth et la Société Radio-Orient bénéficiaient au Liban de certaines exemptions douanières et fiscales pour la durée de leurs concessions. Le Gouvernement libanais ayant, le 26 juillet 1956, promulgué une loi stipulant l'application de l'impôt sur le revenu et de tous autres impôts et taxes ratifiés par des lois spéciales, le Gouvernement français estime qu'il y a là une modification unilatérale de la situation des sociétés intéressées, modification contraire à l'accord du 24 janvier 1948 entre la France et le Liban.

La requête conclut en priant la Cour de dire et juger que les modifications unilatérales des concessions envisagées sont contraires à cet accord; que le Gouvernement libanais a ainsi manqué à l'obligation de négociation assumée par lui; qu'en s'abstenant de donner suite aux propositions d'arbitrage formulées par les sociétés intéressées, le Gouvernement libanais a manqué à l'obligation, assumée par lui dans l'accord du 24 janvier 1948, de continuer de respecter les actes constitutifs des sociétés françaises en vigueur au 1er janvier 1944; qu'il a ainsi engagé sa responsabilité internationale; qu'il ne peut apporter d'aménagements à la situation des sociétés qu'au moyen d'un accord ou d'un arbitrage et qu'il est tenu de réparer le préjudice subi par la Compagnie du Port et par la Société Radio-Orient.

11. — *Constitution du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (demande d'avis consultatif)*

Une demande d'avis consultatif a été présentée à la Cour par le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, en exécution d'une résolution de l'Assemblée de cette Organisation, adoptée le 19 janvier 1959, au sujet de l'élection de membres du Comité de la sécurité maritime.

La question sur laquelle la Cour est priée de donner son avis consultatif est la suivante:

"Le Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, élu le 15 janvier 1959, a-t-il été établi conformément à la Convention portant création de l'Organisation?"

c) AUTRES ACTIVITÉS

Un certain nombre d'instruments enregistrés ou déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies, au cours de la période couverte par le présent rapport, contiennent des dispositions conférant au Président de la Cour pouvoir de procéder à des nominations dans certaines éventualités que prévoit le texte de ces instruments. Il s'agit généralement de la nomination d'arbitres ou de tiers arbitres devant les tribunaux d'arbitrage à instituer en cas de différend entre les parties. Des exemples de dispositions de cet ordre peuvent être trouvés dans les instruments suivants:

Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et Cuba relatif à des garanties aux placements privés (signé à La Havane le 4 février 1957);

Convention de sécurité sociale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (signée à Bruxelles le 20 mai 1957);

Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Afghanistan relatif à des garanties pour les investissements privés (signé à Kaboul les 5 et 9 juin 1957);

Accord de transports aériens entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Iran (signé à Téhéran le 16 janvier 1957);

Accord relatif aux services aériens entre l'Inde et le Japon (signé à la Nouvelle-Delhi le 26 novembre 1955);

Accord relatif aux services aériens entre l'Australie et le Japon (signé à Tokio le 19 janvier 1956);

Accord entre les Nations Unies et l'Ethiopie sur le siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (signé à Addis-Abéba le 18 juin 1958);

Convention sur les assurances sociales entre les Pays-Bas et la Suisse (signée à Berne le 28 mars 1958);

Accord relatif aux réparations entre le Japon et l'Indonésie (signé à Djakarta le 20 janvier 1958);

Convention générale sur la sécurité sociale entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la France (signée à Paris le 10 juillet 1956);

Convention sur les assurances sociales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Italie (signée à Rome le 29 janvier 1957);

Contrats de garantie et contrats d'emprunt conclus par divers Etats avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

d) COMPOSITION DE LA COUR

ET DE LA CHAMBRE DE PROCÉDURE SOMMAIRE

Au cours de l'année, la Cour a subi une grande perte en la personne d'un de ses plus anciens membres, le juge José Gustavo Guerrero, de la République du Salvador, qui est mort des suites d'une maladie le 25 octobre 1958. Le juge Guerrero était l'un des premiers membres de la Cour internationale de Justice, dont il avait été le premier Président, puis le Vice-Président. Il avait été également Vice-Président et Président de la Cour permanente de justice internationale. Le poste laissé vacant par la mort de M. Guerrero n'a pas encore été rempli.

Il n'y a pas eu d'autres modifications dans la composition de la Cour depuis le dernier rapport annuel.

Le 27 mai 1959, la Cour a constitué sa Chambre de procédure sommaire pour l'année suivante. Les membres suivants de la Cour ont été élus:

Membres: le président Klaestad, le vice-président Zafrulla Khan, MM. Basdevant, Winiarski et Armand-Ugon, juges.

Membres suppléants: MM. Hackworth et Badawi, juges.

2. — **Commission du droit international**

a) DIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La Commission du droit international a tenu sa dixième session à Genève du 28 avril au 4 juillet 1958; on trouvera ci-après des renseignements qui complètent ceux qui ont été donnés sur le début de la session dans le rapport précédent.

Après avoir examiné le nouveau projet du Rapporteur spécial, M. Georges Scelle, relatif à la procédure arbitrale, la Commission a adopté le texte final d'un "modèle de règles sur la procédure arbitrale". Le texte n'est plus présenté comme un projet de convention; il s'agit d'un ensemble de clauses types ayant pour objet de guider les Etats lorsqu'ils rédigent des dispositions destinées à figurer dans les traités internationaux d'arbitrage ou dans les compromis.

La Commission a procédé ensuite à l'examen du projet provisoire sur les relations et immunités diplomatiques préparé à la session précédente. Cet examen a été fait en tenant compte des observations des gouvernements sur le projet et des conclusions que le Rapporteur spécial, M. A. E. F. Sandström, a tirées de ces observations. Après un certain nombre de modifications au projet provisoire, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale que le projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques soit recommandé aux Etats Membres en vue de la conclusion d'une convention. Le projet ne traite que des missions diplomatiques permanentes. Il ne traite ni de la diplomatie *ad hoc*, ni des relations entre les Etats et les organisations internationales, ni des privilèges et immunités de ces organisations elles-mêmes. Toutefois, la Commission a demandé au Rapporteur spécial de lui soumettre un rapport sur le problème de la diplomatie *ad hoc* à une session ultérieure.

La Commission a abordé l'examen du rapport sur les relations et immunités consulaires présenté à la précé-

dente session par M. Jaroslav Zourek, rapporteur spécial. Le Rapporteur spécial pour le droit des traités, sir Gerald Fitzmaurice, et le Rapporteur spécial pour la responsabilité des Etats, M. F. V. García Amador, ont été priés de continuer leurs études.

La Commission a examiné de nouveau l'organisation de ses travaux futurs en se fondant sur un document rédigé par M. Zourek et portant sur les moyens susceptibles d'accélérer les travaux de la Commission. Celle-ci a adopté, en principe, la proposition de laisser plus de temps aux gouvernements pour formuler leurs observations sur les projets établis par la Commission, bien qu'il doive en résulter une prolongation du délai nécessaire pour présenter à l'Assemblée un projet final. En outre, la Commission a estimé que le recours aux sous-commissions, suggéré par M. Zourek, pouvait convenir occasionnellement lorsque les circonstances l'exigeraient ou le rendraient souhaitable dans un cas donné, mais qu'il n'y avait pas lieu de s'engager nettement et d'avance à adopter cette méthode de travail.

La Commission a fait une brève récapitulation des tâches accomplies au cours de ses 10 dernières sessions. De cet aperçu, il se dégage qu'elle a élaboré non moins de 16 textes finals. La Commission a consacré beaucoup de temps à des tâches que lui avait confiées l'Assemblée, ce qui a retardé parfois son propre programme de codification.

En ce qui concerne la collaboration avec d'autres organismes, la Commission a décidé de prier le Secrétaire général d'autoriser le Secrétaire de la Commission à assister en qualité d'observateur à la quatrième session du Conseil interaméricain de jurisconsultes, qui doit avoir lieu en août 1959 à Santiago de Chili. Elle a aussi exprimé l'espoir que le Conseil interaméricain pourra demander à son secrétaire d'assister à la prochaine session de la Commission.

La date de la deuxième session du Comité juridique consultatif afro-asiatique a empêché l'envoi d'un observateur de la Commission du droit international. Celle-ci a autorisé son secrétaire à informer le Comité de cette situation et, en même temps, à lui marquer l'intérêt qu'elle prend à ses travaux.

b) EXAMEN PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES TRAVAUX DE SA DIXIÈME SESSION

A la treizième session de l'Assemblée générale, la Sixième Commission a examiné le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa dixième session. La procédure arbitrale et les relations et immunités diplomatiques ont été l'objet de la plus grande partie de ses débats.

L'Assemblée générale, par sa résolution 1262 (XIII) du 14 novembre 1958, après avoir pris note du projet de modèle de règles sur la procédure arbitrale élaboré par la Commission du droit international, a : 1) exprimé sa satisfaction du travail accompli par la Commission; 2) porté à l'attention des Etats Membres les articles du projet, afin qu'ils prennent en considération lesdits articles et les utilisent lors de la rédaction des traités d'arbitrage ou des compromis; 3) invité les gouvernements à communiquer au Secrétaire général leurs commentaires sur le projet et sur leur expérience en la matière, en vue de faciliter un nouvel examen de la question en temps approprié.

Lors de l'examen de la question des relations et immunités diplomatiques par la Sixième Commission, la plupart des représentants ont exprimé leur satisfaction quant au projet de la Commission du droit international. Toutefois, des divergences de vues se sont manifestées sur la suite à donner à ce projet. Par sa résolution 1288 (XIII) du 5 décembre 1958, l'Assemblée, après avoir invité les Etats Membres à communiquer leurs observations, a finalement décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de la quatorzième session, en vue de la conclusion prochaine d'une convention, et d'étudier à cette session à quel organe il convenait d'en confier l'élaboration. Conformément à cette résolution, le Secrétaire général, par une lettre circulaire en date du 19 janvier 1959, a demandé aux gouvernements des Etats Membres de lui faire parvenir les observations qu'ils désireraient formuler sur le projet de la Commission.

En outre, par sa résolution 1289 (XIII) du 5 décembre 1958, l'Assemblée a invité la Commission du droit international à continuer d'examiner les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales, après que l'étude des relations et immunités diplomatiques des missions permanentes, des relations et immunités consulaires et de la diplomatie *ad hoc* aura été achevée par l'Organisation des Nations Unies.

Lors de la discussion du rapport de la Commission du droit international par la Sixième Commission, certains représentants ont soulevé la question de la publication d'un annuaire juridique des Nations Unies et l'Assemblée a décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa quatorzième session. Entre-temps, le Secrétaire général a été prié, par la résolution 1291 (XIII) du 5 décembre 1958, de préparer un rapport sur cette publication et ses incidences techniques et financières. Ce rapport est en préparation.

c) PRÉPARATION DE LA ONZIÈME SESSION DE LA COMMISSION

Sir Gerald Fitzmaurice, rapporteur spécial pour le droit des traités, a présenté un quatrième rapport spécialement consacré aux effets des traités à l'égard des parties.

M. F. V. García Amador, rapporteur spécial pour la question de la responsabilité des Etats, a présenté un quatrième rapport relatif à la responsabilité de l'Etat à raison des dommages causés sur son territoire à la personne ou aux biens des étrangers; cette partie de l'étude est consacrée aux mesures portant atteinte aux droits acquis.

d) ONZIÈME SESSION DE LA COMMISSION

La onzième session de la Commission du droit international s'est ouverte à Genève le 20 avril 1959. Son ordre du jour comportait notamment les questions suivantes: élection à un siège devenu vacant (article 11 du Statut); relations et immunités consulaires; droit des traités; responsabilité des Etats; résolution 1289 (XIII) de l'Assemblée générale sur les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales (adoptée à l'occasion de l'examen par l'Assemblée du projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques); organisation des travaux futurs de la Commission; résolution 1272 (XIII) de l'Assemblée générale relative au contrôle et à la limitation de la documentation.

La Commission a élu le bureau suivant : sir Gerald Fitzmaurice, président ; M. Shushi Hsu, premier vice-président ; M. Ricardo Alfaro, second vice-président ; M. J. P. A. François, rapporteur général.

La Commission a élu M. N. Erim (Turquie) au siège devenu vacant par suite de la démission de M. A. El Erian.

La Commission a consacré le début de sa session au "droit des traités" et la fin aux "relations et immunités consulaires".

3. — Question de la définition de l'agression et questions connexes

a) QUESTION DE LA DÉFINITION DE L'AGRESSION

Sur convocation du Secrétaire général, le Comité prévu par la résolution 1181 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1957, s'est réuni au Siège du 14 au 23 avril 1959. Il avait à examiner les réponses de gouvernements sur la question de la définition de l'agression, en vue de déterminer à quel moment il conviendrait que l'Assemblée générale examine à nouveau cette question. Le Comité a été d'avis que les 14 réponses reçues ne révélaient aucun changement d'attitude de la part des Etats Membres. En conséquence, le Comité a adopté une résolution décidant de renvoyer la suite de ses travaux au mois d'avril 1962. Toutefois, il a été prévu que le Comité pourrait se réunir à une date plus rapprochée, si la majorité absolue des membres du Comité l'estimait souhaitable, en raison de l'état des relations internationales et de la teneur des observations reçues des gouvernements. Le Comité a prié le Secrétaire général de transmettre sa résolution à tous les Etats Membres et de convoquer à nouveau le Comité dans l'une ou l'autre des éventualités prévues.

b) PROJET DE CODE DES CRIMES CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DE L'HUMANITÉ

A la date du 15 juin 1959, le Secrétaire général avait reçu les réponses de 13 gouvernements sur le texte du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Aux termes de la résolution 1186 (XII) du 11 décembre 1957, le Secrétaire général doit soumettre ces observations à l'Assemblée lorsque la question du projet de code sera inscrite à son ordre du jour provisoire, c'est-à-dire au moment où elle reprendra la question de la définition de l'agression.

c) JURIDICTION CRIMINELLE INTERNATIONALE

Conformément à la résolution 1187 (XII) du 11 décembre 1957, la question d'une juridiction criminelle internationale sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée quand celle-ci reprendra la question de la définition de l'agression.

4. — Droit de la mer

a) CONVOCATION D'UNE DEUXIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Tenant compte de la résolution adoptée le 27 avril 1958 par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la Sixième Commission s'est occupée, à la treizième session de l'Assemblée générale, de l'opportunité de convoquer une deuxième conférence internationale de plénipotentiaires, qui examinerait les ques-

tions du droit de la mer non résolues à la première conférence tenue à Genève du 24 février au 27 avril 1958.

L'Assemblée générale a décidé, par sa résolution 1307 (XIII) du 10 décembre 1958, de convoquer une deuxième conférence internationale de plénipotentiaires qui examinerait de nouveau la question de la largeur de la mer territoriale et celle des limites des zones de pêche, questions qui n'ont pas été réglées dans les conventions adoptées par la première conférence. Le Secrétaire général a été prié de convoquer la conférence dès que possible en mars ou en avril 1960 à Genève et de lui présenter des recommandations relatives aux méthodes de travail et aux procédures à suivre.

b) QUESTIONS D'UNE ÉTUDE À ENTREPRENDRE SUR LE RÉGIME DES EAUX HISTORIQUES, Y COMPRIS LES BAIES HISTORIQUES

Le projet d'articles sur le droit de la mer adopté par la Commission du droit international ne traitait pas du régime des "eaux historiques" et excluait les baies dites historiques du domaine d'application des règles générales qu'elle avait élaborées pour les baies ordinaires. La Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, a réservé aussi, dans son article 7, cette catégorie de baies. Néanmoins, la Conférence a adopté, le 27 avril 1958, une résolution demandant à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies de prendre des dispositions pour l'étude du régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques. La Sixième Commission a discuté ce point pendant la treizième session de l'Assemblée générale et celle-ci a décidé, par sa résolution 1306 (XIII) du 10 décembre 1958, d'inscrire à l'ordre du jour de sa quatorzième session la question d'une étude à entreprendre sur le régime juridique des eaux historiques, y compris les baies historiques.

5. — Conférence pour l'élimination de l'apatridie ou la réduction du nombre de cas d'apatridie dans l'avenir

A sa neuvième session, l'Assemblée générale avait examiné un projet de convention sur l'élimination de l'apatridie dans l'avenir et un projet de convention sur la réduction du nombre de cas d'apatridie dans l'avenir, présentés par la Commission du droit international et figurant dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa sixième session. Par sa résolution 896 (IX) du 4 décembre 1954, l'Assemblée générale a exprimé le désir que soit convoquée une conférence internationale de plénipotentiaires en vue de la conclusion d'une convention pour la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir ou pour l'élimination de l'apatridie dans l'avenir dès que 20 Etats au moins auraient fait savoir au Secrétaire général qu'ils étaient disposés à participer à cette conférence. Dans cette résolution, l'Assemblée générale priait également le Secrétaire général de fixer la date et le lieu de la conférence, d'adresser des invitations et de prendre toutes autres mesures utiles en vue de la réunion et de l'organisation de la conférence.

Dès que 20 Etats eurent fait savoir qu'ils étaient disposés à participer à la conférence, le Secrétaire général a, par lettre, en date du 11 août 1956, envoyé les invitations nécessaires et convoqué la conférence à l'Office

européen des Nations Unies à Genève, du 24 mars au 17 avril 1959.

Le Secrétaire général avait préparé pour la conférence, notamment, un ordre du jour provisoire, un règlement intérieur provisoire et un mémoire relatif à la méthode de travail et au déroulement de la conférence.

Trente-cinq Etats ont assisté à la Conférence dont les travaux ont été suivis également par les observateurs de deux Etats, de quatre organisations intergouvernementales, du Haut-Commissaire pour les réfugiés et de 21 organisations non gouvernementales. La Conférence a pris pour base de ses travaux le projet de convention sur la réduction du nombre des cas d'apatridie dans l'avenir. Les articles de ce projet ont été examinés tout d'abord par un comité plénier, puis en séance plénière. La Conférence a adopté 17 articles, mais elle n'a pas été en mesure de terminer la tâche qui lui avait été confiée. A sa quatorzième séance plénière, le 18 avril 1959, la Conférence a adopté une résolution par laquelle elle proposait "à l'organe compétent des Nations Unies de convoquer à nouveau la Conférence à une date aussi rapprochée que possible pour lui permettre de poursuivre et d'achever ses travaux".

Le Secrétaire général consulte actuellement les Etats qui ont participé à la Conférence au sujet de cette nouvelle convocation.

6. — Traités et conventions multilatérales

a) ENREGISTREMENT ET PUBLICATION DES TRAITÉS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Au cours de l'année qui s'est terminée le 15 juin 1959, 547 traités et accords internationaux ont été enregistrés au Secrétariat, dont 30 d'office, 437 à la demande de 27 gouvernements et 80 à la demande de quatre institutions spécialisées. Sept traités et accords ont été classés et inscrits au répertoire, dont quatre par le Secrétariat et trois à la demande d'une institution spécialisée. Au total, le nombre des traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire du 14 décembre 1946 au 15 juin 1959 s'élève maintenant à 7.114. En outre, le Secrétariat a enregistré, au cours de la période considérée, 204 déclarations certifiées, portant ainsi à 1.671 le nombre total des déclarations certifiées enregistrées ou classées et inscrites au répertoire à la date du 15 juin 1959.

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, le Secrétariat a publié 59 volumes du *Recueil des Traités* (jusqu'au volume 279, plus les volumes 282, 285, 286, 287 et 294-298). Le Secrétariat a publié également le *Cumulative Index No. 2* (volumes 101 à 200) du *Recueil des Traités* (ce volume sera publié prochainement en version française).

En outre, 30 volumes du *Recueil* (jusqu'au volume 318), comprenant la documentation enregistrée ou classée et inscrite au répertoire jusqu'à la fin de 1958, sont en cours d'impression et doivent sortir de presse dans le courant de 1959; on achèvera ainsi à la date prévue l'exécution du programme accéléré de trois ans entrepris en 1957 pour la publication du *Recueil des Traités*, grâce auquel l'intervalle entre l'enregistrement et la publication doit être ramené à un an.

b) NOUVELLES CONVENTIONS CONCLUES SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Depuis la publication du dernier rapport, l'instrument ci-après, dont le Secrétaire général est dépositaire, a été établi sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies:

Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets (TIR) et protocole de signature, en date, à Genève, du 15 janvier 1959.

c) SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS: ENTRÉE EN VIGUEUR

Le nombre des accords internationaux dont le Secrétaire général est dépositaire s'élève maintenant à 148.

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, 125 signatures ont été données à ces accords et 164 instruments de ratification, d'adhésion ou de notification ont été communiqués au Secrétaire général. Cent un de ces accords sont entrés en vigueur dont six depuis le 16 juin 1958; ces six instruments sont les suivants:

Convention sur la nationalité de la femme mariée, en date, à New-York, du 20 février 1957 (entrée en vigueur le 11 août 1958);

Convention douanière relative à l'importation temporaire pour usage privé des embarcations de plaisance et des aéronefs, en date, à Genève, du 18 mai 1956 (entrée en vigueur le 1er janvier 1959);

Deuxième Protocole de rectifications et modifications au texte des listes annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date, à Genève, du 8 novembre 1953 (entré en vigueur le 2 février 1959);

Troisième Protocole de rectifications et modifications au texte des listes annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers, en date, à Genève, du 24 octobre 1953 (entré en vigueur le 2 février 1959);

Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, en date, à Genève, du 18 mai 1956 (entrée en vigueur le 8 avril 1959);

Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, en date, à New-York, du 10 juin 1958 (entrée en vigueur le 7 juin 1959).

d) ACTE GÉNÉRAL REVISÉ POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX

Les listes suivantes correspondant respectivement aux trois modalités d'adhésion prévues à l'article 38 de l'Acte général révisé pour le règlement pacifique des différends internationaux, adopté par l'Assemblée générale le 28 avril 1949, sont publiées conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 43 dudit acte:

ADHÉSIONS

A. — Ensemble de l'Acte (chap. Ier, II, III et IV)

Belgique	23 décembre 1949
Norvège	15 juillet 1951
Danemark	25 mars 1952

B. — Dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chap. Ier et II) et dispositions générales concernant ces procédures (chap. IV)

Suède	22 juin 1950
-------------	--------------

Sous les réserves prévues à l'article 39, paragraphe 2, alinéa a, ayant pour effet d'exclure des procédures décrites dans l'Acte les différends nés de faits antérieurs à l'adhésion.

C. — *Dispositions relatives à la conciliation (chap. Ier) et dispositions générales concernant cette procédure (chap. IV)*

Néant.

7. — Privilèges et immunités

a) CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES NATIONS UNIES

Depuis le dernier rapport annuel, trois nouveaux Etats ont déposé des instruments d'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies; ce sont, dans l'ordre chronologique de leur adhésion, la Finlande, le Ghana et la Libye. Soixante et un Etats sont donc maintenant parties à la Convention.

b) CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Pendant la même période, trois nouveaux Etats ont déposé des instruments d'adhésion à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, à savoir, la Finlande, le Ghana et le Nicaragua. En outre, 11 Etats déjà parties à la Convention ont, par notification, étendu l'application de la Convention à de nouvelles institutions spécialisées. Actuellement, 28 Etats sont parties à la Convention.

Par ailleurs, la même Convention est devenue applicable à deux nouvelles institutions spécialisées lorsque l'IMCO et la SFI ont communiqué au Secrétaire général le texte définitif de l'annexe adoptée par chacune d'elles. L'annexe relative à la première de ces institutions a été reçue par le Secrétaire général le 12 février 1959 et est devenue l'annexe XII à la Convention.

Enfin, l'OMS a, le 25 juillet 1958, communiqué au Secrétaire général un troisième texte révisé de l'annexe VII relative à cette organisation.

c) ACCORDS SPÉCIAUX RELATIFS AUX PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

En ce qui concerne l'organe subsidiaire des Nations Unies à la tête duquel se trouve le Représentant spécial du Secrétaire général affecté en Jordanie en exécution de la résolution 1237 (ES-III) adoptée par l'Assemblée générale le 21 août 1958, les privilèges, immunités et facilités dont doivent bénéficier l'organe subsidiaire ainsi que le Représentant spécial et les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies affectés à ses services ont été fixés dans des lettres échangées en novembre 1958 entre le Secrétaire général et le Gouvernement jordanien.

A l'occasion de la réunion de la vingt-septième session du Conseil économique et social, qui s'est tenue à Mexico du 7 au 24 avril 1959, le Gouvernement mexicain, par une lettre en date du 3 avril 1959, s'est engagé, dans le cadre des mesures administratives prises en vue de cette session, à appliquer à l'Organisation, à son personnel, aux représentants des Etats Membres et aux experts en mission aux fins de la conférence les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Cet engagement était subordonné

à la condition qu'il ne constituerait pas un précédent quant à la position que le Gouvernement mexicain pourrait décider d'adopter ultérieurement à l'égard de la Convention, à laquelle le Mexique n'a pas encore adhéré. Dans la même lettre, des dispositions étaient également prévues en ce qui concerne l'accès aux lieux de la Conférence. Le gouvernement s'est engagé à considérer ces lieux comme placés sous l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Dans sa réponse en date du 7 avril 1959, le Secrétaire général a accepté avec gratitude l'offre du Gouvernement mexicain.

8. — Règlements intérieurs des organes des Nations Unies

a) RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL DE TUTELLE

A sa vingt-deuxième session, le Conseil de tutelle a révisé l'article 21 de son règlement intérieur et décidé que le Président ne serait remplacé par le Vice-Président qu'en cas d'absence temporaire. L'article révisé dispose aussi qu'au cas où, "pour une raison quelconque, le Président n'est plus en mesure de s'acquitter de ses fonctions", un nouveau Président est élu à sa place pour la durée du mandat qui reste à courir, au lieu qu'il soit remplacé par le Vice-Président comme auparavant. En outre, l'article révisé prévoit l'élection d'un nouveau Vice-Président pour la durée du mandat qui reste à courir au cas où, pour une raison quelconque, le Vice-Président ne serait plus en mesure de s'acquitter de ses fonctions, éventualité qui n'était pas prévue dans l'ancien article.

A la même session, le Conseil a décidé que le Comité de classement des communications, créé en vertu de la résolution 1713 (XX) du 8 juillet 1957 pour procéder au classement provisoire des communications reçues par le Conseil, devait être maintenu en fonction pendant une année supplémentaire. A sa vingt-quatrième session, le Conseil a décidé de reconduire le mandat de ce comité pour une nouvelle période d'un an.

b) RÈGLEMENTS INTÉRIEURS DES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique

Conformément au paragraphe 15 de son mandat, la Commission économique pour l'Afrique a adopté son règlement intérieur à sa première session. Le règlement adopté par la Commission est fondé sur un projet qu'avait établi le Secrétaire exécutif de la Commission en s'inspirant des règlements intérieurs du Conseil économique et social, des commissions techniques et des autres commissions économiques régionales et à la lumière de l'expérience acquise par le Secrétariat quant à leur application.

Article rendant obligatoire un exposé des incidences financières

Au paragraphe 20 de l'annexe à la résolution 693 (XXVI) du 31 juillet 1958, le Conseil économique et social a invité les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales à indiquer à ces commissions, conformément à la règle établie par son propre règlement intérieur et par celui des commissions techniques, les incidences financières des programmes ou des projets avant que ces derniers ne soient approuvés par les commissions, et à veiller notamment à ce que tout nou-

veau programme ou projet qui serait présenté à ces commissions soit accompagné d'un exposé des incidences financières.

Lors de leur dernière session annuelle, les commissions économiques régionales ont donné suite à cette demande. A sa quatorzième session, la CEE a constaté que, depuis plusieurs années, son secrétaire exécutif l'informait des incidences financières des propositions ou des nouveaux programmes qui lui étaient soumis. A leur quinzième et huitième sessions respectivement, la CEAEO et la CEPAL ont décidé d'ajouter un nouvel article à leur règlement intérieur (article 23 pour la CEAEO et article 26 pour la CEPAL), consacrant ainsi une pratique déjà suivie antérieurement par leurs secrétaires exécutifs. Une disposition analogue figure à l'article 29 du règlement intérieur de la CEA, adopté par la Commission à sa première session.

Article concernant la distribution des documents

Dans sa résolution 694 B (XXVI), du 31 juillet 1958, le Conseil économique et social a prié les commissions économiques régionales d'amender, si besoin était, leur règlement intérieur de manière qu'il prévoie que les documents relatifs aux points de l'ordre du jour devraient être distribués aux membres de la commission six semaines au plus tard avant l'ouverture de la session.

Répondant à la demande du Conseil, la CEE, à sa quatorzième session, la CEAEO, à sa quinzième session et la CEPAL, à sa huitième session, ont pris les dispositions voulues pour modifier leur règlement intérieur en conséquence (article 3 pour la CEE, article 2 pour la CEAEO et article 3 pour la CEPAL). La règle des six semaines concernant la distribution des documents a été incorporée à l'article 5 du règlement intérieur de la CEA adopté par la Commission à sa première session.

9. — Tribunal administratif des Nations Unies

TRAVAUX DU TRIBUNAL

Le Tribunal administratif s'est réuni au Siège en session ordinaire du 17 novembre au 5 décembre 1958 pour statuer sur cinq affaires.

La première affaire (jugement No 71) concernait la requête d'un ancien fonctionnaire de la Direction des affaires sociales, qui attaquait la décision du Secrétaire général de ne pas lui offrir un contrat permanent et, par conséquent, de mettre fin à son engagement temporaire. La décision du Secrétaire général était fondée sur une recommandation du Comité de revision qui avait conclu que le requérant s'était livré à des activités commerciales non autorisées et n'avait pas atteint un niveau raisonnable de comportement et de sens des responsabilités tant dans la conduite de ses affaires privées qu'en tant que fonctionnaire du Secrétariat, dans sa façon d'observer le statut et le règlement du personnel. Le requérant soutenait que la recommandation du Comité de revision procédait d'une décision hâtive, n'avait pas été précédée d'une enquête approfondie et reposait sur des erreurs de fait et de droit. Le Tribunal a déclaré que le bien-fondé des allégations du requérant n'avait pas été établi et a estimé que le dossier dont il était saisi justifiait la décision prise par le Secrétaire général. En conséquence, il a rejeté la requête.

Dans la deuxième affaire (jugement No 72), la requête émanait d'un fonctionnaire de la délégation de Vienne du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, qui attaquait une décision du Secrétaire général désignant Grand Haven (Michigan) comme lieu de son congé dans les foyers. Le requérant soutenait que c'était à Santa Monica (Californie) qu'il avait eu sa résidence principale durant la dernière période pendant laquelle, avant sa nomination, il avait résidé dans son pays d'origine et que, par conséquent, il convenait de fixer Santa Monica et non Grand Haven comme lieu de son congé dans les foyers, conformément à l'article 105.3 du règlement du personnel. Interprétant l'expression "résidence principale" (*closest residential ties*) qui figure dans l'article ci-dessus, le Tribunal a décidé que le lieu de congé dans les foyers du requérant devait être fixé à Santa Monica et qu'il lui serait versé, au titre du congé dans les foyers qu'il avait déjà pris en 1957, la différence entre le coût du voyage jusqu'à Santa Monica et le montant qui lui avait été accordé par l'Administration pour son voyage à Grand Haven.

La troisième affaire (jugement No 73) concernait une demande en revision du jugement No 68. Dans le jugement No 68, rendu le 22 août 1957, le Tribunal avait décidé que l'Administration n'avait pas rempli avec la diligence voulue son obligation de trouver un poste au requérant et, sans ordonner l'exécution de cette obligation, lui avait octroyé une indemnité égale à un an de traitement, sous déduction des indemnités reçues lors du licenciement. Le 14 juillet 1958, le requérant, invoquant l'article 12 du Statut du Tribunal, a présenté à celui-ci quatre demandes. La première tendait à ce que le Tribunal revise la partie du jugement No 68 dans laquelle il ordonnait le versement d'une indemnité tenant lieu d'exécution; la deuxième, à ce que le Tribunal revise la partie du jugement No 68 dans laquelle il fixait à un an de traitement la mesure de la réparation; la troisième, à ce que le Tribunal revise la partie du jugement No 68 dans laquelle il indiquait le montant des indemnités déjà versées qui devait être déduit du montant de la réparation due au requérant; la quatrième, à ce que le Tribunal fasse droit à la demande de dépens du requérant que, selon celui-ci, il avait omis de prendre en considération et qui n'était pas mentionnée dans le jugement No 68. Le Tribunal a rejeté les quatre demandes en revision et a débouté le requérant: les trois premières demandes ont été rejetées par les motifs qu'elles ne faisaient apparaître aucun fait nouveau ni aucune erreur matérielle ou erreur de calcul qui, en vertu de l'article 12, auraient donné compétence au Tribunal pour reviser sa décision antérieure; la quatrième a été rejetée par les motifs que, puisque le jugement No 68 ne faisait pas mention de la demande de dépens, il fallait considérer que le Tribunal avait refusé d'y faire droit.

La quatrième affaire (jugement No 74) concernait la requête d'un ancien fonctionnaire du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité qui avait été renvoyé du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour faute. La requête contestait la régularité des débats d'un comité nommé par le Secrétaire général pour faire une enquête sur la conduite du requérant en sa qualité de secrétaire adjoint du Comité spécial pour la Hongrie. Elle contestait également la régularité des débats qui s'étaient déroulés ultérieurement devant le Comité paritaire de discipline, qui avait recommandé son renvoi. Le requérant soutenait que la procédure suivie devant ces deux comités ne respec-

taient pas les droits de la défense à plusieurs égards et que, par conséquent, la procédure était illégale et invalide dans les deux cas. Il déclarait notamment que l'Administration lui avait refusé l'accès aux documents nécessaires à la bonne préparation de sa défense et que ce refus, joint à d'autres manquements aux droits de la défense, l'avait obligé à rester étranger à la procédure qui s'était déroulée devant le Comité paritaire de discipline. Le Tribunal a jugé que le bien-fondé de l'argument relatif aux manquements aux droits de la défense n'avait été établi par aucun des motifs invoqués par le requérant. En ce qui concerne notamment le prétendu refus de communication des documents, le Tribunal a décidé que, si les règles de l'équité et de la justice requéraient qu'accès soit donné aux renseignements que l'Administration est seule à posséder dans la mesure où ceux-ci se rapportent à la question considérée, elles n'autorisaient pas l'intéressé à exiger communication, de la part de la partie adverse, de tout document, qu'il soit ou non pertinent. Le Tribunal a observé, à cet égard, que l'Administration n'avait à aucun moment refusé de donner au requérant accès aux documents qu'il avait demandés mais qu'elle s'était bornée à insister pour que le Comité paritaire de discipline décide s'ils avaient trait aux accusations formulées contre le requérant. C'était le requérant qui, en choisissant de rester étranger à la procédure qui s'est déroulée devant le Comité paritaire de discipline, s'était privé de la possibilité d'assurer sa défense. En conclusion, le tribunal a rejeté la requête.

Dans la cinquième et dernière affaire (jugement No 75), la requête émanait d'un ancien fonctionnaire du FISE au contrat temporaire duquel le Directeur général avait mis fin comme suite à la recommandation du Comité de revision de ne pas lui offrir de contrat permanent. Le requérant alléguait que son licenciement manquait de justification suffisante et résultait d'un parti pris. Il demandait expressément l'annulation de la décision du Comité de revision et l'annulation d'une décision ultérieure de la Commission paritaire de recours déclarant que son licenciement n'était pas contraire aux dispositions du règlement du personnel. En outre, il demandait implicitement l'annulation de la décision du Directeur général de mettre fin à son contrat temporaire. En ce qui concerne les deux premières demandes, le Tribunal a décidé que les recommandations du Comité de revision et de la Commission paritaire de recours ne constituaient pas des décisions et ne pouvaient être déférées au Tribunal comme telles. Quant à la troisième demande concernant la décision du Directeur général, le Tribunal a conclu que le requérant n'avait pas établi le bien-fondé de ses allégations. En conséquence, il a rejeté la requête.

Au cours de sa session ordinaire consacrée à l'examen des affaires ci-dessus, le Tribunal a siégé en session plénière le 4 décembre 1958 afin d'élire son bureau pour 1958 et d'examiner certaines questions touchant le fonctionnement du Tribunal. Lors de cette session plénière, le Tribunal a également adopté deux amendements à son règlement intérieur. En premier lieu, il a remanié le paragraphe 1 de l'article 5 afin de permettre au Président, après consultation des autres membres du Tribunal, de reporter la session plénière annuelle à une date ultérieure lorsqu'il n'y a pas d'affaire au rôle dont l'examen justifie la tenue d'une session. En second lieu, il a ajouté à l'article 17 un quatrième paragraphe qui autorise le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le chef du secrétariat d'une

institution spécialisée à laquelle la compétence du Tribunal a été étendue en conformité du Statut, ainsi que le Président du Comité mixte de la caisse commune des pensions, à intervenir s'ils estiment que leurs administrations respectives peuvent être affectées par le jugement qui doit être rendu par le Tribunal.

10. — Arbitrage commercial international

A sa vingt-septième session, tenue en avril 1959, le Conseil économique et social a examiné une résolution adoptée le 10 juin 1958 par la Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international, dans laquelle la Conférence formulait le souhait que l'Organisation des Nations Unies prenne des dispositions pour que l'on étudie plus avant les mesures à prendre pour faire de l'arbitrage un mode de règlement plus efficace des litiges de droit privé. Dans une note qu'il a présentée au Conseil, le Secrétaire général a résumé les vues exprimées par la Conférence et a indiqué certaines des méthodes par lesquelles les gouvernements et organisations intéressés pourraient contribuer, dans la pratique, à rendre l'arbitrage plus efficace, notamment par une diffusion plus large de renseignements sur les lois et les pratiques relatives à l'arbitrage, l'amélioration des moyens d'arbitrage existants et la mise sur pied d'une législation arbitrale.

Les membres du Conseil qui ont participé à la discussion relative à l'arbitrage commercial international ont souligné la nécessité d'encourager l'adoption de mesures d'ordre pratique en matière de techniques d'arbitrage, telles que la création de moyens d'arbitrage satisfaisants répondant aux besoins du commerce international, l'organisation de programmes éducatifs, l'établissement de clauses compromissoires types et l'élaboration de règles et procédures simples et pratiques que les hommes d'affaires pourraient suivre pour le règlement de leurs litiges. L'adoption de ces mesures incomberait au premier chef aux gouvernements, aux institutions et autres organisations arbitrales mais, leur application pratique devant être à la fois convenablement dirigée, ce qui implique l'octroi de conseils et d'une assistance techniques, et convenablement coordonnée, ce qui implique l'établissement de principes directeurs nets et rationnels, l'Organisation des Nations Unies et ses organes pourraient, dans ces deux domaines, jouer un rôle utile. Le Secrétaire général pourrait aussi examiner si le Secrétariat serait en mesure de venir en aide aux gouvernements et aux institutions en leur facilitant l'arbitrage lorsque, pour une raison quelconque, les parties ne désireraient pas avoir recours aux moyens existants.

A sa 1060ème séance, le 17 avril 1959, le Conseil économique et social a adopté la résolution 708 (XXVII) proposée conjointement par le Costa-Rica, les Etats-Unis, le Pakistan et les Pays-Bas. Aux termes de cette résolution, le Conseil: 1) exprimait le vœu que les associations d'arbitrage s'attachent tout particulièrement à entreprendre une action éducative, à créer, si besoin est, de nouveaux moyens d'arbitrage ou à améliorer les moyens existants, ainsi qu'à faciliter les arbitrages de droit privé; 2) invitait les gouvernements à étudier avec bienveillance toute mesure ayant pour objet d'améliorer leur législation relative à l'arbitrage et leurs institutions arbitrales, à encourager les organisations intéressées dans leur œuvre de développement des moyens d'arbitrage et dans leurs activités connexes, ainsi qu'à tirer parti, lorsqu'il y aurait lieu, des possi-

bilités d'obtenir ou de fournir, selon le cas, des conseils et une assistance techniques; 3) suggérait que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui s'occupent d'arbitrage international de droit privé coopèrent entre elles et avec les organes intéressés des Nations Unies; 4) recommandait aux commissions économiques régionales des Nations Unies qui n'auraient pas encore envisagé de le faire dans leur programme de travail d'examiner s'il était souhaitable d'entreprendre une étude des moyens d'amener les Etats Membres, dans les régions dont elles s'occupent,

à recourir plus largement à l'arbitrage; et 5) priait le Secrétaire général, dans les limites des crédits et du personnel disponibles, de seconder les gouvernements et les organisations qui cherchent à améliorer la législation, les pratiques et les institutions d'arbitrage, notamment en les aidant à obtenir aux sources appropriées des conseils et une assistance techniques et en leur donnant des avis qui leur permettent de coordonner leurs efforts et d'encourager le recours à l'arbitrage dans le domaine du commerce international et autres transactions de droit privé.

Chapitre V

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES

1. — Conférences et services de documentation

a) PROGRAMME DES CONFÉRENCES

La résolution 1202 (XII) adoptée le 13 septembre 1957 par l'Assemblée générale ayant élargi les dispositions applicables au programme des conférences, il a été plus aisé, au cours de l'année écoulée, de préparer méthodiquement le programme de base annuel. On a donc pu assurer plus facilement les services supplémentaires exigés par le nombre croissant de réunions spéciales non prévues. Il faudra cependant surveiller attentivement l'augmentation du nombre de ces réunions et voir jusqu'à quel point elles peuvent s'insérer dans le programme de base annuel sans faire perdre les avantages de la résolution précitée.

De toutes les conférences réunies pendant la période envisagée, c'est la deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, organisée conjointement par l'Office européen et le Siège, qui a demandé le plus de services techniques et de préparatifs.

b) SERVICES DE DOCUMENTATION

Agissant selon les directives du rédacteur en chef, la section du contrôle de la rédaction a poursuivi la tâche exposée dans les rapports précédents; elle y a été particulièrement aidée par les dispositions de la résolution 1203 (XII) sur le contrôle et la limitation de la documentation, adoptée par l'Assemblée générale le 13 décembre 1957. Grâce aux conseils et à l'assistance fournis pour la préparation, la coordination et le remaniement des manuscrits, on a pu, avec la coopération des départements intéressés, éliminer bien des textes d'importance secondaire et, de ce fait, rendre les documents plus lisibles et plus concis. La section du contrôle de la rédaction a continué, dans le cadre de ses attributions, de publier des instructions relatives à la rédaction et a organisé de nouveaux cycles d'étude sur les questions de rédaction. Malgré les progrès réalisés dans le contrôle et la limitation de la documentation, la création de nouveaux organes, tels que le Comité spécial sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, a augmenté le volume de travail à tel point que la section n'a pu s'acquitter de ses fonctions aussi complètement qu'il eût été souhaitable. La coopération avec le Comité des publications s'est poursuivie et s'est intensifiée. Après le glossaire terminologique sur l'énergie atomique paru en 1955, une édition revue et augmentée a été publiée en quatre langues à l'occasion de la deuxième Conférence sur l'énergie atomique, en août 1958; le glossaire contient maintenant plus de 6.000 termes et il doit paraître dans les cinq langues

officielles. On a publié également un glossaire terminologique provisoire sur l'espace extra-atmosphérique et on prépare des glossaires intéressant les calculatrices et ordinateurs électroniques et la théorie de l'information, pour faciliter la rédaction et la traduction de documents ayant trait à l'énergie atomique et à l'espace extra-atmosphérique.

En ce qui concerne les publications, on s'est efforcé d'aller encore au-delà des buts indiqués dans les rapports précédents. Le volume des documents imprimés dans les pays à monnaie faible a augmenté, des commandes ayant été passées auprès de nouveaux fournisseurs de ces pays pour compenser la hausse des coûts de production sur d'autres marchés, ce qui a permis de maintenir proportionnellement les dépenses totales au même niveau que les années antérieures.

On fait, plus encore que par le passé, appel au service de reproduction du Secrétariat pour soulager le budget des travaux contractuels d'imprimerie. Sur la base des tarifs des imprimeries commerciales, l'impression des documents que le Secrétariat a reproduits dans ses ateliers aurait coûté environ 210.000 dollars, contre 170.000 pour la période correspondante de l'année précédente. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a approuvé l'achat de machines supplémentaires qui ont été installées dans les ateliers de l'Office européen, pour la deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Grâce à cette capacité nouvelle et aux mesures prises par le Siège et par l'Office européen, le Secrétariat pourra reproduire lui-même, en langues anglaise, espagnole, française et russe, les comptes rendus de toutes les séances de la quatorzième session de l'Assemblée générale. L'exécution de ce programme se poursuit sous la direction et avec l'approbation du Comité des publications.

Pendant la période envisagée, les actes de la deuxième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques ont été publiés en langue anglaise. Ils comprennent 32 volumes dont l'impression a été confiée à 12 imprimeurs de cinq pays différents et représentent une grande réussite technique puisque cette décentralisation a permis d'accomplir le travail dans des délais très brefs et à un coût très raisonnable, sans nuire pour autant à l'uniformité de style, à la présentation et à la qualité. On a pu également pour la première fois publier régulièrement le *Recueil des traités* au rythme de quatre volumes par mois et réduire ainsi le délai entre l'enregistrement et la publication d'un traité par l'ONU. Le système de distribution a été revu une fois de plus et examiné avec le Comité des publications. Grâce surtout à la coopération et à la compréhension des missions permanentes, on a pu souvent réduire le tirage.

c) BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque est de plus en plus utilisée; cette tendance, observée en 1957, s'est poursuivie en 1958. Le nombre des demandes de références bibliographiques auxquelles la bibliothèque a répondu a dépassé 100.000, contre 87.000 en 1957, et le nombre des prêts s'est élevé à 90.000 environ contre 80.000. On estime, d'après ces indications et certaines autres données, que, dans l'ensemble, l'activité de la bibliothèque s'est accrue de 50 pour 100 environ par rapport à la période 1954-1956.

Le personnel, qui n'est pas plus nombreux que les années précédentes, a dû fournir un gros effort pour faire face aux tâches quotidiennes. Une grande partie des améliorations que l'on envisageait d'apporter à l'agencement et à l'indexage des collections ont dû être différées. Au cours de l'année, les acquisitions se sont élevées au total à un peu plus de 250.000 pièces: environ 7.000 livres, 80.000 numéros de journaux et de périodiques, 75.000 documents de divers gouvernements, 100.000 documents de l'ONU et des institutions spécialisées, 3.600 enregistrements sonores, 1.200 cartes et 3.17 mètres cubes d'archives. Ces acquisitions ont été compensées en partie par le retrait systématique des documents, en particulier des périodiques et des journaux, qui ne présentaient plus d'utilité.

La bibliothèque n'a pas entrepris de nouveaux travaux bibliographiques, mais elle a pu poursuivre l'établissement de plusieurs séries: *United Nations Documents Index*, *Index to Proceedings*, *List of Selected Articles*, *New Publications*, et *Index cumulatif du Recueil des Traités de l'ONU*, et mettre au point un certain nombre de bibliographies spéciales, d'index et de répertoires d'archives.

2. — Services généraux

L'activité des services généraux a, comme l'année précédente, porté plus spécialement sur les opérations de l'ONU à l'étranger. Cet état de choses a été dû surtout à la création du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban et de la Mission de Jordanie, ainsi qu'au maintien de la Force d'urgence des Nations Unies; mais l'importance croissante que l'on attache à la coordination des questions administratives dans tous les bureaux extérieurs n'a fait qu'accentuer la tendance.

a) SERVICE DES ACHATS ET DES TRANSPORTS

On s'est préoccupé spécialement d'établir d'avance des programmes d'achats pour les activités extérieures afin de réduire au minimum les achats effectués d'urgence. Cela a permis non seulement d'accroître notablement les achats à l'étranger de fournitures et de matériel pour la Force d'urgence, mais aussi d'obtenir des prix sensiblement plus bas et de choisir des articles qui répondent mieux aux besoins des divers contingents nationaux.

Bien que l'appui logistique du Groupe d'observation des Nations Unies au Liban ait exigé de nombreux achats, les fournitures et le matériel nécessaires ont pu en grande partie être réunis par prélèvement sur les stocks de la Force d'urgence et de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. Une fois la mission au Liban menée à bien, on s'est efforcé de trouver un emploi, dans d'autres missions de l'ONU, au matériel acheté pour le Groupe d'obser-

vation, ce qui a souvent permis de recouvrer une fraction importante du coût de ce matériel.

b) SERVICE DES MISSIONS

Le Service des missions, centre de coordination administrative des missions politiques et de tutelle, a vu sa tâche s'accroître notamment du fait des obligations nouvelles assumées par l'ONU à l'étranger. Pendant une période où l'on réalisait des progrès importants en vue de régulariser les besoins logistiques et administratifs de la Force d'urgence des Nations Unies, il a fallu organiser rapidement les services d'appui du Groupe d'observation au Liban et de la mission de Jordanie. L'expérience acquise lors de la création de la Force d'urgence a été extrêmement précieuse et l'on a pu éviter de nombreuses difficultés qui sinon auraient peut-être été imprévisibles.

Depuis mai 1959, les centres d'information dépendent administrativement du Service des missions. On étudie actuellement les moyens de simplifier les méthodes comptables et la préparation des rapports dans les centres d'information et de décharger les fonctionnaires locaux de tâches administratives inutiles. On continue de chercher à regrouper dans des locaux communs les services que l'ONU et d'autres institutions internationales possèdent dans différentes villes du monde. Cette question a fait l'objet d'une étude d'ensemble qui indique certaines améliorations possibles.

c) SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DES ARCHIVES

Pendant la période envisagée, du matériel d'interprétation simultanée, d'un modèle léger et portatif, conçu et construit par le Service des communications et des archives, a été utilisé avec succès en dehors de New-York pour des réunions du Conseil économique et social, de la CEA et de la CEPAL. Les services de télévision du Siège ont eux aussi été améliorés grâce à l'installation d'un nouvel enregistreur magnétique d'images qui a permis de téléviser dans de meilleures conditions les séances de l'Organisation.

L'activité accrue des bureaux extérieurs de l'ONU s'est, comme l'année précédente, traduite par une utilisation plus intensive du réseau de communications (circuit de radiotéléimprimeur, réseau radio du Service mobile, valise diplomatique, etc.). Des améliorations ont été apportées au réseau, et l'on a terminé l'installation d'un émetteur de radio plus puissant à Karachi, ce qui a facilité les transmissions avec d'autres points du réseau. En outre, la fréquence et le nombre des liaisons par la valise diplomatique ont augmenté de 15 pour 100.

La rationalisation des méthodes de conservation des archives a permis de supprimer davantage de documents n'ayant pas d'intérêt d'actualité ou d'intérêt historique; pendant l'année, plus de 530 mètres courants d'archives ont été détruits.

d) SERVICE DES BÂTIMENTS

L'une des tâches les plus urgentes du Service des bâtiments a été de trouver des locaux pour de nouveaux bureaux, en raison de l'extension des programmes existants ou de l'exécution de nouveaux programmes, et il a fallu procéder à plusieurs déménagements importants. De nombreux services ayant encore besoin de s'étendre, on a entrepris une enquête sur l'utilisation des bureaux en vue d'arrêter des plans à long terme qui permettraient de mieux utiliser les locaux actuels.

Le personnel du Service a été consulté au sujet de la construction de l'immeuble de l'ONU à Santiago de Chili, de la modernisation des bâtiments de Genève et des plans d'un immeuble pour les délégations à proximité du Siège. En outre, diverses améliorations secondaires ont été apportées aux installations et à la décoration et l'on a entrepris, à titre préventif, divers gros travaux d'entretien (réparation de l'immeuble de la bibliothèque et des condenseurs de réfrigération).

Dans le domaine de la sécurité, le Service a eu à se préoccuper particulièrement du problème posé par l'affluence des visiteurs aux séances, notamment pendant l'Assemblée générale. Les dégradations et les accidents de personnes demeurent heureusement minimes.

c) SERVICE DE GESTION COMMERCIALE

Parmi les diverses activités productrices de recettes gérées par ce service, les restaurants et services annexes ont posé les problèmes les plus difficiles en raison de la hausse du prix des denrées alimentaires et des salaires dans la région de New-York. Les conséquences de cette hausse ont, pour une grande part, été compensées par la révision des normes d'exploitation et par une augmentation de plus de 2 millions de dollars du chiffre d'affaires brut.

Le public philatéliste a continué de manifester un vif intérêt pour les émissions de l'Administration postale de l'ONU, mais les achats spéculatifs ont ralenti, provoquant une baisse des recettes. La campagne de publicité hors de l'Amérique du Nord se poursuit et donne des résultats encourageants et l'on a étendu, par l'intermédiaire des centres d'information, la vente des timbres contre paiement en monnaie locale.

3. — Administration du personnel

Le Secrétariat a connu une année de stabilité relative à cet égard. Les mouvements de personnel entre les divers bureaux et les lieux d'affectation temporaires tels que la Force d'urgence des Nations Unies à Gaza, et les missions de Palestine, de Somalie, de Corée, de l'Inde et du Pakistan, ont été effectués conformément à des plans établis assez à l'avance. Il a fallu envoyer d'urgence du personnel au Liban et en Jordanie; on a pu procéder rapidement aux affectations nécessaires.

Le personnel initial de la CEA, à Addis-Abéba, a été constitué à l'aide de fonctionnaires permanents du Secrétariat et de personnes recrutées pour la Commission. On a également réuni un personnel spécial pour le plébiscite au Togo et pour le Fonds spécial nouvellement créé. On a commencé le recrutement pour le programme relatif au personnel de direction et d'exécution prévu par la résolution 1256 (XIII) que l'Assemblée générale a adopté le 14 novembre 1958. Le Secrétariat a fourni une assistance à la Conférence des Ministres des affaires étrangères (Genève), à l'IMCO pendant sa première session et au moment de la création de son secrétariat. Le détachement de certains fonctionnaires à l'AIEA s'est poursuivi pendant l'année.

Le Secrétariat a continué de s'occuper activement du programme d'assistance technique: 327 experts venant de 42 pays ont été recrutés et envoyés dans 58 pays différents; le nombre des experts en mission dont le contrat a été prolongé a augmenté considérablement.

Les hausses de prix et de salaires, qui se sont produites dans de nombreux pays, ont influé sur les

échelles des traitements de base et sur le système des ajustements (indemnités de poste ou déductions) en vigueur dans les différentes organisations. Le Comité administratif de coordination a décidé d'étudier de près le régime actuel, compte tenu de la pratique des différents gouvernements et des tendances économiques actuelles.

Le régime des traitements et indemnités recommandé par le Comité d'étude du régime des traitements et approuvé par l'Assemblée générale a été appliqué à l'ensemble du Secrétariat, sauf en ce qui concerne les "échelons d'ancienneté" (Statut du personnel, annexe I, paragraphe 5) dont l'application présente des difficultés administratives qui n'ont pas encore été surmontées. Le nouveau système des indemnités pour charges de famille, recommandé par les chefs des secrétariats des organisations internationales participantes et approuvé provisoirement par l'Assemblée générale, a été mis en vigueur. L'ONU et toutes les autres organisations qui ont adopté les nouvelles définitions les jugent satisfaisantes à l'usage.

Les organismes du Secrétariat créés l'année précédente pour s'occuper de la nomination et de l'avancement des fonctionnaires ont terminé leur premier examen annuel des dossiers des agents des services généraux et des administrateurs. On s'efforcera, l'année prochaine, d'améliorer le système afin d'en simplifier et d'en accélérer le fonctionnement tout en conservant le principe de l'examen fréquent et approfondi du cas de tous les fonctionnaires, avec la collaboration du personnel, et d'une étude attentive des demandes d'emploi.

Conformément à la résolution 1310 (XIII) adoptée le 10 décembre 1958 par l'Assemblée générale, une étude d'ensemble de la Caisse commune des pensions du personnel vient d'être entreprise avec l'assistance d'experts étrangers à l'Organisation. Cette étude doit porter sur le régime des prestations, la mesure dans laquelle il répond aux besoins actuels et futurs, les modalités selon lesquelles pourrait être révisé le traitement de base soumis à retenue pour pension, ainsi que les bases financières et techniques de la Caisse des pensions. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, agissant de concert avec les chefs des secrétariats des autres organisations affiliées et en coopération avec le Comité mixte de la Caisse des pensions, de présenter, pour décision, des propositions à l'Assemblée générale, lors de sa quinzième session, en 1960. En attendant les résultats de cette étude d'ensemble, les pensions et rentes viagères versées par la Caisse ont été majorées, à dater du 1er juillet 1959, d'un montant égal à 5 pour 100 de la prestation normale. La rémunération soumise à retenue pour pension des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures a été augmentée de 5 pour 100 avec effet du 1er janvier 1959.

Dans sa résolution 1309 (XIII) en date du 10 décembre 1958, l'Assemblée générale a adopté certains amendements aux statuts de la Caisse des pensions. L'ajustement des pensions de retraite, d'invalidité et de veuve, approuvé à la douzième session en ce qui concerne les participants actuels, a été rendu rétroactivement applicable à compter du 1er janvier 1958 aux personnes mises à la retraite, frappées d'invalidité ou ayant acquis droit à pension de veuve avant cette date. L'article XVIII des statuts, qui autorise les participants à verser des cotisations volontaires pour acheter

un complément de pension de retraite, a été modifié de façon à porter le montant maximum de la pension de retraite de 50 à 60 pour 100 du traitement moyen final. Des délais ont été fixés au-delà desquels le droit à une prestation en capital, à une pension ou à une rente viagère, prend fin lorsque le titulaire a omis de faire valoir ses droits et de faire connaître ses instructions de paiement ou a refusé de recevoir le paiement. Ces délais sont de deux ans pour la prestation en capital et de cinq années consécutives pour la pension ou la rente viagère. Cette disposition ne porte pas atteinte au droit à une prestation qui n'a pas été exercé pour des raisons indépendantes de la volonté de son titulaire. Le droit à la prestation peut être rétabli lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient. L'Assemblée générale a décidé également que la composition du Comité mixte de la Caisse devait être modifiée et le nombre de ses membres réduit, après l'étude d'ensemble de la Caisse des pensions ou, en tout cas, le 1er janvier 1962.

Par sa résolution 1295 (XIII) du 5 décembre 1958, l'Assemblée générale a apporté deux modifications au Statut du personnel. L'article 3.4 relatif aux prestations familiales a été modifié de manière à abroger les dispositions concernant l'impôt sur le revenu: le Secrétaire général et les chefs des secrétariats des organisations affiliées ont estimé que cette disposition n'avait pas, pour le régime des prestations familiales, une importance qui justifiait les difficultés administratives considérables qu'elle soulevait. L'annexe IV du Statut du personnel a été modifiée de manière à harmoniser les conditions dans lesquelles un fonctionnaire perd ses droits à l'indemnité de non titulaire avec celles dans lesquelles il devient participant ordinaire à la Caisse des pensions.

Le Secrétariat est, comme les années précédentes, redevable aux auxiliaires bénévoles (Volunteer Services) qui n'ont ménagé ni leur temps ni leurs talents pour mettre au point des programmes spécialement destinés à faire participer à la vie new-yorkaise les fonctionnaires nouvellement arrivés.

4. — Questions financières

La situation budgétaire et financière de la Force d'urgence des Nations Unies est examinée dans la partie du présent rapport qui a trait à la FUNU (chapitre premier, section 8).

a) SITUATION BUDGÉTAIRE

D'après le rapport financier et les comptes pour 1958, les dépenses budgétaires de l'exercice se sont élevées à 60.848.555 dollars; l'excédent budgétaire a été de 571.278 dollars, dont 43.290 dollars ont été déduits des contributions des Etats Membres pour 1959 et le solde (527.988 dollars) viendra en déduction des contributions des Etats Membres pour 1960.

Dans l'avant-propos de son projet de budget pour 1960, le Secrétaire général résume les prévisions pour cet exercice et la situation budgétaire de 1959. Le projet de budget initial pour 1960 prévoit 61.863.200 dollars de dépenses; les crédits ouverts pour 1959 s'élevaient à 60.802.120 dollars. Les recettes, autres que les contributions du personnel, sont évaluées à 5.319.300 dollars et le produit des contributions du personnel à 6.250.000 dollars; les chiffres correspondants pour 1959 sont 5.317.880 et 6.123.000 dollars

respectivement. Plusieurs des facteurs qui expliquent l'augmentation des crédits demandés pour 1960 influeront aussi sur les dépenses de 1959.

b) FONDS DE ROULEMENT

Par sa résolution 1340 (XIII) du 13 décembre 1958, l'Assemblée générale a fixé le montant du Fonds de roulement à 23,5 millions de dollars pour 1959, ce Fonds devant être alimenté à concurrence de 22.948.830 dollars par les avances en espèces des Etats Membres conformément au barème des quotes-parts de 1959, et à concurrence de 551.170 dollars par le virement des excédents budgétaires au 31 décembre 1957 non encore portés en déduction des contributions des Etats Membres pour 1958.

Au 31 mai 1959, le solde impayé des avances des Etats Membres au Fonds de roulement était de 806.293 dollars. A cette même date, le Secrétaire général, usant des pouvoirs que lui confère la résolution 1340 (XIII), avait avancé, par prélèvement sur le Fonds de roulement, les sommes suivantes: 1) exécution du budget, en attendant le recouvrement des contributions: 19.233.750 dollars; 2) prêts à une commission préparatoire, etc.: 32.909 dollars; 3) achats et opérations amortissables: 288.842 dollars; 4) avances pour dépenses imprévues et extraordinaires: 146.858 dollars. Outre ces sommes, les avances autorisées en vertu de la résolution 1340 (XIII), mais dont le montant n'avait pas encore été versé, s'élevaient à 225.841 dollars.

c) CONTRIBUTIONS

Au 31 mai 1959, l'état des contributions au budget de 1959 et de l'arriéré des contributions dues pour les exercices 1958, 1957 et 1956 s'établissait comme suit:

	<i>Contributions pour l'exercice</i>			
	1959	1958	1957	1956
	<i>(Dollars des Etats-Unis)</i>			
Total	61.500.000	51.500.000	49.088.050	48.330.000
Versements et autres	15.221.049	47.895.121	47.866.961	48.320.355
sommes inscrites au crédit des Etats				
A recevoir	46.278.951	3.604.879	1.221.089	9.645

Les contributions aux budgets antérieurs à 1956 sont maintenant intégralement versées.

Les contributions pour 1959 ont été fixées d'après le barème des quotes-parts adopté par l'Assemblée générale [résolution 1308 (XIII) en date du 10 décembre 1958]. En vertu de cette résolution, le Secrétaire général, après avoir consulté le Président du Comité des contributions, a fait connaître aux Etats Membres qu'ils pourraient verser 14,85 pour 100 de leurs contributions de 1959 en francs suisses, 11,60 pour 100 en livres sterling et 6 pour 100 en diverses monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. La fraction (32,45 pour 100) des contributions de 1959 qui peuvent être versées en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis représente 11,8 millions de dollars. Pour les contributions de 1958 les chiffres correspondants étaient 34,75 pour 100 et 10.440.000 dollars respectivement. Quinze Etats Membres ont décidé d'user de la faculté de faire des versements dans une ou plusieurs des devises autres que le dollar des Etats-Unis.

d) TRÉSORERIE

Après avoir examiné les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la trésorerie de l'Organi-

sation, l'Assemblée générale a adopté le 13 décembre 1958 la résolution 1341 (XIII) dans laquelle elle a approuvé notamment l'augmentation du Fonds de roulement mentionnée ci-dessus et autorisé le Secrétaire général à emprunter, dans certaines conditions déterminées, des sommes qu'il prélèverait sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde pour faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement. Il a fallu faire usage de cette autorisation en juin 1959.

e) COMITÉ DE NÉGOCIATION DES FONDS EXTRA-BUDGÉTAIRES

Le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires que l'Assemblée générale a nommé par sa résolution 1197 (XII) en date du 13 décembre 1957 a été créé afin d'aider l'Organisation à obtenir des fonds pour mettre en œuvre des programmes qui ne sont pas inscrits à son budget ordinaire et dont le financement est assuré au moyen de contributions volontaires. Il s'agit du Programme élargi d'assistance technique, du FISE, de l'UNREF et de l'UNRWA.

Dans le rapport qu'il a soumis à l'Assemblée à sa treizième session, le Comité a commenté les résultats obtenus grâce à la réunion d'une conférence spéciale d'annonce des contributions aux programmes de l'UNRWA et de l'UNREF et a recommandé de conserver cette méthode. La situation financière de ces deux organismes est étudiée aux chapitres pertinents du présent rapport (chapitre premier, section 10, et chapitre II, partie F).

Tenant compte de cette recommandation, l'Assemblée, par sa résolution 1296 (XIII) du 5 décembre 1958, a décidé que, pendant sa quatorzième session,

elle réunirait une commission spéciale, composée de tous les membres de l'Assemblée, devant laquelle les contributions volontaires aux deux programmes intéressant les réfugiés seraient annoncées. Un nouveau comité de négociation des fonds extra-budgétaires a été constitué; il a le même mandat que les comités des années précédentes et doit rendre compte à la quatorzième session de l'Assemblée générale.

5. — Ecole internationale des Nations Unies et locaux pour les délégations

L'Organisation a continué de se préoccuper des moyens d'assurer l'enseignement des enfants de fonctionnaires appartenant à de nombreuses nationalités. Après avoir étudié le problème, l'Assemblée générale, par sa résolution 1297 (XIII) du 5 décembre 1958, a consenti une subvention de 32.700 dollars au budget de l'Ecole internationale, à New-York, destinée à couvrir une partie du déficit de 54.000 dollars prévu pour l'année scolaire 1958-1959. Aux termes de la même résolution, le Secrétaire général a été prié de prêter ses bons offices au conseil d'administration de l'école pour l'aider à trouver des locaux permanents convenables à Manhattan. A titre provisoire, des dispositions ont été prises, grâce à la coopération de la Ville de New-York, pour l'utilisation d'un bâtiment scolaire appartenant à la Ville et situé à proximité du Siège. Ce bâtiment ne sera disponible que jusqu'en septembre 1962.

En 1959, le conseil d'administration a élargi sa composition pour se donner un caractère plus représentatif: il comprend maintenant des représentants des délégations, ainsi que des personnalités du monde de l'enseignement et des affaires.

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenschmidt, Schwanthaler Strasse 59, Frankfurt/Main.
Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.
W. E. Saarbach, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).
ARGENTINE
Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
AUSTRALIE
Melbourne University Press, 369/71 Lonsdale Street, Melbourne C.1.
AUTRICHE
Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Willenstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.
BELGIQUE
Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.
W. H. Smith & Son, 71-75, boulevard Adolphe-Max, Bruxelles.
BIRMANIE
Curator, Govt. Book Depot, Rangoon.
BOLIVIE
Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.
BRESIL
Livreria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.
CEYLAN
Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.
CHILI
Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.
Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.
CHINE
The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.
COLOMBIE
Librería Buchholz, Bogotá.
Librería América, Medellín.
Librería Nacional, Ltda., Barranquilla.
COREE
Eul-Yoo Publishing Co., Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.
COSTA-RICA
Imprenta y Librería Trejos, Apartado 1313, San José.
CUBA
La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.
DANEMARK
Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.
EQUATEUR
Librería Científica, Guayaquil et Quito.
ESPAGNE
Librería Mundi-Prensa, Castello 37, Madrid.
Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.
ETHIOPIE
International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abebä.
FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).
GHANA
University College Bookshop, P.O. Box 4, Achimota, Accra.
GRECE
Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.
GUATEMALA
Sociedad Economica-Financiera, 6a Av. 14-33, Guatemala.
HAITI
Librairie "A la Caravelle", Boite postale 111-B, Port-au-Prince.
HONDURAS
Librería Panamericana, Tegucigalpa.
HONG-KONG
The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
INDE
Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi et Hyderabad.
Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.
P. Varadachary & Co., Madras.
INDONESIE
Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.
IRAK
Mackenzie's Bookshop, Baghdad.
IRAN
"Saiti", 482 Ferdowsi Avenue, Téhéran.
IRLANDE
Stationery Office, Dublin.
ISLANDE
Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstræti 18, Reykjavik.
ISRAEL
Blumstein's Bookstores, Ltd., 35 Allenby Road, Tel Aviv.
ITALIE
Librería Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze, et Lungotevere Arnaldo da Brescia 15, Roma.
JAPON
Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.
JORDANIE
Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.
LIBAN
Khayat's College Book Cooperative, 32-34, rue Bliss, Beyrouth.
LIBERIA
J. Momolu Kamara, Monrovia.
LUXEMBOURG
Librairie J. Schummer, Luxembourg.
MAROC
Bureau d'études et de participations industrielles, 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.
MEXIQUE
Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.
NORVEGE
Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.
NOUVELLE-ZELANDE
United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Dacca, East Pakistan.
Publishers United, Ltd., Lahore.
Thomas & Thomas, Karachi, 3.
PANAMA
José Menéndez, Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.
PARAGUAY
Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.
PAYS-BAS
N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.
PEROU
Librería Internacional del Perú, S.A., Lima.
PHILIPPINES
Alema's Book Store, 769 Rizal Avenue, Manila.
PORTUGAL
Livreria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.
REPUBLIQUE ARABE UNIE
Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.
REPUBLIQUE DOMINICAINE
Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.
ROYAUME-UNI
H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.
SALVADOR
Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.
SINGAPOUR
The City Book Store, Ltd., Collyer Quay.
SUEDE
C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.
SUISSE
Librairie Payot, S.A., Lausanne, Genève.
Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zürich 1.
TCHÉCOSLOVAQUIE
Československý Spisovatel, Národní Třída 9, Praha 1.
THAILANDE
Pramuan Mit, Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.
TURQUIE
Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
Mejdunarodnaia Kniga, Smolenskaia Plachtchad, Moskva.
UNION SUD-AFRICAINE
Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.
URUGUAY
Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.
VENEZUELA
Librería del Este, Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.
VIET-NAM
Librairie-Papeterie Xuân Thu, 185, rue Tu-Do, B.P. 283, Saïgon.
YUGOSLAVIE
Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenija.
Državno Preduzeće, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.
Prosvjeta, 5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

[59F2]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).

Printed in U.S.A.

Price: \$U.S. 1.25; 9/- stg.; Sw. fr. 5.00
(or equivalent in other currencies)

18836—August 1959—1,075